

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13125 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DERNIÈRE ÉDITION

— VENDREDI 10 AVRIL 1987

Percée des islamistes en Egypte

Le président Moubarak a toutes raisons d'être satisfait de la consultation qui vient de se dérouler en Egypte. Comme prévu, les premières estimations, qui restent encore à confirmer officiellement, donnent une large majorité au Parti national démocratique (PND) au pouvoir. Celui-ci obtiendrait environ 75 % des voix et disposerait donc de la majorité des deux tiers. Ce résultat permettrait au président Moubarak de se représenter à l'élection présidentielle d'octobre prochain comme l'unique candidat du Parlement.

Ce scrutin, entaché comme d'habitude de nombreuses irrégularités, de brutalités policières et de cas flagrants de fraude électorale, n'a cependant pas empêché l'Alliance islamique, dominée par les Frères musulmans, de remporter environ 15 % des suffrages exprimés. Les intégristes deviennent donc le premier groupe de l'opposition aux dépens du Néo-Wafd, héritier du grand parti nationaliste de jadis, qui est relégué en troisième position.

La percée des Frères musulmans, qui, bien que privés d'une existence légale, ont fait une campagne nationale grâce à leur alliance avec le Parti de l'Action socialiste — qui n'a de socialiste que le nom — et le Parti « Républicain », situé à l'extrême droite de l'échiquier politique, ne constitue pas une surprise. Leur retour en force était prévu de longue date et correspond aux réalités politiques d'un pays fortement religieux.

Disposant, en outre, de l'appui financier de puissantes sociétés islamiques du secteur privé, les Frères musulmans ont profité des foras de leur possession pour mener une campagne électorale particulièrement efficace.

Le grand vaincu de la consultation est le Néo-Wafd, la seule formation de l'opposition à avoir obtenu des sièges aux élections législatives de 1984. Sa rentrée au Parlement avait suscité alors de nombreux espoirs parmi ceux — ils étaient nombreux — qui souhaitaient un changement dans un régime dominé depuis de longues années par le PND. Le Néo-Wafd a cependant déçu. Tout d'abord par son alliance avec les Frères musulmans qui lui a aliéné, malgré une rupture tardive avec les islamistes, l'appui des chrétiens coptes, qui faisaient partie de son électorat traditionnel. Il s'est surtout montré incapable d'émouvoir son image de marque, faute d'avoir su ou voulu renouveler sa direction, formée de cadres inamovibles, et d'avoir pris ses distances par rapport à la politique économique impopulaire menée par le parti au pouvoir.

Enfin, la gauche, constituée par le Rassemblement national progressiste unioniste de M. Khaled Mohieddine, sera vraisemblablement absent du Parlement, payant ainsi son refus de conclure avec les islamistes l'alliance qui aurait été nécessaire pour franchir la barre des 8 % imposée par la loi électorale pour obtenir une représentation à l'Assemblée.

En définitive, pas grand-chose n'est changé. Le PND contrôle fermement le Parlement et donc l'Etat. Ses députés seront en butte au harcèlement d'une opposition tonitruante qui essaiera de transformer l'Assemblée nationale en une tribune pour faire avancer ses idées religieuses, notamment en ce qui concerne l'imposition de la charia, la loi islamique. C'est dommage, alors que les véritables problèmes auxquels l'Egypte doit faire face sont d'ordre économique et social.

(Lire nos informations page 6.)

Les syndicats face à M. Gonzalez

L'Espagne est secouée par une vague de grèves

L'agitation sociale s'étend en Espagne. Depuis le mardi 7 avril, Madrid est paralysée par une grève du métro. Vendredi, les cheminots cesseront le travail, ainsi que les employés d'Iberia et d'Aviaco (lignes aériennes intérieures). Mercredi, les étudiants en médecine ont manifesté dans la capitale, tandis que les médecins hospitaliers commencent une grève de trois jours. Le secteur hôtelier devrait être touché pendant la Semaine sainte. Les revendications portent sur les salaires.

Les Commissions ouvrières (proches des communistes) avaient prédit un printemps chaud. Un appel à la grève générale lancé par leur dirigeant, M. Marcelino Camacho, a certes été repoussé le mois dernier, mais, chaque semaine, s'ouvrent de nouveaux fronts. La plupart des grèves sont liées aux négociations sur un accord salarial pour cette année. Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez reste ferme : 5 % d'augmentations, correspondant au taux d'inflation prévu, quand les syndicats demandent 7 %.

L'Union générale du travail (UGT), pourtant proche du gou-

vernement socialiste est en désaccord total avec le ministre de l'Economie, M. Carlos Solchaga. Les militants de l'UGT sont dans la rue aux côtés des commissions ouvrières.

Le ministre de l'intérieur a déclaré aux syndicats qu'il était prêt au dialogue, mais les Commissions ouvrières ont rétorqué qu'il revenait au président du gouvernement de négocier et non au « chef de la police ». A deux mois des élections municipales, régionales et européennes, le gouvernement socialiste, qui avait remporté facilement, en juin 1986, les législatives, apparaît bien affaibli.

La stabilité menacée par la crise ?

Turbulences mexicaines

MEXICO
de notre envoyé spécial

Sur l'air de « Tous va très bien madame la Marquise », les autorités mexicaines nient l'existence d'une crise. Les récents mouvements sociaux, le débat à l'intérieur du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir depuis près de soixante ans, ne sont, pour des membres influents du gouvernement, que les reflets de l'évolution démocratique du pays et ne mettent pas en péril la formidable capacité d'adaptation du pouvoir, et sa stabilité depuis la révolution.

Pourtant, le Mexique traverse incontestablement une zone de forte turbulence, aggravée par

une situation économique très difficile, occupée l'Etat de la dette extérieure du pays et de l'importante baisse du pouvoir d'achat des classes les plus démunies. Plus encore, la structure même du pouvoir mexicain est aujourd'hui ébranlée. L'entente entre les différents forces qui gèrent le pays, parti, gouvernement et syndicats, est mise à mal. La conjonction, dans un temps très limité — quatre mois environ — de l'apparition du courant « démocratique » dans un parti auparavant monolithique de mouvements sociaux autour de revendications salariales, et du réajustement des étudiants, fragilisent le consensus qui rassemblait jusqu'ici la population autour des grands thèmes de la révolution... de 1917.

JULIEN GREEN



LES PAYS LOINTAINS

S E U I L

Hausse des cotisations ou prélèvement sur les revenus

M. Séguin veut combler « d'urgence » le déficit de la Sécurité sociale

Le gouvernement va arrêter, le mardi 14 avril, au cours d'un conseil de cabinet, les modalités des « états généraux » de la protection sociale. M. Philippe Séguin a présenté, mercredi, plusieurs axes de réflexion, notamment pour le financement du régime général. Le ministre des affaires sociales a confirmé, jeudi, que le gouvernement prépare « une mesure d'urgence » pour l'année 1987, la Sécurité sociale risquant, sinon, de se trouver « en cessation de paiement » au dernier trimestre.



Lire page 32 Article de GUY HERZLICH

Un arrêt de la cour d'appel de Versailles

Terreur routière

La cour d'appel de Versailles n'a pas aggravé la peine d'un an de prison avec sursis prononcée en première instance à l'encontre du responsable d'un accident de la route qui provoqua la mort d'une jeune fille de vingt-deux ans, Anne Collier. Le garde des sceaux avait jugé cette sanction trop indulgente.

La tuerie ordinaire. Nul ne prend le volant avec l'intention de tuer et, chaque année, sur les routes de France, dix mille personnes périssent. On sait d'avance qu'au cours des week-ends qui s'annoncent, des dizaines de Français perdront la vie au hasard d'une loterie tragiquement nationale.

L'affaire n'est pas nouvelle. Les courbes du massacre ont suivi le formidable développement, depuis la guerre, du parc automobile et de son usage. On savait et on s'habitua à l'appât de la déesse. Il y avait une fatalité dans les bilans. Le risque était pour les autres, chacun se persuadant qu'il était le meilleur conducteur de l'Hexagone.

L'affirmation du caractère intolérable de cette guerre civile vient d'être, forcément, des victimes, c'est-à-dire de leurs familles.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite et nos informations page 12.)

Tractations, propositions par les chaînes publiques et privées

La guerre des étoiles

Pierre Tchernia est heureux. « Le plus heureux des hommes », précise-t-il même. Entre le scénario de film qu'il termine et le parc d'attractions consacré à Astérix auquel il va collaborer, ce ne sont pas les projets qui lui manquent. Et le nouveau « paysage audiovisuel » ? « M. Cinéma » fait mine de ne pas comprendre : « Nous venons de lancer une série de cinq émissions, « Bonjour, monsieur Festival de Cannes ». Mais, TF 1, voyons ! La chaîne privée, oui ou non a-t-elle fait des avances à ce baron d'Antenne 2, comme à ces autres piliers que sont Marcel Juhan, Alain Decaux, Jacques Chancel ou Jacques Martin ? » Des propositions ? Tchernia feint la surprise. « Aucune ! Enfin, pas encore... »

C'est que la chasse est ouverte. Depuis longtemps. Bien avant la réattribution des cinquième et sixième chaînes. Mais la victoire que Francis Bouygues a remportée pour la reprise de TF 1 a encore intensifié cette course aux stars.

Certains ne cachent pas avoir misé sur Hachette. En bonne logique, puisque l'empire de Jean-Luc Lagardère était donné grand favori dans la course à TF 1. Christine Ockrent avait abattu son jeu publiquement en se montrant aux côtés du candidat malheureux — en tant que future directrice de l'informa-

tion — devant la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) et en disant son fait à Michel Droit. Francis Bouygues l'a poursuivi à présent de ses assiduités. Les deux mégastars de la Une actuelle s'étaient, elles aussi, laissées tenter par le sieur Lagardère. « J'avais joué la carte Hachette, précise aujourd'hui Stéphane Collaro, puisque je connaissais bien Yves Sabouret et Etienne Mougeotte », alors que Patrick Sabatier confie : « J'avais, il est vrai, comme Ockrent et Collaro, un précontrat avec le groupe Hachette. Le troisième larron, Yves Mourousi, lui, continue de mener son jeu, sans nier qu'il est « en discussion » avec la 5.

Seul Michel Polac cultive son image d'enfant terrible — et de candidat au martyre ? — en refusant toute compromission. « Je n'ai eu de contact avec aucun des repreneurs, grommelle-t-il, et même aujourd'hui je trouve ce silence étrange. Mon nom ferait-il peur ? Je suis philosophe — car j'en ai vu des changements ! — et je continue de faire mon métier. » Il trouve « affligeant » et « lamentable » le spectacle donné par les deux candidats devant la CNCL, qui « ne savent pas ce que c'est que l'audiovisuel et nous préparent une télévision frivole de tasses de thé pour vieilles dames ». « De toute façon, lance-t-il, les Français sont des enfants face aux nouveaux médias qui nous arrivent par satellite. »

Dernier — ou premier — pied de nez à son nouveau patron — qui, lui, trouve que « Droit de réponse » est « une bonne émission », — Michel Polac vient d'annoncer qu'il prépare un débat sur les maisons Bouygues, « pour voir si le nouveau PDG est aussi fair-play que l'ancien ».

Quant à Anne Sinclair et à Patrick Poivre d'Arvor, ils préfèrent l'attentisme. Intransigeant comme à son habitude, la « femme de l'année » trouve « indécent de négocier quoi que ce soit avant l'installation du nouveau patron ».

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 28.)

Le Monde DES LIVRES

■ Edmond Jabès, écrivain-pénitence. ■ Les « Psalms » à travers Claudel. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « le Crépuscule au loin », d'Elie Wiesel. ■ La chronique de Nicole Zand : « Etrangers en Terre promise ».

Pages 17 à 25

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 825 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Islande, 95 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,50 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50-G.

TIERS-MONDE

La dette des pays en développement reste le talon d'Achille de l'économie internationale. Francis Blanchard ne voit pas comment sortir de l'épreuve sans un effort de l'Occident pour reprendre les courants de capitaux vers le Sud et augmenter ses achats dans ces pays. Elargissant le débat, Zaki Laidi propose de dépasser les cadres de référence Nord-Sud ou Est-Ouest pour regarder le tiers-monde.

Une nouvelle grille de lecture

Ne plus se résigner à « choisir son camp » et à lire de manière seulement événementielle le système international

par ZAKI LAIDI (*)

Si la complexité du système international et des conditions d'insertion du tiers-monde en son sein ne fait guère de doute, la construction d'une grille de lecture pour les appréhender reste bien difficile. D'un côté, un extraordinaire morcellement des enjeux et conflits (Tchad, Liban) qui ont incontestablement miné l'efficacité symbolique de nombreux cartels politiques (des non-alignés entre autres). De l'autre, de puissantes tentatives de réajustement, d'uniformisation ou de réaligement, que celles-ci émanent des superpuissances pour réduire l'autonomie des Etats (offensive américaine contre l'UNESCO, invasion soviétique de l'Afghanistan) ou des institutions financières internationales, pour qui il n'existe pas trente-six façons de sortir de la « crise » (programmes d'ajustement structurels FMI/Banque mondiale).

Cela étant posé, une question demeure. Quelle ligne de partage faut-il privilégier pour essayer d'y voir plus clair ? Faut-il résoudre la prévalence de la problématique Est-Ouest dans le tiers-monde, comme certains épigones du libéralisme le proposent, ou convient-il de se cramponner à une vision Nord-Sud ?

Après avoir connu son heure de gloire dans les années 70, la problématique Nord-Sud, issue de la matrice de la dépendance chère à Samir Amin, est aujourd'hui dévaluée. Des économistes qu'on disait irréductiblement « bloqués » dans leur développement affichent une prospérité relative. Les Ghanéens, encore mal remis de l'expérience de Nkrumah et observant leur voisin ivoirien, en savent quelque chose. Plus encore, les pays du Sud qui, aujourd'hui, s'en « sortent » se sont développés non pas en s'égoïssant sur la scène internationale mais en s'alignant politiquement sur une grande puissance (la Corée du Sud). Le tiers-monde est donc bel et bien phasé, et les difficultés qu'il a à concilier des intérêts divers (exemple du dernier sommet des non-alignés) le montrent bien.

Faut-il pour autant tirer argument de l'ensemble de ces faits pour plaider la cause de l'alignement sur l'Ouest et disqualifier toute idée de revendication venant du Sud ? Ce chemin sur lequel Médécine sans frontières s'efforce subtilement de lancer de nouveaux croisements est à bien des égards dangereux. A regarder les choses de manière plus serine, on constatera que la prégnance du conflit Est-Ouest dans le tiers-monde réside plus dans sa capacité à empêcher qu'une autre ligne de fracture ne dévalise totalement que dans son pouvoir à ordonner autour de lui l'ensemble des contradictions internationales.

En d'autres termes, le « retour » en force de l'Est-Ouest ou la complexité croissante des enjeux du tiers-monde n'abolissent pas par enchantement l'acuité des clivages verticaux (Nord-Sud).

Affaire de domination

A cet égard, la fabuleuse crise de l'endettement souligne bien l'asymétrie du système international, du Mexique aux Philippines. Cette crise n'est donc pas simplement affaire de « régulation » ou d'ajustement, mais bien affaire de domination.

De surcroît, si la faillite économique des socialismes bureaucratiques n'est plus sérieusement contestée, la supériorité des démarches libérales n'est guère établie. Au demeurant, la ligne de clivage entre développement libéral et développement étatique est largement inspirante. Le développement économique de la Corée a été puissamment impulsé par l'Etat. En Afrique, la régulation économique se fait dans la quasi-totalité des Etats par la bureaucratie plutôt que par le marché. L'Egypte, la Somalie, le Ghana et le Soudan, qui ont basculé d'Est en Ouest, sont plus que jamais enfoncés dans la crise. Le cas du Pérou, qui lutte pied à pied contre le diktat du FMI, indique bien que la « voie démocratique » n'abolit pas la réalité de la domination extérieure.

C'est pourquoi, au lieu de se résigner à « choisir son camp » ou à avoir une lecture purement événementielle des problèmes internationaux, il est peut-être possible de construire une grille de lecture « cardinale » (1) (par référence aux quatre points cardinaux) reposant sur trois axes :

● L'acclimation des modèles extérieurs. — Il s'agit de comprendre comment les modèles de l'Est et de l'Ouest se propagent localement, comment ils sont « retravaillés » plutôt que purement et simplement plaqués. Cela permettrait de mieux évaluer leur pérennité plutôt que de spéculer gratuitement sur les passages ou les basculements d'Ouest en Est, ou réciproquement.

● Les doubles codes. — Il faudra désormais analyser la place des Etats du Sud dans le système international à travers leur capacité à utiliser ou à manipuler plusieurs codes politiques, plusieurs systèmes de valeur, et non à travers une grille simplifiée et désenchantée. Prenons l'exemple de la Syrie. Il y a encore dix ans, ce régime pouvait naïvement être perçu en termes « gauchistes ».

(*) Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques de Paris.

droite ». Aujourd'hui, ce schéma est périmé. Damas apparaît à la fois comme un acteur jouant habilement sur le registre des relations interétatiques et comme un « chef de bande ». De telles ressources ne sont pas utilisées dans le seul système international. Dans le monde arabe, on constate que des régimes jouant sur plusieurs registres (l'un classique de type étatique et l'autre plus traditionnel de type tribal ou religieux) comme le Maroc ou la Jordanie disposent d'une marge de manœuvre interne supérieure à ceux qui ont mis tous leurs œufs dans le même panier de la laïcité (Tunisie) ou de la « modernisation autoritaire » (Egypte, Irak).

● La vitalité des résistances. — Il faut enfin éviter de penser que la crise des institutions multilatérales dans lesquelles un certain tiers-mondisme a vécu de grandes heures marque l'abdication pure et simple des Etats face à l'extérieur.

Les extraordinaires difficultés rencontrées par les programmes d'ajustements structurels ou les projets de développement soulignent la vitalité réelle mais pas nécessairement spectaculaire des résistances, des détournements, de l'inertie. On fait semblant d'acquiescer. Mais sur le terrain on résiste, on transfigure le modèle. Les dynamiques du système international ont incontestablement changé de terrain. Elles n'ont pas nécessairement changé de sens.

(1) Voir « Les relations cardinales », Revue française de science politique, décembre 1986.

Réponse à MM. Bloch-Lainé et Duché

En réponse à l'article de F. Bloch-Lainé et du professeur Duché (Le Monde du 24 mars), la direction générale de Cent familles-Fondation Jean-Luc Lahaye nous a adressé une lettre, dont nous publions les principaux extraits.

Un artiste a décidé de venir en aide aux enfants déshérités, en déresse et en danger : c'est bien ! Alors, pourquoi essayer de décourager une entreprise individuelle qui demande aux adultes de penser et de faire avec les enfants ?

La fondation Cent familles s'est investie pour leur donner la main. C'est déjà une image de paix. Notre intention n'a jamais été de nous substituer à l'administration d'aide sociale à l'enfance, au contraire, puisque le centre de Clichy a été monté en étroite collaboration avec

les services sociaux des Hauts-de-Seine.

Quant aux autres maisons, réparties à travers la France, un contact a été pris avec chaque direction départementale, à laquelle nous avons demandé quels étaient les besoins et de quelle manière nous pouvions intervenir. Ce qui veut dire que, tout en gardant notre indépendance intellectuelle, nous ne ferons rien sans un accord préalable, justifiant de l'intérêt porté aux enfants.

Les dons récoltés depuis le 16 décembre ont été déposés auprès de la Fondation de France. C'est aussi avec elle que notre conseil d'administration décidera de leur utilisation.

Les projets (ambassades régionales, aide aux centres existants en difficulté financière, aide aux familles, parrainage, bourses d'études, etc.) sont proposés, étudiés et discutés par des gens compétents, qui se reconnaissent tout d'abord par l'amour porté aux enfants.

A propos du millénaire capétien

Le duc Hugues Capet fut promu à la royauté en 987 (...). Depuis, cette maison capétienne a édifié la France et a été un « puissant facteur d'unité européenne et d'épanouissement dans le monde ».

Ces derniers mots appartiennent au chef actuel de la Maison des Bourbons, Alphonse II, duc d'Anjou et de Cadix. Quoique petit-fils d'Alphonse XIII d'Espagne, il est « toujours un Français en vertu d'un imprescriptible droit du sang », puisque issu du lignage de Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, qui prévalait sur la descendance du frère cadet du Roi-Soleil, Philippe d'Orléans.

Le traité d'Utrecht (1713), qui contraignit Philippe, devenu roi d'Espagne, à renoncer au trône de France, ne peut être invoqué pour dessaisir de ses droits et devoirs l'actuel héritier de la couronne, car cet acte, issu d'une guerre extérieure, ne peut s'imposer aux lois fondamentales du royaume, selon lesquelles le souverain, désigné par le seul principe de sa lignité, n'est pas propriétaire du trône et ne peut en disposer, a fortiori, y renoncer pour ses successeurs.

CORINNE SOSSIER
(Concarneau).

Vues illusoires sur la dette

Sauver le Sud de la faillite, c'est créer une demande pour les pays du Nord

par FRANCIS BLANCHARD (*)

DEUX événements viennent de nous rappeler la gravité du problème de la dette du tiers-monde. Il s'agit d'une part de la publication par l'OCDE et la Banque des règlements internationaux de chiffres qui montrent que la dette des pays en développement a dépassé 1 000 milliards de dollars. En d'autres termes, elle s'accroît. Il s'agit d'autre part de la diffusion d'un document préparé à la demande du souverain pontife par la commission Justice et Paix appelant pays créditeurs, pays débiteurs, banques commerciales, organisations internationales à unir leurs efforts pour s'attaquer à ce problème.

Force est de constater en effet qu'en dépit des tentatives faites notamment dans le cadre des instances internationales depuis la conférence du Fonds monétaire international de Séoul en 1985 où James Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, appelait à une action concertée, peu de progrès ont été réalisés. L'incompréhension entre créanciers et débiteurs tient sans doute à des perceptions différentes du problème et de ses implications d'un côté et de l'autre.

Dans les pays en développement, le problème de la dette est visible sous ses aspects social et économique, il apparaît dans les pays industrialisés essentiellement comme un problème financier qui requiert l'attention des spécialistes mais n'a pas d'impact sur la vie de tous les jours. Les problèmes quotidiens des populations, confrontées à un chômage persistant et à une reprise économique qui reste précaire, amènent en effet l'opinion publique à considérer avec méfiance toute politique comportant le risque de développer une « concurrence ailleurs » et de détourner les capitaux nationaux vers des investissements extérieurs alors que ces capitaux pourraient être mieux utilisés pour la création d'emplois sur place.

Malgré le « bon sens » apparent qui fait leur succès populaire, ce sont là des vues qui sont illusoires. Sauver le Sud de la faillite, assurer son développement économique, c'est du même coup créer une demande pour les produits du Nord, d'abord les biens d'investissement, ensuite les produits de

montée des prix des produits importés, notamment alimentaires.

Si les gouvernements sont souvent contraints d'adopter de telles mesures impopulaires et politiquement dangereuses, c'est que la réduction des flux financiers en provenance des pays créditeurs ne leur laisse d'autre choix que d'ajuster leurs balances extérieures en réduisant les importations et en développant systématiquement les exportations, tâche d'autant plus difficile que la croissance demeure faible, les flux de capitaux vers le Sud insuffisants, le commerce affecté par les mesures protectionnistes. Malgré des appels nombreux et pressants, notamment de la part des dirigeants des grandes institutions financières internationales, les entrées nettes de capitaux dans les pays du tiers-monde ont été en affaiblissement. Réalise-t-on que le solde net des transferts de capitaux des pays en développement vers les pays industrialisés s'est élevé à plusieurs dizaines de milliards de dollars en 1986 ?

Alors que dans les pays en développement le problème de la dette est visible sous ses aspects social et économique, il apparaît dans les pays industrialisés essentiellement comme un problème financier qui requiert l'attention des spécialistes mais n'a pas d'impact sur la vie de tous les jours. Les problèmes quotidiens des populations, confrontées à un chômage persistant et à une reprise économique qui reste précaire, amènent en effet l'opinion publique à considérer avec méfiance toute politique comportant le risque de développer une « concurrence ailleurs » et de détourner les capitaux nationaux vers des investissements extérieurs alors que ces capitaux pourraient être mieux utilisés pour la création d'emplois sur place.

Malgré le « bon sens » apparent qui fait leur succès populaire, ce sont là des vues qui sont illusoires. Sauver le Sud de la faillite, assurer son développement économique, c'est du même coup créer une demande pour les produits du Nord, d'abord les biens d'investissement, ensuite les produits de

(*) Directeur général du Bureau international du travail (Genève).

fois les niveaux de vie relevés. En un temps où le problème principal auquel se trouvent confrontés la plupart des pays industrialisés est de savoir où exporter, on peut s'étonner que l'attrait des marchés potentiels que constituent les pays en développement ne soit pas plus grand.

Accroître l'aide

Il est temps d'ouvrir les yeux : il faut que les pays industrialisés accroissent leur aide aux pays en développement pour leur permettre de faire face à leurs engagements financiers et d'accroître leur croissance. La solution des problèmes sociaux du Nord et en particulier de l'emploi passe par là. Il faut donc que les courants de capitaux reprennent vers le Sud et que le Nord accepte sans réserve les pays du tiers-monde comme partenaires commerciaux.

S'il faut stimuler vigoureusement les investissements privés, il faut aussi accroître les moyens d'action des grandes institutions financières internationales, Fonds monétaire, et surtout Banque mondiale et ses filiales, ainsi que les banques régionales. Bien sûr il conviendrait que les capitaux et ressources ainsi alloués soient mieux utilisés que ce ne fut parfois le cas dans le passé. Beaucoup ont été gaspillés à l'époque de la surabondance des pétrodollars. Trop de fuites ont eu lieu vers des paradis fiscaux ou autres terres d'accueil. Plus de rigueur impliquerait sans doute, malgré l'ambiguïté du mot et son impopularité dans les pays débiteurs, une nouvelle « conditionnalité » des prêts et des aides. Mais peut-être les termes de cette conditionnalité devraient-ils être repensés pour atteindre les meilleurs résultats possibles, tant économiques que sociaux. A cet égard, une concertation avec les partenaires sociaux lors de la détermination des programmes nationaux d'ajustement, de « restructuration » ou de « développement » (les trois termes devraient dans ce contexte être équivalents) constituerait sans doute le meilleur moyen de parvenir à définir des approches rentables sur le plan économique et tolérables sur le plan social. Le réalisme politique commande de veiller à ce que les seuils de tolérance ne soient pas dépassés.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-55-91-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-510 is published daily, except Sundays for \$ 6.00 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint, U.S.A. P.A.C., 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ont droit à deux changements d'adresse par an sans frais.

Les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Idries Shah

Roman / Stock

334 p. 95 F

Roman Stock

« Un seigneur du désert raconte la lutte d'une poignée de héros contre tout un empire »

Catherine David - Le Nouvel Observateur

Dans l'Afghanistan d'aujourd'hui, un admirable roman d'amour et d'aventures.

Roman Stock

334 p. 95 F

Roman Stock

« Un seigneur du désert raconte la lutte d'une poignée de héros contre tout un empire »

Catherine David - Le Nouvel Observateur

Dans l'Afghanistan d'aujourd'hui, un admirable roman d'amour et d'aventures.

Roman Stock

334 p. 95 F

Roman Stock

Seize mois après le passage du général Jaruzelski à Paris

La visite de M. Raimond à Varsovie consacre la normalisation des relations franco-polonaises

les ambassadeurs américains. Au lieu de ce texte, l'URSS a refusé de se soumettre aux pressions américaines et a refusé de se soumettre aux pressions américaines. L'URSS a refusé de se soumettre aux pressions américaines et a refusé de se soumettre aux pressions américaines.

L'affaire d'espionnage de la fusée Ariane

Trois des Soviétiques expulsés ont quitté Paris

L'ambassade soviétique à Paris a déclaré, jeudi 9 avril, que « trois personnes dont le départ avait été demandé (par les autorités françaises) sont parties ». Un porte-parole de l'ambassade a toutefois précisé à l'AFP que M. Valéry Moreov, attaché de l'air adjoint, dont le nom avait été évoqué dans cette affaire, « ne paraît pas être parti ».

La France avait demandé le rap-
 port de six ressortissants soviétiques
 en liaison avec l'affaire d'espionnage
 de la fusée européenne Ariane, trois
 ans un premier temps et trois
 autres « dans un délai rapproché ».

Les Soviétiques ont à leur tour
 demandé le départ de six Français,
 également en deux temps.

Evokant cette affaire dans une conférence de presse à l'issue de sa visite au Portugal, M. Mitterrand a déclaré : « Lorsqu'une affaire est réglée, il est d'usage que les décisions soient renvoyées chez eux. Il est d'usage que le pays dénoncé applique des mesures de rétorsion égales ou similaires. » Le chef de

à la note que « tous s'est déclaré
«*malade*», jusqu'à la déclara-
«*tion* du porte-parole du ministère des
«*Affaires étrangères soviétique, qui*
«*assurait les services français d'avoir*
«*violé les droits de l'homme* ».

Mitterrand souhaite néanmoins
«*la querelle s'apaise* » et il
«*comme qu'elle ne doit pas remettre*
«*en cause la visite que M. Chirac doit*
«*effectuer au mois de mai à Moscou* ».

Cela ne devrait pas se situer sur le
«*même plan que la visite en Union*
«*soviétique d'un chef de gouverne-*
«*ment français* ». A.J.J. dit.

Le chef de l'Etat israélien se rend à Berlin-Ouest

Cette attitude avait été rapprochée de la longue polémique déclenchée l'année dernière par plusieurs historiens proches de l'aile droite du Parti démocrate-chrétien, qui s'étaient vu reprocher, en défendant la thèse d'une filiation entre le stalinisme et le nazisme, de vouloir

Certains milieux de la droite allemande n'avaient d'ailleurs pas hésité, à l'occasion de cette polémique, à critiquer le discours prononcé par le président Weizsäcker le 8 mai 1985, à l'occasion du quarantième anniversaire de la capitulation allemande. Ce discours, qui mettait l'accent sur la nécessité pour la RFA d'assumer son passé pour construire le futur, avait connu un retentissement considérable en RFA et à l'étranger, et le président Herzog y a lui-même rendu hommage.

En revenant à son compte la position du chef de l'Etat, mardi, au cours du déjeuner qu'il offrait à la chancellerie, M. Helmut Kohl répondait donc à l'attente de ses visiteurs. Il a notamment insisté sur l'aspect « unique dans l'histoire » du génocide nazi, « dans sa planification inhumaine et son efficacité mortelle ». « Nous, les Allemands, avons-il ajouté, assumons ce qui a été infligé aux juifs, en cette époque maudite, par des Allemands au nom de la Allemagne ».

Le président de la communauté juive de Berlin-Ouest, M. Gafinski, qui s'était souvent ému ces dernières années d'une résurgence de l'antisémitisme en RFA, s'est déclaré, mercredi, satisfait de cette mise au point.

ce qui conduisit les ministres de plusieurs pays occidentaux à annuler leur visite, — les autorités de Varsovie ont apparemment décidé qu'il vaudrait mieux ne rien faire. En janvier dernier, le numéro deux du département d'Etat américain, M. Whitehead, avait ainsi reçu M. Walesa à dîner, avant même de rencontrer le général Jaruzelski, et, peu après, un secrétaire d'Etat britannique rencontrait l'ancien dirigeant clandestin Zbigniew Bujak. D'ailleurs, maintenant que, même à Moscou, M^{re} Thatcher invite M. Andreï Sakharov à dîner...

Dans ce domaine, la visite de M. Raimond aura-t-elle plus de résultats ? Le ministre français est en tout cas attendu ici avec un intérêt particulier, ne serait-ce que parce qu'il a été ambassadeur à Varsovie dans une période délicate — entre l'été 1982 et le début 1985 — et qu'il a laissé un fort bon souvenir dans les milieux intellectuels proches de Solidarné.

Eloge du pluralisme

Avant de venir, il a d'ailleurs annoncé au rappelé le couleur, en accordant une interview à l'hébdomadaire *Tygodnik Powszechny* de Cracovie. Les propos tenus ne sont pas fracassants ; M. Raimond souligne cependant l'attachement des Polonais « aux libertés, aux valeurs occidentales ». Il fait l'éloge du « pluralisme dans toutes ses composantes sociales, économiques, culturelles et politiques » et ajoute que, « à terme, c'est toujours le pluralisme qui gagne », faisant ainsi grand cas d'un mot que tous les opposants ont ici à la bouche.

Mais, remarquons surtout que cette traditionnelle interview d'avant visite a été publiée par un hebdomadaire qui, pour être catholique et légal, n'en est pas moins très clairement d'opposition, et que la censure n'est pas intervenue. C'est, à tous égards, une première.

Le déroulement de la visite devrait être plus classique - c'est-à-dire conforme, dans ses grandes lignes, à celui des représentants occidentaux de passage à Varsovie. Il y aura le programme officiel, entretiens avec le ministre des affaires étrangères, Andrzej Gzacki, mais aussi avec le premier ministre et même une audience du général Jaruzelski. Et puis un pro-

gramme privé, qui permettra à M. Raymond de rencontrer, mais en deux groupes distincts, ses « amis » : amis peu compromettants, d'une part, « amis » qui sentent un peu plus le soufre, de l'autre.

Après avoir longtemps tenté de s'opposer à ce genre de manœuvres —

“LISEZ-LES :
LEUR RÉCIT, C’EST NOTRE VIE.”

"Il n'est pas nécessaire d'avoir lancé des pavés pour apprécier ce livre qui ne se lâche pas une fois commencé."

Pierre Billard/Le Peintre

Hervé Hamon
Patrick Rotman

GENERATION

Les années de rêve

Seuil

Michel Schifres/Le Journal du Dimanche

Acronis CyberProtect/Les Echos

Pierre Leroux/Le Monde

S E U I L

CE QUE NOUS LEUR AVONS DONNÉ ILS NOUS L'ONT RENDU AU CENTUPLE.

AGRICULTURE: Jean-François Arbona, Fernand Chaudet, Gérard Claert, Rémy Louise Frémont, Michel Girault, Jean-Jacques Gossouze, Etienne Gonot, Régis Gou-Evelyne Leterme, Jean-Louis Lissouarn, Brigitte Louzeau, Franck Mainard, Claude Christian Raucoule, Paulette Rémond, Marc Revol, Martine Sibra (Mme Trinquelle), Christian Bayon, Michel Bazergue, Gérard Beler, Guy Benhamou, Jean-Claude Camus, Jean-Luc Charnoz, Anne-Carole Chaumard, Isabelle Clerté, Louis Combres, Digan, Bernard Dollé, François Drouin, Gérard Dupret, Didier Dumas, Mathias Fritsch, Christian Gaudet, Léopold Gest, Paul Gillet, Christian Gilton, Henri Gohin, Dominique Loiseau, François Losson, Philippe Loup, Gérard Mamias, Yves Martin, Dominique Montel, Claire Mosnier, Claude Oliveau, Carole Paillard-Turenne, Yves Gérard Schmitt, Jean-Frédéric Schmitt, Willy Schumacher, Jean-Marie Soler, Weber, Patrick Weith. **ARTS PLASTIQUES. ART DES JARDINS-ARCHITECTURE:** François Acat, Denis Dietchy, Pierre Douillet, Dominique Fournier, Guy Gibon, Bernard Grimaux, Christian Lécuyer, Francis Séguel, Jean-Claude Thierry. **ART MURAL:** Dominique Bergeret, Laurence Delu-Nielsen, Pierre Elie Gardette, Jeanine Lefebvre, Sylvie Rabussier, Chris Talbot, Ariane Tolédano. **DÉSIGN:** Alain Boudouyre, Alain Carré, Patrick Ginguembre, Claude Petit, Christine Ravit, Marc Vilardrich. **GRAVURE-ILLUSTRATION:** Eric Alibert, François Bricault, François Desbordes, Catherine Dubreuil, Renée Falcon (Madame Ristori), François Lunven, Annie-Claude Martin, Myriam Tangi. **LAQUE:** Jean-Pierre Bousquet, Gine Clément. **PEINTURE:** Péguy Bres, Jean-Pierre Casalta, Jean-Claude Cellier, Martine Doytier, Anne Forest, Christian Fouque, Michèle Katz, Philippe Keit, Jean Laffitte, Laura Lamiel, Jean-Marc Lange, Jean Lehmann, Philippe Levantal, François Mendras, Guy Massol, Alain Morgrenier, Patrick Savtourt, Jean-Michel Terrier, Jacques Tissinier, Christian Tobas. **SCULPTURE:** Yves Banchelin, Béatrice Casadeus, François Charles-Edouard, Bernard Copeaux, François Cuny, Brigitte Flandrin, Chantal Guise, Paul-Henri Fiquet, André Kassen, Alain Lantero, Bernard Melos, Pierre Merlier, Vincent Thloin, David Zrihan Aven. **TAPISSERIE:** Elisabeth Bailon, Paule Bourron, Nadine Rusé. **MUSÉE:** Jean Clair, Henri-François Debailleux, Sylvie Girardet, Dominique Marchès, Claire Merleau-Ponty, Anne Tardy, Daniel Templeon. **ENSEIGNEMENT-ÉTUDES:** Marie-Claire Balanger, Yann Barbe, Geneviève Bardakjian, Jean-Luc Barré, Pierre Chailoy, Hélène Charnal, Marie-Thérèse Desplats, Marie Ducic, Rémy Handoutzel, Abdelwahab Hechiche, Marie-Luce Jalband (Mme Fabrice), André Kneib, René-Claude Lachal, Daniel Lohreau, Yvette Lorne, Colette Markiewicz, Jean-Claude Marot, Marie-Laure Nonan, Claude Murignieux, Gilbert Noël, Anne-Marie Paris, Jocelyne Porrier, Françoise Prédine, Christian Ronon, Albane Tisler, Pierre Turpin, Christophe Vallée, Anne Vernet (Madame Meyer), Edmond Vial, Josiane Walker. **LITTÉRATURE:** Alain Blottière, Emmanuel Carrère, Jean-Louis Clavé, Claire Gallois, Daniel Kircher, Jean-Marie Lachetaine, Alain Leblanc, Paul Le Jeloux, Eric Le Nabour, Jean-Marc Lovay, Didier Martin, Emmanuel Moses, Walter Prevost, Gérard Pussey, Jean-Claude Sordelli, Jean-Philippe Tossaint, Didier Van Cauwelaert. **MÉDECINE:** Marie-Hélène Alley (Madame Gâteau), Georges Attali, Jean-Paul Augereau, Michèle Bagnères, Maryvonne Bary, Lisette Bernard, Jean-Bernard Bidault, Gabriel Braun, Yvette Breteau, Jean-Claude Brunet, Jean Caraux, Yves Challet, Monique Chomarat, Françoise Clerfeuille, Serge Coquery, Claude Cléroux, Claude Faillu, Marie-Marie Faivre, Charles Falluel, Claude Feuerstein, Marie-Jeanne Févriez, Anne-Marie Francis, Bernard Giusiano, Jean-Claude Godinot, Françoise Goué, Jean-Paul Guillemain, Francine Guillot (Madame Ulmann), Claude Jablonski, Elisabeth Jarsillon, Anne-Louise Le Fur, Jean-Jacques Legrand, Richard Lellouche, Francis Liénard, Frédérique Maindault-Goebel, André Marcoussie, Anne Mathieu, Marie-Christine Maufrais (Madame Vandi), Michel Meignant, Francis Navarro, Khanh Nguyen, Max Ollagnier, Florelle Pamar, Patrick Pageat, Marie-Laurence Philipponeau, Marie-Françoise Bourion, Hélène Rolland, Aïcha Sobieray, Nicole Streit, Caroline Téliou, Michel Tatin, Edouard Tokanky, Geneviève Tréquesser, Elisabeth Varanguin de Villepin (Madame de Bourry), Josette Voituret, Guy Vuitton, Daniel Yapaudjian.

«Depuis 27 ans, la Fondation de la Vocation a encouragé plus de 700 talents: Violonistes ou pilotes, paléontologues ou informaticiens, écrivains ou chercheurs scientifiques, historiens, agriculteurs ou artisans. Ces 700 vocations que la Fondation a soutenues sont devenues 700 réussites exceptionnelles dans tous les domaines de la recherche et de la culture. Ce que nous leur avons donné, ils nous l'ont rendu au centuple.»

Président Fondateur: Marcel Bleustein-Blanchet.

ARTISANAT: Alain Anselm, Joël Arpin, Robert Audibert, Gisèle Baritello, Bertin, Dominique Billard, Jean Botreau, Pierre Boutet, Jean-Claude Boyer, André Philippe Courtin, Patricia Dai-Pra, Marie-Laure Davigo, Gilbert Delahaye, Pierre Durvie, Philippe Emeriau, Marc Emeric, Jean Fabre, Thierry Fournier, Francis Jacques Grandchamp, Bernard Grenouiller, Gérard Hermet, Jacques Leguy, Bernard Maupetit, Jean-Christophe Mettauer, Alain Meyer, Jacques Monestier, Perrin, Joël Philippin, Bernard Pétion, Michel Robin, Charles Riché, Serge Roussel, Françoise Turban, Marc-Etienne Vaugelade, Pierre Vinel, Hervé Wahlen, Daniel

MUSIQUE: Dominique Bergeret, Laurence Delu-Nielsen, Pierre Elie Gardette, Jeanine Lefebvre, Sylvie Rabussier, Chris Talbot, Ariane Tolédano. **DÉSIGN:** Alain Boudouyre, Alain Carré, Patrick Ginguembre, Claude Petit, Christine Ravit, Marc Vilardrich. **GRAVURE-ILLUSTRATION:** Eric Alibert, François Bricault, François Desbordes, Catherine Dubreuil, Renée Falcon (Madame Ristori), François Lunven, Annie-Claude Martin, Myriam Tangi. **LAQUE:** Jean-Pierre Bousquet, Gine Clément. **PEINTURE:** Péguy Bres, Jean-Pierre Casalta, Jean-Claude Cellier, Martine Doytier, Anne Forest, Christian Fouque, Michèle Katz, Philippe Keit, Jean Laffitte, Laura Lamiel, Jean-Marc Lange, Jean Lehmann, Philippe Levantal, François Mendras, Guy Massol, Alain Morgrenier, Patrick Savtourt, Jean-Michel Terrier, Jacques Tissinier, Christian Tobas. **SCULPTURE:** Yves Banchelin, Béatrice Casadeus, François Charles-Edouard, Bernard Copeaux, François Cuny, Brigitte Flandrin, Chantal Guise, Paul-Henri Fiquet, André Kassen, Alain Lantero, Bernard Melos, Pierre Merlier, Vincent Thloin, David Zrihan Aven. **TAPISSERIE:** Elisabeth Bailon, Paule Bourron, Nadine Rusé. **MUSÉE:** Jean Clair, Henri-François Debailleux, Sylvie Girardet, Dominique Marchès, Claire Merleau-Ponty, Anne Tardy, Daniel Templeon. **ENSEIGNEMENT-ÉTUDES:** Marie-Claire Balanger, Yann Barbe, Geneviève Bardakjian, Jean-Luc Barré, Pierre Chailoy, Hélène Charnal, Marie-Thérèse Desplats, Marie Ducic, Rémy Handoutzel, Abdelwahab Hechiche, Marie-Luce Jalband (Mme Fabrice), André Kneib, René-Claude Lachal, Daniel Lohreau, Yvette Lorne, Colette Markiewicz, Jean-Claude Marot, Marie-Laure Nonan, Claude Murignieux, Gilbert Noël, Anne-Marie Paris, Jocelyne Porrier, Françoise Prédine, Christian Ronon, Albane Tisler, Pierre Turpin, Christophe Vallée, Anne Vernet (Madame Meyer), Edmond Vial, Josiane Walker. **LITTÉRATURE:** Alain Blottière, Emmanuel Carrère, Jean-Louis Clavé, Claire Gallois, Daniel Kircher, Jean-Marie Lachetaine, Alain Leblanc, Paul Le Jeloux, Eric Le Nabour, Jean-Marc Lovay, Didier Martin, Emmanuel Moses, Walter Prevost, Gérard Pussey, Jean-Claude Sordelli, Jean-Philippe Tossaint, Didier Van Cauwelaert. **MÉDECINE:** Marie-Hélène Alley (Madame Gâteau), Georges Attali, Jean-Paul Augereau, Michèle Bagnères, Maryvonne Bary, Lisette Bernard, Jean-Bernard Bidault, Gabriel Braun, Yvette Breteau, Jean-Claude Brunet, Jean Caraux, Yves Challet, Monique Chomarat, Françoise Clerfeuille, Serge Coquery, Claude Cléroux, Claude Faillu, Marie-Marie Faivre, Charles Falluel, Claude Feuerstein, Marie-Jeanne Févriez, Anne-Marie Francis, Bernard Giusiano, Jean-Claude Godinot, Françoise Goué, Jean-Paul Guillemain, Francine Guillot (Madame Ulmann), Claude Jablonski, Elisabeth Jarsillon, Anne-Louise Le Fur, Jean-Jacques Legrand, Richard Lellouche, Francis Liénard, Frédérique Maindault-Goebel, André Marcoussie, Anne Mathieu, Marie-Christine Maufrais (Madame Vandi), Michel Meignant, Francis Navarro, Khanh Nguyen, Max Ollagnier, Florelle Pamar, Patrick Pageat, Marie-Laurence Philipponeau, Marie-Françoise Bourion, Hélène Rolland, Aïcha Sobieray, Nicole Streit, Caroline Téliou, Michel Tatin, Edouard Tokanky, Geneviève Tréquesser, Elisabeth Varanguin de Villepin (Madame de Bourry), Josette Voituret, Guy Vuitton, Daniel Yapaudjian.

ART LITTÉRAIRE: Yvette Ballian, Michèle Battaini, Johanne Cardon, Alain Charles, Jacques Cluzel, Martine Dupuis, Dominique Gies, Nicolas Lefebvre, Nicole Aune - Menut, Monique Moncoq, Cendra Khiss-Ouaki, Valérie Millot, Jean Planquart, Frédéric Plantak, Pascale Raynaud, Henry de Rouville. **CHEFS D'ORCHESTRE:** Gérard Akoka, Catherine Comer, Robert Delcroix, Claire Gibault, Jacques Mercier. **COMPOSITEURS:** Michèle Auzep, Antoine Bonnet, Thierry Carré-Chesneau, Didier Denis, Pascal Dupuis, Gérard Grisey, Jean-Paul Holstein, René Kœrner, Claude Lefebvre, Edith Lejet, Jacques Lenot, Alain Louvier, Paul Méthano, Patrice Mestral, Yves-Marie Pasquet. **ART CHORÉGRAPHIQUE:** DANSE: Dominique Bague, Marion Bastien, Serge Benhathan, Stéphane Briard-Hampe, Anne Dreyfus, Alain Germain, Jeannette Jacquet, Thierry Malandain. **ENSEIGNEMENT MUSICAL ET TECHNIQUE DU SON:** Pierre Faraggi, Michel Roger, Françoise Stéphan, Stéphane Marcaggi-Salzman. **MUSICOLOGUES:** Jean Daring, Alain Desjardes, Bernard Surugue, Jean-Claude Picard, Yves Riou, Guy Robert, Martine Roche (Madame Estournet), Pierre Vostinsky. **SOLISTES-CONCERTISTES:** Agnès Aullen (Madame Jean-Paul Gillieron), Victoria Benasra (Madame Jean-Claude Melki), Germain Beas, Frédéric Bertozsky, Max Bonnav, Rose-Marie Cabestany, Daniel Cahen, Frédérique Cambréling, Claude Capatti, Catherine Caumont, Gérard Caussé, Marie-Josée Chasseguet, Patrick Chemla, Catherine Collard, Antoine Curé, Philippe Davenet, Eric Davoust, Gérard Frémey, Olivier Gardon, Frédérique Garnier, Dominique Juchors, Antoine Goulard, Véronique Grange, Suzy Haim, Marie-Thérèse Jehan, Jacqueline Kalla, Maryvonne Le Dize (Madame Hubert Richard), Philippe Lefebvre, Germaine Lorenzini, Marie-Annick Nicolas, Frédérique Peters, Loïc Foulain, Christophe Rousset, Jacques Rouvier, Jean-Pierre Sabourat, Michèle Tedeschi (Madame Jean Torstein), Blandine Verlet, Bertrand Walter, Marie-Claude Werchowski (Madame Walter Coninx), Alioua Zanetti. **NATURE:** Jean-Gilles Baillet, Jean-Claude Barrois, Daniel Béguin, Patrick Bernard, Alain Bougrain-Dubourg, Youenn Caoussin, Hervé Chaumeton, Pascal Chauvin, Didier Choussy, Etienne Danchin, Pierre Déon, André Fatras, Danielle et Chantal Frimmet, Jacques Freyre, Jean-Paul Gistard, Jean-François Gousse, Christian Kempf, Yves Lancelot, Jean-Louis Lecœur, Michel Maître, Pierre Mann, Eric Petit, Jean-Paul Steiger, Albert Visage. **PHOTOGRAPHIE-CINÉMA:** Hervé Antoine, Michel Aubert, Christian Beasley, Serge Bois-Prevost, Christian Bosu-Picat, François-Xavier Bouchart, Frédéric Brenner, Richard Chapelle, Serge Chirol, Philippe Coquery, Christian Durand, François Gérard, Ghislaine Gohard, Sylvie Guedel, Pascal Hinous, Christian Hirou, Georges Horn, Patrick Le Cellier, Gilbert Le Cossec, Francis Le Guen, François-Xavier Lovat, Claude Pavaud, François-Xavier Pelletier, Georges Perdrand, Jean Perle, Pierre Petitjean, Eric Pham, Marcel Pouchet, Claude Puig, Jean-Claude Réry, Alain Sabatier, Christophe Valentin. **REÉDUCATION:** Marie-Yvette Adelaide, Daniel Aubry, Béatrice Bernat, Gisle Caumont, Marie-Christine Chesné, Dominique Degrémont, Nadette Dollin du Fresnel, Laurence Dumont, Sylvain Dupont, Catherine Florent, Michèle Fourchet (Madame Hebingier), Pascale Houard, Sylvie Khan-Pedebas, Jean-Michel Lacondemine, Isabelle Layat, Pierre Lebrun, Françoise Léger, Anne-Monique Maqueron, Catherine Michon, Agnès Michoux, Marie-José Piller, Dominique Portier, Bernadette Pringault, Danielle Rotella, Monique Roussel, Sylviane Valdois, François Vanbelle. **SCIENCES. SCIENCES HUMAINES:** Guillemette Andreu, Jocelyne Berlandini (Madame Keller), Christian Bertaux, Michel Boureau, Guy Briole, Jean-Pierre Caprille, Yves Chevalier, Elisabeth Chaler, Patrice Costa, Michel Dewachter, Jean-Pierre Digard, Nicole Echar, Clément Gillmé, Eric Gonthier, Michel Gilonne, François Herbin, Jacques Ivanoff, Guy Lecuyot, Marie-Claude Munoz, Georges Sanguin, Joël Valenberg, Robert Vergnoux. **SCIENCES DE LA NATURE:** Michel Andrieux, Bernard Ans, Ming Anthony, Martine Atramontovicz, Christophe Balozet, Michel Beden, Isabelle Boidron-Métairon, Danièle Caraux, Rose-Marie Chevrier, Jean-Yves Collet, Katia Conrad (Madame Maurice Kraft), Yves Coppens, Alain Creusot-Eon, Daniel Dreux, François Falloard, Bernard Gangloff, Louis Gardan, Madeleine Griedin, Alain Jourdan, Christian Jourdan de Muizon, Véronique Kurzwasky, Loïc Le Ribault, Claudine Mévriez, Jean-Guy Michard, Thierry Olivaux, Marylène Patou, Pascal Picq, Marc Salomon, Arnould Schaal, Benoît Schaal, Anne See, Frédéric Serré, Alain Souria, Philippe Taquet, Herbert Thomas, Catherine Truc. **BIOLOGIE:** Oumiss Art Ahmed, Roland Allemand, Pierre Barbet, Josiane Bastet, Daniel Bary, Jeanine Bolubasz, Veronique Botta, Martine Cadot, Claude Demeulemeester, Philippe Der Goukassian, Robert Durand, Michel Guilloin, Brigitte Hartmann, Guy Hervé, Aline Lailan, Gilbert Lefèvre, Brigitte Le Magueresse, Daniel Marx, Jacqueline Mellet, Martine Nguyen-Juilheret, Jacqueline Pierre, Dominique Pomette, Jean-Louis Revardel, Augustin Rey, Catherine Taragat, Daniel Richaux, Daniel Sandoz, Gilbert Schlewer, Michel Siffre, Robert Wolff. **PHYSIQUE-CHIMIE:** Jeanine Balade (Madame Yves Neumann), Claudine Bivert, Jean-Noël Capdevielle, Daniel Deschamps, Claudine Dupont, Robert Fonchy, Jean-Paul Keller, Marcel Lamy, Jacques Lanier, Claude Legris, Gérard Moreau, Jean-Claude Moreau, Jean-Claude Paladini, Guy Perrotin, Roland Poindeault, Élie Prudhommeaux, Rajol Raholijona, Gérard Redenilh. **MATHÉMATIQUES-INFORMATIQUE:** Danielle Batrut, Daniel Beupol, Raymond Bégault, Blandine Bourgain-Gallo, Christophe Delaunay, Louis Di Stasi, Jean-Claude Dupuis, Bachir Kerroumi, Jean Ravaille, Florence Wernert (Madame Lecœur). **SPORTS. AUTOMOBILE:** Serge Azisomani, Georges Héligoin, Marcel Morel, Alain Wibatte. **AVIATION:** Denis Brisson, Colette Carrey, Philippe Cocchi, Claire Constant, Christophe Corizzi, Jacqueline Dubut (Madame Camus), Michèle Duval, Geneviève Gilbert, Bertrand Guio de La Rochère, Robert Lacan, Hélène Lacour, Michel Lapeyre, Marguerite Lecocq, Yvette Mengin, Danielle Monmoton, Brigitte Motte, Christophe Perrin de Brichambault, Hugues Perez, Colette Redal, Laurent Romain, Patrice Riot, Jacques Samensy, Gérard Vacher, Alain Van Copennole, Dominique Verdier, Madeleine Waltsprager. **NAVIGATION:** Michel Doucin, José Goncalves, Christophe Huet, Jean de Kat, Allen et Pierre Lederlin, Philippe Nieuil, Pascale Penfornis, Dominique Presles, Jean-Yves Renaud, Divers: Bernard Brumaud Bore française, Benoit Chamoux Alpiniste, Martine Chevassus Biathlon, Marie-Christine Debourse Journaliste, Jean Dot Alpiniste, Ivano Ghirardini Alpiniste, Louis Loubet Moniteur ski de fond, Christian-Yves Nau Char à voile, Alain Roy Pêcheur, Dominique Spriet Instructeur aéronaute, André Zeppini Guide de montagne. **THÉÂTRE-VARIÉTÉS-MUSIC HALL:** Denise Chalem, Joël Chalade, Hélène Dumont, Yannis Combe-Ferrier, Richard Croceveur, Catherine Dagois, Gérard Dessalles, Philippe Geny, Olivier Gillon, Jean-Daniel Katz, Catherine Lara, Philippe Petit, Jean-Yves Ramet, Jean-Yves Taverrier, Jean Vasca. **DIVERS:** Claude Arnaud, Alain Becker, Jacques Belin, Nicolas Benier, Eric Bidault, Gilbert Bourner, Danièle Boutten, Hervé Brailard, Jean Bruggeman, Didier Burggrave, Pierre Casso, Catherine Chemtob, Michel Chomarat, Bruno Collin, Georges Cornuells, Serge Debru, Jean Devaux, Djamel Attallah, Bernard Domb dit Simon Cassa, Raymond Dubois, Danielle Ducroc-Antony, Anny Federspiel, Véronique Foissey, Henri Gignoux, Denis Gillet, Pierre Giraud, Jean-Marie Heinrich, Jean-Pierre Hue, Marlène Kaspar, François Kulbokas, Michel Laplace, André-Pierre Lombard, Bruno Luquet, Claudine Magnier, Anna Mancini, Valérie Mettah, Philippe Mercier, Jean-Claude Merlin, Éric Michat, Alain Montcouquiol, Annette Monti, François Nativi, Didier Oudill, Margaret Perrier, Michel Pizard, Christian Porcher, Sylvie Robinet, Françoise Rommel, Fatima Sadi, Charles Simon, Pierre Schneider, Maryvonne Suc (Madame Piolet), Philippe Tuveri, Pierre Thomas, Michel Verdenet, Christian Villamagne.

Fondation de la Vocation. Président Fondateur: Marcel Bleustein-Blanchet. Jury: 34 personnalités de premier plan qui vont choisir parmi plus de 3000 candidats, les vocations de demain. Marcel Bleustein-Blanchet, Jacqueline Auriol, Elisabeth Badinter, Jacqueline Baudrier, Jean Bernard, Sophie Bleustein-Blanchet, Alain Bougrain-Dubourg, Suzanne Bresard, Jacques Chancel, Bernard Chanot, François de Closets, Yves Coppens, Jean Doussat, Alain Decaux, Emmanuel Le Roy Ladurie, Joël de Rosnay, Pierre Dreyfus, Françoise Groux, Paul Guth, François Jacob, Claude Laroché, Léopold Sédar Senghor, Pierre Cardin, Dominique Schnapper, André Lucot, Pierre Lacombe, Francis Perrin, Guy Perrotin, Pierre Quémener, Jean-Jacques Ruffel, Françoise Datto, Philippe Taquet, François Gros, Philippe Labro.

FONDATION DE LA VOCATION.

60, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris - Tel. 45.01.29.28.

150 000 000

Europe

ITALIE : dernier acte de la crise gouvernementale Les seize ministres démocrates-chrétiens ont donné leur démission

ROME
de notre correspondant

Comme la menace en pesait depuis quarante-huit heures, les seize ministres démocrates-chrétiens du gouvernement dirigé par M. Bettino Craxi ont, le mercredi 8 avril, donné leur démission. Après une ultime réunion du conseil d'État, le président de la République, le leader socialiste s'est ensuite rendu devant le Sénat. Il s'est contenté de lire à la tribune la lettre par laquelle le chef de l'État lui expliquait sa position, ainsi que celle de la « délégation » démocrate-chrétienne au gouvernement a annoncé sa démission.

Le débat devait s'achever jeudi 9 avril par une ultime mise au point du président du conseil, précédant la remise définitive de sa démission entre les mains du chef de l'État. La mise au point de ce « cérémonial » a été très complexe, en raison du degré de méfiance réciproque des deux principaux protagonistes, Parti socialiste et démocrate chrétien. Du ton du débat, il devrait être possible de déduire si, toute hypothèse de formation d'un gouvernement de « fin de législature » étant exclue, des élections anticipées s'imposent ou si, contre toute logique, quelques capots demeurent.

Démision du maire de Rome

Si l'explication profonde de la crise réside, à l'évidence, dans la compétition acharnée pour le voir que se livrent la DC et le PSI, le cœur du problème demeure la question des référendums sur la nucléaire et la justice, en principe prévus pour le 14 juin et que la DC, seule aujourd'hui contre tous les partis, majorité et opposition confondues, continue de refuser, expliquant que le « droit des citoyens » à se prononcer sur des sujets aussi importants ne saurait rien être au « devoir de la majorité » de mettre

sur pied une politique en ces domaines capitaux.

La crise gouvernementale a en un contrepoint local fort important, encore que non directement lié : la démission, annoncée le 8 avril, du maire de Rome, le démocrate-chrétien Nicola Sigorello, en fonctions depuis vingt mois seulement. Après les républicains, les socialistes avaient annoncé leur intention de manifester leur défiance au premier magistrat de la ville. Le démocrate chrétien avait repris la première place au Capitole en 1985, après neuf ans de gestion communiste, sans parvenir à relancer une capitale à peu près paralysée par l'ampleur de ses problèmes, de la congestion de la circulation à la pollution atmosphérique.

La journée de mercredi a cependant connu un heureux aboutissement : une heure avant de se rendre au Sénat pour y jouer son dernier acte, le gouvernement de M. Craxi a enregistré la conclusion du contrat collectif pour le service national de santé. Les négociations, fort âpres et ponctuées de fréquentes grèves des quatre-vingt-sept mille médecins des hôpitaux, décidés à obtenir une véritable reconstitution de carrière, après les évolutions pour eux très négatives des années 70 (le 14 mars du 14 mars). Craignant clairement que la crise en cours ne débouche sur une très longue période de vide politique, les médecins ont fini par signer, après avoir obtenu, il est vrai, de très substantielles révalorisations de leur traitement. Ce contrat, qui intéresse aussi cinq cent quinze mille infirmiers, aides-soignants et techniciens des hôpitaux, était le dernier restant à conclure dans la fonction publique. Des augmentations moyennes réelles de 3 % à 4 % des traitements, selon les secteurs, y ont été consenties.

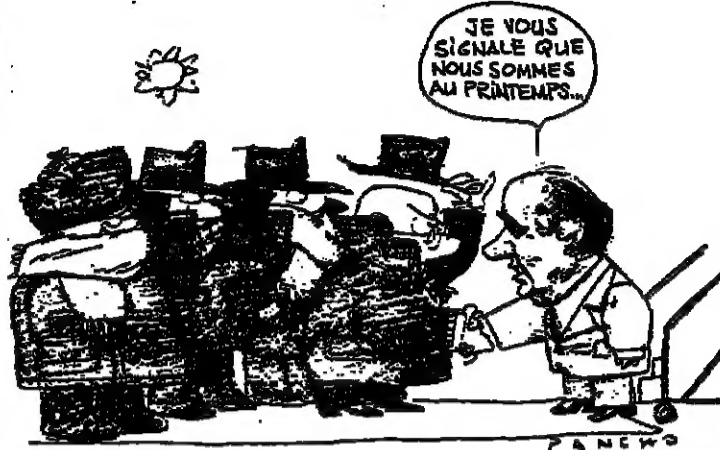
JEAN-PIERRE CLERIC.

• **ESPAGNE** : un colonel jugé pour rébellion reconnu avoir renoncé M. Kadhafi. — Le colonel Carlos de Meer Ribera, dont le procès pour rébellion s'est ouvert mercredi 8 avril à Séville, a reconnu avoir renoncé le colonel Kadhafi en janvier 1986. Selon les services de renseignement de l'armée, le colonel de Meer, connu pour ses liens avec l'extrême droite, aurait demandé au dirigeant libyen un appui financier, afin de former un groupe « musulmano-chrétien » contre l'OTAN. Ce même mercredi, le capitaine Gil Sanchez Valiente a été arrêté à l'aéroport de Madrid-Barajas, à son retour de Miami. Le capitaine Gil Sanchez avait fui l'Espagne après la tentative manquée du putsch du 23 février 1981 (il avait été jugé par contumace en 1983). — (AFP.)

• **Arrêtation à Barcelone** de deux Italiens soupçonnés de terrorisme. — La police espagnole a annoncé, mercredi 8 avril, l'arrestation à Barcelone de deux Italiens soupçonnés d'appartenir aux Brigades rouges : la loi antiterroriste leur a été immédiatement appliquée. Les deux suspects, Fabrizio Burtet et Clara Plesanti, ont été transférés à Madrid et mis à la disposition de l'Audience nationale, tribunal chargé des affaires de terrorisme. Selon des sources proches de la direction de sécurité de l'État, les deux suspects feraient partie d'un réseau euro-terroriste formé des Brigades rouges italiennes, de la Fraction armée rouge ouest-allemande, du Groupe révolutionnaire du 1^{er} octobre espagnol (GRAPO) et d'Action directe. Fabrizio Burtet et Clara Plesanti seraient également recherchés par la police française pour divers hold-up. — (AFP.)

Remis de son « refroidissement »

M. Gorbatchev commence une visite de quatre jours en Tchécoslovaquie



Prévo de Prague, M. Gorbatchev demeurera jusqu'à dimanche en Tchécoslovaquie.

A la veille de cette visite, une vingtaine de dissidents tchécoslovaques ont adressé, par l'intermédiaire de l'ambassade d'URSS, un message à M. Gorbatchev dans lequel ils rendent hommage au mouvement de « reconstruction » de la société engagée en URSS. « C'est avec grande sympathie et intérêt que nous suivons la reconstruction de la société soviétique entreprise sous votre direction. Cette évolution a fait revivre l'espoir que le temps du renouveau est arrivé aussi pour notre société », écrivent les signataires, parmi lesquels figurent trois anciens ministres communistes, MM. Jiri Hajek, Vladimir Kladek et M. Ludmila Jankovcova, et M. Jaroslav Sabata, ancien recteur de l'université de Brno (Moravie du Sud).

Les signataires de ce document espèrent que la venue de M. Gorbatchev en Tchécoslovaquie pourra « ouvrir la voie » à une « véritable reconstruction de la société tchécoslovaque » et se déclarent « prêts à contribuer activement, en fonction

de leurs possibilités, à ce processus ».

A Moscou, la Pravda a publié jeudi matin un reportage de son envoyé spécial à Prague qui écrit notamment : « La réforme (perestroïka) commence aussi dans l'économie tchécoslovaque. Elle est axée sur l'augmentation de l'efficacité de l'économie populaire. Les droits et l'autonomie des entreprises s'agrandissent, leur responsabilité en ce qui concerne la production des articles et des produits augmente, le rôle des collectifs de travailleurs participant au règlement des questions importantes de la vie de l'entreprise s'accroît. On attache ici une grande importance à l'approfondissement de la coopération avec les pays socialistes frères et en premier lieu avec l'Union soviétique. »

En annonçant jeudi matin le départ pour Prague de M. Gorbatchev, l'agence Tass n'a pas mentionné la présence à ses côtés de son épouse, Mme Raïssa Gorbatchev. Celle-ci a néanmoins été montrée par la télévision lors du reportage transmis en léger décalé depuis l'aéroport. Coiffée d'une chapka de fourrure, le numéro un soviétique est apparu souriant et en parfaite santé.

SCIENCE & VIE MAGAZIN

AVRIL 87

Banc d'essai complet:

LES NOUVEAUX MACINTOSH

Une certaine idée de la perfection.

UNE GÉNÉRATION LARGUÉE

François Dubet
*La galère:
jeunes
en survie*

504 p.
140 F

Un livre passionnant, stupéfiant, qui est à la fois une réflexion théorique sur la jeunesse ouvrière dans la société post-industrielle et un reportage saisissant sur le malaise d'une génération larguée.

Frédéric Gausson, *Le Monde*

Livre exemplaire, grand livre en vérité, où une vaste culture sociologique s'allie à d'admirables inventions méthodologiques et à une parfaite justesse de ton.

Alain Touraine, *Le Nouvel Observateur*

FAYARD

DONATEC 386

UNE AVANCE INFERNALE.



Le démon de l'informatique a encore frappé. Voici le DONATEC 386. Sa vitesse? Démentielle! Elle vous fait aller 3 fois plus vite qu'avec un 286. Sa mémoire vive? Extensible jusqu'à 8 Mo. (Démodé). Une mémoire de masse qui peut atteindre 50 Mo (20 Msp). Que voulez-vous de plus? L'avez-vous de suite? C'est possible. Le DONATEC 386 est malin comme le diable. Laissez-vous tenter.

DONATEC le démon de l'informatique.

Afrique

COMORES : bourrages d'urnes, bureaux de vote fantômes, intimidations...

Le pouvoir reconnaît avoir « tiré toutes les ficelles » lors des élections

MORONI
de notre envoyé spécial

Trop beau pour être vrai : « Tout le monde pour se présenter », avait promis, en novembre, M. Ahmed Abdallah, le chef de l'Etat comorien. « Les élections seront libres », avait-il répété en janvier. « L'opposition pourrait enlever entre trois et cinq sièges » sur les quarante-deux de l'Assemblée fédérale, avait pronostiqué, à la veille du premier tour, M. Warwany, le ministre local. On se mettait à espérer qu'un peu de démocratie allait tempérer les mœurs politiques plutôt archaïques de cet archipel géré jusqu'alors par son président comme une affaire de famille.

Fausse alerte démocratique, le dimanche 22 mars : 41 candidats de la majorité ont été élus, dès le premier tour, dont 22 avec 100 % des suffrages exprimés, ce qui s'explique dans la mesure où, dans les îles de Ndouani (anc. Anjouan) et de Mahli (Mozambique), l'opposition avait été écartée de la compétition électorale. Restait, sur l'île de Ngazidja (Grande Comore), un siège en ballottage favorable à l'opposition, mais M. Ali Bazi Selim, ancien ministre d'Etat, a préféré se retirer « plutôt que de servir de caution démocratique au régime ».

Il n'en a pas moins organisé une « hitma », c'est-à-dire une lecture du Coran en présence d'hommes pieux, afin d'appeler la colère d'Allah sur son adversaire de la majorité, qui a battu en retraite. La Cour suprême a donc décidé qu'une élection partielle aurait lieu à une date ultérieure dans cette circonscription. « Les Comoriens ont fait preuve de

maturité politique et évoluent dans le bon sens... », a conclu M. Abdallah.

Pour en arriver là, les gens au pouvoir ont fait appel à un arsenal de moyens dont bon nombre de leurs adversaires s'étaient, en partie, servi lorsqu'ils étaient eux-mêmes aux affaires. D'entrée de jeu, ils ont ainsi disqualifié des candidats de l'opposition, par exemple en produisant de faux casiers judiciaires, et ont intimidé d'autres, des fonctionnaires notamment, en les licenciant pour « abandon de poste ». On ne compte pas les irrégularités commises en cours de scrutin : bourrage des urnes, bureaux de vote fantômes, dédoublement à huis clos, etc.

M. Omar Tamou, ministre de l'intérieur, ne nie pas les « excès de zèle » de certains partisans du régime et avoue avoir tiré, en tout bien tout honneur, « toutes les ficelles que l'on a pu ». Pourtant, si les « biens » — les candidats de la majorité — ont fait montre de la ponctualité aux « jaunes » — ceux de l'opposition, c'est, à l'en croire, pour la simple raison que « les Comoriens ont voulu voter sile... ».

Le double langage

Les « législatives » de mars 1982 avaient été plus « ouvertes », dans la mesure où il y avait eu multiplicité de candidatures dans les trois îles et, au bout du compte, dix-huit ballottages. De l'avis de beaucoup d'observateurs indépendants, M. Abdallah ne courait pas grand risque à organiser des élections « libres » ; car l'opposition avait, au mieux, gagné une dizaine de sièges. Qu'en est-il à présent ? A-t-il été conseillé par son entourage, notamment par son fils Nassim, comme d'anciens le prétendent ? Ses adversaires se refusent, quant à eux, à le croire sur parole : « Il a toujours pratiqué la politique du double langage ».

Même si cet exercice démocratique a tourné court, M. Abdallah et les siens ont dû craindre l'opposition, après manipulation des résultats, de 35,5 % des suffrages exprimés dans les dix-neuf circonscriptions où celle-ci avait été en mesure de présenter des candidats. Il n'empêche aussi que la campagne électorale a été d'une grande violence : « On a pu dire ce qu'on voulait », admet un adversaire du régime. Pas de débats d'idées, bien entendu. Les slogans étaient simplistes : d'un côté, « Tous unis derrière Abdallah », et, de l'autre, « Tous unis contre Abdallah ». Dans un pays où le pouvoir est patrimonial, voire autocratique, il était inévitable que le chef de l'Etat soit pris pour cible, à la fois couvert d'éloges et d'injures.

Quoi qu'il en soit, sur les grands problèmes de l'heure, partisans et

adversaires de M. Abdallah ne sont pas loin de penser la même chose. « Les données sont éloquentes : le service de la dette représente 60 % des recettes d'exportation, le déficit du trésor public s'élève à 12 millions de francs », souligne M. Said Ahmed Said Ali, ministre des finances. L'austérité s'impose. Il n'y a pas d'autre politique. « Nos divergences avec le chef de l'Etat ne sont pas idéologiques. Elles portent sur la manière de gouverner », indique M. Ali Mroujane, ancien premier ministre et tête de file d'un groupe d'opposants.

L'opposition en ordre dispersé

L'opposition est, en effet, partie à la bataille électorale en ordre dispersé : d'un côté, d'anciens « barons » du régime en rupture de ban, rejoints par quelques personnalités indépendantes et menés par M. Mroujane ; de l'autre, M. Abdallah Mouzourou, chef de la diplomatie à l'époque de l'ex-président Ali Solih, à la tête de l'Union pour le renouveau démocratique des Comores (URDC). Les premiers reprochent au second de manquer de « transparence » et sont accusés par celui-ci de n'être que de « simples mécontents ». Mêlé à une tentative de coup d'Etat en mars 1985, le Front démocratique (FD), d'obédience marxiste, a, en revanche, guère fait parler de lui au cours de la campagne, sinon en demandant la libération de quatre des siens, dont son secrétaire général.

L'après-élections ? « On voudrait organiser une table ronde », précise M. Tamou. S'agit-il, par ce biais, de débattre la situation politique, de représenter l'opposition, ou simplement de faire entendre une réforme constitutionnelle qui permettrait à M. Abdallah de rester au pouvoir aussi longtemps qu'il le souhaiterait ? Du coup, à Moroni, chacun s'assume à deviner quelle serait celle-ci, au sein de l'opposition, se feraient les premiers « récupérer » par le chef de l'Etat.

Une chambre « bien horizontale » sans tâches de couleur ? M. Tamou ne semble guère s'en formaliser, car la vie politique aux Comores réserve toujours des surprises. Il n'y a pas de haines durables car, ici, tout le monde se connaît et tout le monde est parent. Les alliances sont, souvent, affaires de circonstance. Et le ministre de l'intérieur de rappeler que le seul député de l'opposition élu en 1982 est très vite passé dans le camp de la majorité, tandis qu'en 1985 huit membres de cette même majorité rejoignent les rangs de l'opposition. En somme, dans ce paysage politique, une élection n'a valeur que de péripétie.

JACQUES DE BARRIN

Proche-Orient

ISRAËL : la grève de la faim des détenus palestiniens

Manifestations et affrontements en Cisjordanie

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La grève de la faim des « prisonniers de sécurité » palestiniens est entrée, mercredi 8 avril, dans sa troisième semaine. Selon les autorités israéliennes, environ mille deux cents détenus — sur un total de quatre mille cent — continuent d'observer le mouvement dans six prisons de Cisjordanie. Huit d'entre eux ont dû être hospitalisés.

Cette grève est à la fois la plus longue et la plus dure depuis celle qui a été organisée en 1980. A l'époque, deux détenus étaient morts après avoir été alimentés de force. Depuis, l'administration des prisons a renoncé à nourrir les grévistes par la contrainte. Ceux-ci demandent une amélioration générale de leurs conditions de détention : des cellules moins surpeuplées et mieux aérées, une nourriture plus copieuse, des soins médicaux plus attentifs.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'épreuve de force en cours devrait se dérouler d'une manière ou d'une autre dans les prochains jours, compte tenu de l'état de faiblesse physique des détenus. Jusqu'à présent, le commissaire israélien aux prisons, M. David Mizimov, refusait toute idée de négociation avec les grévistes, à moins d'une totale intransigeance à l'égard d'un mouvement qu'il tient pour purement « idéologique ».

Rien ne laisse prévoir un quelconque assouplissement de sa part.

La campagne de solidarité avec les détenus a pris une certaine ampleur, mercredi, en Cisjordanie. A Jérusalem-Est, une grève des commerçants a été largement suivie. Des buses ont été hissées dans plusieurs villes et camps de réfugiés entre les forces de l'ordre et de jeunes manifestants. Un peu partout, les soldats ont tiré en l'air et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les rassemblements. Une vingtaine d'écoulements ont été blessés au camp d'Askar. Le maire de Bethléem, M. Elias Freij, est intervenu auprès des ministres de la défense et de la police, MM. Rabin et Bar-Lev, tous deux travaillistes, pour qu'ils trouvent une solution rapide à la grève.

JEAN-PIERRE LANGELETTIER

Un Palestinien affirme avoir été torturé. — Un Palestinien du sud de la Cisjordanie a perdu soudainement la vue après trois jours d'interrogatoire à la prison de Hébron, a rapporté, mercredi 8 avril, le quotidien Haaretz (indépendant). L'ex-détenu affirme avoir été torturé au cours de ses interrogatoires portant sur ses liens avec son frère, un membre de l'Olp résident aux Etats-Unis. La porte-parole de l'administration pénitentiaire a catégoriquement démenti ces accusations. Selon lui, M. Al-Hadad, soupçonné dans une affaire de droit commun, n'aurait subi aucun interrogatoire. — (AFP.)

La guerre du Golfe

Un haut dirigeant soviétique à Bagdad

Au moment où l'Irak mène une nouvelle offensive dans le Golfe, un haut dirigeant soviétique, M. Piotr Demitchev, est venu à Bagdad réaffirmer l'étroite coopération entre l'URSS et l'Irak. M. Demitchev, premier vice-président du présidium du Soviet suprême, a été reçu, mercredi soir 8 avril, par le président Saddam Hussein, auquel il a remis un message de M. Gorbatchev. Selon l'agence de presse irakienne, ce message soulignait « la solidarité des liens d'amitié entre l'Irak et l'URSS » et réitérait la volonté de Moscou d'œuvrer au renforcement des relations bilatérales conformément au traité d'amitié et de coopération signé entre les deux pays.

Cependant, l'état-major irakien a assuré que ses forces avaient continué à reprendre les positions occupées par l'ennemi à la suite de la nouvelle offensive — Kerbala-3 — lancée il y a trois jours par les Irakiens dans le secteur sud du front. Les hélicoptères lance-roquette irakiens, a précisé l'état-major, sont massivement intervenus pour prêter main forte aux unités du troisième corps d'armée qui font face aux

forces iraniennes à l'est de la ville irakienne de Bassorah, dans la région dite du « canal des poissons ». L'Irak a, d'autre part, annoncé un nouveau raid aérien contre des installations pétrolières iraniennes et avoir repoussé une attaque de vedettes irakiennes contre le terminal (désaffecté) de Mina Al-Amir, dans le nord-ouest du Golfe.

A Téhéran, on assure que « Kerbala-3 » a permis de mettre quelque mille cinq cents Irakiens hors de combat lors des contre-offensives tentées par les forces irakiennes. Le premier ministre, M. Mir Houssein Mousavi, a déclaré que la période du jeûne de Ramadan, qui, cette année, tombe en mai, devrait être celle de la « libération de la nation irakienne de la tyrannie baasiste ».

A Tripoli, le colonel Kadhafi a accusé la France de soutenir la prolongation du conflit du Golfe « parce que Paris, a-t-il dit, est le premier marchand de canons à profiter de cette guerre ». — (AFP, Reuters.)

Un responsable soviétique en tournée dans le Golfe. — M. Vladimir Petrovski, un des vice-ministres soviétiques des affaires étrangères, a annoncé qu'il entamerait à partir du 16 avril une tournée dans plusieurs pays du Golfe (Koweït, Émirats arabes unis, Irak) et en Jordanie. D'autre part, le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, est arrivé mercredi 8 avril en visite officielle en Libye. — (AFP.)

LIBAN

L'armée syrienne a parachevé son déploiement autour des camps palestiniens de Beyrouth

Beyrouth (AFP). — L'armée syrienne a parachevé, mercredi 8 avril, la mise en place de son dispositif de contrôle autour des camps palestiniens assiégés de Beyrouth, Bourj-Barajneh et Chatila, et le général syrien Ghazi Kanana a affirmé que la « guerre des camps de Beyrouth était terminée ».

Environ deux cent cinquante soldats syriens, arrivés dans cinq transports de troupes, ont installé huit postes de contrôle autour de Bourj-Barajneh, le camp enclavé dans la banlieue sud chite de Beyrouth, dont les vingt mille habitants sont encerclés depuis le 29 octobre par la milice chite Amal.

Conformément à un accord conclu dimanche entre les protagonistes pour mettre fin à la « guerre des camps » à Beyrouth, un cessez-le-feu est entré en vigueur lundi, alors que Chatila était ravitaillé mardi.

Dans le cadre de ce même accord, vingt-trois grands blessés et malades de Chatila ont été évacués mercredi dans des ambulances et un minibus de la Croix-Rouge libanaise (CRL) et des voitures du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Toujours selon l'accord, le règlement de la « guerre des camps », notamment la levée du siège militaire des camps de Beyrouth, est tributaire du retrait des combattants palestiniens de villages qu'ils ont pris en novembre dernier à la milice chite à l'est de Saïda. Ces villages sont Jinnaya, Qrayyeh et Al-al-Dalb.

Deux combattants palestiniens ont été blessés mercredi, lors d'affrontements qui les ont opposés à Amal, à l'est de Saïda, pour la première fois depuis mars dernier.

Ces accrochages ont en lieu quelques heures après le passage d'un convoi d'armes d'Amal à Saïda en direction de Zahran (12 kilomètres plus au sud), sous escorte syrienne.

Des journalistes pris à partie. — Plusieurs miliciens de l'organisation chite Amal ont pris à partie, mercredi 8 avril, des journalistes et un photographe qui couvraient l'évacuation de Palestiniens blessés du camp de Chatila. Une journaliste d'Associated Press, Rima Saleh, a été frappée à deux reprises au visage par un milicien d'Amal et emmenée de force hors de l'enceinte du camp jusqu'à un bureau voisin d'un officier chite membre de la 6^e brigade de l'armée libanaise, à prédominance chite. Rima Saleh a été relâchée après avoir été insultée pendant une demi-heure. Les miliciens d'Amal l'ont prévenue, ainsi que ses confrères journalistes, qu'ils ne devaient pas répéter ces sentiments pro-Palestiniens au monde extérieur. — (AP.)

L'Égypte et la Ligue arabe. — « Tous les États membres sont d'accord sur le retour de l'Égypte au sein de la Ligue, et pour lui permettre d'assumer son rôle national dans le cadre d'un consensus arabe, en application de la charte de la Ligue et des résolutions adoptées » par cette organisation, a déclaré M. Cheddi Kibbi, secrétaire général de la Ligue arabe, au cours d'une conférence de presse. Il n'a cependant pas indiqué quelles seraient les modalités d'un tel retour de l'Égypte au sein de la Ligue, dont elle avait été exclue en 1979, le siège de cette organisation ayant été transféré du Caire à Tunis après les accords de Camp David. — (AFP.)

Florent GABORIAU
Philosophie
issue des sciences
815 p. 100 F
30, rue Madame 75006 Paris

(Publicité)
Profil d'une chance exceptionnelle : d'août 87 à juillet 88.
ANNÉE UNIVERSITAIRE AUTOUR DU MONDE
Groupes limités à 20 étudiants de 18 à 30 ans. Bac minimum.
Premier semestre dans grande université de France (Anglais ou cours).
Second semestre dans grande université de Chine (cours de chinois).
Voyages-découvertes U.S.A. (4 semaines) Japon-Corée (2) Chine (2) Inde (2).
Places limitées. Test préalable - Doc. contre 3 timbres.
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

Un responsable soviétique en tournée dans le Golfe. — M. Vladimir Petrovski, un des vice-ministres soviétiques des affaires étrangères, a annoncé qu'il entamerait à partir du 16 avril une tournée dans plusieurs pays du Golfe (Koweït, Émirats arabes unis, Irak) et en Jordanie. D'autre part, le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, est arrivé mercredi 8 avril en visite officielle en Libye. — (AFP.)

Tout ce que vous souhaitez. Et plus.



Dans les hôtels Holiday Inn,® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

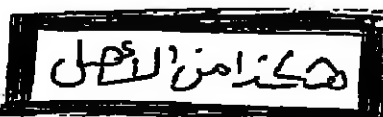
Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter, et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.



POUR TOUTE RÉSERVATION, CONTACTEZ VOTRE BUREAU DE RÉSERVATION (VOIR LISTE CI-DESSOUS), VOTRE AGENT DE VOYAGE OU L'HÔTEL HOLIDAY INN LE PLUS PROCHE.
ALLEMAGNE 030 5678 - AMSTERDAM 278 279 - BIRMINGHAM 613 4480 - BRUXELLES 728 6977 - DANEMARQUE 0430 0055 - DUBLIN 725 499 - GENEVE 710 790 - GLASGOW 221 9510 - LONDRES 461 280 - LONDRES 722 779 - MADRID 555 592 - MANCHESTER 654 3464 - MILAN 699 8432 - NIS - PARIS 43 55 30 03 - ROME 523 5836 - STOCKHOLM 23 25 55 - VIENNE 55 45 65 - ZÜRICH 302 0857.
*VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.



سكرا على الاموال

Asie

THAILANDE : le débat entre l'armée et les partis

Les militaires tentent de préserver leur rôle prédominant à la tête du pays

BANGKOK
correspondance

Les partis politiques de l'opposition, profitant de l'ouverture de la session parlementaire, vont demander des explications à l'armée à propos d'une étrange manifestation « spontanée » de quelque trois cents « rangiers », dimanche 5 avril au matin, devant la résidence de l'ancien premier ministre, M. Kukrit Pramoj.

Ces hommes en tenue noire, membres d'une organisation paramilitaire chargée surtout de la défense des frontières, ont tenté en vain de briser les grilles de la propriété de M. Kukrit, sans doute le seul homme politique civil dont le prestige rivalise avec celui de n'importe quel général. Ils réagissaient à des propos quelques fois provocants émis par M. Kukrit, quelques jours plus tôt. Celui-ci avait déclaré que le général Chaovalit Yongchaiyudh, commandant en chef de l'armée, et certains des officiers qui l'entourent, avaient été victimes d'un lavage de cerveau par les communistes.

Au cours du même séminaire l'université, M. Kukrit avait énoncé un plan de reconstruction de l'Internal Security Operations Command, la principale agence contre-insurrectionnelle du pays, fondée en 1967 alors que l'insurrection du Parti communiste thaïlandais commençait à prendre de l'importance. Cette agence avait pour mission de relayer sur le terrain, par une mobilisation constante de la population, les directives gouvernementales en matière de lutte contre l'insurrection. Les communistes étant aujourd'hui militairement battus, il faut, avait dit récemment le général Chaovalit, « une nouvelle stratégie pour les vaincre politiquement », et pour cela réformer l'ISOC.

Un « débat capital »

La nouvelle version de cette agence, plus légère, dépendrait directement du premier ministre. L'organisation aurait aussi le droit de prendre des décisions politiques. C'est ce qui inquiète le pouvoir civil : comme le faisait remarquer un universitaire, cela risquerait de rendre superflus le gouvernement lui-même. Réagissant à ce projet, M. Kukrit Pramoj l'avait comparé à la mise en place d'un véritable « politburo », ajoutant que, « bientôt, nous aurons ici un régime communiste avec le roi à sa tête ».

Depuis plusieurs semaines, le général Chaovalit tient la vedette

avec des propos pour le moins controversés sur la nécessité d'une « révolution » en Thaïlande. Pressé de s'expliquer sur le sens de ce mot pour le moins ambigu, le commandant en chef a expliqué qu'il fallait l'entendre dans le sens d'un changement pour le mieux, comme par exemple « lorsqu'un homme décide de ne plus fumer ». Une telle révolution, ajouta-t-il, ne peut se faire qu'avec le consentement de la population. Il a par contre, une fois de plus, écarté toute idée de coup d'État.

Ces déclarations ont remis au premier plan le vieux débat concernant les rapports entre l'armée et le pouvoir. Depuis son accession, en 1986, au poste de commandant en chef, l'un des plus influents du royaume, le général Chaovalit a pris publiquement parti en faveur d'un retrait des forces armées de la vie publique, sans pour autant convaincre. Il a par ailleurs entrepris une vigoureuse campagne de modernisation de la troupe.

En même temps, il a exprimé son souhait de voir la vie politique thaïlandaise se démocratiser. « Le rôle de Chaovalit, c'est un grand parti de masse, une sorte de rassemblement national, où toutes les couches de la population seraient représentées et dont l'armée serait l'élément moteur », explique un professeur de sciences politiques.

« Le débat actuel est capital pour l'avenir du pays, ajoute un autre universitaire. L'armée sent bien que les civils sont en train de lentement conquérir ce pouvoir politique que, jusqu'à présent, elle détenait. Chaovalit, comme les autres militaires, souhaite le conserver. » Débat très vif, qui se déroule au Parlement, dans la presse, dans les universités, et sans doute dans les casernes. Mais, signe des temps, il n'y a, ces jours-ci, à Bangkok, pas la moindre rumeur de putsch.

JACQUES BEKAERT.

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE

Accord avec les États-Unis sur le maintien d'une base américaine

Wellington (AFP). — La Nouvelle-Zélande a conclu un accord avec les États-Unis pour permettre le maintien à Christchurch (dans l'est de l'île méridionale de la Nouvelle-Zélande) de la base aérienne américaine servant d'appui aux opérations en Antarctique, a révélé, mercredi 8 avril, au Parlement, le premier ministre, M. David Lange.

Bien que M. Lange n'ait pas fourni de précisions sur cet accord tenu secret jusqu'ici, on croit savoir que celui-ci autorisera les avions de transport américains à transiter par Christchurch sans obligation de signaler la présence à leur bord de matériel ou d'armement nucléaire. Le gouvernement de M. Lange prépare pourtant un projet de loi interdisant les armes nucléaires sur tout le territoire néo-zélandais.

Outre l'apport financier de 11 millions de dollars pour l'économie néo-zélandaise qu'elle représente, la base de Christchurch est indispensable aux scientifiques néo-zélandais travaillant en Antarctique.

GRATUIT
UN NUMÉRO DE LA REVUE
ETVDES

ETVDES : Une grande revue d'information et de culture. Son attention sur les problèmes de société. Sa compétence sur les questions religieuses et d'éthique. L'autorité de sa revue des livres. Avec l'ouverture d'esprit des jésuites.

Pour recevoir un numéro spécimen gratuit, sans aucune obligation de votre part, il vous suffit de retourner ce bon à

ETVDES
Service 102
14, rue d'Assas, 75006 PARIS.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____

POURQUOI TANT DE GENS PORTENT-ILS DES RECEPTEURS D'APPEL? A QUOI LEUR SERVENT-ILS? ET D'OU VIENNENT-ILS?

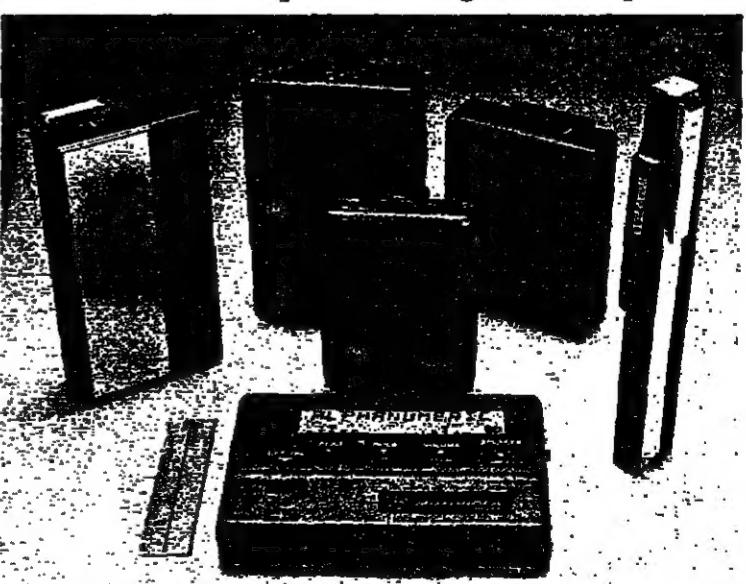
Au cours des cinq dernières années, le récepteur d'appel est passé du simple émetteur de « bip » à un appareil de réception de messages portatif multifonction de grande sophistication. A l'heure actuelle Motorola fabrique des récepteurs d'appel capables de recevoir, afficher, mettre et rechercher en mémoire des numéros de téléphone, des cours, des prix, des dates et des rendez-vous.

Et si le répertoire fonctionnel de ces appareils remarquables s'est accru, leur taille et leur poids par contre ont diminué.

De ce fait les utilisateurs de récepteurs d'appel sont aujourd'hui plus nombreux que jamais. Quant à l'usage qu'ils en font, la variété possible est aussi étendue que leur imagination le permet.

Il n'y a qu'une chose qui ne semble pas avoir changé en ce qui concerne les récepteurs d'appel. C'est la raison pour laquelle on s'en sert. Cette raison, en un mot, c'est la productivité. En termes simples, le récepteur d'appel vous aide à en faire plus en moins de temps.

Depuis que Motorola a construit son premier récepteur d'appel en 1956, elle demeure un leader dans le développement de cette technologie d'un équipement dont le marché est en expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui le premier fabricant mondial de récepteurs. Notre production comprend presque cent modèles différents qui vont du récepteur le plus petit du monde, pas plus grand qu'un stylo dans votre poche, au modèle de niveau sonore maximum que les brigades de sapeurs-pompiers utilisent ainsi que certaines industries.



Ils font « bip », ils affichent, ils mettent en mémoire, ils rappellent et certains ont même un signal silencieux. L'année dernière, Motorola a fabriqué plus de ces récepteurs remarquables que n'importe quelle société au monde.

Pour la France, les récepteurs d'appel ne forment qu'une partie de nos activités. Avec nos installations à Angers et à Toulouse, nous sommes engagés dans la conception et la production d'une large gamme de produits avancés dans l'électronique. Et notre réseau commercial en France ne compte pas moins de 16 bureaux.

Motorola est l'une des plus grandes sociétés mondiales dans le domaine de l'électronique. Nous travaillons sur les cinq continents. Et sur tous nos marchés, nous partageons un souci profond de bien servir nos clients, dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semi-conducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.

MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe

PHILIPPINES

Un ressortissant français porté disparu dans le Sud

Manille (AFP, Rester). — Des informations contradictoires circulent depuis mercredi 8 avril sur le sort d'un touriste français, identifié sous le nom de Richard Angelis, trente-six ans, porté disparu depuis le 3 avril dans une île des Philippines où sévit la guérilla musulmane, et qui pourrait avoir été tué. M. Angelis et un ressortissant néo-zélandais, M. Waite Fairly, vingt-deux ans, ont été attaqués ce jour-là, alors qu'ils se trouvaient dans l'île de Sibuyan, par des hommes armés que les autorités soupçonnent d'appartenir au Front national de libération Moro (MNLF), une des organisations rebelles musulmanes du sud de l'archipel philippin.

M. Fairly a été blessé à la jambe et hospitalisé.

Un colonel des fusiliers marins, le corps qui recherche le Français, a tout d'abord déclaré, mercredi, que le cadavre de M. Angelis avait été retrouvé, et que le gérant musulman des deux touristes, M. Rachid Abubakar, avait été arrêté et était passé aux aveux, assurant être l'auteur du meurtre. Mais un porte-parole du commandement de l'armée pour le sud du pays a ensuite démenti la découverte du corps, et estimé possible que M. Angelis soit encore vivant.

Le MNLF a nié toute responsabilité dans cette affaire, et, dans une déclaration remise à la presse, jugée « regrettable », les soupçons à son endroit alors que doivent reprendre incessamment des négociations avec le gouvernement sur le statut d'autonomie de la région. Les autorités proposent d'accroître les prérogatives des organes locaux de pouvoir.

Le MNLF, qui a conclu en janvier un cessez-le-feu provisoire avec le gouvernement, menaçait ces derniers temps de reprendre les hostilités si l'impasse des négociations persistait.

CORÉE DU SUD

L'opposition fonde un nouveau parti

Séoul (AFP). — Les principaux dirigeants de l'opposition en Corée du Sud ont annoncé, mercredi 8 avril, leur décision de quitter le Parti démocratique de la nouvelle Corée (NPKD), en proie à des dissensions internes, pour fonder un nouveau parti d'opposition, « bien défini et fort » pour affronter le gouvernement dans le débat sur la réforme constitutionnelle.

Cette décision a été annoncée par M. Kim Young-sam, une des deux figures les plus en vue de l'opposition au régime du président Chun Doo-hwan, au cours d'une conférence de presse à laquelle son allié, M. Kim Dae-jung, n'a pu assister en raison d'une nouvelle assignation à résidence ordonnée par la police, la cinquante-troisième depuis son retour de deux ans d'exil aux États-Unis en février 1985.

Amériques

Turbulences mexicaines

(Suite de la première page.)

Mais son discours s'éloigne de plus en plus du consensus, fruit de la « réconciliation » dont il a été l'objet. « Le syndicalisme mexicain était habitué à résoudre les problèmes sociaux directement avec le gouvernement sans confrontations, mais, aujourd'hui, l'Etat n'a plus les moyens de cette politique. Le mouvement syndical doit réapprendre à lutter et à utiliser le recours à la grève si cela est nécessaire. La politique de concertation trouve maintenant ses limites, et l'alliance historique doit être redéfinie. Cette évolution rapide est nécessaire, sinon des difficultés très sérieuses vont surgir. »

Le ministre du budget et de la programmation, M. Salinas de Gortari, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « le populisme, qui revient à donner plus et à promettre davantage que ce que l'on peut donner, est aujourd'hui révolue. Il en reste simplement l'héritage d'une dette considérable ». Dans cette redéfinition des rôles, chacun cherche sa place. A commencer par les étudiants. L'UNAM, l'université nationale autonome de Mexico, qui accueille près de trois cent mille étudiants, témoigne du changement dans la société. Le développement d'universités privées et leur succès posent avec acuité le problème de l'avenir de ce monstre, héritier prestigieux de la révolution.

L'Eglise, exclue de manière totale du système pour sa participation originale à la contre-révolution, tente timidement de reprendre pied dans la société. L'adoption de la loi sur le nouveau code électoral fut pour elle l'occasion de publier un communiqué dénonçant les peines de prison (de quatre à sept ans) qu'encaissent les ecclésiastiques qui démentent des consignes de vote. La Conférence des évêques a aussi dénoncé la corruption : « La situation actuelle est le résultat naturel et explicable d'une banqueroute morale très profonde et très étendue. »

Devant cette évolution, la stabilité mexicaine est-elle aujourd'hui menacée, avec des risques graves de débordement, faute de solution de rechange politique ? Ce serait assen-

rément aller un peu vite et, plus que tout, négliger l'histoire particulière de ce pays. « Au moment de la chute des prix du pétrole, beaucoup d'observateurs avaient prédit un effondrement rapide du système mexicain. Rien ne s'est produit », a beau jeu d'affirmer l'un des membres du gouvernement.

Capacité d'adaptation

A cela plusieurs raisons, la principale étant la capacité d'adaptation du pouvoir lui-même, qui est réelle. La démocratisation du pays s'est, en effet, accélérée. La presse peut enfin soulever des problèmes sans s'attirer les foudres des autorités. Et elle n'y manque pas. Dans sa dernière livraison, le mensuel *Nexos* analyse ainsi, dans un dossier intitulé « Retour à Chihuahua », les accusations de fraude survenues dans cet Etat, lors des élections de juillet, en ne prouvant toutefois que la « manipulation ». De même, les manifestations étudiantes se sont déroulées sans violence et le débat, dans le parti, n'a pas eu, jusqu'ici, de conséquences fâcheuses pour ses instigateurs, à la différence du passé « où un homme comme Porfirio Muñoz Ledo (l'un des leaders du courant démocratique) aurait été envoyé à l'étranger, avec ou sans poste honorifique », dit un ministre.

Les instances de dialogue, la plus grande force du système, subsistent aussi. L'exemple le plus récent, à cet égard, est celui de la reconstruction. Alors que les « damnificados », qui avaient perdu jusqu'à leur logement après le tremblement de terre, s'organisaient de manière autonome et revendiquaient avec force leurs droits, les autorités ont pratiqué, par la voix de Manuel Camacho, ministre du développement urbain, une consultation très large et ont mis en place une structure consensuelle entre les victimes, les architectes, les pouvoirs publics et les instances internationales. Aujourd'hui, tout le monde considère que le programme a parfaitement fonctionné. C'est pour les autorités la preuve de leur capacité de réponse à une situation imprévue.

Dans tous les secteurs, les progrès du système sont considérables. L'adoption d'un nouveau code électoral, en est le plus sûr exemple. « Si l'on excepte les restrictions concernant l'Eglise, l'accroissement sensible des pouvoirs du Congrès, l'ouverture de l'économie sur l'extérieur, et la volonté du gouvernement de mettre fin à certaines situations acquises (corruption, ou, dans un tout autre domaine, rétablissement d'une certaine réalité des prix) sont évidents et chaque jour affirmés. »

L'intendance suivra

En fait, les difficultés actuelles résultent plus d'une accélération des revendications d'essence démocratique, qui s'accroissent et qui mettent parfois les autorités en porte à faux, du fait d'un certain nombre de résistances au changement dans l'appareil d'Etat. Selon Soledad Losca, professeur au collège de Mexico, le gouvernement adopte souvent la formule du général de Gaulle : « L'intendance suivra ». Or celle-ci, comme on l'a vu, suit de moins en moins, et le pays paraît parfois coupé en deux, entre les caciques du système et une population aux revendications hétéroclites, confuses et parfois contradictoires. « Il n'y a pas, par exemple, plus de fraude électorale que dans le passé, mais la rumeur n'est plus fautive », explique Raúl Troje Delarriba, professeur à l'UNAM. « De même, autrefois lors de conflits sociaux, seul le dirigeant « historique » de la Confédération des travailleurs du Mexique, M. Fidel Velasquez, s'exprimait. Aujourd'hui, ils sont une dizaine à le faire. »

L'environnement international joue aussi dans ce domaine un rôle important. Il y a quelques années, le Mexique apparaissait comme l'exemple à suivre, et pas seulement sur le plan financier. Mais l'Espagne de Franco, l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay des militaires ont aujourd'hui laissé place à des gouvernements démocratiques, et le Mexique souffre de la permanence d'une image qui se trouve partiel-

ment détériorée. Hier nation « en avance », il fait figure aujourd'hui de pays surtout tourné vers son glorieux passé.

Les autorités mexicaines sont, à ce propos, extrêmement sensibles et s'estiment victimes d'une campagne de dénigrement. « Nous payons notre dette avec régularité, malgré le coût très élevé, et la critique contre le Mexique n'a jamais été aussi grande, dit un haut fonctionnaire. Nous avons, c'est vrai, l'impression de subir une certaine injustice. » Un ministre influent estime, plus prosaïquement, que le Mexique, après avoir été le bon élève, puis le mauvais exemple, retrouve aujourd'hui la confiance des milieux financiers. « Malgré ces jugements contradictoires nous suivons notre voie avec sérénité. »

Cette « continuité », même si elle est mise en cause par des hommes comme Porfirio Muñoz Ledo, qui estime que « le système est aujourd'hui touché dans son ensemble », a pourtant des soutiens importants. A l'intérieur, la classe moyenne, victime de la crise et de plus en plus critique, ne souhaite cependant pas que soit bouleversée une situation qui lui a tant profité. Les milieux populaires — largement majoritaires — ont, eux, développé, avec la bénédiction et parfois l'appui des autorités, une économie souterraine qui leur permet d'amortir, au moins en partie, les effets de la crise économique.

A l'extérieur, les Etats-Unis, même s'ils redoutent des troubles chez leur voisin, se gardent de plus en plus de toute intervention ouverte. « Les Américains vivent les idéaux de leur démocratie, nous vivons nous, le plus souvent, les idéaux de cette démocratie, et ce n'est pas la même chose », dit un intellectuel en estimant qu'ils « ne comprennent pas la situation ici ». Le précédent ambassadeur, M. John Gavin, avait eu un comportement considéré comme provocateur par les Mexicains, qui avaient ressenti la nomination « de cet ancien acteur » comme une gifle. Mais aujourd'hui, le nouveau représentant de Washington, M. Piliot, a adopté une attitude beaucoup plus discrète,

sa seule intervention publique concernant la lutte contre la drogue.

Risque d'explosion ?

Avec ces appuis, même limités, le système mexicain pourra-t-il s'ouvrir sans risque d'explosion ? C'est toute la question. Pour un grand nombre de dirigeants, il est clair que le retour à l'autoritarisme est non seulement peu probable, mais peu souhaitable. Les hommes au pouvoir, de mieux en mieux formés — c'est aussi un des succès du « modèle mexicain » — sont souvent ouverts au dialogue et conscients des problèmes actuels, et pas seulement au sein du courant « démocratique » du parti. A cet égard, la lutte pour la succession va être l'occasion d'un débat sans doute plus large que dans le passé, même si l'élection d'un candidat — prévue par le courant minoritaire — n'a aucune chance d'être suivie d'effet, quand bien même les « démocrates » présenteraient, comme ils en ont l'intention, leur « prétendant ».

Pour l'heure s'ouvre une période périlleuse, avec la désignation du « candidat » et sa cohabitation avec le chef de l'Etat actuel. Un problème, dont le président Miguel de La Madrid est très conscient, puisqu'il a demandé une diminution de ce temps de cohabitation. Cette réforme acceptée par le Congrès ne sera pourtant mise en œuvre que pour la succession de 1994. L'enjeu actuel réside, avant tout, dans la capacité de réponse du futur président au problème de la nécessaire redéfinition des pouvoirs. Encore faut-il que la situation ne se soit pas plus dégradée d'ici-là, et que la participation électorale soit suffisamment importante. Le reste appartient à l'insupportable mexicanité.

DENES HAUTIN-GUEHAUT.

PRÉCISION : une coupe malencontreuse a quelque peu déformé la fin d'un article consacré à la crise économique mexicaine (*Le Monde* daté 15 et 16 mars). Il était précisé que la mise en place de régiments militaires autour de la capitale mexicaine était une réforme engagée depuis 1984, et donc pas directement en liaison avec les récents événements sociaux.

PARAGUAY

Levée de l'état de siège en vigueur depuis quarante ans

Asunción. — Le chef de l'Etat paraguayen, le général Alfredo Stroessner, a levé, mercredi 8 avril, l'état de siège en vigueur dans le pays depuis quarante ans, en déclarant que des mesures de sécurité n'étaient plus requises pour maintenir la paix. L'état de siège, décrété à l'origine en 1947 pendant la guerre civile, avait été renouvelé tous les trois mois par décret depuis 1954. Il autorisait le gouvernement du général Stroessner à ordonner la détention de quiconque sans jugement, pour une durée illimitée, à interdire toute grève et à limiter la liberté d'expression.

Depuis son arrivée au pouvoir, à la faveur d'un coup d'Etat, le général Stroessner avait seulement levé l'état de siège à sept reprises, pour une durée de vingt-quatre heures,

afin de permettre le déroulement d'élections législatives. Les partis d'opposition groupés au sein de l'accord national, avaient mis comme condition à leur participation aux élections de février 1988 la levée totale de l'état de siège.

Mais un membre du Parti libéral radical « authentique », M. Miguel Sagüés, a déclaré que l'abrogation de cette mesure d'exception ne signifiait pas que le général Stroessner adoptait des réformes démocratiques. « Avec ou sans état de siège, il continuera à gouverner comme un porteur de l'autorité », a-t-il indiqué, en ajoutant que les Paraguayens étaient toujours à la merci d'un système judiciaire qui servait exclusivement le pouvoir. — (Rens.)

RENAULT

DRESSEE A L'EXTRAORDINAIRE.

A PARTIR DE 75 500 F

- 90 chevaux • De 0 à 100 km/h en 10,7 secondes • 179 km/h (sur circuit) • Projecteurs anti-brouillard • Volant 4 branches gainé cuir • Bouclier avant et arrière de la teinte de la carrosserie • Roues de style en alliage léger • Vitres et pare-brise teintés. Existe en version 3 et 5 portes. Modèle présenté Renault 11.90 GT. Prix clés en main au 20/03/87: 78 000 F. Millésime 87. Consommations UTAC: 5,2L à 90 km/h, 6,9L à 120 km/h et 9,2L en ville. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement. **SERIE LIMITEE**

RENAULT 11.90 GT

صكرا عن المصن

... Le Monde • Vendredi 10 avril 1987 9

Ça ne sera pas la faute de nos prix si vous réduisez votre budget vacances.

HANÖ 200
Parasol. Structure laquée époxy blanc, inclinable. Tissu multicolore. 65% polyester, 35% coton. Ø 200 cm.
295F

DORA 60
Table de balcon. Métal galvanisé, plusieurs coloris. Ø 60, h 72 cm.
185F

VIKING
Transat. Hêtre non traité. Tissu 100% coton.
69F

SANDSKÄR
Table 120 x 70, tube acier galvanisé laqué blanc, plateau verre trempé.
630F

RAPPEN
Chaise pliante. Tube d'acier laqué époxy, plusieurs coloris.
68F

SANDSKÄR
Fauteuil. Tube et fil acier laqué blanc.
350F

55F

475F

RESÖ
Meuble d'enfant. Pin imprégné sous pression, traité à l'huile.
35F

PYRET
Tabouret. Hêtre non traité. Tissu 100% coton. Plusieurs coloris.
35F

PUSTA
Chaise de pique. Hêtre non traité. Tissu 100% coton.
990F

LJUGEN
Bac à fleurs. Pin massif, imprégné huile.
125F

IDÖ
Groupe de jardin. Table Ø 100 cm, 4 chaises pliantes. Plastique composite laqué, polyuréthane blanc.

Comment ça vous ne pouvez pas à la fois aller chez IKEA et hâler où vous voulez? Les sous?... on va pas commencer à parler de choses qui fâchent... D'abord, vous avez vu nos prix? Non mais vous avez vu nos prix? C'est pas des petits prix ça? Même que si vous tenez votre journal à bout de bras, ils auront l'air encore plus petits... De toutes façons, on peut pas faire plus petit que petits comme ça. C'est que, chez IKEA, on n'oublie jamais qu'on ne vend pas des prix mais des meubles. Et quand on dit qu'avec

IKEA on s'assoit sur la qualité, ça n'a vraiment rien de péjoratif: les chaises chez IKEA c'est pas comme les illusions, elles ne s'écroulent pas... Et pour des prix aussi petits, c'est grand tout ce que vous pouvez avoir. Regardez cette page par exemple. On a pourtant serré, tassé, mis dedans tout ce qu'on pouvait et bien il y a encore plein de petits prix plein le magasin! En tous cas, ce ne sont pas eux qui vous empêcheront de vous offrir une petite chose très très chère pour vous habiller très très peu cet

été afin d'être très très bronzé pour faire enrager très très fort les copains à la rentrée. Autour de votre nouvelle table IKEA sous votre nouveau parasol IKEA. Ben voyons...



Ils sont fous ces Suédois

Prix valables jusqu'au 08/05/87 inclus, dans la limite des stocks disponibles.

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.83.20.26 - LUN. MAR.: 11-20 H - MER. JEU. VEN.: 11-22 H - SAM. ET DIM.: 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS**.
IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H. DIM. 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS**.
IKEA LYON: CITÉ CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.73.23.26 - **IKEA VITROLLES**: EN 123 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS**.

Politique

A l'Assemblée nationale

M. Chirac se réjouit de l'unité des Français autour de leur défense

L'Assemblée nationale a commencé, le mercredi 8 avril, l'examen de la loi de programme militaire 1987-1991. Ce débat était initialement prévu pour le mois de janvier avant que le gouvernement ne décrète une pause législative. Sixième du genre depuis 1960, cette loi avait été adoptée en conseil des ministres, le 5 novembre 1986 (Le Monde du 7 novembre 1986). Le chef de l'Etat avait, à l'époque, jugé son contenu « sérieux », « raisonnable » et « cohérent ». Compte tenu de cet imprimatur, les députés socialistes — bon gré mal gré — devaient jeudi soir, pour la première fois, voter une loi militaire élaborée par un gouvernement de droite. Seul le Parti communiste a

choisi de s'excuser de ce consensus parlementaire.

Cette loi contenant quatre articles et une annexe prévoit une enveloppe pour cinq ans de 474 milliards de francs (crédits de paiement exprimés en francs constants, valeur 1986) pour l'ensemble des trois armées et de la gendarmerie. Ce projet introduit un certain nombre de nouveautés pour éviter les dérapages : les dépenses de fonctionnement ne sont pas chiffrées, la loi est exprimée en francs constants, les enveloppes financières sont fixées par année et non par programme, c'est enfin une programmation glis-

sante, c'est-à-dire qu'elle pourra être éventuellement révisée en 1988 en fonction de la conjoncture économique et des besoins de la défense.

Les grandes options en matière de dissuasion nucléaire ont été maintenues (notamment la priorité à la force océanique stratégique) ainsi que l'ensemble des programmes majeurs d'armement (au nombre de 27). Le ministre de la défense, M. Giraud, a préféré faire des choix internes à chacun de ces programmes plutôt que d'en réduire le nombre. Les « barrières » avaient, au début de l'année, regretté que « le projet de loi ne lève pas les incertitudes sur le plan des priorités de notre défense ».

Les lois de programme militaire semblent généralement vouées à des réalisations incertaines. Depuis plus de vingt-cinq ans qu'elles existent, elles ne sont jamais parvenues à pleine maturité. Les gouvernements remettent périodiquement leur ouvrage sur le métier législatif, jurant à chaque fois que toutes les précautions ont été prises : les réductions budgétaires ou l'alternance politique viennent à bout de ces belles assurances. La loi d'équipement militaire 1987-1991 échappera-t-elle à la règle, malgré un consensus inégalé, du Front national au Parti communiste ?

La question préalable sera rejetée dans la soirée, à l'unanimité, les cinq élus communistes présents dans l'hémicycle ayant tout bonnement oublié de la voter à main levée pour elle... Dans un communiqué, le député socialiste, M. François Loeche (Eure) devait reprendre à son compte certains des griefs formulés par les élus communistes : « Je voterai cette loi avec regret. Il peut y avoir consensus national sur la sécurité. Il n'y en aura jamais sur le armement », affirmait-il, traduisant l'état d'esprit d'un certain nombre d'élus PS.

Quant au Front national, il a mis en garde le gouvernement, par la voix de M. Pierre Sergeant (Pyrénées-Orientales), contre le risque de privilégier « le fusil » au détriment « du soldat ». « Ce serait trahir la population militaire », il a également reproché à M. Giraud d'avoir reculé devant « deux ou trois journalistes » dans sa lutte contre la désinformation : « Pourrait, la clé du succès est de faire passer nos idées mieux que n'y parviennent nos adversaires », s'est exclamé l'ex-capitaine Sergeant.

Le débat devait se poursuivre jeudi après-midi avec notamment l'intervention au nom du groupe communiste de M. Michel Rocard. L'adoption de la loi d'équipement militaire 1987-1991 — devant intervenir tard dans la nuit.

PIERRE SERVANT.

Cette loi « est claire dans ses engagements, souple dans ses modalités et elle traduit un accroissement sans précédent de notre effort de défense », a affirmé M. Jacques Chirac devant moins d'une centaine de députés parmi lesquels MM. Barre, Rocard, Mauroy, Chevènement, Quilès et Marchais. Plutôt qu'un catalogue exhaustif de programmes, cette loi se veut une loi-cadre d'orientation, a expliqué le premier ministre en ouvrant le débat : « L'idée maîtresse du gouvernement est d'obliger les responsables militaires, dans le cadre d'une enveloppe globale fixée à un niveau élevé, à justifier chaque année de manière rigoureuse leurs besoins, laissant ainsi au gouvernement la faculté, sous le contrôle du Parlement, de procéder aux arbitrages nécessaires ».

Le premier ministre a insisté sur le fait que, lors de la préparation du budget de 1988, la loi-programme devra être actualisée « en fonction de l'état de la défense et de la situation économique ». Cette précision n'est pas apparue suffisante aux yeux du président et rapporteur de

la commission de la défense nationale, M. François Fillon (RPR, Sarthe). Il a, en effet, souhaité que le gouvernement dépose en 1988 devant le Parlement un projet de loi de réactualisation, plutôt que de se contenter, comme d'habitude, d'un simple rapport d'information. « Cette démarche serait plus conforme à l'esprit de notre Constitution, qui précise que la loi détermine les principes fondamentaux de l'organisation générale de la défense nationale », a expliqué M. Fillon.

Une locomotive du développement économique

« On ne pouvait demander beaucoup plus, mais je serais tout à fait rassuré si, alors que le premier ministre s'apprête à geler certaines autorisations de programme dans le budget de l'Etat — pour des raisons d'équilibre économique et financier — vous nous assuriez que le budget de la défense nationale ne sera pas touché par ces réductions ou, en tout cas, qu'il sera dans des proportions moindres que les budgets civils », a demandé, pour sa part, au ministre de la défense, le rapporteur de la commission des finances M. Yves Guéna (RPR, Dordogne). De son côté, le ministre de la défense, M. Giraud, a insisté sur le fait que « les programmes d'armement induisent des emplois français. (...) En votant la loi de programme, c'est une véritable locomotive du développement économique que vous allez alimenter ».

M. Chirac est revenu, quant à lui, au cours de son intervention, sur l'impératif d'unité des Français face à la défense : « La défense d'un pays ne se juge pas seulement à l'aune de ses chars ou de ses missiles, mais aussi à son unité face aux enjeux et aux périls ». Et le premier ministre de conclure sous les applaudissements des députés de la majorité : « Pour la première fois de l'histoire de la République, une loi programme préparée par le gouvernement et approuvée par le président de la République, chef des armées [pourrait recueillir] l'assentiment quasi unanime de la représentation nationale ».

M. Paul Quilès (PS, Paris) a également souligné au rituel du consensus, sans pour autant oublier les attaques dont la politique sociale de défense avait été l'objet avant et après le 16 mars.

« Rappelez-vous et si besoin relisez-vous ! », a-t-il lancé en direction des bancs de la majorité en rappelant les différents points de divergence soulevés à l'époque. Pour l'ancien ministre socialiste de la défense, la majorité a capitulé pour revenir dans le giron du consensus dominé par la figure du président de la République. « Progressivement, tout est rentré dans l'ordre, constate-t-il, la loi que vous présentez aujourd'hui n'ajoute d'ailleurs rien à celle qui l'a précédée ».

« Ce projet consacre les vœux exprimés par le président de la République par rapport à certaines dérives antérieures du premier ministre », a rappelé quant à lui M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Belfort).

Prudence et lucidité sur l'option zéro

D'autre part, « l'option zéro », relancée par M. Gorbatchev pour les forces nucléaires intermédiaires, a été examinée longuement par plusieurs orateurs. Le premier ministre a expliqué que, si cette proposition était à suivre « avec intérêt », il ne fallait pas pour autant manquer de « prudence et de lucidité ». « La menace que fait passer sur notre existence l'arsenal nucléaire conventionnel et chimique de l'Union soviétique continuera de justifier de notre part un effort de défense important », a expliqué M. Chirac. M. Giraud a également fait l'option zéro « pouvait être une chance pour l'Europe, si elle choisissait la voie du renforcement de sa propre défense. C'est dans cette perspective que la France a pris « toute une série d'initiatives pour accroître la solidarité européenne » a expliqué M. Chirac. M. Giraud et Fillon lui ont fait écho en insistant sur le fait que « si la survie de notre nation se joue aux frontières, sa sécurité, elle, se joue aux frontières de ses voisins ».

« La loi de programme permettra à la France de mener une politique active de solidarité, tant vis-à-vis de ses voisins européens qu'en Afrique », a affirmé M. Jacques Godfrain (RPR-Aveyron) rapporteur de la commission des affaires étrangères, tandis que le ministre de la défense estimait qu'il était « essentiel (...) que la dissuasion assure aussi le paix au niveau de l'Europe (...) Un conflit conventionnel, compte tenu des armements déployés en Europe, pourrait entraîner la guerre mondiale », a-t-il prévenu.

Le président de la commission de la défense nationale, M. Fillon a défendu le même impératif d'union des forces européennes, et tout particulièrement de celles de la France et de l'Allemagne de l'Ouest : « Ceci suppose que nous reconnaissions la légitimité de la défense de l'avant qui constitue l'essence de la politique de défense allemande. Cela ne veut pas dire que la défense de la France est reportée sur l'Elbe, mais que nous sommes disposés à entretenir des moyens suffisants et à les engager pour soutenir nos alliés dans leur combat ».

De son banc, M. Barre lance les applaudissements, suivi par les députés de la majorité qui ne seront pas chiches de leur soutien à M. Fillon. Le député de Lyon sera très souvent à l'origine des applaudissements qui ponctueront le discours de M. Fillon : signe d'une parfaite concordance de vues entre ces deux hommes qui se sont rencontrés longuement, il y a peu, pour discuter de cette loi-programme.

Le PCF rompt le consensus nucléaire

M. Georges Marchais devait intervenir, le jeudi 9 avril à l'Assemblée nationale, dans la discussion sur le projet de loi de programmation militaire que les députés communistes seront seuls à ne pas voter. A l'initiative du PCF, des délégations devaient manifester, au même moment, devant le Palais-Bourbon. En

1983, le groupe communiste avait adopté la précédente loi de programmation présentée par M. Charles Hernu, ministre (socialiste) de la défense, tout en s'abstenant sur l'article premier, dont l'annexe correspondait à l'Union soviétique comme l'agresseur potentiel.

Le Parti communiste est-il en train d'opérer un retournement majeur en matière de défense ? Remet-il en cause, depuis quelques mois, sa doctrine sur la force de frappe, dont M. Hermu indiquait, il y a quatre ans, devant les députés, qu'elle n'était « pas négociable » ?

Pour certains spécialistes des questions militaires, il ne fait guère de doute que le PCF prône, au moins implicitement, l'abandon de l'armement nucléaire, auquel il s'était rallié une décennie auparavant.

Les dirigeants du parti, eux, plaident la continuité : ils assurent que leur conception n'a pas changé, mais que la politique française et l'environnement international se sont modifiés.

« En 1977, nous étions très clairement opposés à la course aux armements et pour la maintenance [de l'arme nucléaire] ; en 1987, il ne s'agit plus de maintenance, mais d'une participation de la France à la course aux armements », affirme M. Marcel Zeldner, responsable de la presse du PCF. Et d'ajouter que, entre ces deux dates, M. Mikhaïl Gorbatchev a fait, au nom de l'Union soviétique, des propositions en matière de désarmement nucléaire en Europe.

Certes, ces avances soviétiques s'adressent aux Américains, mais le PCF considère que la France ne doit pas rester en dehors de l'armement du processus, car « la sécurité passe par le désarmement ».

Le 11 mai 1977, les communistes apprennent que leur parti a décidé de se rallier à l'arme nucléaire, qui est alors « le seul moyen de dissuasion réel ». Dans son rapport devant le comité central, Jean Kanape, responsable de la politique extérieure, remet en cause le chapitre du programme commun, signé en 1972, relatif à cette question. S'il exultait, effectivement, la « course aux armements nucléaires », il se prononce, en revanche, « pour la maintenance de l'arme nucléaire, c'est-à-dire pour le maintien de l'aptitude opérationnelle de l'arme nucléaire (ce qui implique son entretien et l'inclusion des progrès scientifiques et techniques) au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays ».

En 1978, après ce qui se peut être considéré comme un conflit PC-PS, et après l'échec des négociations sur l'actualisation du programme commun, le PS adopte une position similaire sur la force de frappe : le consensus sur la question nucléaire est alors réévalué.

Le 22 janvier 1987, l'humanité publie une déclaration du bureau politique du Monde du 23 janvier) dans laquelle le PCF réaffirme son attachement à « la force nucléaire comme outil de dissuasion », mais marque son opposition à « la réalisation de missiles, mobiles ou non » pour remplacer les Mirage-IV (1), à la construction de « missiles nucléaires tactiques ou préstratégiques, dotés ou non de neutrons » et se prononce « pour l'arrêt immédiat des essais nucléaires à Mururoo, car leur finalité ne relève pas de la dissuasion, mais de l'utilisation de l'arme nucléaire ».

Retour au ghetto

Il est difficile de ne pas voir, dans cette dernière position, une modification profonde de la doctrine de 1977. Une lecture minimale tend à montrer que le PCF est, certes, partisan d'une défense nucléaire indépendante... mais privée de moyens par obsolescence. Une lecture maximale revient à préconiser un abandon pur et simple de l'armement nucléaire, qui deviendrait inopérant en raison de la non-prise en compte des progrès scientifiques et techniques.

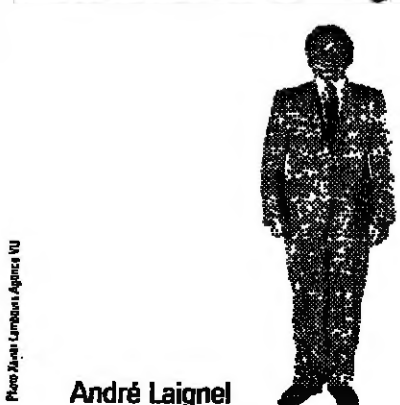
Dans les deux cas (qui correspondent peut-être aux termes d'un débat en cours au sein de la direction), mais sans l'affirmer noir sur blanc, le PCF rompt le consensus antérieur.

En outre, cette inflexion de la doctrine coïncide avec les récentes propositions de M. Gorbatchev. Même s'il a été décliné, au début des années 80, sur l'air de « ni Pershing ni SS-20 », les communistes français, dont l'un des engagements majeurs était le pacifisme, n'avaient pas jugé utile de s'engouffrer derrière la « double décision » de l'OTAN de 1979 (démantèlement des SS-20 ou installation des Pershing-2). Il est vrai que, à

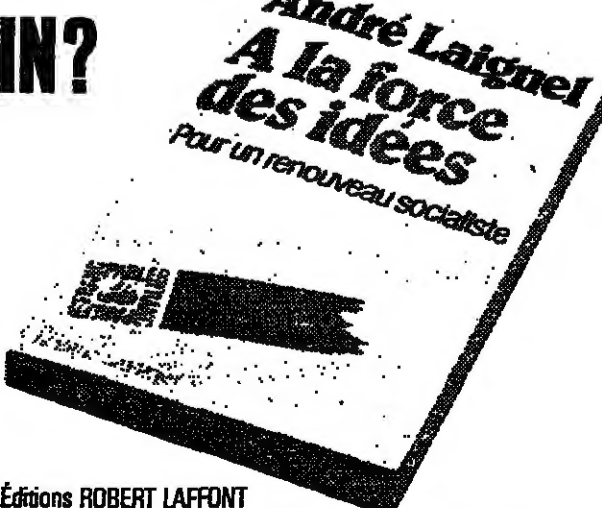
OLIVIER BIFFAUD.

(1) Le rapport Kanape de 1977 précisait que « les Mirage-IV ne seront pas remplacés au terme de leur vie ».

COMMENT UN HOMME AUSSI PETIT A-T-IL PU FAIRE UN AUSSI GRAND BOUQUIN ?



André Laignel



Éditions ROBERT LAFFONT

150461

سكنا مع الرجل

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Les centristes veulent imprimer leur marque dans le débat sur... « l'après-référendum »

Craignant le pire pour la Nouvelle-Calédonie, les socialistes ont décidé d'utiliser toutes les possibilités de la procédure législative de la politique gouvernementale. Le mauvais fonctionnement des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale vient de leur permettre de marquer un point.

La commission des lois aurait dû pour suivre le mercredi 8 avril l'examen du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie, mais une fois que le rapporteur, M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime) est présenté son analyse du texte, elle fut saisie d'une « motion d'irre-

cevabilité » présentée par le PS. Celui-ci n'estima pas utile d'expliquer en quoi le projet de loi paraissait contraire à la Constitution, mais le président de la commission, M. Jacques Toubon, dut constater que la majorité était physiquement minoritaire. Une suspension de séance, pour multiplier les coups de téléphone, ne modifia pas cette situation. C'est ainsi qu'en commission le projet de référendum a été estimé inconstitutionnel.

Cet incident n'aura aucune conséquence sur le débat en séance publique, si ce n'est qu'il a déjà donné quelques arguments aux socialistes. Dès mercredi après-midi, M. Pierre Joxe, lors de la séance consacrée aux questions d'actua-

lité, en a tiré la conclusion que, « dans la majorité comme dans l'opposition, il y a des personnalités qui préfèrent la sagesse, la discussion et l'entente entre les commu-

nautés ». Ce faisant le président du groupe socialiste a sans doute tiré aussi un peu les faits à lui, mais il est clair que pour le gouvernement le débat commençait mal.

D'une façon générale, l'étroitesse de la majorité complique considérablement la tâche des commissions; chacune est en permanence à la merci de l'absence de quelques-uns de ses membres. Mercredi, ils n'étaient que quinze à la commission des lois alors que les commissaires de gauche étaient 17. Certes n'étaient

pas présents des barristes comme MM. Charles Millon (Ain) et Pascal Clément (Loire), mais l'un et l'autre avaient de bonnes raisons. M. Albert Mamy (UDF-Tarn), un proche de M. François Léotard, était lui aussi absent. On relevait surtout que les chiraquiens n'avaient pas fait plus d'efforts, pour être présents. Manquaient ainsi, notamment, M. Jean Tiberi, premier adjoint à la mairie de Paris, M. André Fauton (Calvados) et M. Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes), piliers de la commission, et même M. Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine), responsable des commissaires RPR, qui s'est fait vertement sermonner par M. Toubon. — Th. B.

Les dirigeants du Centre des démocrates-sociaux (CDS) ont successivement reçu, le mercredi 8 avril, au siège de leur parti, les députés du Front de libération nationale kanak socialistes (FLNKS) et ceux du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR). Ils ont donné à ces échanges de vues une certaine solennité puisque, pour la circonstance, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire, a été accompagné de ses deux principaux adjoints, MM. Jacques Barrot et Bernard Stasi, mais une vingtaine d'autres parlementaires.

Ils ont confirmé, au terme de cette double confrontation d'idées, leur aptitude au « grand écart ». Car ils ont expliqué qu'ils voteraient le projet de référendum, dont ils ne retiennent plus en cause l'organisation, les dirigeants centristes ont démontré que leur solidarité à l'égard du gouvernement s'accommodait fort bien, à l'égard du casse-tête calédonien, à la fois de convergences avec les préoccupations du président de la République, d'identité de vues avec les dirigeants socialistes et de plusieurs points d'accord avec les chefs de file du mouvement indépendantiste.

Comme M. François Mitterrand, les responsables du CDS estiment que, tel qu'il se présente, le référendum conçu par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, « ne règlera rien ». Comme les dirigeants du PS, ils constatent que la communauté kanak, « trop longtemps marginalisée » sur sa propre terre et traitée « de façon inégalitaire », a de bonnes raisons de revendiquer « une meilleure répartition des pouvoirs politiques et économiques ». Comme eux, ils soulignent aussi que la solution devrait passer par une régionalisation mieux équilibrée, et en ce sens ils donnent indirectement qu'ils à l'œuvre de M. Edgard Pisani. Enfin, comme les représentants du FLNKS, les porte-parole du CDS disent que le référendum ne saurait être « une fin en soi » et que l'important est de savoir comment s'organiser la vie dans le territoire au lendemain du scrutin.

Pour acrobatique qu'elle soit, cette position n'est pas moins estimable. Il serait déplacé de jeter la pierre au CDS sous prétexte que son attitude souffrirait d'un manque de cohérence. Ce n'est pas parce que toutes les tentatives menées

jusqu'à présent pour essayer de tracer en Nouvelle-Calédonie une « troisième voie » entre les deux camps antagonistes ont échoué que les efforts déployés en ce sens méritent d'être traités par la dérision. MM. Méhaignerie, Barrot et Stasi parlent assurément le langage du bon sens lorsqu'ils expliquent aux députés du FLNKS que « les Français comprennent bien la revendication de dignité des Canaques », mais qu'ils ne comprendraient pas que les canaques « ne considèrent pas les Caldoches comme citoyens à part entière ». De même lorsqu'ils insistent, auprès des députés du RPCR, pour que le statut de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française s'accompagne de réformes qui fassent « une place plus équitable aux Canaques ».

La raison conduit donc à souscrire au double avertissement lancé à leurs interlocuteurs par les dirigeants du CDS, qui ont demandé au FLNKS de « ne pas jouer la politique du pire » et au RPCR de « ne pas avoir une attitude revancharde après le référendum ». Mais le problème tient justement au fait que la raison n'a jamais été, jusqu'à présent, la chose la mieux partagée en Nouvelle-Calédonie.

Rendez-vous la prochaine fois !

Les dirigeants centristes prennent ainsi le risque de paraître velléitaires. Voilà pourquoi ils ont tant tenu, mercredi, à dédramatiser la consultation référendaire prévue l'été prochain afin de mettre en relief l'importance qu'ils accordent à la nécessité de « préparer des maintenant l'après-référendum ». Au passage ils ont donné leur aval à la position du FLNKS qui réclame l'ouverture de négociations, avant cette échéance, sur les perspectives qu'offriront les résultats du scrutin dans tous les cas de figure.

Mardi, à l'hôtel Matignon, au cours du déjeuner hebdomadaire des dirigeants de la majorité avec le premier ministre, le secrétaire général du CDS, M. Barrot, avait insisté pour que le gouvernement soit plus clair sur ses intentions à moyen terme et s'engage à conduire dans le territoire une politique de régionalisation dynamique. Il avait reçu le soutien du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Pierre Messmer.

Mercredi, MM. Méhaignerie et Stasi ont souligné, à leur tour, leur volonté de pousser le chef du gouvernement à faire appliquer « une régionalisation effective qui repose sur la participation de chacun aux responsabilités politiques et économiques ». « Nous veillerons à ce que le principe de la régionalisation ne soit pas remis en cause, à ce que la régionalisation ne soit pas vide de son contenu, car c'est par cette voie que passe la recherche d'une situation plus équitable », a dit M. Stasi.

Les dirigeants du CDS ont fait savoir qu'ils s'engageraient donc totalement pour obtenir satisfaction quand il s'agira de définir le nouveau statut régional annoncé par

M^{me} Gourier (PCF) éluë maire de Saint-Florent-sur-Cher

M^{me} Jeanine Gourier (PCF) a été élue, lundi 6 avril, maire de Saint-Florent-sur-Cher (Cher) avec 22 voix contre 6 à M. Maurice Houé (Div. d.) et 1 bulletin blanc. Premier maire adjoint depuis 1977, date de l'élection d'une liste de l'union de la gauche, M^{me} Gourier remplace Raymond Jacquet (PCF) décédé dans la nuit du 23 au 24 mars.

Une élection cantonale partielle visant au remplacement de M. Jacquet, qui était conseiller général de Châteauneuf depuis 1979, devrait avoir lieu avant l'été.

[Agée de cinquante-sept ans, M^{me} Jeanine Gourier, directrice d'école à la retraite, jouit depuis mars 1977 d'un rôle déterminant dans la conduite des affaires municipales de Saint-Florent-sur-Cher. Elle s'occupe plus particulièrement des affaires culturelles et des problèmes d'urbanisme.]

Patrick Cauvin Povchéri

roman

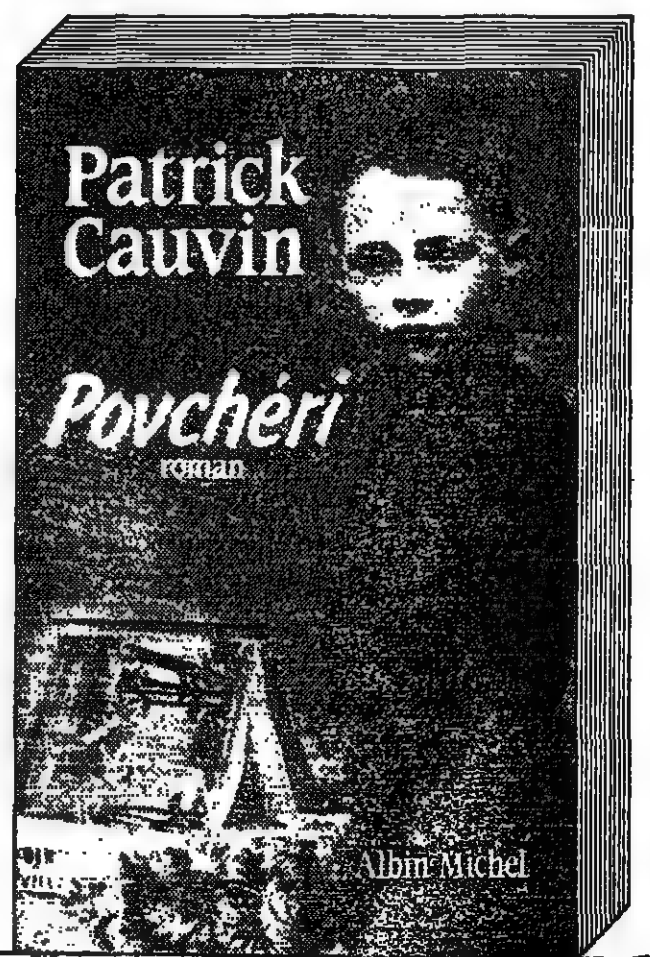
« J'avais onze ans dans l'été 43. C'était la guerre. J'en ai donc soixante et onze en cet hiver 2003 et c'est encore la guerre.

Pas la même ; la Troisième mondiale.

Petit bonhomme en galoches soumis aux restrictions ou vieillard déambulant dans un couloir d'hôpital, c'est quand même toujours moi, Povchéri.

Ceci est mon journal de début et de fin. Malgré tout, et dans l'ensemble, ce fut parfois rigolo de vivre. »

Albin Michel



● **Prise de position de prêtres catholiques.** — A Nouméa, un groupe d'une dizaine de prêtres catholiques, installés pour la plupart en brousse et représentant à peu près le quart de l'effectif des prêtres diocésains et maristes du territoire, dit dans un communiqué qu'il devient urgent d'appliquer strictement les vraies règles démocratiques dans le territoire. Ces prêtres indiquent : « Un peuple entier, le peuple canaque, victime d'indigénisme et de ségrégations, est maintenu sous une domination coloniale à la faveur d'une majorité électorale importée. » Ils se déclarent également « inquiets de l'insécurité d'une justice à deux vitesses, selon que la justice est indépendantiste ou loyaliste ».

● **Deux compagnies de chasseurs alpins en Nouvelle-Calédonie.** — Deux compagnies de cent quarante hommes, chacune, ont été envoyées, le mercredi 8 avril, en Nouvelle-Calédonie en renfort du régiment d'infanterie de marine du Pacifique qui y stationne en permanence. Ces compagnies relèvent de la 27^e division alpine, à Grenoble, qui est l'une des unités de la Force d'action rapide (FAR). Les deux compagnies de chasseurs alpins seront implantées à Bourail et à Plum.

● **PRÉCISION.** — Le meeting de soutien au peuple canaque organisé le jeudi 9 avril, à 20 heures, à la salle de la Mutualité à Paris, n'aura pas lieu à la seule initiative du collectif Résistance (le Monde du 8 avril), mais à celle de vingt-quatre partis, syndicats et associations de gauche et d'extrême gauche soutenant le FLNKS.

Société

L'enquête sur la mort de M. Ali Mecili

Un signalement précis de l'assassin

An deuxième jour de l'enquête sur l'assassinat, dans la soirée du mardi 7 avril, de M. Ali Mecili, les enquêteurs de la brigade criminelle de la police judiciaire parisiennaise n'étaient guère optimistes. La perquisition opérée, mercredi matin, au cabinet de l'avocat ne semble pas avoir apporté d'éléments décisifs : « On épluche son agenda et son carnet d'adresses, mais je doute que le nom de l'assassin y soit », commentait l'un des responsables de l'enquête. Beaucoup de documents, en rapport avec les affaires traitées par l'avocat, ont été saisis et devront être triés avec l'aide du conseil de l'ordre des avocats parisiens.

L'enquête de voisinage, traditionnelle après un meurtre, est toujours en cours. Pour l'instant, elle n'a pas apporté de nouveau témoignage après celui, jugé très fiable par les policiers, d'une amie de M. Mecili. Mardi soir, après avoir quitté son cabinet du 132 boulevard Saint-Germain, M. Mecili avait passé la soirée, me Danton, dans une brasserie avec des amis. Puis il était rentré à pied à son domicile, 74 boulevard Saint-Michel, accompagné en chemin par une jeune femme. Après avoir laissé l'avocat non loin de la porte d'entrée de son immeuble — qui s'ouvrait, à cette heure, avec une clé dans une gâche électromagnétique — elle vit un homme s'engouffrer « vivement » derrière M. Mecili. Puis, écartant du bruit — un bruit de verre cassé, — elle

retourna sur ses pas, et croisa le même homme, qui sortait de l'immeuble. Cette amie de M. Mecili a ainsi donné aux policiers un signalement précis de l'assassin : une trentaine d'années, taille moyenne, cheveux bruns coupés en brosse, visage long, blouson sombre, tenant un parapluie pliant noir. Première à découvrir le corps de l'avocat, elle aura ainsi vu le tueur à deux reprises. L'homme a agi très rapidement, comme un professionnel, tirant dans la tête de l'avocat trois balles de 7,65 dont l'une a brisé l'une des vitres de la loge des concierges. Si aucun autre élément tangible n'intervient dans le cours de l'enquête, la police judiciaire n'exclut pas de désigner un portrait-robot de l'assassin, mais ses spécialistes jugent l'exercice délicat à partir d'un unique témoignage.

Les policiers se trouvent donc, selon l'expression de l'un d'eux, devant un « meurtre propre et sans bavure ». Les nombreuses activités de M. Mecili permettent toutes les hypothèses, dont évidemment le règlement de comptes politiques. Mais l'enquête de police judiciaire doit s'appuyer sur des éléments matériels qui, pour l'heure, font défaut. La section criminelle du parquet de Paris a décidé de ne pas ouvrir d'information judiciaire dans l'immédiat et de laisser la brigade criminelle travailler quelques jours encore en enquête préliminaire.

L'Algérie dénonce « une exploitation tendancieuse visant à l'impliquer »

ALGER
de notre correspondant

Dès mercredi 8 avril, en début d'après-midi, par l'intermédiaire de l'agence officielle APS, l'Algérie a réagi à l'assassinat de M. Mecili, en déclarant « une exploitation tendancieuse visant à impliquer l'Algérie ». Dans une dépêche citée « A propos de la mort d'un avocat français », l'APS souligne que « l'Algérie, qui a toujours condamné, jusqu'au plus haut niveau, des actes de cette nature, déplore ce lâche assassinat, et s'élève avec force contre cette tentative éhémère de ces milieux connexes pour leur hostilité à l'égard de l'Algérie ». L'APS se déclare « profondément convaincue qu'une telle exploitation de la mort tragique de M. Ali Mecili, n'est, en réalité, qu'une simple et inférieure opération de tapage publicitaire gratuite de ces cercles revêcheurs en mal d'audience qui, les des appoints insignifiants en marge de l'histoire, vivent en permanence dans l'univers forcé et sulfureux de l'atmosphère du ressentiment et de la mesquinerie ». Sans jamais le citer, ce propos vise clairement M. Ali Ahmed, très lié à M. Mecili, depuis vingt-quatre ans, et qui n'avait pas hésité, mercredi matin, à accuser « les services spéciaux algériens, véritable police politique du régime » qui peuvent « tout se permettre, y compris pratiquer le terrorisme d'Etat ».

Condamné pour espionnage

Le danseur-chanteur chinois Shi Peipu est gracié par le président de la République

Le président de la République a signé, le 6 avril, un décret de grâce en faveur de Shi Peipu, quarante-neuf ans, ancien chanteur-danseur de l'Opéra de Pékin, condamné à six ans de réclusion criminelle le 6 mai 1986 par la cour d'assises de Paris, pour intelligence avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire aux intérêts diplomatiques de la France (le Monde du 8 mai 1986).

La mesure de grâce a été annoncée par l'avocat de Shi Peipu, M. François Morin. Un agent contractuel de l'ambassade de Pékin, Bernard Bourcier, quarante-trois ans, tenu pour l'autor principal des activités d'espionnage, avait également été condamné à six ans de réclusion criminelle.

Entre Shi Peipu et Bernard Bourcier était née une histoire d'amour. L'agent contractuel était convaincu d'avoir trouvé en Shi Peipu la femme de sa vie et même d'être le père d'un garçon, aujourd'hui âgé de plus de vingt ans, dont le chanteur-danseur disait avoir accouché.

Plusieurs avocats inscrits au barreau algérien, qui connaissent personnellement M. Mecili, se sont déclarés « atterrés par cette nouvelle qui, estimant-ils, dessert la politique actuelle du pouvoir ». L'Algérie, en dépit de quelques réticences internes, est en effet en train d'encourager la création d'une section locale d'Amnesty International et d'une ligne algérienne des droits de l'homme. Elle est soucieuse de son image sur la scène internationale et l'élimination physique des opposants à l'étranger ne paraît plus faire partie de ses habitudes, depuis l'assassinat de deux chefs historiques du FLN, Mohammed Khider et Belkacem Krim, tués respectivement à Madrid, le 4 janvier 1987, et à Francfort, en octobre 1970.

L'assassinat de M. Ali Mecili survient en outre au plein embellie des relations franco-algériennes. La France a besoin de l'Algérie, qui intervient en faveur des otages retenus au Liban. Paris n'est pas chiche en gestes de bonne volonté et le « courant » passe bien entre le plac Beauvau et les services de sécurité algériens. Le ministre de l'Intérieur français a fait strictement interdire El Badli, puis Alternatives démocratiques, les journaux de M. Ahmed Ben Bella, le premier président algérien, aujourd'hui à la tête du Mouvement pour la démocratie en Algérie, un parti d'opposition que les autorités prennent au sérieux.

Le Quai d'Orsay n'est pas en reste : le 24 février dernier, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, est venu personnellement à Alger pour informer le président Chadli — bien avant la condamnation du procès — que Georges Ibrahim Abdulla ne serait sans doute condamné qu'à huit ans d'emprisonnement.

L'Algérie n'a pas réagi contre mesure à la condamnation à perpétuité d'Abdulla.

FREDERIC FRITSCHER.

Un ancien conseiller juridique condamné à six ans de prison. Un ancien conseiller juridique de Cannes, M. Léopold Gazan, soixante-quatre ans, poursuivi pour abus de confiance aggravé, a été condamné à six ans de prison ferme, mardi 7 avril, par le tribunal correctionnel de Grasse (Alpes-Maritimes). M. Gazan, qui s'était volontairement présenté devant la justice au mois de mai 1986, avait détourné une somme de 8 millions de francs au préjudice d'une vingtaine de ses clients, dont il avait reçu des fonds en séquestration de ventes et de cautionnements divers.

L'ancien conseiller juridique s'était trouvé accusé à complot de fausses manœuvres pour faire face au financement — à partie — d'une école de vingt-cinq chevaux de course et d'opérations commerciales malheureuses. Il a expliqué qu'il espérait se sortir de sa situation grâce à l'aide de son fils, Jean-Marie Gazan, également conseiller juridique, tué en octobre 1985, à Mougins, près de Cannes par des malfaiteurs qui n'ont jamais été identifiés.

Les nouvelles dispositions défendues par M. Albin Chalonon se sont heurtées à une double opposition. Celle du Parti socialiste, par la voix de M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), équivalant à demander un effort législatif au gouvernement : puisque un pas vient d'être fait, mieux vaut en faire un second et retirer l'intégralité du texte. Celle du PCF, exprimée par M. Charles Lederman (Val-de-Marne), consiste à demander que subsiste dans le projet deuxième version toute la logique de privatisation contenue dans la première et à laquelle il est hostile.

Bien évidemment ces deux oppositions se sont conjuguées et parties recoupées avec pour résultat immédiat un allongement de la discussion. Mais il était de bonne guerre de la part de la gauche de vouloir utiliser les armes qu'elle avait fournies depuis des semaines, même si ce contre quoi elles étaient dirigées avait en grande partie disparu. Elle n'avait pas non plus de raison de laisser au gouvernement, et au ministre de la justice en particulier, une sorte de monopole médiatique sur le thème du « succès », alors qu'elle entendait faire la démonstration qu'il y a bel et bien « recul » et « volte-face ».

Le gouvernement ayant donc renoncé à forte privatisation des prisons, le garde des sceaux ne pouvait qu'accepter la nouvelle rédaction de l'article premier, proposée par la commission sénatoriale des lois et son rapporteur, M. Marcel Duruff (Un. cent., Bas-Rhin), et qui, par anticipation en tenant compte, si le service public pénitentiaire n'a pas, selon la commission et contrairement à ce que prévoyait M. Chalonon, vocation au maintien de la « sécurité publique », il est clairement spécifié que l'organisation du dit service « sera fixée par la loi ».

Avec le premier amendement du gouvernement introduisant un article additionnel, le débat s'installe sur ce qu'il reste de privatisation dans le dispositif, ce que M. Dreyfus-Schmidt appelle la « survivance » du projet initial. M. Chalonon justifie — par l'absence de tout projet de loi de privatisation, le recouvrement des délais de construction, la réduction des coûts — la possibilité qu'il s'accorde à l'Etat de passer un seul contrat pour « la conception, la construction et l'entretien » d'un établissement pénitentiaire et qui fera l'objet d'un concours. Cette dérogation à la procédure

Après l'annulation d'une partie de la procédure

L'instruction de l'affaire Papon reprend à Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondant

L'instruction de l'affaire Papon a repris son cours mardi 7 avril 1987. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux, présidée par M. Christian Lassalle, a consacré au dossier sa première audience depuis l'annulation d'une partie de la procédure par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Elle s'est tenue jusqu'à 30 mai pour désigner, en son sein, le magistrat qui mènera cette procédure longue et complexe.

Le 11 février dernier, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait annulé tous les actes d'instruction postérieurs au 5 janvier 1983 (le Monde du 13 février), jugeant qu'ils avaient été conduits par une juridiction incompétente dans la mesure où un préfet dans l'exercice de ses fonctions pouvait être incompétent.

L'affaire de la Banque de Bilbao

Un avocat parisien est écroué

Un avocat du barreau de Paris, M. Ney Bessaudon, vient d'être placé sous mandat de dépôt par M. Etienne Guibaud, juge d'instruction à Paris, sous les inculpations de faux en écritures privées et usage, fausses attestations et complicité.

Lors d'une perquisition au domicile de l'avocat, 22, avenue Kléber à Paris (16^e) et à son cabinet, 45, rue Dacamps (16^e), ont été retrouvés des documents qui confirmeraient que M. Bessaudon aurait aidé à détourner une partie (20 millions de francs) de la somme (20 millions de francs) détournée au préjudice de la Banque de Bilbao, en décembre 1984, par un cadre du siège parisien de cet établissement, Jean Sandry.

La perquisition a eu lieu en présence du juge d'instruction, d'un membre du conseil de l'ordre des avocats et de policiers de la brigade financière, dirigée par M. Pierre Martinez.

Un ressortissant marocain, Zrioui Boughalmon, qui aurait participé à l'escroquerie, a également été placé sous mandat de dépôt par M. Guibaud.

Le financement des prisons au Sénat

La majorité approuve le recul du gouvernement

Cinq heures de séance n'auront pas suffi au Sénat pour terminer l'examen du projet de loi relatif aux établissements pénitentiaires, grandement amendé après la décision du gouvernement de financer — sans recours à des fonds privés — de nouvelles prisons (le Monde du 9 avril). Sur les dix-neuf articles du projet déposé en novembre dernier sur le bureau du Sénat, le gouvernement en a maintenu le premier, propose de modifier le dernier et introduit deux articles nouveaux. Ces deux derniers ont d'ores et déjà été adoptés par la majorité sénatoriale au cours de la séance du mercredi 8 avril.

Une pile de journaux sur son bureau, M. Albin Chalonon a réuni, mercredi 8 avril, au ministère de la justice, une conférence de presse inconnue sur les prisons. Le garde des sceaux avait visiblement mal-toléré sa lecture des quotidiens du jour. Elle lui a inspiré cette question en forme d'accusation : « La presse a-t-elle été victime de son imagination ou est-elle coupable de désinformation ? ».

L'abandon du projet de privatisation ne constitue pas une « recule » comme le garde des sceaux regrette de l'avoir entendu ou lu, mais, selon lui, « une fantastique avancée ». L'Etat va financer un deux ans « plus que les quinze mille places construites en quatre-vingt-cinq ans, de 1900 à 1985 (...). N'aurons-nous pas cette profonde réimpression pénitentiaire, elle suffira à mes yeux à marquer mon passage à la chancellerie et à me donner un sentiment de fierté ».

Mai compris mardi, M. Chalonon a lu, mercredi, aux journalistes convoqués à la hâte, une mise au point, décalquée de l'explication qu'il avait donnée publiquement la veille, au Sénat (le Monde du 8 avril).

Le garde des sceaux s'est ensuite livré au jeu des questions et des réponses, apportant de nouvelles précisions sur son projet. La décision de renoncer à la privatisation, avait été prise par lui, lundi 6 avril à 18 h 30, après qu'il eut reçu une lettre de M. Belduc, confirmant l'intention de l'Etat de financer directement les nouvelles prisons.

Quatre milliards et demi de francs vont être débouqués pour la construction des quinze mille places que le ministre avait envisagé de confier au privé. Les autorisations de programme correspondantes seront votées en 1987 et 1988. Les crédits de paiement seront échelonnés jusqu'en 1991.

Ces quinze mille places nécessaires à la création de trois mille cinq cent quinze cellules, de gardiens essentiellement. Ce chiffre confirme l'intention de la chancellerie de trouver des solutions, architecturales ou particulières, permettant de réduire le taux actuel d'encadrement des détenus, qui

En transformant les établissements pénitentiaires en « établissements publics administratifs nationaux dénommés établissements publics pénitentiaires, placés sous la tutelle de l'Etat », le deuxième amendement du gouvernement, approuvé par 227 voix contre 89 (socialistes, communistes et dix sénateurs de la gauche démocratique), doit permettre d'obtenir, selon le ministre de la justice, « une plus grande souplesse et une plus grande efficacité » dans la gestion.

Il suscite beaucoup de questions de la part de la gauche, qui, pour la plupart, resteront sans réponse. Globalement, M. Rudloff estime que la situation future ne devrait guère différer de celle qui existe. Seul « succès » de l'opposition l'adoption d'un amendement défendu par M. Félix Colletti (PS, Bouches-du-Rhône), qui vise à écarter le risque de voir habiller ou s'installer au conseil d'administration de prison des personnes liées plus ou moins directement à des détenus.

ANNE CHAUSSEBOURG.

« Reculade » ? Non, « fantastique avancée »

Une pile de journaux sur son bureau, M. Albin Chalonon a réuni, mercredi 8 avril, au ministère de la justice, une conférence de presse inconnue sur les prisons. Le garde des sceaux avait visiblement mal-toléré sa lecture des quotidiens du jour. Elle lui a inspiré cette question en forme d'accusation : « La presse a-t-elle été victime de son imagination ou est-elle coupable de désinformation ? ».

L'abandon du projet de privatisation ne constitue pas une « recule » comme le garde des sceaux regrette de l'avoir entendu ou lu, mais, selon lui, « une fantastique avancée ». L'Etat va financer un deux ans « plus que les quinze mille places construites en quatre-vingt-cinq ans, de 1900 à 1985 (...). N'aurons-nous pas cette profonde réimpression pénitentiaire, elle suffira à mes yeux à marquer mon passage à la chancellerie et à me donner un sentiment de fierté ».

Mai compris mardi, M. Chalonon a lu, mercredi, aux journalistes convoqués à la hâte, une mise au point, décalquée de l'explication qu'il avait donnée publiquement la veille, au Sénat (le Monde du 8 avril).

Le garde des sceaux s'est ensuite livré au jeu des questions et des réponses, apportant de nouvelles précisions sur son projet. La décision de renoncer à la privatisation, avait été prise par lui, lundi 6 avril à 18 h 30, après qu'il eut reçu une lettre de M. Belduc, confirmant l'intention de l'Etat de financer directement les nouvelles prisons.

Quatre milliards et demi de francs vont être débouqués pour la construction des quinze mille places que le ministre avait envisagé de confier au privé. Les autorisations de programme correspondantes seront votées en 1987 et 1988. Les crédits de paiement seront échelonnés jusqu'en 1991.

Ces quinze mille places nécessaires à la création de trois mille cinq cent quinze cellules, de gardiens essentiellement. Ce chiffre confirme l'intention de la chancellerie de trouver des solutions, architecturales ou particulières, permettant de réduire le taux actuel d'encadrement des détenus, qui

est de un pour trois. Si ce taux était respecté, ce sont cinq mille surveillants qu'il faudrait embaucher.

Les premières prisons conçues et réalisées selon la procédure soumise cette semaine, aux députés entrant en service « début 1989 », promettent M. Chalonon. Cette nouvelle procédure permettra de confier au privé « l'hôtellerie, la restauration, l'animation, ainsi que les activités socio-culturelles, sportives, médicales, etc... ». Le ministre a précisé qu'il était « envisageable » de confier ainsi au privé les soins médicaux, mais que la décision n'était pas prise.

Interrogé sur la surpopulation dans les prisons, le garde des sceaux a reconnu qu'il y avait un « problème » pour cette année et que la chancellerie « envisageait » de compter sur l'arrivée qui suit traditionnellement une élection présidentielle pour désencombrer les prisons en 1988. En 1989 enfin, les nouveaux établissements viendront à bout. Le « problème » sera alors réglé, déclare-t-il, confiant.

BERTRAND LE GENDRE.

La mort d'Anne Cellier

La condamnation de M. Barrault n'a pas été aggravée en appel

La cour d'appel de Versailles a confirmé, mercredi 8 avril, le jugement du tribunal de Nanterre condamnant M. Michel Barrault, un assureur âgé de trente-sept ans, à un an de prison avec sursis pour homicide involontaire. Le garde des sceaux avait fait appel à minima.

M. Barrault avait provoqué la mort d'Anne Cellier, une jeune fille âgée de vingt-deux ans, dans un accident de la circulation survenu le 25 juin 1986 sur l'autoroute A 13, alors qu'il roulait à grande vitesse avec un fort taux d'alcoolémie.

Le ministère de la justice avait fait appel à minima de cette décision et

l'avocat général de la 8^e chambre de la cour d'appel avait requis dix-huit mois de prison, dont trois mois ferme, à l'audience du 11 mars dernier.

De son côté, l'Association des familles des victimes des accidents de la circulation s'est déclarée indignée par l'arrêt de la cour de Versailles. L'association a qualifié cette décision de « laxiste » et de « scandaleusement dérisoire », ajoutant que la loi doit « devenir plus contraignante et être assortie de sanctions minimales comme la peine de prison ferme ».

Terreur routière

(Suite de la première page)

De la rencontre d'un drame particulier, de la mobilisation des médias et d'un état de l'opinion prompt, en ce domaine aussi, à réclamer le châtiment pour autrui. Le destin d'Anne Cellier, jeune, belle, innocente, souffrante et morte, cristallise cette prise de conscience du fait qu'un accident n'arrive pas tout seul et qu'il a un auteur. Donc, un coupable.

Si l'on se place du point de vue de la victime, il n'y a pas de différence, en effet, entre l'accident de la route et le terrorisme aveugle. Les armes sont différentes — ici une bombe roulante, là un colis piégé — mais le résultat est le même et c'est le hasard qui mène cette dense meublerie. D'où l'exaspération, légitime, des proches. Du point de vue de l'auteur, toutefois, l'intention n'est évidemment pas comparable. On prend, en principe, sa voiture pour aller d'un point à un autre et non pour répandre la terreur et la mort.

Punition ou indulgence ? Si l'on procède au jeu des comparaisons, la justice ordinaire apparaît bien tendre, parfois, à l'égard des tueurs du bitume. On envoie chaque jour en prison des mineurs, des voleurs de sacs à main ou des chapardeurs d'autoreds. On a plus d'égard

car la loi le permet — pour les chauffards. Et l'alcool apparaît trop souvent comme une sorte de circonstance atténuante.

On ne nait pas chauffard, on le devient. Si certains seulement ont de l'alcool dans le sang, nous avons tous du sang dans le sang. La route est à nous. La publicité et ses séductions nous le savent assez ! Vitesses, sportivité, masculinité, puissance, nervosité, voilà les qualités dominantes de l'auto d'aujourd'hui. Et l'on voudrait que parfois nous ne soyons pas poussés à miner le Paris-Dakar sur la périphérie ?

Il ne faudrait pas, s'abandonner derrière la culpabilité de quelques-uns, dédouaner l'ensemble du corps social de sa responsabilité, oublier qu'un état d'esprit répandu et entretenu nous fait prendre — plaisir ambigu — le volant pour un symbole de puissance, une arme absolue et légale au service de nos pulsions. Sans donner, sans doute, Comprendre surtout ceci : si l'on ne peut pas déborder le cocon (pour ne pas dire plus) des autres, au moins peut-on régler sa propre conduite. Sans attendre que des lois répressives contraignent vraiment. Sur la route aussi, choisir son camp.

BRUNO FRAPPAT.

كشافة

1500

La Monde • Vendredi 10 avril 1987 13

COMPACT-DISC



Je les ai tous baissés!

TIENS, LE PRIX DE CERTAINS COMPACT DISC
DEVIENT VRAIMENT "TRÈS SPÉCIAL"...

150

COMPACT DISC



Ce sont toujours les meilleurs qui baissent les premiers.

100 COMPACT DISC "SPECIAL PRICE" DES LABELS BAISSENT
SIMULTANÉMENT LES PRIX DE 100 COMPACT DISC. ET CELA DANS
TOUS LES STYLES. KARAJAN • DANIEL BALAVOINE • BACH •
BANANARAMA • TCHAIKOVSKY • LE LAC DES CYGNES • CASSE
NOISETTE • BRENDL • BEE GEES • BRONSKI BEAT • CHOPIN •
JAMES BROWN • VERDI • NABUCCO • ARRAU • CARMEL •
GERSHWIN • RHAPSODY IN BLUE • PAVAROTTI • ERIC CLAPTON •
ASHKENAZY • DEXYS MIDNIGHT RUNNERS • MAHLER • ADAGIO
D'ALBINONI • DIRE STRAITS • CANON DE PACHELBEL • GENESIS •

REQUIEM DE MOZART • JOHNNY HALLYDAY • STRAVINSKI •
LE SACRE DU PRINTEMPS • JIMI HENDRIX • ORFF • CARMINA
BURANA • J. J. CALE • BERLIOZ • LA SYMPHONIE FANTASTIQUE •
KOO LAND THE GANG • SIR GEORGE SÖLTI • BERNARD LAVILLIERS •
BEETHOVEN • LA VALSE DE L'EMPEREUR • LEVEL 42 • YVES
MONTAND • VIVALDI • LES QUATRE SAISONS • NANA MOUSKOURI •
FLASHDANCE • MIDNIGHT EXPRESS • THE PLATTERS • STATUS
QUO • DONNA SUMMER • TEARS FOR FEARS • VANGELIS.
LA LISTE COMPLÈTE EST SUR MINITEL; TAPÉZ 3615 CODE LE MONDE.



VIVALDI
Les quatre saisons
L'insolite

PHILIPS



BEETHOVEN
Symphonie N°9
Herbert von Karajan



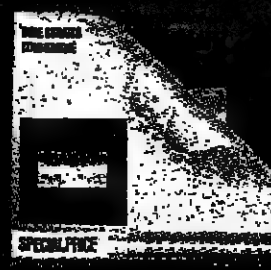
LUIGI PAVAROTTI
Aïrs d'opéras

DECCA



VANGELIS
apocalypse des animaux

polydor



DIRE STRAITS
Communiqué

gramm



BERNARD LAVILLIERS
Nuit d'amour

MAJAN

Défense

Dassault-Breguet propose un nouvel avion Rafale

Le groupe Dassault-Breguet vient de remettre au ministère de la Défense de nouvelles propositions pour la fabrication, par la France, de l'avion de combat commun à l'armée de l'air et à l'aéronavale qui devrait être dérivé du « démonstrateur » Rafale.

Cet avion de combat tactique a été baptisé ACE-Rafale D (ACE, pour avion de combat européen, et D, pour discret), et il est conçu comme un appareil pesant 8,6 tonnes à vide et propulsé par deux réacteurs M-88 de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Le « démonstrateur » Rafale actuel, qui vole depuis l'an dernier, accuse une masse à vide de 9,5 tonnes, et il est propulsé par deux réacteurs

F-404 mis au point par la société américaine General Electric.

A la demande du ministère de la Défense et, plus particulièrement, de la délégation générale pour l'armement, le nouvel ACE-Rafale D devrait être rendu plus difficilement détectable par un adversaire éventuel, sans être pour autant un avion dit « furtif » (ou *stealth*, selon la technologie américaine), comme les États-Unis cherchent à le concevoir, pour, ensuite, construire un bombardier ou un avion de reconnaissance stratégique.

L'ACE-Rafale D français est, en effet, un chasseur, c'est-à-dire un avion plus léger que le modèle américain, et, à ce titre, la technologie de la « furtivité » s'applique mal. L'avion français sera discret (*low observable*, selon la technologie américaine) et devra être moins détectable aux radars et aux moyens infrarouges adverses que les chasseurs déjà en service.

Pour réaliser cet objectif, le groupe Dassault-Breguet a fait appel à des matériaux et à des revêtements (y compris la peinture) qui absorbent le rayonnement des radars, à des designs de la cellule (notamment la forme des entrées d'air et le système d'accrochage des armements sous le fuselage ou dans les ailes) qui offrent des configurations plus lisses, et, enfin, à de nouvelles contre-mesures électroniques (vers l'avant et latéralement) qui sont censées mieux tromper la défense adverse.

Selon le dossier présenté par l'industriel, le nouvel avion pourrait commencer à entrer en escadre opérationnelle en 1996.

La ministre de la Défense envisage, pour sa part, une hypothèse plus éloignée (probablement 1998) qui, si elle était retenue par le gouvernement, poserait de sérieux problèmes de plan de charge et, donc, de maintien de l'emploi dans l'industrie. Le développement de cet avion de combat tactique est évalué à environ 35 milliards de francs. La loi de programme militaire prévoit d'y consacrer, entre 1987 et 1991, une somme de 7 045 millions de francs et cet engagement est, du point de vue des industriels, insuffisant : il manquerait 7 autres milliards de francs, pour que le programme d'études-développement soit mené à bien durant la seule période de temps couverte par la programmation.

Dassault-Breguet, l'Aérospatiale, l'Electronique Serge Dassault, la SNECMA et Thomson (pour le radar de l'avion) ont créé un groupement d'intérêt économique qui sera responsable de la construction et dont l'administrateur-gérant est M. Bruno Revellin-Falcos, vice-président du groupe Dassault.

L'Italie et l'Espagne participeront à la construction du satellite Helios

L'Italie et l'Espagne vont participer, aux côtés de la France, qui est responsable du programme, à la construction du satellite d'observation militaire Helios, qui devrait être mis sur orbite en 1993 (le Monde daté 5-6 avril). Dans un rapport rédigé au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Yves Guéna, député RPR de la Dordogne, annonce cette double participation, qui fera du programme Helios le premier satellite militaire européen.

« Le gouvernement français, écrit notamment M. Guéna, a lancé un programme Helios d'observation par satellite, d'un coût global de 7,6 milliards de francs. La participation de l'Italie permettra de réduire cette charge de 15 %. L'intérêt manifesté par l'Espagne, en vue d'une association qui ne pourrait dépasser 1 %, laisse à la France la maîtrise du projet. »

Durant la loi de programmation militaire 1987-1991, la France a prévu de dépenser 2,6 milliards de francs en faveur de la construction du satellite. Le système Helios consiste à mettre dans l'espace trois ou quatre satellites, dotés d'équipements d'observation optiques mais aussi d'un moyen d'accroche électromagnétique (pour détecter les fréquences des radars adverses). Le premier lancement aura lieu en 1993 et la durée de vie opérationnelle du système sera de douze ans environ.

LE MONDE diplomatique

Avril 1987

PROCHE-ORIENT

LE TEMPS DU COURAGE

par CLAUDE JULIEN

Les territoires occupés par Israël sont-ils véritablement garantis de sa sécurité ? Face à la domination démographique de la population arabe, l'immigration juive s'est révélée illusoire. La sécurité de l'Etat israélien pourrait passer par la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Un objectif lointain de faire l'unanimité en Israël.

DÉFENSE

L'ENJEU STRATÉGIQUE DU DÉMANTÈLEMENT DES EUROMISSILES

La perspective d'un accord entre Washington et Moscou sur les armes « à portée intermédiaire » en Europe incite les dirigeants européens à se concerter. Paul-Marie de La Gorce expose la complexité du dossier, alors que se profilent deux incertitudes majeures : le « découplage » de la défense entre les deux rives de l'Atlantique et le statut des forces nucléaires britanniques et françaises.

En vente chez votre marchand de journaux

1945

La guerre froide commence...

Quand l'Histoire nous renvoie au présent...



Religions

CORRESPONDANCE

M. Garandy et le colloque de Cordoue

Organisateur du colloque « abrahamique » de Cordoue ayant réuni des personnalités musulmanes, chrétiennes et juives (le Monde du 17 février), M. Roger Garandy nous écrit pour apporter les précisions suivantes :

N'étant, ni un Parlement, ni un congrès de représentants désignés par nos communautés, notre tâche ne pouvait être de « voter » une résolution, mais de résumer les suggestions concrètes émergeant de nos débats pour montrer ce que la foi abrahamique (juive, chrétienne, musulmane) pouvait apporter à la solution des problèmes dont dépend aujourd'hui la survie de l'humanité.

Ainsi, a été retenue une proposition conjointe de Dom Heider Camara, et de M. M'bow : la suppression, aux Nations unies du « droit de veto » des « grandes puissances », contraire au principe de l'égalité des peuples, et vestige des légèreries et des colonialismes anciens.

Tout terrorisme, sans exception, étant condamné, nous avons, à Cordoue, dénoncé l'hypocrisie qui consiste à appeler « terrorisme » la violence des faibles, et « lutte contre le terrorisme » la violence des forts, et à confondre, comme au temps de Hitler, terrorisme et lutte pour la libération. Une telle confusion conduit à faire oublier que les « représailles » des grands ont fait infiniment plus de victimes innocentes que la violence artisanale des faibles.

Le chiffre de 700.000 dollars, avancé pour le prix du colloque, est, en réalité, celui du devis prévu pour le musée de la Tour Calahorra. Le colloque n'ayant pas coûté le dixième de cette somme. Aucun Etat musulman n'a contribué à cette dépense.

éditions du cerf

Cardinal Jean-Marie Lustiger

archevêque de Paris

6 sermons

aux élus de la Nation

1981-1986

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord au service à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez

figure dans notre stock

(100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en

24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffu-

sons gratuitement votre demande

après d'un résumé de correspondre ;

vous recevrez une proposition écrite et

chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Décès

— Pierre DAMELON, son fils, Simone DAMELON, leurs enfants et petits-enfants, Suzanne Thibault, sa sœur, ses enfants et petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne DAMELON, née GAILLARD.

le 12 mars 1987, dans sa cent onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au caveau de famille de Parthenay.

« Père, mon désir est que où je suis ceux que tu m'as donnés soient avec moi » (Jean, XVII, verset 24).

— Le pasteur et M^{me} Pierre Durand, née Asselineau, ses parents, Et toute la famille, Guillaume et Simon Le Denmat, ses enfants, Gérard Le Denmat, leur père.

ont la grande tristesse d'annoncer le décès à Grenoble de

Christine DURAND,

le 8 avril 1987, après une courte et implacable maladie.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité, le 11 avril à Meylan (Isère) et sera suivie d'un culte à 14 h 30 au centre paroissial Saint-Marc, avenue Malherbe, à Grenoble.

47, avenue du Général-de-Gaulle, 76310 Saint-Adresse.

— Sa sœur, M^{me} Eva Vianey.

— Ses amis, les familles Beck, Wahl et Szanto.

ont la douleur d'annoncer le décès, sur-

venant le 7 avril 1987, à l'âge de quatre-

vingt-cinq ans, de

M^{me} LEE MOHOS, née Vancsey.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital

Ambroise-Paré, vendredi 10 avril 1987,

à 13 heures, suivie de l'enterrement au

cimetière de Saint-Clément.

— M^{me} Jacques Monicat, son épouse,

Et ses petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MONICAT,

conservateur en chef honoraire

des Archives de France,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur des Palmes académiques,

survenant à Paris, le 8 avril 1987, dans sa

quatre-vingt-cinqième année.

Le service religieux sera célébré le

vendredi 10 avril, à 14 heures, en

l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Jacob, 75006 Paris.

Les Récus

Téléc 03460 Villeneuve-sur-Avignon.

— M^{me} Alain Pierre-Duplaix,

née Kermis,

son épouse,

Martine, Anne et Corinne,

ses enfants,

Le contre-amiral et M^{me} Hubert

Pierre-Duplaix,

Et leur fille, Sibylle.

ont la douleur de faire part du décès de

Alain PIERRE-DUPLAIX,

ancien administrateur en chef de CE

des affaires d'entre-mer,

ancien administrateur général

des Communautés européennes,

croix de guerre 1939-1945,

médaille de la Résistance,

survenant le 4 avril 1987, à Saint-

Maximin, 30700 Uba.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Romain Ronat,

son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Romain RONAT,

ancien chef de clinique

de la faculté de Paris,

professeur associé

à la faculté de Paris-Ouest,

chirurgien chef de service

du centre hospitalier de Poissy,

survenant le mardi 7 avril 1987, à l'âge de

soixante ans.

Les obsèques auront lieu le samedi

11 avril 1987, à 8 h 45, en l'église St-

Joseph, 11, rue de Strasbourg, à Sar-

trouville, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de

Viry-Neuville (Aisne).

23, rue de Verdun, 78500 Sartrouville.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Car-

net du Monde », sont priés de joindre à

leur envoi de texte une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

Le Carnet du Monde

— Les familles Sawyerr et Bossard font part du décès de

M^{me} Joëlle SAWYERR, inspecteur des FIT,

survenant à Saint-Germain-en-Laye, le

30 mars 1987.

— M. et M^{me} Jean Testanière,

leurs enfants, gendres, belle-fille et leurs

petits-enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Hervé TESTANIÈRE,

survenant à Cannes, le 6 avril 1987, dans

sa quatre-vingt-septième année.

Cet avis tient lieu de faire part.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

7 h nous parviennent avant 10 h

au siège du journal.

7, r. des Italiens, 75437 Paris Cedex 08.

Tél. MONPAR 650 572 F.

Télécopieur : 45-23-06-81.

Renseignem. Tél. 42-47-88-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 80 F

Abonnés (avec justificatif) : 80 F

Communications diverses : 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont

4 lignes de blanc). Les lignes en

capital sont facturées sur

la base de deux lignes.

— Les amis de

Christiane VERBRUGGE,

dite REYNAULT

ont le chagrin de vous faire part de son

décès, survenant le 6 avril 1987, à l'hôpi-

tal Henri-Dunant.

Son inhumation aura lieu le vendredi

10 avril, à 13 h 30, au crématorium du

Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires

— Pour le 10 avril 1987, quinzième

anniversaire du décès de

M^{me} Georges REVILLIOD,

née Marcelle Chevillard,

une pensée est demandée à ceux qui

l'ont connue et gardent son souvenir.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université de Reims -

Champagne-Ardenne, 23, rue Boulard,

51097 Reims Cedex - le vendredi

10 avril, à 9 heures, salle du Conseil,

M. Jean-Michel Bonnier : « Politique de

l'impossible : système et communication

chez Georges Bataille ».

— Université de Reims -

Champagne-Ardenne, le vendredi

10 avril, à 15 heures, salle du Conseil,

M. Georges Navet : « De l'usage de

Vico en France : le problème de la légiti-

mité du droit civil ».

SUPER BLINDAGES

ET BLOCS PORTES

TJN

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-88

VENTE SUR LICITATION à l'indication des créances du Tribunal de

Grande Instance de BASSE-TERRE, JEUDI 30 AVRIL 1987, à 10 heures

UN TERRAIN sis en l'île de SAINT-BARTHELEMY

Quartier de Marigot, d'une SUPERFICIE en titre de 1 367 m²

mais cadastré act. AX n° 58 pour 1953 m²

MISE A PRIX : 400 000 F - S'adresser M^{me} Eric PAYEN

avocat à la Cour, à, rue Baudet, BASSE-TERRE (Guadeloupe)

Tél. 81-11-43

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 42-48-17-11 - Téléc : Drouot 842280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sous l'indication

particulière, à l'entrée de la salle.

LUNDI 13 AVRIL

S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles anc. et de style. - M^{me} Laurin,

Guillemet, Buffetaud, Tailleur.

S. 6 - 14 h : Affiches, tapis, bib. - M^{me} Boissier, M. Marillat.

S. 10 - Bons meubles, objets mobiliers, collection de poisons, faïences,

photographies anciennes et modernes 19^e s., pictorialistes

américains 30^e s. - M^{me} Ador, Picard, Tajan, M. Benelli, expert, 244, rue

Saint-Jacques, 75005 Paris, tél. : 46-53-73-51. M^{me} Ador, Picard,

Tajan.

S. 11 - Bons mobiliers. - M^{me} Langlade.

S. 13 - Objets, objets d'art et d'ameublement. - M^{me} Pescheteau-Badin,

Ferrier.

S. 14 - Mobilier, meubles, objets. - M^{me} Ad

سكنا من الاموال

Monde

Le Monde DES LIVRES

Pourvu que Millhauser ne devienne pas à la mode !

Un grand artiste de la nouvelle : le plus européen des Américains et le regard le plus juste sur l'enfance

ON dit, comme un cliché, que l'enfance est un paradis perdu. C'est plutôt le reste de la vie qui paraît perdu, quand on en vient plus ou moins à bout. Dieu sait dans quel état. Quant au terme de paradis, il emporte quelque chose d'heureux, de délicieux qui ne convient pas, tant s'en faut, à la plupart des enfances. Pour comprendre ce que Steven Millhauser entend par enfance, il faut se persuader d'abord qu'elle n'a rien de fantaisiste. C'est la réalité la plus juste qui nous est donnée là : ce à quoi on ne fait que consentir avec l'âge n'est qu'un arrangement, faribole, fausse lucidité. Né en 1943 à New-York, Millhauser a obtenu en France le prix Médicis en 1975 pour *La Vie trop brève d'Edwin Mullhouse*, écrivain américain, un chef-d'œuvre (1). Et, croyez-moi, si vous n'aimez pas ce livre, nous n'avons plus rien à vous dire. *Le Portrait d'un romantique* paru en 1982 chez Denoël a été pilonné. Quel bienfaiteur des lettres inventera jamais un pilon pour les lecteurs paresseux ? *La Galerie des jeux* que nous proposons aujourd'hui les éditions Rivages rassemble quelques nouvelles superbement écrites. Millhauser est, en un sens, le plus européen des Américains, un cousin de Kafka et d'Hoffmann, un neveu de Nabokov. On y croise

des enfants constructeurs d'automates, des marionnettistes qui réussissent trop bien, trop tard, des voyantes inquiétantes, des miracles miniatures et l'œil de l'auteur s'acharne dans l'exploration précise du minuscule, du merveilleux — une cité de jouets, le cheminement d'un somnambule, des royaumes sans prix qui nous ôtoient — avec une richesse de langue, une qualité visionnaire qui l'apparentent aux grands romans allemands plus qu'aux ellipses hoquetantes d'un Charles Bukowski. On ne raconte pas ce genre de nouvelles, tout y tient par l'architecture, par le seul fil du récit. Une corde de violon, ça ne se détend pas, ou alors ça ne chante plus.

Les jeux admirables du mensonge et du vrai

Millhauser a peu de lecteurs aux États-Unis et, bien que son éditeur puisse nous reprocher une telle prédiction, n'en aura pas beaucoup plus en France. C'est très bien ainsi, très normal. S'il en allait autrement, ce serait le monde à l'envers.

Il n'y a qu'à regarder la liste des succès, les sonnettes que vous achetez à la pelle, les faux



Steven Millhauser, vu par Roland Allard.

Mémoires des rois de l'argent et des chanteuses repenties ou les biographies mijotées à la sauvette, pour comprendre. Vous êtes trop pleins à la fin. Un type comme Millhauser est tellement mieux que tout cela, tellement plus fin et grand artiste... Nous préférons rester un petit nombre à veiller son œuvre, à le protéger de votre succès, à le défendre pendant qu'il s'en occupe la force d'écriture.

Si, d'aventure, des gens comme lui devenaient à la mode, c'est que nous aurions dépassé paisiblement plusieurs guerres mondiales, quel-

ques conflits atomiques, et détruit tous les téléviseurs, recouvert la paix de lire dans l'éternité les jeux admirables du mensonge et du vrai, du hasard et des possibles. Vous pouvez bien rêver, moi je vais dormir.

MICHEL BRAUDEAU.

* LA GALERIE DES JEUX de Steven Millhauser, traduit de l'anglais par Françoise Carliano, Rivages, 184 p., 75 F.

(1) Albin Michel.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Crépuscule, au loin, d'Elie Wiesel Dieu est-il fou ?

IL se trouve donc encore des hommes de pensée respectables, puisque invités en public — Maurice Bardèche, le 3 avril, à « Apostrophes », — pour affirmer, aussi vrai que le Père Goriot est de Balzac, que leurs amis politiques, en réclamant aux Allemands, sous l'Occupation, la déportation des juifs, grande et « petite » (déjà, cette précision, pas racontant !), le faisaient sans se soucier de la destination, imaginant Dieu sait quel eden en Ukraine ; pas Dachau, en tout cas, pas la mort lente et sûre... Heureusement que Roger Grenier et Bernard-Henri Lévy étaient sur le plateau pour relever le propos infâme ! Quand donc finira-t-il, ce gros mensonge d'enfant pris la main dans le sac ?

Le détail de l'horreur, soit, on ne pouvait le concevoir avant le retour, en 1945, des rares rescapés. Mais l'issue finale annoncée par Hitler dès 1938, méthodiquement agencée dès 1941, qui pouvait en douter ? Ni les familles épargnées, ni les écoliers et lycéens aux camarades disparus, ni les autorités françaises livrées des « contingents » exigés (et au-delà !), ni les riverains du Vel'd'Hiv, de Drancy, de Compiègne, de Beaune-la-Rolande... : cela fait du monde ! Quand on propose à l'ennemi des solutions pour se débarrasser de compatriotes ou d'hôtes, on se renseigne d'abord sur les conséquences, messieurs les « martyrs de l'épuration » ! Des vacances en Ukraine ! Mais de qui se moque-t-on ? Et comment s'étonnent-ils, ces farceurs, après avoir secondé la justice de l'ennemi, que passe celle des victimes ?

On croyait l'affaire entendue, mais non : la vérité est à redire sous peine que triomphe le mensonge, aidé de sa vieille alliée l'envie, bah !, de tourner la page. L'émission de Pivrot est venue à point. Un peu plus, moi-même, je me disais en lisant le dernier roman d'Elie Wiesel, évidemment consacré à l'Holocauste, comme toute son œuvre : « Encore ? » Et la preuve tombait au même instant qu'il avait raison. Lui qui fut l'un des rares à échapper, et à seize ans, donc avec du temps devant lui pour témoigner à nouveau, un jour sa voix s'éteindra. Qui d'autre criera, après lui, face aux menteurs de plus en plus ragailleurs et écoutés ? On devrait inscrire *Le Crépuscule, au loin* au programme de toutes les écoles ; et le donner à copier à M. Bardèche !

RAPHAEL LIPKIN est né dans un ghetto d'Europe centrale, avant la guerre. Sa famille a été exterminée par les nazis. Il a fui en Pologne. Les Soviétiques, à leur tour, l'ont enfermé. Il a fini par gagner l'Allemagne, l'Amérique. Dans ses pérégrinations, entre deux gares et deux centres d'accueil, il a rencontré un passeur de la « Briha », ancien des Brigades

internationales, un nommé Pedro, qui a disparu en 1946 lors d'une mission à l'Est.

Un mystérieux correspondant a averti Raphaël que Pedro se trouvait peut-être dans une clinique d'aliénés new-yorkaise. Raphaël s'y rend. Il se fait engager comme bibliothécaire. Il étudie de près les pensionnaires, dans l'espoir de reconnaître son ancien sauveur. Il croise d'autres rescapés de l'épuration. Il remue les souvenirs de ses fuites. Il a dû sa vie au hasard, comme souvent lors de persécutions. Et ce passé de loterie l'a rendu fou lui-même. D'une folie singulière, celle que donne la recherche éperdue des causes et du sens de ce qu'on subit.

Les romans de Wiesel n'ont pas de commencement ni de fin. Ils sont écrits en marge des Ecritures avec les lambeaux d'une mémoire collective rendue démente par le malheur. La folie y déborde sur l'histoire, et inversement, l'une étant le délire de l'autre.

LES personnages n'ont pas de destin individuel. Ce sont les bribes d'une parole venue de plus loin qu'eux, les jouets d'un sort qu'ils interrogent à l'infini. Comment échapper ? Comment ne pas parler sous la torture ? Que penser des bourreaux, de la vengeance ? Pourquoi tout cela ? Telles sont les questions qui les taraudent à chaque page, et changent leur conscience meurtrie en clinique psychiatrique.

Ecrivain religieux, Wiesel en revient toujours à la même interrogation : pourquoi Dieu a-t-il toléré « cela », qu'il pouvait empêcher ? Que veut-il dire par cette effrayante indifférence ? Et s'il était fou ?

C'est peu dire que les personnages de Wiesel n'ont pas de biographies séparées. Ils n'ont pas de contours. Tels les « diaboliques », ce sont des âmes errantes à la recherche d'une réparation, et investies du devoir de témoigner. Ils savent que la vérité tient à un fil, à un enfant tombé dans la fosse des fusillés avant de recevoir la balle du peloton, et qui a rampé parmi les cadavres des siens, mu par une force formidable, au-delà de l'envie de vivre, la peur qu'un jour le mensonge ne règne, profitant de ce que la vérité est lassante, quand elle n'est pas indicible.

En cherchant Pedro dans le non-lieu hors du temps qu'est l'oubli, et que figure la clinique new-yorkaise, Raphaël se rappelle certains propos de son ami : « Il n'est peut-être pas donné à l'homme d'effacer le mal, mais il peut en être la conscience ; il ne lui est pas donné de forger les gloires de la nuit, mais il peut les attendre, et ensuite les raconter. »

(Suite page 20.)

Edmond Jabès, l'écrivain-Pénélope

Le Livre du partage, c'est une étrange partie de cartes sur une place de village ensoleillée

DANS le *Livre du partage*, quelques pages sont consacrées à Adam et Eve. Mais Edmond Jabès a fait un insensible mouvement de caméra : il s'attarde sur une autre pomme que celle que nous connaissons trop, une pomme tombée à terre, que personne ne mord et qui pourrit. Il la nomme : Angoisse. Pomme doublement manquée.

C'est bien de ce manque qu'il est encore ici question, comme dans les dix-neuf autres livres de cet inclassable et désormais classique écrivain. Un manque qui, comme les livres eux-mêmes, prendrait toutes les formes : propos de rabbins imaginaires et taquins, paraboles faussement arrachées à la Bible. Un Manque fait personnage.

Mais pourquoi élargir ainsi notre propos à toute l'œuvre de Jabès, pourquoi ne pas évoquer plus précisément son dernier livre au si beau nom de *Partage* ? Pourquoi ne pas s'appesantir sur la polysémie de ce titre, séparation et communion, clôture et réunion ? C'est qu'il contient tous les autres : parfaitement différents certes, mais un pas est différent d'un autre pas.

On a l'impression, à chaque tome nouveau, qu'il s'agit de la résultante des lignes jetées précédemment. Comme on trace une figure géométrique, inlassablement. *Le Livre du Partage* est la résultante du *Parcours*, et du *Livre du dialogue*. Une conséquence parfaitement imprévisible toutefois, tant il est vrai que : « Tu n'écris pas ce que tu sais, mais ce que tu ignores avoir su, ce que dans ton étonnement tu découvres que tu savais. »

Le Parcours tentait d'approcher l'« être juif », *le Livre du dialogue* tentait d'ébaucher à nouveau ce que veut dire être écrivain. *Le Livre du partage* tente d'entremêler l'être juif et l'être d'écrivain ; il en pose brillamment le théorème de base : « Introduire l'autobiographie dans le texte juif, réhabiliter le

Je — le particulier d'où émerge l'universel, — affirmer le visage, puis procéder au lent effacement de cette affirmation. »

Nous voilà donc à la tête de ce capital intimidant, une pomme pourrie, qui est exactement le contraire de la célèbre rose d'Angelus Silesius, celle qui est sans pourquoi, « qui fleurit parce qu'elle fleurit », et un théorème fait exprès pour agacer tout le monde : les exégètes et talmudistes, les goys, sans oublier ceux qui détestent qu'on efface ce qui a été dessiné, écrit ou tracé.

Les tables de la loi brisées

Le plus terrible serait sans doute alors de renoncer à se faire à son tour questionneur, d'oublier que cet écrivain mystique est aussi mystificateur, que le sens du sacré va de pair souvent avec le goût de la provocation. Osons les questions les plus personnelles : cet écrivain qui se rattache au texte juif est-il croyant ? Point du tout. Il est athée. Il professe une « judaïcité » qu'il se permet de définir lui-même. Formée sur la laïcité à n'en pas douter. Comme il y incite, on se lance alors dans une lecture qui ressemble à une partie de pêche : faite d'essais, et de patience, on cherche, on feuillette, on relève son fillet, exultant : tout est dit sur cette « judaïcité », de manière aussi éparse que formelle. Pour Edmond Jabès, être juif, c'est incarner le manque — pomme pourrie. Être un plus — la pomme en trop — qui est un moins : signe de la poussière où nous retournons, anguille. Être juif, c'est manquer à soi-même, être définitivement de nulle part et ne pas l'accepter, être un regard insatisfait, sur fond de tables de la Loi brisées. Être juif s'écrit en trois mots : exil, désert et solitude. C'est être, enfin, le même et l'autre, d'irréductible et indécomposable manière.

GENEVIÈVE BRISAC.
(Suite page 20.)

Christiane BAROCHE



L'hiver de beauté

roman

« L'intelligence d'une émotion vraie, l'ampleur d'une méditation qui pénètre au cœur des choses sans cesser d'être rapide. »

Pierre Lepape/Le Monde

GALLIMARD nrf

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Pot pourri

Il est tout à fait exorbitant qu'on prétende vendre une salade russe 79 F. Surtout quand elle n'a rien de russe (peuple courageux et tourmenté), ni d'une salade. Au plus, un ramasse-miettes. C'est l'affaire d'Olivier Orban. Il s'y retrouvera ou non.

Mais que nous propose au juste, sous sa double casquette — il collabore à l'*Humanité* en même temps qu'à *Figaro* — le rose « hussard » Patrick Besson ? Des restes, des rebuts, du réchauffé, des digressions, comme on dit (le vrai hussard adore la digression) pour se faire un peu de monnaie. Des notations élevées : « *Amanda Lear met une mini-jupe pour aller manger des ortolans chez Lasserre* ». Etait-il en reportage pour l'*Humanité* ? (Un bon hussard est toujours désinvolte, notre morale, il s'en tape.) Quelques jugements bien troussés sur ses contemporains : « *Queffelec, un charmant petit Breton qui devrait aller voir d'urgence un psychanalyste et un professeur de grammaire française* » ; « *Blancfort, le sommet de la lourdeur, de l'ineptie, de l'ennui* ». On en a marre de ces chants d'amour à la langue française, à la civilisation française, à la nation française ! N'a-t-il aucun lien familial avec Linda de Suza ? Les immigrés, ne l'oublions pas, ça ne plaît ni à l'*Humanité* ni à *Figaro*.

Besson se croit-il drôle ? Non. Pas drôle, Besson, il se souvient d'Éric Neuhoff. Ça doit être une occupation à plein temps, vu l'étendue de l'œuvre.

la culture du sujet. Il est vrai que chez les authentiques hussards, on aime plutôt le ranci, l'oublié provincial, sinon le tari (Ciel, j'allais oublier le dernier roman d'un de mes amis !).

Au *Figaro*, Besson est danseuse, à l'*Humanité*, il fait dans l'antisémitisme badin (on consultera avec intérêt l'article qu'il a consacré à Guy Konopnicki). Au fond, il doit avoir raison sur ce point : ceux qui l'emploient et le louent sont vraiment masos.

Indicateur

Enfin, pour pimenter son plat, dédié à sa femme Isabelle, Besson en relève la sauce d'un hommage à la belle édue de son automne passé : « *Catherine Fasbender a trente ans. Elle est belge et travaille au service culturel de l'ambassade de France à New York ; elle aurait pu être professeur, mannequin ou putain* ». Éléphant, non ? Toujours bon indicateur, Besson précise que le mari de la dame, technicien de télévision, touche 45 000 dollars par an, et Catherine 17 000. C'est ça qui fait l'info à l'*Humanité* ? On vit dans un monde transparent, pas vrai ?

Le cas Besson est clair désormais. Si l'écrivain est doux, le personnage est su-déjà du médiocre. Quant à l'homme, le lecteur appréciera.

MICHEL BRAUDEAU.

★ **SALADE RUSSE** de Patrick Besson, éd. Olivier Orban, 200 p. 79 F.

ROMAN

Le charme suranné

d'Evelyne Sullerot

C'est un livre pour être nostalgiques, *l'Enveloppe*, le second roman d'Evelyne Sullerot, qui a de nouveau délaissé la loi et la rigueur des essais sociologiques pour les à-peu-près et les ambiguïtés de la fiction (1). Si cet ouvrage est sorti un peu trop tôt dans l'année, il n'en faut pas moins le garder précieusement pour la valise estivale. Non qu'il soit un de ces « pavés » de plage à lire avec négligence. Mais c'est un de ces récits tendres — ne prétendant ni à la recherche romanesque ou stylistique ni au « look » branché, — une histoire pleine d'odeurs de garigues, de frémissements, de désirs inassouvis, comme on les aime les soirs de vacances, quand monte le parfum de la mer, celui des fleurs méditerranéennes ou du maquis desséché.

La vie et les récits de trois femmes se succèdent et s'entremêlent dans la décennie de 1940 : une adolescente, Viviane, et deux adultes, Emilie (la mère de Viviane) et Hélène, cousines par alliance. Emilie fut la France occupée et s'arrête, faute d'essence, chez Hélène, quelque part dans les Cévennes, avant de pouvoir atteindre Montpellier.

La vieillesse précoce d'Emilie, astmatique et arthritique, qui rend plus violente encore la beauté d'Hélène — stérile et fraîche avec, à quarante-trois ans, des seins de jeune fille, — l'adolescence rugueuse de Viviane, l'amour déraisonnable d'Hélène pour le préfet de Vichy — qui gagnera Londres... — des destins de femmes se nouent dans un petit village en cette période noire de l'histoire, où, « *maîtresses à bord* », par « *abandon* » des hommes, les femmes ont la parole.

Dans ce roman démodé, ceux et celles qui ont lu Jeanne Galzy, par exemple, retrouveront un charme suranné : ce mélange de passion et d'austérité, sur fond de pays rude et de nature sauvage ; la découverte du corps par des adolescentes troublées ; et l'éternelle partie de cache-cache du cœur et de la raison.

Jo. S.

★ **L'ENVELOPPE**, d'Evelyne Sullerot, Fayard, 300 p., 94 F.

(1) Evelyne Sullerot a publié un premier roman, *l'Aman* (Fayard), en 1981.

BIOGRAPHIE

Françoise Boutet, dite M^{lle} Mars

Son père naturel, Jacques-Marie Boutet, dit Monval, était un comédien célèbre. Sa mère, d'abord « ambulante » au Palais-Royal, s'était ensuite essayée au théâtre ; lorsque Monval l'eut abandonnée, elle l'avait remplacé par un comique : Valville. Françoise, Marie, Hypolyte Boutet semblaient donc prédestinés à faire carrière sur les planches. De fait, la sienne fut on ne peut plus brillante : à la Comédie-Française et durant plus de quarante ans ! Il s'agit de Mademoiselle Mars.

Longtemps vouée aux « ingénuités », elle était aisément passée aux emplois de grande coquette ; son coup d'éclat, inventé pour une « sortie » de Célimène, était si réussi qu'il devint une tradition. Une élégance innée, des manières très Ancien Régime, sa bonne éducation renforçaient une grâce et un naturel que n'en finissaient pas de louer les critiques. Napoléon voyait, en elle, « la première actrice de l'Europe », et d'innombrables admirateurs étaient sous le charme d'une voix exquise de douceur et de « moelleux », qu'elle avait conquise sur la raucité originelle de son organe vocal.

Du caractère : on connaît ses démêlés avec Victor Hugo, à propos du fameux hémistiche d'*Hernani* : « *Mauvaise camarade et honnête* ».

★ **LES RENCONTRES DE MONTREUIL** se dérouleront au studio Marcella-Berthelot, 6, rue Marcella-Berthelot (Métro : Croix-de-Chavaux) ; elles auront pour thèmes, le 10 avril à 20 h, « *Langues et identités culturelles* » et, le 11 avril à 15 h 30, « *La fonction sociale de l'écrivain* ».

★ **GABRIEL MATZNEFF** a chargé maître Jean-Marc Varaut, avocat à la cour, d'assigner en justice M^{me} Marie-Dominique Lancelot, qui utilise le pseudonyme de « Matzneff » pour signer des articles dans l'*hebdomadaire d'extrême droite* le *Chardas*.

hommes», a-t-on dit. Dure, assurément, lorsque sa carrière était en jeu, Mademoiselle Mars était « une amoureuse », souvent neurie par ses amants, peu nombreux, parmi lesquels on doit désormais compter le baron Gérard, grâce au flair et à la méticulosité de sa biographe.

Attachée passionnément à faire revivre une comédienne dont elle se sent proche parce qu'elle a repris à peu près tous ses rôles, et dans ce même Théâtre-Français qui avait vu

HISTOIRE

Juifs, résistants,

communistes

Le film documentaire de Serge Moscovici, *Des « terroristes » à la retraite*, avait révélé au public, l'été 1985, la part essentielle prise par des immigrés, juifs d'Europe centrale pour beaucoup, dans la résis-

tance de mauvaise foi. L'étude d'Annette Wieviorka sur la résistance communiste juive à Paris, mais aussi à Lyon et à Grenoble, éclaire l'une des origines de l'affaire Manouchian de 1985, en même temps qu'elle montre la genèse, la nature, la dimension et les limites de cette résistance.

A partir de nombreux entretiens avec les acteurs, Annette Wieviorka retrace l'histoire de ces combattants, des villages polonais d'où étaient venus leurs parents, jusqu'aux quartiers populaires parisiens où ils ont passé leur enfance et où, après l'installation des autorités allemandes à Paris, ils sont entrés, parfois par hasard, dans la section juive de la MOI. Le propre de ce qui va devenir la résistance communiste juive est d'être, avant tout, communiste, encadrée par des responsables formés avant la guerre et dont l'objectif principal est de recruter des militants, puis des combattants, au service de la politique du PCF.

Les années passant, les déceptions s'accumulent, la force du mythe communiste s'effondre, l'heure est venue, pour certains de ces militants, de faire un retour critique sur leur propre histoire. Et, pour les juifs, de se demander ce que, communistes, ils avaient fait pour la défense des leurs face à la persécution.

Les immigrés, les juifs communistes n'ont pas été trahis. Ils ont été, comme d'autres, des militants disciplinés et convaincus, disciplinés parce que convaincus. Les choix politiques dont certains d'entre eux estiment, aujourd'hui, avoir été victimes, ont été les leurs, et s'ils leur ont été imposés, il n'est pas nécessaire, pour l'expliquer, d'invoquer de mystérieux desseins, ni de machiavéliques appariels secrets.

PATRICK JARREAU.

★ **ILS ÉTAIENT JUIFS, RÉSISTANTS, COMMUNISTES**, d'Annette Wieviorka, Denoël, 356 p., 128 F.



Mademoiselle Mars triomphante sous le Directoire, le Consulat, l'Empire, les deux Restaurations et la monarchie de Juillet, Micheline Boudet met également en scène tous les grands acteurs de l'époque, M^{me} Contat, Talma, M^{me} George, ainsi qu'une foule d'écrivains, peintres, hommes politiques qui furent les amis de l'« inimitable ». Un très beau et très vivant travail d'historienne.

G. GUTARD-AUVISTE.

★ **MADemoiselle MARS, L'INIMITABLE**, de Micheline Boudet, Librairie académique Perrin, 432 p., 140 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

★ Pierre Daux : *Picasso créateur. La vie intime et l'œuvre*. Auteur en 1977 de *La Vie de Picasso*, Pierre Daux a tenu compte dans le présent ouvrage des informations qui ont modifié la connaissance de l'œuvre et de l'artiste depuis dix ans. Au cours de ces années, estime Pierre Daux, « ce n'est pas seulement notre regard sur son œuvre qui a changé, mais notre conception de la révolution moderne dans l'art ». (Seuil, édition reliée, 456 p., 220 F.)

ESSAI

★ Olivier Gassouin : *Le Marquis de Custine*. Selon l'auteur de ce court essai préfacé par Hugo Marsan, le « *courage d'être soi-même* » est, pour l'homosexuel, celui de se reconnaître et de s'accepter comme tel. Pour Custine, le douloureux épisode de Saint-Denis, où il se fit rosser en octobre 1824, fut le moment où, selon l'un de ses biographes, il entra « dans la maturité ». (Publié par Lumière et Justice, association présidée par le pasteur Douc, 22, rue Berzélius, 75017 Paris, tél. : 42-26-70-48, 84 p., 80 F.)

HISTOIRE

★ Ouvrage collectif : *La Savoie de la Révolution à nos jours, dix-neuvième-vingtième siècle*. Quatrième et dernier volume de *l'Histoire de la Savoie*, publiée sous la direction de Jean-Pierre Lagay. Les différents auteurs analysent les données non seulement historiques mais également démographiques, économiques, culturelles... de cette région, française depuis 1860. Iconographie abondante et utile malgré sa mauvaise qualité. (Ouest-France, 510 p., 000 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

★ Eduardo Galeano : *Jours et nuits d'amour et de guerre*. Ces jours et ces nuits sont ceux du continent latino-américain. Eduardo Galeano, dont un roman a déjà été traduit chez le même éditeur, est né à Montevideo en 1940. En chapitres courts et violents, il peint les révoltes et les luttes des peuples de ce continent. Traduit de l'espagnol par Claude Couffon et Iliana Loitch. (Albin Michel, 254 p., 85 F.)

★ Thomas Bernhard : *Amras et autres récits*. Le plus ancien des textes, qui donne son titre au recueil, date de 1964. C'est le récit de l'installation de la folie dans l'esprit de deux frères qui ont échappé au suicide collectif d'une famille. Les treize autres récits sont puisés aux mêmes sources, aussi sombres et glacées. Traduit de l'allemand par Jean-Claude Hémery et Elane Kaufholz. (Gallimard, 438 p., 110 F.)

MATHÉMATIQUES

★ Tony Lévy : *Figures de l'infini*. Les mathématiques au miroir des cultures. L'auteur fait l'histoire des différentes conceptions et « figures » de l'infini, d'Aristote à Cantor et Gödel en passant par le Moyen Âge arabe ou chrétien et la théologie juive. (Seuil, 136 p., 99 F.)

MUSIQUE

★ Eveline Hursard-Viltard : *Le Groupe des Six ou le Matin d'un jour de fête*. Voici le premier ouvrage d'ensemble sur ces six compositeurs — Auric, Durey, Honegger, Milhaud, Poulenc et Tailleferre — qui, dans la lignée de Debussy et surtout de Satie, ont donné à l'esthétique musicale française une bonne part de sa modernité. (Médiéenne-Kincksieck, 342 p., 128 F.)

★ Stendhal : *Vie de Rossini*. L'heureuse réédition d'un livre devenu difficilement accessible par un jeune éditeur qui se spécialise dans les ouvrages musicaux. « Il faut avoir senti le feu dévorant des passions pour exceller dans les beaux-arts », écrit Stendhal à propos de son modèle, digne représentant de « la fertile Italie, patrie du doux farniente et de l'amour ». Préface de Pierre Brunel. (Pardoul, 20, rue Saint-Lazare, 75008 Paris, 398 p., 138 F.)

POÉSIE

★ Robert Desnos : *Les Voix intérieures*. Un jeune éditeur nantais a choisi, pour son premier titre, de réunir l'ensemble des chansons écrites par Desnos, essentiellement à partir de 1932 et jusqu'à son arrestation et sa mort en 1944. À partir de 1928, Desnos avait également collaboré à différents journaux comme critique discographique. Ce volume présente un large choix de ces chroniques. Avant-propos de Marie-Claire Dumas. (Éditions du Petit Véhicule, 5, rue Henri-Cochard, 44000 Nantes, tél. 40-29-07-82, 224 p., 90 F.)

Antoine WENGER ROME ET MOSCOU 1900-1950

ROME MOSCOU 1900-1950

Cette histoire familiarisée le lecteur avec les visées du Vatican et son système d'information, avec la politique religieuse de l'URSS, la vie clandestine des catholiques, l'étouffement de l'église orthodoxe. Les actes des martyrs s'inscrivent comme les moments les plus émouvants de cette chronique souvent dramatique. Toutes les pièces inédites d'un grand dossier de l'histoire diplomatique et religieuse. 225 F.

DESCLEE DE BROUWER

Le XIX^e siècle. La bourgeoisie triomphe.

Quand l'Histoire nous renvoie au présent.



OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12



سكيا في الجول

سكنا من الوطن

LE MONDE DES LIVRES

... Le Monde • Vendredi 10 avril 1987 19

ROMANS POLICIERS

L'effet Pennac



Comme les concierges de requête, le chroniqueur de service était, ces derniers mois, « dans l'escalier ». Il a réintégré sa loge. Non sans avoir rencontré, au passage, quelques locataires hautement recommandables.

Voilà bien peu de temps que Daniel Pennac a emménagé dans la maison Polar. Il avait publié dans la « Série noire », il y a deux ans, un premier roman. Au bonheur des ogres avait séduit, intrigué. Drôle d'histoire que celle de ce Benjamin Malaussène, employé comme « bouc émissaire » dans un grand magasin — comprenez par là que sa principale fonction était de se faire engueuler par la direction devant les clients mécontents — et qui mettait au jour un trafic d'enfants par de vieux nostalgiques de l'ordre fasciste. On l'avait abandonné un peu triste, vaguement inquiet aussi d'une possible réa- lisation : ce n'est pas tous les jours qu'on parvient, du premier coup, à ce petit miracle de fraîcheur que constituait *Au bonheur des ogres* (1).

Vaines inquiétudes. Malaussène est revenu. Avec tout son petit monde : ses sœurs, Thérèse, qui tire les cartes, et Clara, la photographe ; son cadet, le Petit aux lunettes cerclées de rose ; sa mère, qui vit dans un rêve d'amour perpétuel ; son pote Stojiljovic, le fou d'échecs ; le chien Julius — épileptique — et Julia, la journaliste qu'il aime, et Moïse le Mosaïste et Simon le Kabyle, les rôles de la loterie clandestine, et Hadouch, fils d'Amar, « le seul khmère du lycée Voltaire à avoir choisi la section bonneteau »... Ça s'appelle la *Fée carabine*, et c'est une folie, drôle à en pleurer, tendre jusqu'au frisson. Un polar, bien sûr, avec trafic de stupéfiants et meurtres dans Belleville la Fourmière. Mais un polar à contre-pied, hors normes, inclassable, où se croisent fils facho et fils poètes, grande-père en rupture de drogue et même fignoleux, un polar où, sous le regard d'un mâle, une balle de P38 peut « transformer un mec en fleur » et un nouveau-né être « beau comme une bouteille de Coca pleine de lait ».

Disons-le tout net : ces dernières années, on ne voit guère que l'univers du grand Robin Cook qui puisse se comparer, par la force et l'originalité, à celui-ci. Mais à la noirceur désespérée de l'Anglo-Aveyronnais, Pennac oppose une explosion de vie, un festival de cocasserie chaleureuse. Entre ogres et fées, avec un étonnant mélange d'innocence et de malice, d'ironie et de sérieux, c'est l'improbable mariage du conte enfantin et du roman noir qu'il consomme et réussit. *La Fée carabine* : pour ce titre comme pour l'époustouflante histoire qu'il recouvre, parlons que, au paradis des poètes narquois, M. Prévert doit applaudir à tout rompre... (*La Fée carabine*, de Daniel Pennac, « Série noire », n° 2085, 310 p., 27 F.)

On l'a déjà dit, on le répète : il n'y a — presque — plus d'abonnés aux héros que vous avez demandés. Aux valeureux, et passablement alcoolisés, détachés d'antan, les auteurs préfèrent aujourd'hui des hommes faillibles, fragiles, qui luttent sans illusion contre l'absurdité de la vie.

Voyez, par exemple, les protagonistes du dernier John Lutz, *Un trap bel innocent*, et du dernier Hugues Pagan — les *Eaux mortes*, tout un programme ! Ils pourraient être frères tant, d'un côté à l'autre de l'Atlantique, ils se ressemblent. Blessés par la vie — tous deux ont divorcé et s'en remettent difficilement, — ils ont choisi la solitude. Ce n'est pas qu'ils soient devenus misanthropes ou cyniques, simplement un désir de faire le point, de s'éloigner de ces futilités que les humains se sentent tenus d'échanger, de penser — ou de penser, comme on voudra — en paix. De cette retraite, c'est l'amour d'une femme qui les ramènera, l'un et l'autre, au monde. Mais la quête du bonheur ne va pas, bien sûr, sans épreuves. Au Carver de Lutz, il faudra résoudre une affaire de drogue au cœur des marais de Floride. Au héros de Pagan, il faudra accepter que la recherche d'un ami disparu soit aussi la révélation de sa trahison. Le boulot accompli, sans état d'âme superflu, mais aussi sans gloire indécise, tout restera à faire : dans la nuit, c'est le nom d'un autre que crie la femme qu'aime Carver...

John Lutz, auteur déjà du remarquable *Le Merle dans ses menottes* (2), confirme ici qu'il est l'égal de son ami Bill Pronzini. Il y a de plus mauvaises références. Quant à Hugues Pagan, il réusait une gageure : tout en restant très actuelle, son œuvre dégage, trois cents pages durant, un charme étrange et entêtant, « bluesy » diraient les fans de jazz pour cette indéfinissable nostalgie. *Les Eaux mortes*, c'est un polar « autour de minuit »... (*Un trap bel innocent*, de John Lutz, trad. de l'anglais américain par R. Fitzgerald, « Série noire » n° 2078, 27 F. ; *Les Eaux mortes*, de Hugues Pagan, éd. Rivages/Noir, 232 p., 32 F.)

« Vous faites passer votre vie et vos problèmes personnels avant le Département. Vous êtes égoïste, imprudent et vous passez votre temps à vous plaindre. » Voilà le portrait qu'un de ses chefs dresse de Bernard Samson, cet agent secret des services britanniques créé par Len Deighton dans *Réseau Brahms* (3) et qu'on retrouve — pour notre bonheur — dans *London Match*. Drôle d'espion, en vérité. Encore un anti-héros. Râleur, sarcastique face aux luttes de pouvoir, aux intrigues qui ne cessent d'opposer les responsables du Département, amer — sa femme est passée à l'Est et du coup sa loyauté est constamment mise en cause, — Samson connaît l'angoisse du vieillissement, la lassitude aussi d'un boulot routinier, bien loin des idéaux de sa jeunesse. On en conviendra : nous voilà aux antipodes de James Bond et de ses émules.

Mai embouché, Samson n'en est pas moins efficace. Avec doigté et patience, il avait dans *Mexico poker* (3) réussi à « retourner » un

important agent de l'Est. Stinnes. L'enjeu du match de Londres, c'est la sincérité de Stinnes : est-il vraiment passé à l'Ouest, parce qu'il est lui aussi fatigué et aspire à une retraite dorée ou constitue-t-il la pièce maîtresse d'une vaste manœuvre d'intoxication ? De cette épreuve classique, Deighton tire un roman subtil, où les certitudes d'un jour nourrissent les doutes du lendemain, où les équations personnelles des deux protagonistes principaux — Stinnes, la souris, Samson, le chat, mais n'est-ce pas parfois l'inverse ? — transcendent et perturbent la froide logique des appareils qu'ils servent. Pour constater au bout du compte qu'il n'y a jamais dans ces vénérables jeux de l'ombre de vrai vainqueur qui puisse proclamer « Jeu, set et match ». (*London Match*, de Len Deighton, trad. de l'anglais par Sara Oudin, Robert Laffont, 413 p., 98 F.)

Le passage de la gauche au pouvoir a peu inspiré les auteurs de polars. Pour son premier roman, Fabrice Nicolino, lui, a foncé. Un vrai jeu de massacre ! *Jours sang*, met en scène un étrange commando. Il y a là tous les rescapés de la révolution : Moïse arrive des montagnes nicaraguayennes, suivi aveuglément par le petit El Indio, Fradenco vient du Chili de Pinochet, Inge a appartenu à la Fraction armée rouge de Baader. Tous ont répondu à l'appel de Simon, un intellectuel ex-guéilléro, devenu conseiller du tout nouveau président de gauche. Simon en est persuadé : un complot d'extrême droite est à l'œuvre pour déstabiliser le nouveau régime, et il en connaît les têtes. Dans la course de vitesse qui s'engage, il ne voit plus qu'une seule solution : l'élimination physique des factieux. Coupé de tout et de tous, perdu dans un rêve où le fratricide ne peut plus naître que du feu et de la mort, le commando va zébrer Paris d'une traînée sanglante, dans une absurde et folle équipée...

Souvenez-vous : en 1972, dans *Nada*, Manchette développait, sous couvert de polar, une réflexion prémonitrice sur gauchisme et terrorisme. A l'heure d'Action directe, sur fond de procès Abdallah, *Jours sang*, ce pourrait être un petit frère de *Nada* version années 80, violent, tendu, provocateur, hétéro, tout au long d'une sourde rage. (*Jours sang*, de Fabrice Nicolino, Flouvy noir, 157 p., 20 F.)

BERTRAND AUDUSSE

- (1) Série noire, n° 2004.
- (2) Série noire, n° 2051.
- (3) Laffont.

Les prix Mystère 1987 ont été attribués à Didier Desbœufs pour *Play back* (*L'instinct noir*) et, au titre de meilleur roman étranger, à Tom Teper pour *Orchestre des ombres* (« Série noire » n° 2055, trad. Noël Chassériau).

Une nouvelle collection policière, « Verdiges », voit le jour aux éditions Carrière. Première parution : *La Lumière et la Nuit*, de Pierre Maldonado. Soit prévus ensuite des romans de Jean-Pierre Bastid, Gérard Deitell, Patrick Mosconi, etc.

Passage en revues — Littérature, poésie

Les éditions Arcane 17 avaient publié l'an dernier le premier numéro d'une revue francophone, *Vocativo*. Le projet d'échange et de dialogue qui s'était manifesté dans *Vocativo* — autour d'Andrea Zanzotto — se retrouve dans *Brev*, revue francophone, dont le même éditeur vient de faire paraître la première livraison. Karl Poulsen, qui dirige cette publication, a choisi de présenter au public français une des voix importantes de la poésie danoise actuelle, Inger Christensen, dont deux belles proses sont ici traduites. Sa vocation au dialogue, *Brev* l'exprime en publiant, outre des traductions françaises d'auteurs danois, les versions bilingues (français et danois) de textes d'expression française (Alain Nadaud, Jean-Baptiste Para, Petr Kral ou Eugène Savitzkaya). (Arcane 17, 21, avenue de la République, 44600 Saint-Nazaire, 130 F.)

Le même éditeur diffuse un cahier spécial sur les *Littératures scandinaves*, édité par l'association du Festival du livre de

Nantes. Illustré de fort belles photographies d'écrivains, ce numéro est présenté par Régis Boyer, le grand spécialiste des civilisations nordiques (50 F.).

Toujours à propos des littératures nord-européennes, et toujours préfacé par Régis Boyer, un numéro d'*Europe* (mars, n° 695) consacré à la Norvège, dont la littérature reste largement inconnue (146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, 68 F.).

La Vie exactement (n° 4) poursuit son chemin singulier, sans concession à la mode ni au spectacle. Le dialogue — de poète à poète, de peintre ou de photographe à écrivain — se tient dans ces pages chaleureuses et cherche à s'exaucer en « fraternité », « sans armes et sans masques ». Khadija Mahdi-Boufek, Abdellatif Laabi, Francine Paillet ou Jean-Pierre Spilmont sont quelques-uns des interlocuteurs de ce cahier dont on peut simplement regretter une impression insuffisamment contrastée qui rend la lecture malaisée

(7, impasse des Sommeliers-de-la-Groue, 92150 Suresnes, 100 F.).

La poésie, expérience intérieure : autour de ce thème, le dernier numéro de *Poésie 87* (n° 16) a rassemblé quelques auteurs (Michel Camus, Roger Munier, Pierre-Albert Jourdan, Charles Juliet, Hofmannsthal...), dont le travail littéraire est indissociable de celui que l'on mène lorsqu'on veut se mettre, par un chemin ou par un autre, en quête de soi-même (Maison de la poésie, 101, rue de Rambuteau, 75001 Paris, 58 F.).

Les poésies mystiques sont également au sommaire de *Polyphonies* (n° 4). Des derviches anatoliens et des mystiques de l'islam à ceux du christianisme, un beau florilège que l'on doit à Pascal Culierrier, directeur de cette publication (8, rue Severo, 75014 Paris, 50 F.).

Dans le numéro de mars de la NRF, Claire Paulhan présente quelques pages de Catherine Pozzi, intéressante personnalité littéraire du début du siècle (1). Fille d'un célèbre chirurgien,

secrète compagne de Paul Valéry, de 1920 à 1928, amie de Jouve, Paulhan ou Maritain, Catherine Pozzi tint un journal — *Très intime* — de 1913 à sa mort, vingt et un ans plus tard. Ces quelques pages montrent une femme qui semblait ne manquer ni d'esprit ni de style... (Gallimard, 48 F.).

Plaine Marge, cahier de littérature, d'arts plastiques et de critique, ne conçoit pas le surréalisme dont elle se réclame comme un arc-en-ciel intellectuel ou idéologique. Jacqueline Chénieux, qui dirige cette publication, expliquait dans le premier numéro le projet de *Plaine Marge*, qui est d'offrir un bel espace à des textes dans lesquels affluent la révolte, la dérision, la ferveur, la fantaisie, le lyrisme... En marge des grandes statues du surréalisme, sont ainsi présentés des auteurs et des artistes comme Alice Rahon, Wolfgang Cordan... et des textes critiques sur *Documents* ou sur l'iconoclasme dans les traditions arabe et chrétienne. (Edit. Le temps qu'il fait, 20, rue du Clos, 16100 Cognac, 90 F.)

Indiquons également deux ensembles importants : Le désert, comme thème poétique, musical, culturel... dans *Aporie* (n° 7, 669, route du Colombier, 83760 le Revest-les-Eaux, 80 F.) ; les actes d'un colloque de Cerisy consacré à Léopold Sédar Senghor (numéro spécial de la revue *Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille, 130 F.).

P. Ke.

(1) Claire Paulhan publiera le Journal de Catherine Pozzi à l'automne 1987 aux éditions Ramsay.

FMR

• Palazzo Te n° 7
• Palmyre
• Sicile

80 F

EN LIBRAIRIE

SUR ABONNEMENT

Rappel n° 6
ARCIMBOLDO
Franco Maria Ricci
17, rue Hoche 92240 Malakoff

Dunod

« Dites-moi quel genre d'humour vous aimez et je vous dirai qui vous êtes... »

A. Ziv-J.M. Diem

le sens de l'humour

78 F

ISMAIL KADARÉ

L'ANNEE NOIRE... en cent pages magnifiquement architecturées, d'une densité, d'une drôlerie et d'une tendresse peu communes, Kadaré, au sommet de son art, nous conduit aux portes de l'enfer. Un chef-d'œuvre.

La comète éditante d'Ismail Kadaré poursuit longtemps sa course dans l'esprit du lecteur, une fois le livre refermé. C'est un paradoxe que ce météore, un des très grands écrivains européens, nous vienne du pays le plus inaccessible, le plus fermé, le pays des Aigles. Les académiciens Nobel l'ont-ils lu ? Il est digne de leur prix.

Nicole Zand, *Le Monde*

ISMAIL KADARÉ

L'année noire

Le cortège de la mort s'est figé dans la glace

traduit de l'italien par Jean Vigne et de l'anglais par Jean Vigne

FAYARD

240 p. 89 F

13 mai 1958

De Gaulle à Alger: «Je vous ai compris!»

Quand l'Histoire nous renvoie au présent...

LA GUERRE COMMENCE EN ALGERIE
LE RETOUR DE GAULLE
ALGER FUTSCH
ALGERIE LA GUERRE EST FINIE

EDITIONS COMPLEXE Distribution PUF

POÉSIE

ENTRETIEN

Yves Bonnefoy :

« La déesse nous a pris aux cheveux »

Yves Bonnefoy vient de publier, au Mercure de France, deux recueils, *Ce qui fut sans lumière* et *Récits en revue*. Professeur au Collège de France depuis 1981, il mène, parallèlement à son travail de poète, une réflexion approfondie sur la poésie, comme le montre l'entretien qu'il a accordé à Maurice Olender, qui enseigne à l'Ecole pratique des hautes études (5^e section).

« Qu'enseignez-vous au Collège de France ? Une idée de la poésie ? »

« Pas seulement cela, je me répéterais vite. Mieux vaut, me semble-t-il, cette pensée étant prise comme hypothèse, interroger les œuvres des autres pour voir ce qu'elles répondent. Mais ce n'est pas pour autant faire le travail de l'historien. En parlant de Shakespeare ou de Baudelaire, je cherche surtout à repérer les voies par lesquelles j'ai été conduit, de toujours, à trouver du sens à ces poètes. Et ce sera cette fois avec plus de précisions et de vérifications quant aux significations des mots d'origine, et en explicitant plus complètement les étapes de ma recherche, ce qui me garde au contact du philologue ou du philosophe. Mon espoir, c'est aussi de montrer en ces occasions comment l'écriture procède, laquelle naît d'une personne, et ne peut se révéler pleinement qu'à une autre personne, n'est-ce pas ? »

« A vous écouter, on a le sentiment que vous n'avez pas eu à faire le deuil de la poésie pour enseigner. »

« Je puis l'espérer, mais je n'oublie pas que parler de la poésie, ou à propos de la poésie, n'en est pas moins un danger pour la pratique de celle-ci. Car la parole enseignante n'emploie pas les mots de la même façon que celui qui écrit poétiquement. L'une a besoin pour communiquer d'isoler dans le mot ce qui peut y être notion, et elle a donc pour fatalité

d'en effacer tout le reste, que ce soit là une expérience diffuse des plénitudes sensibles ou nos associations inconscientes. L'autre, la parole de poésie, ne se fait qu'à l'aide de ce surplus, qui est le lieu des comparaisons intuitives, des images où l'unité se révèle : et elle a donc besoin de cet impensé des mots s'accumule pour un dépôt où soudain la cristallisation va se faire. »

« En bref, l'explication dépense ce que l'écriture doit préserver. Ce sont deux actes contraires. »

« Pourriez-vous nous parler de cette « unité » que vous venez d'évoquer ? »

« Je ferais peut-être mieux de vous dire non, car les notions sont plutôt l'affaire du philosophe. Mais le philosophe est celui qui n'oublie plus la formulation qu'il a élaborée une fois à l'aide de ses concepts, et il risque ainsi de perdre, me semble-t-il, la capacité qui était la sienne, au commencement, de s'étonner de ce qui est, de ce que nous sommes. »

« Serait-ce alors ce que la parole poétique pourrait signifier mieux que lui ? »

« Pas mieux que ne l'ont fait certains philosophes, qui sont hantés par le souvenir de ce que je nomme le poétique, ainsi Plotin ; mais de façon autre, oui, sûrement, grâce à cet au-delà du concept qu'est le mot qui se fait image. L'unité, dites-vous (et moi aussi) ? Mais on pourrait dire aussi l'origine : ce qui est d'avant le langage, ce qui continue de nous atteindre, pour nous éclairer et nous orienter, à travers les décalages, les simplifications, les détournements, les apports d'abstraction et, il faut bien le dire, de folie et de mort que la pensée conceptuelle opère dès qu'elle cède à sa pente. Car le multiple, c'est le concept, et du coup le contradictoire. L'unité, c'est lorsque, avant les mots, il n'y

avait ni haut ni bas, ni dedans ni dehors, rien que les facettes sans nombre de l'évidence : cet arbre en cet instant-ci, ce visage, cette lumière. »

« Et cette origine, c'est inaccessible, bien sûr, comme la terre promise, on en perdrait la conscience en s'en approchant, on ne peut la penser et peut-être même la vivre qu'avec ces mots qui la ruinent. Mais la poésie en maintient une mémoire en cette distance, ce qui déjà est beau. »



Yves Bonnefoy

coup. En défaisant par des images irréductibles aux analyses finies les structures de l'intelligibilité conceptuelle, en dégageant du réseau notionnel les mots qui s'ouvrent directement à la présence des choses (il en existe), la poésie permet à l'arbre, au ciel, au visage d'être là, avec nous, rechargés de cette évidence dont l'appel en nous peut changer la vie. »

« Dans ce que vous dites on peut percevoir comme un rêve de transparence sociale ? »

« Un rêve de proximité entre les êtres et les choses et donc entre eux-mêmes, car dans cette évidence du monde reparaissent des besoins quasi oubliés, même et surtout par les politiques, alors pourtant que c'est cet oubli, et les frustrations qu'il provoque, qui sont la cause des dysharmonies, des tensions, des guerres. Résoudre les tensions, c'est l'affaire du politique ; mais celui-ci intervient trop tard, nous ne le savons que trop. Et remonter en deçà de ces tensions, voilà ce que fait la poésie, et cette action me paraît utile, n'en déplaise à ceux pour qui ce dernier mot n'aurait pas de sens dès qu'il s'agit d'œuvres. »

« Quels besoins ? Les chemins, par exemple, les chemins qui allaient dans les vallées, sur les pentes, dans des lumières changeantes, ce qui révélait la terre, rassemblait les diverses vies comme dans une arche, renouait le multiple — et, aujourd'hui encore, nous font les mots plus légers, les remplissent d'une musique. Si l'on oublie le sens du chemin, si l'on s'aliène de ces besoins, c'est tout un intelligible qui s'efface, celui qui structurerait l'être et réparerait, comme eût dit Mallarmé, le défaut des langues. »

« Dans vos écrits vous privilégiez les lieux, la Terre, la finitude. Faut-il entendre cela comme un détour, qui viserait une transcendance ? »

« Transcendance, le mot peut être employé. Dans la mesure où l'air que nous respirons, la lumière qui nous oriente, les

choses simples du monde sont beaucoup plus, à jamais, que les formulations que la parole permet, oui, il y a bien transcendance, l'immédiat est inaccessible au langage. Mais dire cela n'est pas postuler un Dieu de l'autre côté des apparences sensibles, et ce qui pour la parole est le transcendant dans la moindre branche qui bouge, c'est en d'autres de nos moments, qui sont silencieux, le pleinement vécu, l'immanence par excellence. Dieu, comme le dit saint Augustin, plus ou moins, c'est ce qui est chose, purement et simplement chose, c'est l'au-delà, non des apparences, des phénomènes, mais des signes. Autrement dit, c'est ce que je nomme le lieu, et dont l'épiphanie, c'est cette impression de présence que peuvent nous donner l'eau qui coule, le feu qui brûle. Il faut se mettre en présence. »

« Vous dites « en présence », et soudain vous vous arrêtez. Est-ce parce que vous avez dit d'un seul mot ce que la poésie a le pouvoir, ou la fonction, d'évoquer ? »

« De susciter. Le romancier peut évoquer la présence, en décrivant des situations dont elle a été le fait majeur. Mais la poésie la suscite, dans notre vie, par un retournement du mot contre le concept. Ceci dit, c'est vrai, je puis m'arrêter à ce mot, présence, car la poésie n'a pas à se préoccuper d'autre chose. On peut être tenté, quand on écrit des poèmes, d'y parler de l'existence comme on le voit de ce lieu, d'y décrire ce qu'on pressent que l'on peut y ressentir, d'y proclamer cette façon d'être, mais ce discours serait déjà autre chose que le poétique en son essence, et n'a de prix que pour autant que celui-ci, qui n'est en somme qu'une lumière, est là pour l'illuminer. La poésie, c'est simplement de retourner le sol, d'en faire une terre meuble. A d'autres d'y semer et de s'occuper des récoltes. »

« Retourner le sol, remuer les mots. Est-ce écarter de la poésie, en son moment originel et en somme unique, la peinture, la musique ? »

« Non. Un accord de deux couleurs, chez Poussin, un bref fragment mélodique chez un grand musicien ou dans une chanson populaire, cela peut être tout autant et tout aussi vite le saisissement, l'épiphanie. La déesse nous a pris aux cheveux, comme dit Plotin, elle tourne notre regard dans la direction qui est en plus des quatre autres. Mais dans tous les cas, voyez-vous, notes de la gamme, couleurs du spectre, mots de la langue, il s'agit de signes. La poésie se produit aux confins du signe et de ce qu'il nomme ; elle naît de sa nostalgie de ce qu'il détruit en le faisant apparaître, elle est le ressaisissement de celui qui produit les signes mais n'oublie pas que la signification, c'est ce qui ruine le sens, lequel abonde par contre dès qu'on a mémoire du simple. Et c'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec ceux qui cherchent à définir le poétique comme un fait du langage seul, et l'associent au plaisir qu'il trouverait à soi-même. Quand on a perdu une lettre, ce n'est pas pour le plaisir d'ouvrir des tiroirs qu'on cherche partout dans la maison. »

Propos recueillis par MAURICE OLENDER.

Edmond Jabès, l'écrivain-Pénélope

(Suite de la page 17.)

L'ennui, c'est ce que ce manque, ce tremblement, peut devenir une pose — cela s'est vu. Les questions peuvent devenir leçons. Tout n'est-il pas voué à la sclérose, même sur les chemins qui ne mènent explicitement nulle part ? C'est alors qu'il faut recourir à l'autobiographie, qui prend le risque du Je (on n'ose pas dire du jeu). Et l'écrivain prend le relais, questionneur d'un autre genre, comme le juif reprendra le flambeau, au moment où ricanelements et jeux de langue risqueraient de figer dans le peu de sens, les vertiges des sons.

La mise est plus belle que le gain

Qu'est-ce qu'un écrivain ? Un type parti en chasse d'un improbable commencement, un traducteur de ces silences qui « modèleront les mots », un bonhomme occupé à détruire inlassablement ce qu'il a tricoté hier parce qu'il faudrait un seul mot, qu'il faut en choisir un, qu'alors s'opère la falsification obligée : l'écrivain triche, ferme la boucle qui devait rester ouverte, clôt pour le lecteur le livre qui alors devient son mensonge, sa trahison. A refaire.

Dans cette inlassable description, dans ces récits innombrables de la chute toujours recommencée de celui qui écrit, Jabès est paradoxalement le plus inspiré des

auteurs. Il se fait avocat de l'oubli créateur, nécessaire pour tuer le souvenir banal ! On n'écrit réellement que si l'on a oublié. Il faut qu'il y ait perte, et échec. Il faut oser jouer.

Savait-on Pénélope joueuse ? Bien sûr, il fallut l'être. Jabès nous décrit un écrivain-Pénélope qui est avant tout un joueur pour qui la mise est plus belle que le gain, pour qui la trace vaut plus que l'indécidable but. Le silence dont il fait l'éloge, parce qu'un livre qui suscite le silence importe plus qu'un livre qui fait du bruit, ne ressemble guère au silence mallarméen. C'est un silence ensoleillé, le silence des amateurs d'encre sympathique, et de ceux qui ne dédaignent pas les codes secrets, les jeux de piste, l'attente.

Le partage du silence selon Edmond Jabès, c'est une place de village quelque part au Sud : il y a des tables, on boit du café, et, sous les ombres des arbres, des vieux, qui sont peut-être sages, jouent aux cartes. La sagesse, dit Jabès, c'est se défaire d'un mauvais atout. En marmonnant que Dieu ignore la liberté, puis-que rien ne lui résiste.

GENEVÈVE BRISAC.

* LE LIVRE DU PARTAGE, d'Edmond Jabès, Grail, 148 p., 78 F.

Une lecture complémentaire passionnante : *Jabès, le livre de ses lectures*, éditions Point hors ligne, 160 p., 98 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Dieu est-il fou ?

(Suite de la page 17.)

De devoir moral, l'action de raconter devient constitutive de la dignité humaine. Le survivant est sur terre pour attendre éternellement le retour des autres, pour leur offrir, dans sa mémoire, refuge et sépulture.

APHARÉL est une tombe vivante. C'est comme s'il vivait à la place d'un autre, de tous les autres. Il s'en est confié naguère à Pedro, qui lui conseillait de s'abandonner à l'étonnement d'être encore en vie. Car il reste cet étonnement, riche de plaisirs, d'enseignements.

Sauf quant à notre liberté. Où est notre libre arbitre si le hasard a présidé au choix des survivants ? Il n'y a pas de réponse, il n'y a que des questions, et inchangées. Tant qu'il y a quelqu'un à qui poser « la » question, même si on n'obtient pas de réponse, il y a une réponse. La foi de Pedro tient tout entière dans cette conviction qu'un être connaît la réponse. Le reste, c'est affaire de parti pris en faveur des autres, de la solidarité humaine, de la vie. Croit-il en Dieu ? « C'est à Dieu qu'il faut le demander », répond-il, l'ironie de ses paroles rivalisant avec celle du sort.

Telle est la méditation d'Elie Wiesel, témoin et croyant. Méditation ininterrompue et menacée de s'interrompre, d'être couverte, mise en doute. Décidément, c'est cent fois qu'on devrait obliger M. Bardèche à copier le *Crépuscule*, au loin. Ce ne serait pas si cher payé.

* LE CRÉPUSCULE, AU LOIN, d'Elie Wiesel, Grasset, 280 p., 92 F.

La séduction de l'« autre pays »

« Qui parle-là, si près de nous ? »

Qui marche-là, dans l'éblouissement mais sans visage ? »

Ces questions, Yves Bonnefoy n'a cessé de les maintenir ouvertes : elles sont le lieu même de sa poésie. Ce lieu est à la fois celui de la plus humble présence, de l'instant terrestre à vécu et goûté dans sa pure saveur, et celui de l'angoisse qui interroge et qui, dans l'éblouissement, veut connaître l'autre pays.

Sous le beau titre de *Ce qui fut sans lumière*, le dernier livre de poèmes d'Yves Bonnefoy continue la même recherche. D'une manière plus fragmentée, moins ample et unifiée que dans le précédent grand recueil, *Dans le labyrinthe du saut* (Mercure de France, 1975), le poète scrute les mêmes images, les mêmes « bruits terrestres », reste en quête du même « visage ».

Les images, Bonnefoy les emprunte au monde sensible — pierre, ronce, branche ou feu, neige, fleuve, « barque de chaque chose, de chaque vie ». Elles sont « quelques figures [simples, quelques signes] Qui brillent au-delà des mots, [indéchiffrables] Dans l'immobilité du souvenir ».

En même temps que ce cinquième recueil de poèmes (1), Yves Bonnefoy fait paraître un livre de prose, *Récits en revue*. Ce volume réunit plusieurs textes, pour la plupart déjà publiés séparément : courtes fictions, réflexions artistiques ou littéraires (distinctes des grands textes sur l'art et la poésie de *l'Improbable* et de *Nuage rouge* (2), évocations de lieux, récits ou souvenirs — en parti-

culier ceux publiés, en 1977, sous le titre de *Rue Traversière*.

Poète, Bonnefoy garde dans ces prose les souci d'une forme qui exprime par ses inflexions et sa souplesse, la même ferveur du désir, la même tension entre l'ici connu, habité, aimé, et cet « autre pays », l'autre, pas moins réel, mais qui se dérobe toujours au désir. Cette tension, Bonnefoy l'a énoncée admirablement dans *l'Arrière-pays* (3), qui ouvre ces *Récits en revue* : « Oui, c'est vrai, nos pays sont beaux, je n'imagine rien d'autre, je suis en paix avec cette langue, mon dieu lointain ne s'est retiré qu'à deux pas, son épiphanie est la simple : tout de même, que la vraie vie soit là-bas, dans cet ailleurs inaltérable, cela suffit pour qu'il prenne l'aspect d'un désert. »

PATRICK KÉCHICHIAN.

* CE QUI FUT SANS LUMIÈRE, d'Yves Bonnefoy, Mercure de France, 110 p., 89 F.

* RÉCITS EN REVUE, d'Yves Bonnefoy, Mercure de France, 262 p., 120 F.

— Signalons l'essai de Gérard Cassarain, *Yves Bonnefoy : la poésie, la présence, para aux éditions du Champ Vallon* (150 p., 39 F) ; ce livre qui explore le thème central de la poésie de Bonnefoy constitue une bonne introduction à son œuvre.

(1) Les quatre premiers recueils ont été rassemblés au Mercure de France en 1978, et dans la collection « Poésie-Gallimard » en 1982 : *Poèmes* (1947-1975).

(2) *Mercure de France*, 1959 et 1977.

(3) D'abord édité chez Skira en 1972, puis repris dans la collection « Champs », Flammarion en 1982.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11.03.57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



PRÉFACES

Les idées et les sciences dans la bibliographie de la France

UN RECENSEMENT COMPLET UNE ANALYSE DE L'ESSENTIEL

LA NOUVELLE REVUE DU CERCLE DE LA LIBRAIRIE TOUS LES DEUX MOIS

Le numéro 86 F

Abonnement — un an, six numéros

prix de lancement 350 F

ÉDITIONS PROFESSIONNELLES DU LIVRE 30, rue Dauphine, 75006 Paris Tél. : 43.29.73.50

501

ROMANS

L'écrivain romantique 1987

Qu'est-ce que le lyrisme moderne ? Dan Franck donne la réponse avec ses Adieux

LES ADIEUX est le livre d'un écrivain romantique. Il offre même l'occasion d'esquisser le portrait d'un écrivain romantique en 1987 et de repérer, au passage et par contraste, quelques vicieries et quelques impostures.

L'écrivain romantique ne parle pas de lui pour la bonne raison qu'il ne sait pas ce qu'il est. Mathias, le narrateur du roman de Dan Franck, est peintre, son marchand de tableaux l'a étiqueté « *absurdiste méticuleux* », mais le ridicule de cette définition pour publicitaires ne fait que souligner son absence de définition réelle. Il est sans attache, sans qualité, sans autre lien avec le monde que la peur panique qu'il éprouve devant son concierge.

L'écrivain romantique n'a que faire de l'étalage et de l'ostentation. Il n'a pas besoin de singer les postures ni de mettre les vêtements des romantiques français du dix-neuvième siècle. Il ne signe pas des manifestes échevelés, ni n'arpeute sombrement les landes du Menez après avoir convoqué les photographes. Mais le regard modeste que jette Dan Franck sur le monde qui l'entoure est brûlé par une fièvre inquiète, par une nervosité que trahissent aussi bien les gestes que l'écriture, par un intense désir de beauté, un besoin ardent de communication qui butent sans cesse sur la menace du laid ou du banal et sur la fatalité du silence.

sur celui qui est censé être l'auteur, les jeux inattendus et incontrôlables qu'elle entretient avec la vie — jusqu'à, parfois, se substituer à celle-ci. Il y a bien sûr de la folie à écrire ou à peindre : on l'avait rarement fait sentir aussi justement qu'ici, sans discours et sans accès d'éloquence.

Car l'écrivain romantique d'aujourd'hui ne cherche pas son souffle dans la rhétorique hugolienne ni ses couleurs dans la palette de Chateaubriand. Il cherche l'intensité dans la phrase

J'ai battu des paupières pendant quelques instants puis je me suis levé. Les arbres étaient fragiles, le ciel rose craie. Je n'avais pas envie de peindre. Il n'annonce pas d'orage, mais un monde prêt à se déchirer comme une feuille de papier.

Tout le livre est de cette veine, inscrit dans une tension discrète, mais tenace, entre des sentiments violents, des angoisses, un besoin éperdu d'absolu, qu'accompagne la certitude d'être déçu, et des mots légers, presque allègres, coulant dans des phrases qui se ven-

Jean Vautrin et de sa *Vie ripolin*, de Gérard Mordillat, et de *A quoi pense Walter ?*

Chez Dan Franck, ce don d'enfance, avec tout ce qu'il comporte de crainte et de révolte, de force rebelle et d'abandon désarmé, est l'âme même du livre, ce qui l'anime, ce qui le soulève, ce qui le conduit nécessairement au drame. Je pense à Mathias, bien sûr, à ses allures de grand gosse perdu, errant dans le jardin du Luxembourg avec ses lunettes cassées et une locomotive en bois qu'il tient fermement serrée contre lui comme un talisman contre les agressions du monde.

La forme d'une âme

Mais Mathias ne serait pas tellement proche, tellement émouvant si cette enfance n'était pas largement partagée par le romancier, si Dan Franck n'était pas parvenu à ce qui est sans doute le meilleur du talent créateur : oublier un instant que l'on écrit pour laisser parler ce qui vibre en soi. Les vrais écrivains se reconnaissent à cela. Ce qui ne veut pas dire que les *Adieux* soit écrit comme on se jette à l'eau ou comme on se confesse. Bien au contraire : les romantiques d'aujourd'hui savent que les émotions profondes ne se satisfont pas du débrailé, et le roman de Dan Franck est aussi une minutieuse mécanique dramatique d'une folie logique.

« *Votre âme, affirme Dan Franck, est ainsi, partagée entre une géométrie rigoureuse et un charme indéfinissable, sans forme, sans mesure.* » L'écrivain romantique sait peindre dans un livre la forme d'une âme.

PIERRE LEPAPE.

* LES ADIEUX, de Dan Franck, Flammarion, 250 p., 79 F.



BERNICE CLEVEZ

La folie d'écrire ou de peindre

L'écrivain romantique aime à la folie, mais il n'ignore pas que la folie tue l'amour pour n'en conserver que la peau, la représentation. Mathias a renoncé aux simulacres de l'amour jusqu'au jour où il rencontre Juliette. Il vit un rêve, elle en vit avec lui un autre. La coïncidence de ces deux désirs est aussi impossible qu'elle est indispensable. Avec infiniment de subtilité et de sensibilité, Dan Franck suggère les évolutions qui affectent ces deux planètes, les attirant l'une vers l'autre et les écartant brusquement, un moment plus tard, avant qu'un ultime embrasement, une noire et somptueuse fête d'adieux ne fasse tout basculer dans l'abîme, dans l'ultime fusion.

Il y a du conte d'Hoffmann dans les *Adieux* : des jeux serrés et mystérieux d'ombres et de lumières, des personnalités qui se dédoublent et s'échangent, des vampirisations douces et ingénues, des réalités pas très sûres d'elles-mêmes et des imaginations certaines de leur pouvoir. Mais l'écrivain romantique de 1987 est aussi un artiste qui ne cesse de s'interroger sur le mystère de sa propre création. Les *Adieux* peut aussi être lu comme une réflexion en actes — un désir mis en œuvre — sur les sortilèges de l'écriture.

Certes, Dan Franck a évité le piège du roman dans le roman, qui est devenu un stéréotype. Habilement, il n'a pas doté Mathias d'une machine à écrire, mais de toiles, de broches, d'huile de lin et de fusain : ce glissement matériel ne le met que plus à l'aise, à la bonne distance, pour observer avec autant d'effroi que de fascination la puissance de l'imagination créatrice, l'emprise qu'elle ne manque pas d'exercer

brève, l'émotion dans la notation rapide, l'élan dans l'humour, le drame dans l'allusion. Ecoutez les premières lignes du roman de Dan Franck : « *Je suis né du pied gauche. Chaque matin, je m'en souviens. Aujourd'hui, mais c'était comme hier, les aboueurs m'ont naturellement éveillé à l'aube.* »

lent éphémères et qui tirent leur beauté de cette mort qu'elles portent en elles, comme des dessins que l'on grave sur le sable.

L'écrivain romantique n'a pas la nostalgie de son enfance, il porte en lui l'enfance comme une formidable faculté d'accepter et de refuser. C'était déjà le cas de

A nous les vieilles Anglaises...

René de Ceccatty et les dernières années de la vie d'Harriet Norman, romancière imaginaire.

« *Il y a longtemps que je voulais écrire sur une vieille romancière anglaise, dit René de Ceccatty. Le roman européen tel qu'on le connaît doit tellement à l'Angleterre. Les sœurs Brontë, Jane Austen, etc., des histoires à la fois sentimentales et pleines d'ironie.* » Il voulait aussi parler d'un retour d'Orient en paquebot, depuis que, coopérant militaire au Japon, il avait visité un navire de rêve, faisant autrefois la navette Japon-Etats-Unis, et aujourd'hui désarmé : « *J'avais envie d'imaginer le retour de ce paquebot vers l'Europe. Mais je suis revenu, moi, en Europe j'ai passé six mois en Angleterre, j'ai lu Jean Rhys. Mon projet a stagné. J'ai écrit l'Extrême du monde (1), et l'Or et la poussière (2).* »

Enfin, René de Ceccatty a lié ses deux projets, imaginant *Babel des mers* et la vieille Anglaise Harriet Norman. « *J'ai cru l'inventer. Mais, quand j'ai découvert Barbara Pym, je me suis aperçu, a posteriori, qu'Har-*

riet Norman, existait. Elle avait le destin de Barbara Pym, romancière au succès passé. Harriet, vieille dame aux histoires oubliées, revient à Paris, où elle a vécu avant la seconde guerre mondiale, pour écrire un nouveau livre. Celui que nous allons lire, dans lequel elle se fait revivre à travers les récits de jeunes gens — rencontrés lors d'une croisière entre le Japon et l'Europe — qui avaient partagé, provisoirement et successivement, sa vie.

« *Le début du roman, je l'ai voulu très onirique alors qu'il est censé décrire la réalité, dit encore René de Ceccatty ; les lettres d'Harriet, au contraire — la dernière partie, — sont très réalistes et l'on s'aperçoit qu'elles sont une fiction dans la fiction. Ce jeu, c'est la liberté d'Harriet Norman et de tout romancier.* » On a envie de se prendre au jeu de René de Ceccatty. On est séduit par Harriet Norman racontée par elle-même et par différents narrateurs. Mais Ceccatty ne maîtrise

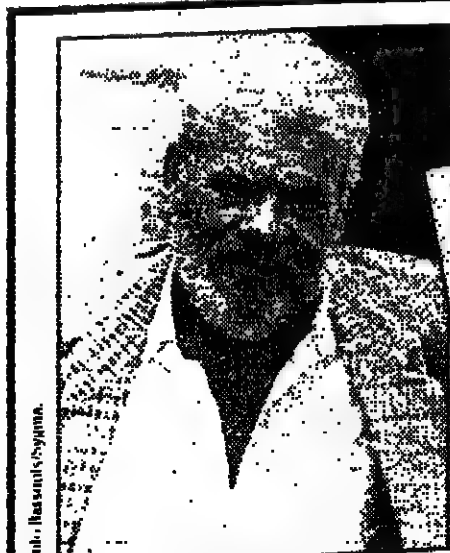
pas suffisamment sa composition complexe, en cinq parties. Alors, parfois, on s'égare, et l'intérêt retombe. Toutefois, surtout si l'on a le goût des vieilles dames, de leur mémoire, de leur passé embelli, de leur avenir incertain, il serait dommage de ne pas lire *Babel des mers*. Pour Harriet Norman, « *une vieille dame à cheveux blancs courts et bouclés, (...), yeux bleus, grands, profonds et doux, que son front haut et lisse rendait plus beau encore* », parlant « *d'elle-même et de son œuvre avec un ton où se mêlaient la dérision et une certaine suffisance* », et pour ces jeunes gens avides de découvrir avec elle un monde désuet et une littérature inconnue.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* BABEL DES MERS, de René de Ceccatty, Gallimard, 318 p., 85 F.

(1) Denoël, prix de l'Asie 1985.

(2) Gallimard, prix Valéry Larbaud 1986.



YVES COURRIÈRE

Les excès de la passion

Dans ce livre dont la force et la violence n'ont d'égale que la tendresse et la chaleur humaine, le biographe de Joseph Kessel prouve qu'il est également un grand romancier.

Plon

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Un débat, un livre

Sociologie des crises politiques

MICHEL DOBRY

« Une régénérescence féconde de la sociologie politique... que la 'génération de 68' va désormais marquer. » Alain Joxe, *Le Monde diplomatique*

« La réflexion comparative de Michel Dobry arrive à propos... » Hugues Portelli, *Le Monde*

320 p., 190 F

27, RUE SAINT-GUILLAUME - PARIS 7^e

ATTENTION AU PARATEXTE!

Gérard Genette Seuil

Coll. Poétique 180 F

« Seuil » est épatant. Si tous les essais littéraires étaient écrits avec autant de savoir, d'allégresse, d'humour et, pour tout dire, d'art, notre métier serait une bénédiction. Michel Comtat / *Le Monde*

S E U I L

UN MAÎTRE

Raymond Carver Tais-toi, je t'en prie



Carver a payé lourd pour ce ton aigu, juste, têtue, cette force d'envoûtement, la marque d'un maître.

Michel Braudeau - *Le Monde*

MAZARINE

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

BONNES FEUILLES

Huguenin tel quel

JEAN-RENÉ HUGUENIN est mort dans un accident d'automobile en 1962. Il avait vingt-six ans et était, en dépit du faible volume de son œuvre publiée — un roman, quelques dizaines d'articles, — l'un des plus sérieux espoirs de notre littérature. Salué dès sa publication en 1960 par des écrivains de talent aussi différents que Mauriac, Aragon ou Gracq, la *Côte sauvage*, roman à la fois romantique dans son inspiration et classique dans la rigueur de sa langue et de sa facture, n'a cessé depuis de rencontrer les jeunes lecteurs.

Le *Feu à sa vie*, qui paraît le 15 avril aux éditions du Seuil, rassemble des nouvelles, des textes critiques et des lettres d'Huguenin. Qu'il s'agisse de ses premiers essais littéraires, rédigés lorsqu'il avait vingt ans, de ses prises de position polémiques dans *Arts*, ou des lettres qu'il adressait à ses amis ou à Philippe Sollers et Jean-Edern Hallier, ses provisoires compagnons de *Tel quel*, on retrouve ici l'essentiel des hautes qualités d'Huguenin : la beauté d'une langue supérieurement élégante et brossée, la puissance de l'imagination, qui donne de la vie et du feu aux choses les plus simples, la présence d'une éthique exigeante qui est aussi une morale de l'écriture.

En 1958, Huguenin avait mis en chantier un roman qu'il abandonnera l'année suivante — en notant dans son Journal : « Ne parler que de soi, tout le reste est banal. » C'est à propos de ce roman qu'il écrit, le 16 août, à son ami, le critique Jean Le Marchand, le texte que nous publions ci-dessous.

P. L.

« Je ne peux pas écrire la tête froide
il faut que ça bouillonne, que ça gronde »

Je repais votre lettre ce matin et j'en avais grand besoin. Mon roman, figurez-vous, ne démarre pas. Cela vient, je crois, de ce que je n'arrive pas à ressentir la tendresse (la fausse soit-elle) de Philippe pour son frère, et même, d'une manière générale, tout le personnage de Philippe. Or, supprimez Philippe et vous ruinez mon roman, et vous tuez mon bonheur.



Jean-René Huguenin

N'est-ce pas effrayant — et que de gens sont heureux qui n'ont qu'à travailler, pour qui le travail est pale, et pour qui la forme, l'inspiration, la fortune ne comptent presque pas ! Pourtant, il me semble toujours que tout dépend de moi seul, et dans mon amertume encore, je continue de préférer le courage à la chance, et la force à la bonne fortune.

Savez-vous au fond ce qui me gêne le plus ? C'est que je n'ose pas couper les ponts avec la vieille manière d'écrire, si primaires me semble-t-elle. J'ai peur des chemins solitaires et ignorés du précurseur, quand je sais qu'il n'y a de perfection que dans le classicisme retrouvé. Ce que je voudrais réussir, c'est à transformer mes aptitudes à écrire la monologue intérieur d'un personnage en monologue du roman. Je ne vois pas encore comment. Je me méfie de la proximité, de la trop grande originalité. Et pourtant, la première phrase que j'écris me cloue sur place comme un papillon sur une planche.

En réalité, il faut que mes larmes rigides se réchauffent et coulent, il faut me réchauffer le sang. Je sens en moi une objectivité froide et marbrée, un grand bloc de glace qu'il faut casser au marteau. Vous voyez ce que je veux dire ? Je ne parviens pas à me perdre dans mon roman comme dans une forêt, je reste sur les sentiers, à suivre les ornières ignobles de toutes les charrettes précédentes. Il faut que mon cœur se mette en marche et devienne le bulldozer qui m'ouvre mon propre chemin.

Mais ça doit venir. Je ferais n'importe quoi pour que cela vienne, je courrais me jeter à l'église au pied de l'autel supplier Dieu de m'aider s'il lui plaisait de s'intéresser à mon œuvre. Mais passez encore pour Bernanos. La mienne est trop palloise.

Rensaud est parti hier soir, ma sœur et mon beau-frère ce matin à l'aube. J'ai l'impression d'être le soldat à qui l'on a confié la mission de défense

seul le fort abandonné. Et tandis qu'au loin j'aperçois la poussière des cavaliers ennemis, j'essaie vainement de décrocher mon glaive, je ne parviens pas à tirer mon épée du fourreau, ni à retrouver ma lance perdue. Seul le bouclier ne me manque pas. Je me sens invulnérable, mais à quel sert d'être invulnérable si l'on ne peut pas tuer les autres — ou leur donner la vie.

Pourtant, si jamais je retrouve mes armes, vous verrez quel carnage je ferai.

Vous savez, les gens qui viennent vous dire : « Comment pouvez-vous trouver mon roman mauvais ? Ce n'est pas possible. Je l'ai écrit en pleurant. » Eh bien, je suis un peu comme eux, je ne peux pas écrire la tête froide, il faut que ça bouillonne et que ça gronde.

J'ai bien senti à votre première lettre que vous n'aviez pas encore repris le train. Et à la seconde que ça allait déjà mieux. J'ai tout à coup l'impression que vous devriez écrire, écrire n'importe quoi, à toute allure, tout ce qui vous viendrait, vous savez pour réparer une courtoisie sortie de sa roue on fait tourner la roue jusqu'à ce que la courtoisie y revienne d'elle-même. Au fond, c'est peut-être faux pour la mécanique des courtoisies, mais je suis sûr que c'est vrai pour la nôtre.

Si jamais je démarre aujourd'hui, je vous écris ce soir pour vous le dire ; si jamais je démarre aujourd'hui, je fais le tour du jardin à quatre pattes, je brûle toute notre réserve d'allumettes, je saute à pieds joints sur les plates-bandes, je fais un grand bouquet de fleurs des champs et je l'offre à ma tante (celle de Gagny).

Je fourre mes mains dans mes poches pour que l'ennemi ne voie pas qu'elles tremblent d'appréhension avant le grand combat, je fais une prière muette et recommande mon âme à Dieu, puis je descends une à une les marches du fortin et j'attends les cavaliers qui approchent en galopant, sans craindre la défaite puisque je ne connais pas la victoire ou la mort — vous l'avez dit, écrivez ou mourir.

Écrivez-nous aussi. Et battez-vous comme je me bats.

★ LE FEU À SA VIE, de Jean-René Huguenin, présenté par Michèle Assayas, Le Seuil, 224 p., 89 F.

Les Psaumes à travers Claudel

La réédition des *Psaumes*, « restitués » par Paul Claudel : une dimension peu connue de sa puissance poétique

LES temps sont tellement sourds qu'il arrive à des poètes reconnus, illustres, de ne pas être entendus quand ils parlent. Tel est le cas de Paul Claudel, que l'on joue sans arrêt sur toutes les scènes du monde. Mais, s'il s'avise de traduire les Psaumes à sa manière, alors il n'y a plus pour l'entendre que quelques vieilles dévotionnelles, et encore ! Eh bien, oui ! ce sont les Psaumes tels qu'on peut les lire, non pas dans l'hébreu de David ou d'Asaph, mais dans le latin de saint Jérôme, celui de la Vulgate, chargé de contresens et même parfois de non-sens. Mais Claudel aimait ce latin d'Eglise dans lequel tant de moines et de chapitres ont prié depuis quinze ou seize siècles.

C'est à la fin de 1918, lorsqu'en compagnie de Darius Milhaud il revient de Rio sur un bateau qui mettra cinquante-trois jours à atteindre New-York, que Claudel commence à traduire, ou plutôt à interpréter quelques psaumes. « Il traduit plusieurs psaumes à mon intention, pour que je les mette en musique », écrit Darius Milhaud. Claudel a cinquante ans. Il aborde l'autre versant de sa vie. Il lui reste encore de grandes choses à accomplir, entre autres le *Souffle de saint*, de grandes ambassades à gérer. La traduction des Psaumes, pour vingt ans, s'interrompt. Cela ne reprendra qu'en 1942, dans le silence de Brangues, pendant l'Occupation.

La parole sincère et simple

Ces Psaumes, avant de s'en inspirer, avant de se glisser en eux comme on se glisse dans un habit qui semble si bien fait pour vous qu'on s'en étouffe, il a prié chacun d'entre eux, parce qu'il s'adaptait à la situation du moment, parce qu'il était la parole même dont il avait besoin ce jour-là.

Comment le chantre inspiré d'autrefois et l'ambassadeur, l'académicien, le châteaîen de Brangues ont-ils pu se rencontrer jamais sinon par le long fil incassable d'une tradition religieuse vieille de trente siècles et parce que la poésie est dans tous les temps pareille à elle-même, impossible à méconnaître malgré la diversité des langues.

Alors se pose le problème de la traduction. Les Psaumes sont des

poèmes, fragments d'un immense dialogue entre l'homme et Dieu. Les réponses de Dieu sont entre les Psaumes. Eux sont paroles d'homme inspirées par Dieu. Dieu nous enseigne comment il faut lui parler. Du moins, c'est ce que croit Claudel, et avec lui toute la tradition judéo-chrétienne. Alors on a traduit et retraduit les Psaumes dans toute espèce de langues avec un bonheur inégal.

Claudel, lui, n'a pas traduit les Psaumes, même sur le latin de la Vulgate. Il les a refaits, non pas pour son propre usage, mais pour le nôtre, celui des Français de notre siècle. Il ne leur a pas laissé la solennité de la langue ecclésiastique. Il a voulu retrouver la parole sincère et simple qu'ils furent à l'origine dans la bouche du premier qui les lança vers le ciel, en hébreu. Il ne faut pas que la surabondance des mots étouffe l'élan du cœur.

On doit prendre Claudel comme il est : il n'a jamais rien eu contre l'inachevé, la répétition. Il a recommencé, remanié presque toutes ses pièces. Eh bien ! il fait la même chose pour les Psaumes de David et d'Asaph. Ils servent d'aliment à son imagination. Il contemple d'un œil ébloui le latin de la Vulgate. Il dit que pour le seul mot « *adverserascit* » il donnerait tout son français. N'empêche qu'il s'efforce de faire aussi bien. Tout cela le président Senghor l'a dit excellentement dans sa postface.

Il ne reste plus qu'à donner un exemple de l'un de ces poèmes inspirés des Psaumes.

Marche à marche, j'ai gagné lentement jusqu'à Toi. J'ai maché jusqu'à Toi cet énorme chemin de paroles...

... Et voici que je me dresse devant Toi, hymne, gamme,

dans toute la profondeur de mes restitutions.

Tu as mis une langue de feu dans ma bouche et dans mon cœur l'élocution de la flamme ardente.

Je me lève sous Ta main qui crée, ô mon Dieu car c'est Toi qui m'as écrit du haut en bas et je suis lisible.

Lis-moi le cœur avec tout ce que j'ai appris de Toi à proférer !

JACQUES MADAULE.

★ LES PSAUMES, version de Paul Claudel, éd. Tèqui, 285 p., 75 F.

— Signalez la parution, chez Gallimard, du vingt-neufième et dernier volume des *Œuvres complètes*, de Paul Claudel, intitulé *Proses et poésies diverses* et contenant notamment de nombreux textes sur sa longue expérience de la vie diplomatique. (728 p., 350 F.)

La réalité de Camille Claudel

« **E**lle avait tout misé sur Rodin, elle perdait tout avec lui », écrit Camille Claudel son frère Paul. En 1883, Rodin, le maître Rodin, accepte pour élève cette femme qui, à dix-neuf ans, débraillée, scandaleuse, lubie d'obédience, devient sculpteur. Rodin s'achève alors les *Bourgeois de Calais*. Camille pose pour, entre autres, *L'Aurore* ; Camille dégraisse les marbres d'après les plâtres du maître ; Camille devient sa maîtresse. Liaison cachée. Rose Beuret, depuis vingt ans compagne de Rodin, doit ne rien savoir ; la famille Claudel doit ne rien savoir. Claude Debussy, rentré de la Villa Médici en 1887, l'aime. Mais Camille rompt.

Que rompt-elle ? Debussy écrit : « Maintenant, reste à savoir si elle contenait tout ce que je cherchais ! Si ce n'était pas le néant ! » Le néant que serait Camille Claudel dix ans plus tard à Monsieur Rodin : « Je couche toute nue pour me faire croire que vous êtes là, mais, quand je me réveille, ce n'est plus la même chose. Je vous embrasse. » Et, sous la signature, un post-scriptum qui est une prière, cette phrase encore : « Sur tout, ne me trompez plus. » En mai 1894, elle a rompu. Les critiques ne doutent pas de son génie.

Mais elle commence à douter de tous. A Rodin : « Je risque

fort de ne jamais récolter le fruit de tous mes efforts et de m'éteindre dans l'ombre de la calomnie et des mépris soupçonnés. Ce que je vous dis est tout à fait secret et pour que vous

jugiez bien de la situation. Je suis malade depuis quelque temps... » Malade... En 1911, elle écrit à son frère à propos de Rodin : « Les ovations de cet homme célèbre m'ont coûté les yeux de la tête ; et, pour moi, rien de rien ! » Rien. Il ne reste à Camille Claudel qu'une psychose qui l'isole, la sape, la défait. Mais 1913, l'intérimement. C'est la mort, le 19 octobre 1943, qui y met fin. Suivent quarante ans presque d'oubli.

Depuis que, en 1981, Anne Delbée présente une femme, Camille Claudel, au théâtre, Camille n'a cessé d'être sous les feux de la rampe. Mais quelle

Camille Claudel a-t-on « redécouverte » ? Une vie de passion, de génie et de misère, de dons et de malédiction, un destin, un mythe, celui d'un artiste maudit... Cette redécouverte-là qui



Le regard de Camille.

fourgue un rôle de répertoire — avec un artiste maudit, on sait, n'est-ce pas, à quoi s'en tenir — est presque pire que l'oubli.

Le travail de l'historien Jacques Cassar — pendant des années, il rassembla tous les documents à propos de Camille Claudel — a permis de conjurer l'oubli. Mais le dossier publié, parce qu'il refuse d'être un roman, fait plus : il égarne un malentendu. Parce qu'il livre une réalité bouleversante qui l'emporte sur un mythe écoulé.

P. B.

★ DOSSIER CAMILLE CLAUDEL, de Jacques Cassar, Librairie Séguier, 328 p., 126 F.

Rodin, l'absolu

Un album de dessins érotiques, présentés par Philippe Sollers et le sculpteur Alain Kirili

RODIN... (Auguste) : sculpteur, dessinateur et aquarelliste, Paris 1840-Moulins 1917. Stricte définition de dictionnaire. Et sur le quai de la station de métro Varenne, le *Penseur* empoussiéré ignore les rames qui défilent comme le *Balzac*, oblique basculé, regarde au-delà du boulevard du Montparnasse. A quoi songe l'un ? Que contemple l'autre ? Dès la première page de son texte, « ouverture » aux dessins érotiques de Rodin, Philippe Sollers répond : à ça. « Ça ? », ces vers du *Sacre de la femme* de Hugo au regard d'ombre crené par Rodin, disent ce que c'est : « *Chair de la femme ! argile idéale ! O merveille ! O pénétration sublime de l'esprit ! Dans le limon que l'être ineffable pétrit ! Matière où l'âme brille à travers son suaire !* » *Boue où l'on voit les doigts du divin statuaire !* Ces doigts mêmes, la *Main de Dieu*, Rodin les sculpta en 1898. Et le modèle de ces dessins est toujours cette matière « où l'âme brille » qu'il ne cesse de dessiner d'année en année.

Aucun de ces dessins n'est daté. (Et le texte de Philippe Sollers, qui n'a que faire d'une

histoire de l'art écrite par des buisseries, s'accorde à cette absence de dates.) Ceux-ci — quelques dizaines scrupuleusement reproduits, les nuances de l'aquarelle comme les grains de papiers griffés, biffés, balafés par les mines paraissent — sont-ils seulement plus « érotiques » que tant d'autres ? Trois tomes de l'*Inventaire des dessins de Rodin* — plus de cinq mille — ont été publiés ces dernières années par Claudie Judrin, conservateur du musée Rodin. (Les deux derniers, les tomes I et V, restent à paraître.) Tous sont des hymnes au corps de la femme, à l'exception de quelques centaines de croquis de détails d'architecture, de rares portraits d'académiques ou de copies de « sujets ».

Et par tous les moyens, mine de plomb, plume, lavas, aquarelle ou gouache, cet hymne est repris toujours. Les notations d'Alain Kirili, parce qu'elles sont celles d'un sculpteur qui regarde les dessins d'un sculpteur, sont pertinentes. Parce qu'il dit le sens « des aspects de l'humidité qu'un sculpteur connaît dans l'argile », parce qu'il explique comment « la femme surgit d'un

coup de ciseau, geste naturel du sculpteur qui se retrouve dans le découpage d'une feuille de papier », parce qu'il montre Rodin dessiner « avec le ciseau et le crayon ».

Comme une confidence

En septembre 1897, Octave Mirbeau disait l'œuvre de Rodin « terrible et formidable, déchirant les chairs convulsées sous le fouet de la luxure et les morsures de la tentation ». Il préférait un recueil de dessins publiés alors. « Ces dessins nous manquaient... C'est de lui [Rodin] comme une confidence, ou mieux, comme une confession de sa pensée secrète ; c'est pour nous comme une promenade à travers les jardins merveilleux de son âme, où chaque pas que nous faisons nous conduit devant des fleurs admirables et que nous ne connaissons pas. » Philippe Sollers reconnaît ces fleurs-là : « *Rodin et les Fleurs du Mal*. Les voici. Et comment ne pas entendre Femmes damnées devant ces poèmes plastiques ? Comment ne pas les écouter comme autant de pièces condamnées ? » Ils sont cela ; et ils sont plus. Sollers cite des

strophes indiennes de Samkhya, et précise : « Ces dessins m'évoquent la même situation métaphysique. Leur liberté à quelque chose d'absolu. » Absolu... C'est à l'œuvre tout entière de Rodin qu'initient ces dessins « érotiques ».

« Il n'aura rien manqué [au génie de] Rodin, pas même d'avoir été contesté par la médiocrité et persécuté par la haine des sois ! », écrivait Octave Mirbeau. Qui sait ?... Peut-être, soixante-dix ans après sa mort, d'être interdit par un ministre de l'intérieur qui ne sait pas que, selon le mot de Valéry : « Grand homme est celui qui laisse après soi les autres dans l'embarras... »

PASCAL BONAFOUX.

★ RODIN : DESSINS ÉROTiques, textes de Philippe Sollers et d'Alain Kirili, notice de Claudie Judrin, conservateur au musée Rodin, Gallimard, album, 112 p., 415 F. Jusqu'au 31 mai ; 495 F. ensuite.

— Dans le *Monde des arts et spectacles* du 9 avril, Geneviève Brerette a rendu compte de l'exposition des marbres de Rodin qui vient de s'ouvrir au musée Rodin, rue de Varenne à Paris.

سكنى بنى العجل

سكنا على الامل

● SOCIÉTÉ

Sur les traces de Fausto Coppi

Passionné de vélo, Louis Nucera a refait le Tour de France 1949, que gagna Fausto Coppi. Le romancier a tenu son carnet de route. En voici l'épilogue.

Il était une fois, il y a des siècles et des siècles, un prince hispano-normand qui habitait la Sicile. Depuis des années, comme brisé sous la cendre, le remords vivait en lui. Se faire ? Par indolence, il avait refusé de participer à la croisade qui aboutit à la prise de Jérusalem. La vieillesse vint. Le remords se fit alors plus violent. La peur l'entraîna. Et si, au moment de comparaître devant le tribunal céleste, Dieu lui tenait rigueur de sa négligence ? Serait-il voué au feu éternel ?

Il fit part de ses craintes à son confesseur, qu'il ne consultait jamais. Est-ce pour se venger de cette indifférence ? L'homme d'Eglise se montra fort inquiet. La pénitence qu'il infligea fut à la mesure de son anxiété. Le pécheur ne serait absous qu'à condition de se rendre à pied dans la Ville sainte.

Mais le malheureux prince était-il en état d'entreprendre un tel voyage ? Sa santé précaire exigeait des soins quotidiens. On discute ; bientôt, une solution moins périlleuse se dessine. La distance Palerme-Jérusalem-Palerme, il la couvrirait, mais sans déserter son château. C'est ainsi qu'à raison de sept à huit lieues par jour, à travers les pièges de son immense palais, les majestueux escaliers, les ombrages de son parc, les allées de ses jardins, le prince s'achemine vers son pardon. Le pèlerinage se termine après des mois et des mois de marche assidue. Son âme était sauvée. Depuis, elle plane, légère, sur la houle des sables, les tempêtes des océans, les chants graves et joyeux des vivants, les fontaines où boivent les cyclopes. Les mystères du ciel et de la terre lui sont devenus familiers.

En vérité, je ne me suis pas dérobé par paresse à certaines portions de route du Tour de France 1949. Mais en raison d'une circulation interne, de la pluie, de la neige, d'une signalisa-

tion désinvolte, je n'ai pas couvert la totalité de son trajet, à vélo. Sur les 4 813 kilomètres prévus, 700 environ manquent à mon carnet de route.

Pour être en règle avec soi, ce qui, à l'évidence, réclame le plus d'effort, il convenait que je rat-

trape ces bornes perdues. C'est fait. Et largement. A l'image du seigneur de Palerme, j'ai marché ou plutôt roulé dans mes jardins : ceux d'Ile-de-France, de la Côte d'Azur, dans les cols du haut pays niçois, au cap Ferrat, là où grand-père prit son coup de soleil, et encore au mont Chauve quand un rayon me transporta la cervelle à mon tour un après-midi, où les arbres eux-mêmes dévotaient sous la chaleur. J'ai aussi traîné la Gracieuse en Corse du côté de

Filitosa et sa paix virgilienne, de Cargèse, de Corté, de Sartène, de Sarrola-Carcopino, de Bonifacio. Bref, de l'aube à l'heure où rainettes et rossignols donnent leur concert, j'ai respiré l'air qui sent le myrte ou les algues, la mousse ou la sauge des champs, dans l'acoustique si pure des monta-



Louis Nucera et sa Gracieuse.

compter la santé qui s'affaiblit, l'humour qui s'égarait. Ainsi parlait Jean-Jacques Rousseau. De même avons-nous, Suzanne et moi, beaucoup marché durant cette balade sur les traces de Fausto Coppi : le « petit homme avec des roues », selon la chanson que Gino Paoli, le Ligure, lui consacra. Ai-je eu résister les bonheurs rencontrés ? Les déceptions, les bizarreries, l'inattendu ? Une mappemonde sous les yeux, l'enfant rêve. Il ne laisse pas de se figurer les énigmes des volcans et des gorges, des lacs et des savanes, des enclaves et des berges, des criques et des lagunes, des archipels et des golfes, des falaises et des goulets, des dunes et des sols limoneux, des rûts et des passoires, des causses et des villes. Rien qu'à les prononcer, ces mots, déjà, l'envoûtent. Il imagine, et la poésie des cartes et des estampes, comme celle dont parle Baudelaire, le saisit à jamais. Ainsi arrive-t-il que de très vieux enfants continuent de rêver à des horizons proches ou lointains : l'aventure, fût-elle immobile, leur met le « diable au corps ».

Je n'en finirai pas, non plus, de rêver comme je n'en finirai pas d'écrire ce livre. Il me semble qu'un ouvrage à l'instar de celui-ci pourrait ne pas avoir de terme, sinon le terme que le destin place à toute existence. Flâner, humer l'air du temps nourricier, revivre des vagabondages en essayant que l'émotion, jamais, ne se tasse sous le poids des poncifs, n'est-ce pas un programme dont on ne peut se blesser ?

Le moment est venu de se taire. Et de reprendre la route des demain, toujours fureteur et attentif, surpris, enchanté ou attristé. Le spectacle du monde continuera bien un jour sans nous, mais puisqu'on y est, autant y puiser nos petites parts de volupté.

LOUIS NUCERA.
(Copyright Grasset.)

* Initialement Mes rayons de soleil, le livre de Louis Nucera sera en librairie à partir du 15 avril.

La France du vélocipède

Eugen Weber a peint la fin du dix-neuvième siècle français à la manière d'un impressionniste.

En ce temps-là, quelque part entre le brave général Boulanger et le p'tit père Combes, la Belle Epoque était au berceau, mais tout déjà allait un peu moins mal et la modernité cheminaît, au besoin à vélocipède.

Telle est la philosophie un peu courte, à déguster en sucrant l'absinthe, qu'Eugen Weber nous sert à petites doses dans ce livre impressionniste, qui n'a pas eu choisir entre la fréquence enlevée et la « vie quotidienne ». Lui qu'on

avait connu incisif, exhaustif et rude jusqu'à l'injuste dans la *Fin des terroirs* (1), il enfila ici les anecdotes et les petits faits vrais pour touristes curieux, comme d'autres enfilent des perles. Son petit manège pour passions françaises met l'eau à la bouche, mais ne rend pas tout à fait l'homme qui était dû à ces années où, après tout, dira Péguy dans *l'Argent*, on vécut « une culbute de l'histoire ».

Weber a bien raison assurément de river leur clou aux excitées de la décadence, aux mages douteux et aux professeurs de vague à l'âme. On a un peu honte rétrospectivement, en effet, que Derrain ait pu écrire à Vladimir : « La dégénérescence de la race, nous la suons par tous les pores de notre peau. Nous sommes les champignons sur des fumiers anciens. » Ces fioritures d'intellectuels sont contredites par l'exceptionnel faisceau de progrès matériels, politiques et culturels que cette France laborieuse a su lier. Oui, heureuse époque où la misère accède à la précarité, où les couches moyennes apprennent à manger de la viande, à se laver un peu et à se distraire, tandis que les nantis mordent la vie à bien belles dents.

Certes, tout n'était pas rose. Un débit de boisson pour douze personnes, c'est beaucoup. Au fond des provinces cloisonnées, où la locomotive apporte enfin l'heure de Paris, trop d'étranges animaux crouillent encore. Et la France entière possède à peine plus de téléphones que tous les hôtels de New-York. Quant à la sensibilité et aux mœurs, quelles violences ordurières, quelles puanteurs de cloaques, tandis que les pétomanes font fortune ! Sans parler d'autres miasmes, xénophobes et antisémites à l'heure de Drumont.

Et du sang qui coule certains soirs de « métingue ».

Pourtant, pas à pas, voici la fée Electricité et la machine qui s'imposent, la rage qui recule, l'eau qui grimpe à quelques étages, la presse à un sou qui ouvre les yeux. Weber excelle à montrer surtout la libération des corps, malgré le corset féminin, par le grand air et le sport : heureux virus que l'élite apprend aux masses. Symbole d'une France nouvelle, la bicyclette ne refuse désormais ses charmes qu'à ceux qui souffrent « de pauvreté ou des hémorroïdes ».

L'or et le muscle

Inutile de détailler davantage et de suivre tous les festons de cette aventure. Le voyage pittoresque de Weber ne déçoit pas, la vie y sursaute joyeusement. Mais la vie, nous dit-il, « se déroule à la surface des choses ». Et c'est ici qu'on peut prendre congé d'une histoire en surface. Car on eût aimé comprendre les énergies secrètes et les réalités profondes de ce bouillonnement. Il suffisait d'aller un peu plus avant, à la rencontre d'une entreprise, d'un capitaine d'industrie, d'un rentier ou d'un mauvais garçon. De réhabiliter un peu les forces productives, diraient les marxistes, les vraies richesses de l'or et du muscle, de la sueur et de la haine, pour faire aimer davantage ces années de capitalisme juvénile et de verdure sociale. Weber pouvait le faire et s'en est abstenu. Lisons-le donc sans oublier Zola et Proust.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* FIN DE SIÈCLE. LA FRANCE À LA FIN DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE, d'Eugen Weber, traduit de l'anglais par Philippe Delamare, Fayard, 360 p., 120 F.

(1) Fayard.

J.-D. NASIO

Les yeux de Laure

LE CONCEPT D'OBJET a DANS LA THEORIE DE J. LACAN

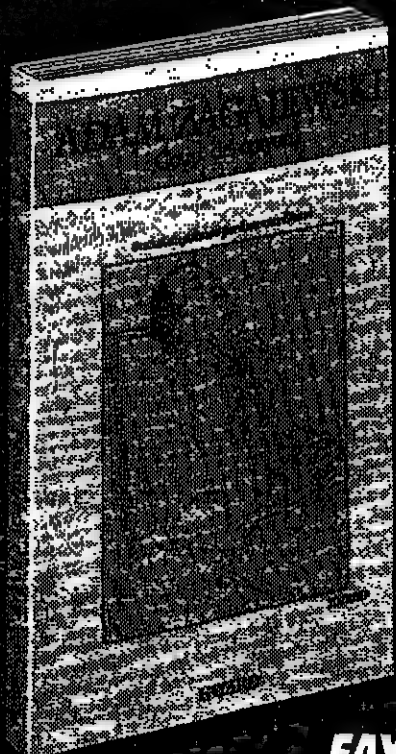
Toute cure psychanalytique est traversée de jouissances inconscientes : douleur, plaisir, tensions psychiques intenses que l'on nomme objet a depuis Lacan. Comment précisément ces jouissances se manifestent-elles dans l'expérience de l'analyse ?

Aubier

ENTRE L'EST ET L'OUEST

Un roman berlinois, un roman poétique... un vrai livre d'initiation à l'âme polonaise, un roman sans ankylose, un livre nourri de Berlin, du Mur, de vieilles femmes, de stars culturelles, d'éclats, de silence, quelque part entre l'Est et l'Ouest.

Philippe Petit, *Libération*



Roman
184 p.
89 F

FAYARD

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS DE MARS 1987

Roberto CALASSO
La ruine de Kasch

Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro avec la collaboration de Jean-Baptiste Michel.

Julian GLOAG
Le Justicier

Roman. Traduit de l'anglais par Jean Lambert.

Boris PASTERNAK
Olga FREIDENBERG
Correspondance 1910-1954

Texte établi par Elliott Mossman. Traduit du russe, présenté et annoté par Michel Aucouturier.

Robert WALSER
La Promenade

Récit. Traduit de l'allemand par Bernard Lortholary.

GALLIMARD nrf

Une pensée de la modernité.

L'ÉCOLE DE FRANCFORT
Par Paul-Laurent Assoun.

D'Horkheimer à Habermas, d'Adorno à Benjamin en passant par Marcuse : une spectroscopie d'un courant majeur de la pensée contemporaine à partir de son noyau philosophique, la théorie critique, et dans ses retombées politiques, sociales, culturelles et esthétiques. Une théorie des crises du XX^e siècle qui a laissé des traces vivantes sur tout le champ des sciences de l'homme et de la culture. Une critique de la domination, en référence au marxisme et à la psychanalyse. "Que-sais-je ?" n° 2354.

Autres nouveautés : LE PSYCHODRAME PSYCHANALYTIQUE, par E. Kestenberg et P. Jeanneret, n° 2337
• LE CAPITAL RISQUE, par M. Berniche et L. Vichery, n° 2344
• LES SURGENERATEURS, par G. Vendryès, n° 2362
• LA DIETETIQUE, par A.F. Greff, n° 178.

pu

COLLECTION "QUE SAIS-JE ?"
L'encyclopédie au format de poche

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Etrangers en Terre promise

★ LES AVENTURES EXTRAORDINAIRES DE SAÏD LE PEPTIMISTE, d'Emile Habibi. Traduit de l'arabe par Jean-Patrick Gullimard, 200 p., 85 F.

★ LES TERRES DU CHACAL, d'Amos Oz. Nouvelles traduites de l'hébreu par Jacques Pinto. Stock, 352 p., 108 F.

Né en 1922 à Haïfa, alors en Palestine, Emile Habibi n'a pas quitté sa ville natale. Arabe citoyen d'Israël, il est depuis 1948 rédacteur en chef d'un quotidien arabe, *Al Ittihad* (l'Union), qui compte 8 000 abonnés et s'adresse aux Palestiniens de l'intérieur — ils sont quelque 700 000 en Israël, 25 000 à Haïfa — (le journal, à cause de ses positions laïques, n'est pas diffusé dans les territoires occupés). Communiste, membre du Rakka, le parti le plus influent parmi les Arabes, Emile Habibi a été pendant près de vingt ans membre de la Knesset, dont il a démissionné pour écrire, entre 1967 et 1973, entre deux guerres, le livre qui vient de sortir chez Gallimard, fort drôlement intitulé *Les Aventures extraordinaires de Saïd, le Peptimiste*, un conte ironique dans la tradition orientale.

« Ce mot, explique Saïd lui-même, qui est en quelque sorte le porte-parole de l'auteur, est composé de deux adjectifs : « optimiste » et « pessimiste », désignant deux qualités qui se trouvent indissolublement mêlées dans chaque membre de ma famille, depuis mes premières origines chypriotes et répudiées... Tenez, moi, par exemple : eh bien ! je ne fais pas de différence entre l'optimisme et le pessimisme et je me reconnais bien dans les deux me caractérisant le mieux. Le matin, quand je me réveille, je remercie Dieu de ne pas m'avoir fait naître pendant la nuit. Si, dans la journée, il m'arrive quelque chose de désagréable, je le remercie de ce qu'il ne me soit rien arrivé de pire. Qui suis-je donc, optimiste ou pessimiste ? »

Pour raconter les expériences des Arabes qui sont restés à l'intérieur d'Israël, collaborateurs malgré eux d'un gouvernement qui ne leur accorde qu'un statut de citoyen de seconde zone, Emile

Habibi a choisi un mode satirique qui n'est tendu pour aucune des deux parties en présence. A travers les aventures de Saïd, sorte de Candide-Schwartz-Gohs, tout droit sorti de Scholom Aleichem, il évoque le système de résistance aberrant d'un peuple décidé à survivre, aux prises avec des « étran- gers venus de l'intérieur », des « extra-terrestres ».

Malgré la honte. Homme partagé avec certains de ceux qui, retrouvant le leur après une absence de deux mille ans, ont détruit des villages, en ont chassé les habitants, et menacent leur identité.

« Après chaque massacre, il ne reste plus personne pour apprendre aux enfants le nom de leurs pères. » Arabe resté en Israël « par magie », assis sur un pal sans points, « empalé volontaire », Saïd vit comme il peut son cauchemar, bien décidé à demeurer là, « sans cette imagination orientale, les Arabes pourraient subsister un seul jour dans ce pays ? », demande-t-il : il apprend l'hébreu, hisse le drapeau israélien pour la fête de l'indépendance, « L'on trouverait même davantage de drapeaux palpitant dans l'air de Nazareth que dans celui de Tel-Aviv, remarque Saïd, qui se moque des « colibos ». Dans le quartier de Wadi, Nisba, à Haïfa, où Arabes et juifs pauvres fraternisent, l'on peut reconnaître la maison d'un Arabe de celle de son voisin juif au fait que seule la première arbore le drapeau national ; le juif, lui, se contente d'être juif. »

Il n'est pas certain que la philosophie de cet anti-héros ravisse l'auteur. De l'oppression et de l'opprimé, qui est le plus fou ? se demande-t-il à l'issue de ce livre, devant cet être schizophrène qui lui ressemble et qui ne peut se réfugier chez les extra-terrestres. Ou dans la folie... Emile Habibi, c'est certain, ne satisfait ni les Israéliens ni les Palestiniens avec cette chronique hérissée



Amos Oz.



Emile Habibi.

d'épines — comme ces figures qu'on nomme « sabra » en hébreu — qu'il a publiées en arabe en 1974, après la guerre du Kippour. La traduction en hébreu, publiée en 1985, a été un best-seller en Israël : trois rééditions. Et le spectacle tiré du livre — un one man show dans la tradition des conteurs arabes qui se joue avec succès dans les deux langues — amplifie la question que l'auteur se pose avec désespoir : « Y a-t-il place pour moi ailleurs que dans un asile ? »

LES Terres du chacal... Les nouvelles d'Amos Oz que publient les éditions Stock pourront profitablement permettre au lecteur de passer de l'autre côté du miroir. Dans les têtes de kibboutzniks, quelque part près de la frontière. Peut-être au kibboutz de Hula, entre Jérusalem et Tel-Aviv, à quelques kilomètres de l'ancienne frontière jordanienne, où Amos Oz a vécu depuis l'âge de quatorze ans, après le suicide de sa mère...

Écrites entre 1962 et 1966, publiées en 1966 en hébreu, ces dix nouvelles de jeunesse paraissent avec un retard

considérable (1). Des guerres, des annexions, des atrocités se sont passées là. L'écrivain de vingt-cinq ans, qui déboutait, réussissait à démystifier avec acuité, mais sans acrimonie, le mythe du kibboutz, modèle d'existence communautaire, école d'efficacité et de bonheur, qui fut le symbole de la société israélienne et où, croyait-on, allaient se multiplier des générations de courageux pionniers. Non, la vie au kibboutz n'est pas idyllique, surtout pour les personnages en marge et pour les solitaires. Pour les lucides. Dès ses débuts, Amos Oz se défend de l'esprit cocardier ou haineux, tensions, les anglophones dans une société fermée, étroitement censurée par les dangers et le sentiment d'insécurité. Une terre où hurlent les chacals, symbole des forces terribles qui menacent Israël et qui, à la nuit tombée, guettent leurs proies dans les terrains alentour, franchissant parfois subitement les barrières de barbelés, de projecteurs et de pièges. « Un chacal adulte ne se serait jamais laissé prendre au piège, prévient l'auteur dans la nouvelle qui donne son titre au recueil. Celui-ci était jeune, tendre et gros, couvert de poils... »

L'odeur du sang et de la viande lui avait fait perdre la tête. La salive humectait ses babines, son poil se hérissait et les muscles de son corps roulaient févreusement sous sa peau. Il avançait sa patte de devant, légère comme une brume, en direction de la proie impossible. Les dents du piège se refermaient dans un cliquettement sec. » En contrepoint, l'auteur fait surgir de la nuit Demkov, l'homme mystérieux venu on ne sait d'où et dont on ne sait rien ; le forgeron célibataire, « à la lueur fascinante », qui attire dans sa tanière le jeune Galila en lui promettant des couleurs et des toiles

qui viennent de l'étranger. Galila, la fille d'un des fondateurs du kibboutz, qui avait rêvé de bâtir une vie libre et pure et qui ne peut entendre le cri de son enfant prise au piège.

LES pères avaient mis trop d'espoir dans cette Terre promise, et leurs enfants en ont eu les dents agacées, comme dit la Bible, incapables d'échafauder les mêmes rêves, de se mesurer à eux sur le plan du réel. Plutôt que de suivre l'exemple de son père, cadavre dans tout le pays. Gédéon a préféré s'engager dans les parachutes, et lors de la fête sérieuse organisée pour célébrer l'indépendance, sautant au-dessus de son kibboutz natal, il ne parviendra pas à atteindre le sol. Un dernier saut si maladroit, si absurde, qu'on dirait un suicide (Ainsi va le vent). Alentour, dans la nuit sèche, les Arabes ne sont jamais loin, silhouettes silencieuses et inquiétantes qui se coulent autour des villages et que les veilleurs confondent parfois avec les chacals. Gédéon, qui n'a pas encore de mari à vingt-neuf ans, effroie par un bédouin « d'une beauté inappétissante », rêve d'être violée et, folle de désir, va mourir d'extase, piquée par une vipère (Nomades et vipères).

Des êtres d'un pays encore tout neuf apparaissent au fil de ces pages écrites en un temps où la guerre mondiale avait donné la victoire, l'indépendance à ceux qui étaient venus dans ce pays pour y réaliser leur rêve. Sous l'enthousiasme des glorieux pionniers perce parfois un sentiment de réprobation. « Durant des générations, les juifs avaient été un peuple redoutable et inspiré. Ils n'étaient plus maintenant qu'un ramassis de brailleurs levantine corrompus, aux appétits de débauche insatiables » (Refaire le monde).

Les israéliens d'aujourd'hui ne ressemblent pas à ceux de la jeunesse d'Amos Oz (2). De même qu'Emile Habibi, il se sent aujourd'hui que l'ennemi est comme lui : un être humain. Pas un chacal.

(1) Autres œuvres traduites en français : *Allez, partez !* (New Michael) ; *Jeep à la mort* ; *Toucher de l'eau, toucher le vent* ; *La Colonne du mensonge* (Calmann-Lévy).

(2) A propos du retour sur le passé, on lira la série des remarquables nouvelles rapportées publiées en 1982 par Amos Oz : *Les Voix d'Israël*, Calmann-Lévy (voir le Monde du 24 juillet 1984).

● PHILOSOPHIE

Un nouveau « contrat social »

L'Américain John Rawls fonde sa « Théorie de la justice » sur « la mort de l'homme ».

QUELQUES échos nous en étaient parvenus. En 1971, un professeur de philosophie de l'université Harvard, John Rawls, avait publié un fort volume, au titre à la fois ambitieux et modeste : *A Theory of Justice*. La rumeur en faisait un ouvrage comparable au *Liéviathan* de Thomas Hobbes ou au *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau. Sa publication devait provoquer aux États-Unis un débat considérable. C'était pendant la vague néolibérale qui a déferlé là-bas au cours des années 70. Voici que, seize ans après la première édition américaine, paraît la traduction française. Le lecteur français va donc pouvoir découvrir cette fameuse *Théorie de la justice* que l'éditeur nous présente comme une « charte de la social-démocratie moderne avec ses forces et ses faiblesses ».

Surprise. On disait les Américains moins soucieux de constructions abstraites que d'énoncés pratiques. La *Théorie de la justice* de John Rawls consiste, pour l'essentiel, en une spéculation purement philosophique dont les motivations explicites risquent de laisser insensible le lecteur français. Le propos est, en effet, de montrer que l'on peut construire une philosophie remplaçant l'utilitarisme : « Je voulais, écrit John Rawls, élaborer une conception de la justice assez systématique pour pouvoir se substituer à l'utilitarisme, dont une forme ou une autre n'a cessé de dominer la tradition de la pensée politique anglo-saxonne. La raison principale en était la faiblesse, selon moi, de l'utilitarisme comme base des institutions d'une démocratie constitutionnelle telles qu'elles existent à l'Ouest. » Exact. Le principe utilitariste consiste à placer la valeur d'un bien ou d'une institution dans le plus grand bonheur qu'ils sont susceptibles de procurer au plus grand

nombre. Or rien, *a priori*, ne garantit que le régime libéral des libertés constitutionnelles soit celui qui procure le plus grand bonheur collectif. Mais comment dépasser l'utilitarisme ?

Sous le patronage de Kant

Contre Bentham, Rawls invoque Kant. Faisant appel à la vieille notion du contrat social, il développe une théorie de la justice qu'il appelle « justice comme équité ». « L'objet premier de la justice, c'est la structure de base de la société ou, plus exactement, la façon dont les institutions sociales les plus importantes répartissent les droits et les devoirs fondamentaux et déterminent la répartition des avantages tirés de la coopération sociale. »

La thèse de John Rawls est que la répartition des droits et des biens pourra être dite juste si elle satisfait aux deux principes suivants : « En premier lieu, chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous qui soit compatible avec le même système pour les autres. En second lieu, les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon que, à la fois : (a) l'on puisse raisonnablement s'attendre qu'elle soient à l'avantage de chacun ; (b) elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous. »

Le premier principe, principe d'égalité de liberté, trouve une illustration dans les droits garantis par la Déclaration de 1789 ; le second, qui se divise en deux — « principe de différence » (a) et « principe d'égalité des chances » (b), — définit à quelles conditions les inégalités sociales peuvent être dites justes. Rien là de bien neuf : ces deux principes ne

font que donner une formulation un peu précise au consensus libéral sur lequel nos sociétés s'accrochent depuis un siècle.

Pourtant, la théorie de la « justice comme équité » s'énonce comme une nouvelle formulation du contrat social. Quelle différence avec la tradition contractualiste classique ? Principalement ceci : la théorie de John Rawls ne relève pas de tout des mêmes présupposés philosophiques. Elle peut faire référence à Kant, elle ne s'appuie sur aucun droit naturel, sur aucune idée d'une nature de l'homme. La liberté, par exemple, ne désigne pas une propriété de la nature humaine, susceptible de fonder un impératif catégorique. C'est un bien, primaire sans doute, mais dont la valeur s'apprécie comme tout autre bien, et susceptible comme chacun d'eux d'une répartition sociale.

Contre l'humanisme

Corrélativement, alors que, selon la philosophie politique classique, le contrat social s'imposait comme une nécessité à la fois naturelle et historique — l'état de nature dégénérant en état de guerre, — alors qu'il imposait, sans alternative, sa formule aux contractants, les principes de la théorie de la « justice comme équité » n'ont jamais de valeur que relative ; leur adoption résulte de leur comparaison avec d'autres principes réputés moins satisfaisants pour un acteur rationnel. Pour rester dans le vocabulaire kantien, on ne quitte pas l'ordre de l'hypothétique.

Malgré le contresens affiché par les éditeurs français, sans doute trop soucieux de mettre John Rawls au service de polémiques partisans, on pourrait dire, très exactement, qu'il formule une théorie de la justice dans la conjoncture de « la mort

de l'homme » (1). Ce qui en fait l'intérêt : John Rawls nous apprend comment les idées de contrat social et de justice ne renvoient nécessairement à aucune nature ni à aucune transcendence. L'idée de justice ne requiert aucune croyance humaniste dans une nature de l'homme, sans que cela doive mettre en péril la démocratie.

La *Théorie* de John Rawls s'inspire très largement, sinon dans son contenu du moins dans sa méthode, des procédés d'analyse des philosophes appartenant à la tradition libérale. Entendons les moralistes anglais et écossais du dix-huitième siècle, et non, comme on a coutume de le dire en France, les doctrinaires du droit naturel moderne, de Hobbes à Rousseau. Le propos de John Rawls n'est d'ailleurs pas de donner un contenu inédit à l'idée de justice, mais de dégager des conceptions confuses du sens commun plusieurs propositions susceptibles d'être pratiquement utilisées par gouvernements, juges et citoyens. John Rawls ne s'en cache pas : sa théorie n'a pas d'autre fondement que le sens commun, qui se trouve réévalué en fonction d'un critère de rationalité des conduites tiré des travaux de l'économie politique néo-libérale américaine. Un tel fondement, évidemment, limite la « théorie », la relativise et ne lui laisse pas d'autre avenir que l'horizon borné d'une conjoncture historique.

FRANÇOIS EWALD.

★ *THÉORIE DE LA JUSTICE*, de John Rawls, traduit de l'américain par Catherine Audard, collection « Empreintes », Le Seuil, 668 p., 290 F.

(1) On lit, en effet, sur la quatrième de couverture que le livre de John Rawls saurait « du génie d'une certaine philosophie de « la mort de l'homme » ».

GHAZÂLÎ

la raison et le miracle

Table ronde UNESCO 9-10 décembre 1985

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui »

Un volume 16 x 24, 224 pages 150 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES

6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. 43-26-90-72

Catherine LÉPRONT



Partie de chasse au bord de la mer

nouvelles

Après trois romans remarquables, Catherine Lépront montre la même acuité du regard. A travers quelques lieux elle épingle impitoyablement les passions : rapacité, soumission, ennui...

Monique Pétillon/Le Monde

GALLIMARD nrf

كتاب في الفلسفة

هذا من الامتحان

3 books for only 29F*

3 livres reliés pour 29F*

PLUS FREE
et gratuitement



<p>Photographing BEAUTIFUL WOMEN 2</p> <p>Le célèbre photographe de mode Geoff Hawes vous dévoile ses techniques personnelles pour tirer parti de la pose, de l'éclairage et du décor.</p>	<p>Longman Dictionary of BUSINESS ENGLISH 3</p> <p>Ce livre utilise un vocabulaire anglais clair et précis, pour définir 12 500 mots et phrases employés quotidiennement dans le monde des affaires. Les rapports d'entreprises, les feuilles d'impression et toutes sortes d'écrits et formulaires professionnels.</p>	<p>Britain & Ireland 4</p> <p>Des vallées d'Ecosse jusqu'au Châneau de Leeds dans le Kent. Un livre prestigieux qui réunit à unifier l'ensemble sur ces deux pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grande variété de photos en couleur • Section spéciale réservée à la ville de Londres • Carte géographique (plis) en couleurs de l'Angleterre et de l'Irlande 	<p>WORKS OSCAR WILDE 5</p> <p>Toutes ses œuvres complètes sont présentées ici: Lady Windermere's Fan, An Ideal Husband et The Importance of Being Earnest. Également De Profundis, des poèmes, des essais et des comtes de fées.</p>	<p>ENGLISH Thuse 6</p> <p>Un guide de grammaire extrêmement pratique. Contient des exercices personnels à effectuer et un index de compréhension pour des références rapides et faciles. Indispensable aussi bien pour le locuteur averti que pour l'étudiant.</p>	<p>OXFORD HISTORY OF BRITAIN 7</p> <p>« L'invasion des Vikings... Les révolutions anglaises... La politique du 20ème siècle... Un panorama complet sur l'histoire de l'Angleterre, à parcourir en plus de 650 pages merveilleuses. 250 illustrations superbes, comprenant 18 cartes.</p>
<p>THE CONCISE OXFORD DICTIONARY 8</p> <p>Pour la précision... pour les mots croisés... pour toutes sortes de locuteurs... Le plus populaire des dictionnaires Anglais! 264 pages. Plus de 40 000 rubriques, 75 000 mots de vocabulaire. Éditions précieuses.</p>	<p>NATURAL WONDERS of the WORLD 9</p> <p>Superficies, bière, merveilleux. Les spectacles de la nature présentés en photographies superbes et sous vit.</p>	<p>SHAKESPEARE'S LAND 10</p> <p>Les décors et les lieux vus et vécus par Shakespeare! Depuis la chambre d'Anne Hathaway jusqu'à Chesham dans les Cotswolds. 60 pages en couleur et 190 photos en noir et blanc.</p>	<p>H.G. WELLS 11</p> <p>The Time Machine, The Island of Dr. Moreau, The Invisible Man, The First Men in the Moon, The Food of the Gods, The Days of the Comet, The War of the Worlds. Plus de 900 pages.</p>	<p>THE OXFORD REFERENCE DICTIONARY 12</p> <p>Plus de 75 000 définitions Plus de 6 000 rubriques de connaissances générales Biographies de personnages illustres Rubriques concernant des personnalités et caractères fictifs Références précieuses sur les pays Auteurs détaillés</p>	<p>THE TREASURY OF AMERICAN SHORT STORIES 13</p> <p>Washington Irving, Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike... quelques auteurs les plus célèbres dont les œuvres apparaissent dans cette anthologie merveilleuse.</p>
<p>CASTLES AND HOUSES IN BRITAIN 14</p> <p>La splendeur de Blenheim Palace... Pembrokeshire et le Château de Caernarfon... itinéraires, horaires d'ouverture, prix des billets d'entrée et bien d'autres renseignements.</p>	<p>D.H. LAWRENCE 15</p> <p>Sons and Lovers, Lady Chatterley's Lover, St. Mawr, Love Among the Haystacks. Un reflet complet de son génie littéraire.</p>	<p>sex WATCHING 16</p> <p>Au royaume de la sexualité. Depuis les tabous des temps anciens, jusqu'au sexe de l'an 2000... fascinant, superbement illustré, une vue panoramique sur la sexualité humaine.</p>	<p>COUNTDOWN 17</p> <p>1. L'histoire insolite d'un homme noir accusé de vol. 2. La étrange histoire de Nevil Shute de la survie dans un univers sauvage. 3. L'histoire épique d'une famille, accablée dans le monde entier.</p>	<p>THE OXFORD COMPANION TO ENGLISH LITERATURE 18</p> <p>Plus de 7 000 entrées. Résumés de milliers de romans, comtes et pièces. Tout ce qu'il faut savoir de la littérature anglaise.</p>	<p>VOYAGE in Time 19</p> <p>Incorréable sur un point-précis de la grammaire anglaise: le sens d'un mot, ou sa prononciation? Vérifier sans hésiter dans le guide FOWLER, pour une bonne utilisation de la langue anglaise.</p>

Venez rejoindre Le Nouvel English Bookclub... dès aujourd'hui

Où, vous pouvez choisir 3 titres parmi ces livres séduisants pour moins de 10 F chacun ET vous pouvez acquérir GRATUITEMENT le magnifique "Oxford Guide to the English Language", une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par l'English Bookclub.

Comment fonctionne The English Bookclub

The English Bookclub fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande - et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres français de l'English Bookclub pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

Grand Choix En tant que membre, nous vous offrons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés

rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne. Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à l'English Bookclub, nous baissons les prix, jamais la qualité.

Magazine Gratuit Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

10 jours d'examen gratuit

Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Economie et Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de l'English Bookclub.

Agissez maintenant! Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.

PLUS FREE MEMBER'S WALLET et gratuitement 1000s d'Adhésions

the english bookclub
87 Newman Street, London W1P 4EN, England.

En cas de réclamation concernant les produits ou services du Club, s'il vous plaît nous écrire directement à l'adresse suivante: The English Bookclub, 87 Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGLETERRE

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française:
The English Bookclub, 60329 Compiègne cedex.

Oui, je désire devenir membre de The English Bookclub, Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

Marquez d'une croix (x) la case ci-contre si vous souhaitez recevoir "The Oxford Guide to the English Language"

Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que 29 F pour l'ensemble des 3 livres étant entendu que je recevrai aussi gratuitement "The Oxford Guide to the English Language", plus seulement 19 F d'envoi et de conditionnement. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit "Bookshop". Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Éditeur, décrits dans le "Bookshop". Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum d'un an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis. Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature _____ Date _____

Cette offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Écrire en majuscules SVP)

M. _____
Mme/Mlle _____
Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

Culture

Cinéma et art populaire brésiliens à Paris

Le reflet d'une évolution

Légende vivante, le cinéma brésilien occupe aujourd'hui la première place en Amérique latine par son importance économique et son rayonnement culturel. Son histoire fut mouvementée.

Après les cinémas indien, chinois, japonais, yougoslave, Jean-Loup Passek poursuit au Centre Georges-Pompidou son exploration des cinématographies, particulièrement avec les grandes nations du tiers-monde, à une époque de grave crise économique, le Brésil battant aujourd'hui tous les records en matière de dette. La rétrospective brésilienne ne se présente pas moins comme la plus cohérente et la mieux organisée à ce jour à Beaubourg, sous la direction

de «cinéma de pose», apparaissent de 1908 : c'est le commencement de la Belle Époque, comme la commentent les historiens. Le public se rue sur la production nationale, veut retrouver à l'écran les crimes, les faits divers, les événements politiques, qui constituent le tout-venant de la vie sociale. Cet essor sera achevé à la veille de la première guerre mondiale.

Paulo Emilio Salles Gomes, dans un texte aujourd'hui classique, *Tractat sobre o cinema brasileiro*, publié pour la première fois en France, en version intégrale, dans l'épais volume qui accompagne la rétrospective, suit la trace d'une évolution intimement liée aux secousses politiques et économiques que traverse le sous-continent. « Nous ne sommes ni Européens ni Américains du Nord, mais privés de culture originale, rien ne nous est étranger car tout l'est », déclare-t-il dans la première

année 60 se réclame). Venu s'établir à Rio-de-Janeiro, il tourne au début du parlant, en 1933, *Gringo Brasileiro*, un drame bourgeois stylisé qu'on peut rattacher aux plus belles expériences du muet, à Stroheim ou Sternberg par exemple.

Le cinéma parlant favorisera l'éclatement d'un phénomène typique du sous-développement, la *chanchada* des années 30-40-50, comédie grotesque souvent dansée et chantée, dont les vedettes seront Oscarito et Grande Otelo (le genre disparaîtra avec l'apparition de la télévision et du *cinéma novo*). Juste après la seconde guerre mondiale, à São Paulo, capitale économique du pays, surgissent les studios de la Vera Cruz, tentative éphémère de créer entre 1949 et 1953 une industrie cinématographique calquée sur celle des États-Unis. On a importé d'Europe des techniciens, on voit grand en réaction contre l'artisanat d'un Mauro et la vulgarité de la *chanchada*. Alberto Cavalcanti, le cinéaste brésilien le plus connu des deux côtes de l'Océan, dont le nom reste lié à l'avant-garde française des années 20 et au documentaire britannique des années 30, prend la direction artistique du studio en 1949, mais cède très vite sa place. Dix-huit films seront produits. Un seul connaît la gloire, *O Campeiro*, de Lima Barreto (1953), primé à Cannes et le seul exportable. Entre-temps la compagnie a fait faillite. Le *cinéma novo*, annoncé dès 1956 par Rio 40° de Nelson Pereira dos Santos, encore très influencé par le néoréalisme, va faire sa percée. Moment d'euphorie (jusqu'au coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964) : sous l'influence de la nouvelle vague française, mais en mettant la notion d'auteur au service d'objectifs d'abord politiques. Après le coup d'État, entre 1964 et 1968, le *cinéma novo* continue à marquer des points avec des œuvres plus idéologiques comme *O Deus do Sertão* (Le Dieu du Sertão), de Saraceni, et surtout *Terre en franges* (1967), de Rocha, et s'efface pendant la dictature de 1968 à 1972, malgré l'énorme succès tant au Brésil qu'à l'étranger de *Macunaima*, de Joaquim Pedro de Andrade, qui marque la fois avec toute une idéologie culturelle brésilienne et la fameuse *chanchada*.

Au pire moment de la répression, et en partie en réaction contre le *cinéma novo*, surgit à São Paulo le mouvement *idigral*, ou underground, également connu sous le nom de «cinéma de l'ordure», du nom du quartier où œuvrent ses principaux défenseurs. Roger Spangher (*Le Fandito de la lumière rouge*, 1968) en fut le plus brillant représentant, avec André Tonucci (*Bang, Bang*, 1971). La dérision règne, souveraine. Mais la tragédie politique s'apaise, les cinéastes exilés rentrent, dont Glauber Rocha, en 1976. Une législation favorable au cinéma est mise en place. Elle portera son fruit avec le complet retour à la démocratie. Le reste appartient à l'histoire du cinéma brésilien.

LOUIS MARCORELLES.

* Centre Georges-Pompidou, du 26 mars au 13 juillet, puis du 16 septembre au 12 octobre.

* *Le Cinéma brésilien*, éditions du Centre Georges-Pompidou, sous la direction de Paulo Antonio Parangana. 324 pages, 300 photos, 195 francs.

Palmarès à Marly-le-Roi

Le grand prix du 5^e Festival national du film d'animation a été décerné à Jacques-Rémy Girey pour *Le Petit Chaperon rouge*, produit par la maison du cinéma de Grenoble et Folimage-Valence. Il est doté d'une somme de 25 000 francs.

Le prix spécial du jury est allé à *Dernier cri*, de Benoît Razy, et le prix de la première œuvre à *Comme un rideau de théâtre*, de Norbert Lafabrie.

VARIÉTÉS

Les Beatles record de vente en compact

Après avoir été au cœur de l'émulation des illusions et désillusions des années 60, Les Beatles s'étaient perdus avec leur légende. La réédition en compact de l'ensemble de leurs chansons les sortent brusquement d'un purgatoire de plus de quinze ans.

A la surprise du show-biz, c'est à un véritable raz de marée que l'on assiste depuis la mise en vente, il y a un mois, des quatre premiers compacts représentant les premiers enregistrements du groupe : un million ont déjà été vendus aux États-Unis, 400 000 en Grande-Bretagne, 100 000 en Allemagne et 100 000 en France. Parallèlement, dans l'Hexagone, les opérations de promotion développées à cette occasion

L'art populaire brésilien, c'est l'imagination et l'ingéniosité à l'œuvre. De l'artisanat éclairé. Il y manque le souffle et l'élan de l'art brut.

« Nous sommes un pays irrédiblement multiple, varié et divers », écrivait Gilberto Freyre, l'auteur de *«Masters and Eslaves»* (1), œuvre fondamentale, quoique contestée, pour comprendre le Brésil et sa civilisation. L'exposition qui se tient au Grand Palais va plus loin que l'illustration de cette «terre de contrastes», chère aux conférenciers de la salle Pleyel. Elle met en évidence l'osmose des trois cultures indienne, blanche et noire — qui imprègnent profondément ce pays.

Dès la première salle, le visiteur se trouve en présence de cinq majestueuses figures de proue. Elles défilent magnifiquement les embarcations du rio São Francisco, véritable trait d'union du Brésil historique, du Minas Gerais au Sergipe. Ces *caracaras*, superbes têtes de lion sont l'œuvre du même artiste, mort en 1984 à plus de cent trois ans : Francisco Biquiba Dy Lafumete Guarany, arrière-petit-fils d'un prêtre espagnol qui vécut avec une Noire

du Mozambique. Du côté maternel, il descendait d'Indiens du Paragacu, d'où son surnom — Guarany — qu'il intégra à son nom. Plus loin, le «mendiant» d'Agnaldo Manoel Dos Santos rappelle évidemment les fétiches africains. Et ce n'est pas un hasard si le sculpteur bahianais Louco prête à saint François d'Assise des traits négroïdes. Quant à la figure de l'Indien, on la retrouve partout, y compris dans les personnalités de la crèche. Enfin, les ex-voto de bois sculptés, pas très catholiques, dont on voit ici quelques exemplaires, s'entassent chaque année dans les églises avant que les curés n'en fassent régulièrement des auto-dafés officiels.

Mais l'exposition entend aussi montrer que l'art populaire brésilien est bien vivant, intégré à la vie contemporaine. Par les masques aux plus récents, de l'ampoule électrique au bidon d'huile. Et par les thèmes qu'il évoque : tous les saints du panthéon brésilien mais aussi des scènes de la vie quotidienne : ensemble rock, réunion de cadres, parties de football, motocyclistes, et bien sûr des camions, cette figure centrale de l'économie populaire. Le véhicule est lui-même orné de motifs géométriques ou de paysages peints sur les garde-boue. Sans parler de

tous les arts dérivés du carnaval et des innombrables écoles de sambas dont on nous montre ici quelques costumes défilés. La musique, art populaire par excellence, ne peut être représentée que par le biais de quelques vidéos, mal réglées.

La plupart de ces objets sont des tableaux naïfs. Et pas seulement les figures naïves. Les figurines d'argile, les animaux de bois ou les barques dédiées à Iemanjá, la déesse de la mer, également. Façon d'indiquer qu'il s'agit bien là d'art à part entière et non de pièces plus ou moins ethnologiques. C'est donc avec cet œil-là que l'on nous demande de les apprécier. On est bien forcé de constater que, de ce point de vue, l'ensemble ne soulève pas l'enthousiasme, comme si les autres exigences des organisateurs — symbiose des cultures, vivacité de la culture populaire — avaient faussé le choix. Il manque sans doute à ces éléments disparates d'un artisanat éclairé les élan et le souffle de l'art brut.

EMMANUEL DE ROUX.

* Brésil, arts populaires. Grand Palais, jusqu'en 18 mai.

(1) Gallimard, coll. «Bibliothèque des histoires».

Au Musée d'art contemporain de Dunkerque

Jean-Luc Poivret, peintre sur aéroplane

Le Musée d'art contemporain de Dunkerque est installé à proximité d'un chantier naval, sur fond de grues et de poutrelles, site éminemment postindustriel. On ne saurait s'étonner d'y voir exposées les œuvres de Jean-Luc Poivret.

Quel artiste serait plus à l'aise ici qu'un peintre accoutumé à troquer la toile sur chassis des générations précédentes pour des allures de pièces de fuselage ou de moteurs puissamment détachés d'avions bons pour la casse ou le musée ? Sur ces supports, qu'il choisit pour leur courbe, leur brillance d'aluminium ou d'alliages polis par la viscosité et l'usage, Poivret peint tout naturellement des motifs sérieux. Les deux ogives jaillies d'une tymphe, la bulle transparente d'un cockpit ou, plus poétiquement,

l'envolée d'un nuage ou d'une fumée, voilà ses thèmes favoris.

De temps à autre, histoire de rompre avec son iconographie «Tanguy et Laverdure», il s'inspire de contemporains, des pyramides de Lévit ou d'un fantôme mécanique due à l'imagination de Miro. Mais, incorporant ces citations à son entreprise décorative, il leur communique cet air d'inachevé et d'incertain qui est devenu sa marque distinctive.

Est-ce par souci de cohérence, parce qu'il raffole des aéroplanes démantelés, que Poivret préfère les images incomplètes, les couleurs qui font mine de s'écarter, les vernis qui ont séché trop tôt ? Avec une belle habileté de praticien habitué aux cascades du métier, le peintre éprouve et met en jeu toutes les possibilités de la peinture aéronautique. Un bonbon, l'arrondi d'un intrados, le cercle brûlé d'un réacteur lui sont occasions pour des exercices d'adresse. Comme, de surcroît, Poivret n'hésite pas à découper le métal et à mettre à nu les structures d'une machine, il joue des nuances de la couleur, l'éclat d'une quasi-sculpture que l'on devine en partie inspirée de celle d'un Woodrow.

Le résultat a de la vigueur et de l'élégance, une élégance non dénuée d'humour, tant il apparaît que Poivret ne goûte rien autant que la légèreté, et qu'il voudrait composer une œuvre tout aussi scabreuse et dansante que la course des Spitfire chers à son cœur. Reste à savoir combien de temps un peintre peut pratiquer la voltige avant de se briser les ailes.

Quoi qu'il en soit, une telle présentation, si elle était suivie d'autres de la même veine, donnerait à Dunkerque une politique d'expositions digne de ce nom. Depuis sa fondation, le Musée d'art contemporain, ce noble instrument, n'a pas été utilisé autant qu'il le mérite. Convenablement exploité, il aurait la capacité de faire équilibre à son alter ego de Villeneuve-d'Ascq. Deux pôles seraient pas de trop dans une région qui ne paraît guère décidée encore à défendre l'art actuel.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée d'art contemporain, avenue des Belles, Dunkerque ; jusqu'au 26 avril.

MUSIQUES

Les mélodies de Chopin interprétées par Liliane Mazeron

L'art de dire en chantant

Les Musiciens Amoureux n'ont récemment pas : leur soirée «Chopinata» consacrée aux œuvres rares de Chopin (*Le Polonoise* et *Le Sonnet pour violoncelle et piano*), le trio notamment a connu un succès moins vif que la précédente, où le quatuor Flammer, la pianiste Jean-François Heiser et la cantatrice Bernadette Antoine avaient présenté le quintette de Florent Schmitt, la sonate de Paul Dukas et des mélodies de Ravel et de Roussel. La raison, peut-être, est que les vrais chefs-d'œuvre méconnus inspirent davantage leurs interprètes que les pages secondaires de compositeurs plus illustres.

Il y a parfois des excès, et le concert du 6 avril restera marqué par les mélodies de Chopin dites de façon exceptionnelle, à proprement parler, par Liliane Mazeron. David Abramovitch au piano lui

donnait idéalement la réplique, en vrai complice de tous les instants. Avec une voix dont tel ou tel aspect peut indisposer les amateurs d'un purisme standardisé, Liliane Mazeron allie une intelligence musicale peu commune à une exacte connaissance de ses moyens, dont elle tire parti sans jamais faire sentir l'effort ou la gêne avec une infinie variété de nuances et d'accents.

Indépendamment de l'assimilation des techniques du bel canto et de la mélodie tour à tour sollicitées ici et souverainement maîtrisées, le secret de Liliane Mazeron est celui, tant vanté déjà par Reynaldo Hahn, des grands chanteurs de café-concert (Mayol entre autres) qui savaient donner à chaque couplet son caractère et à chaque mot son poids sans alourdir la phrase pour autant. C'est l'art aussi d'un Fischer-Dieskau, à cela près que Liliane Mazeron, moins magistrale, y ajoute une fantaisie plus piquante.

Mettez en balance deux artistes de renommée si différente et bien embarrassant : les réunir sous le patronage de l'inoubliable interprète de *Cousine* peut sembler le comble du paradoxe. Mais c'est qu'en-dehors des différences, ils ont en commun cet art de la diction qui manque cruellement à tant de grands illustres.

GÉRARD CONDÉ.

* Prochaine soirée le 4 mai à 21 heures. Au programme : *Dans la nuit*, le poète, chanté à mettre en scène d'Adrienne Cloistre, suivie d'un régal de Jean-Claude Fumelle au piano forte : œuvres de Jacin et Schubert.

● PRÉCISION. — A la fin de notre article consacré au festival de film arménien (*Le Monde* du 8 avril), nous avons attribué un faux numéro de téléphone au Studio 43. Voici le numéro exact : 45-23-46-78.

C.F.

«Les Tournesols» de Van Gogh sont au Japon

Le tableau «le plus cher du monde», les *Tournesols* de Van Gogh, vendu aux enchères chez Christie's, à Londres, le 30 mars dernier, a été acheté par la compagnie d'assurances japonaise Yasuda. Cette firme, qui l'a payé plus de 24 millions de livres sterling, possède déjà une importante collection d'œuvres d'art, près de 450 tableaux, pour la plupart de peintres français et japonais des dix-neuvième et vingtième siècles. Selon l'un des porte-parole de la salle des ventes londonienne, «il est juste que le tableau revienne au Japon ou l'une des versions de la série des *Tournesols* peintes par Van Gogh a été détruite pendant la guerre». L'œuvre sera exposée, en octobre 1988, dans le musée Kasai de la firme Yasuda à Tokyo, à l'occasion du centenaire de la société.

Mais, à Paris, les enchères s'envolent aussi. Une toile de Marc Chagall représentant un musicien de cirque a atteint, lundi 6 avril, à l'hôtel des ventes de Drouot, la somme record de 4,29 millions de francs et l'*Artère rouge*, du même peintre, la somme de 4,09 millions de francs. M^{rs} Guy Lardier, organisateur de la vente, a indiqué que les quelque cent cinquante œuvres dispersées avaient atteint la somme de 30 millions de francs.

J'ai le plaisir de vous annoncer la sortie de la nouvelle édition du

DICTIONNAIRE MONDIAL DES COMÉDIENS

DISTAR Editions
5, Rue Lincoln, 75008 PARIS
Tél. : 48-09-11-49

En avant, av
celui de l'indé



«Le Dieu noir et le Diable blond»
(Dons e o Diabo na Terra do Sol) (1963) de Glauber Rocha

de Paulo Parangana, natif de Rio-de-Janeiro, journaliste à Radio-France internationale et rédacteur à la revue *Parti*.

Tout commence quelques années à peine après l'accès du pays à l'indépendance, en 1889, et la proclamation de la République. Les premiers films des frères Lumière sont importés dans le courant de l'année 1896, avant même ceux de Thomas Edison. Un forain italien, Alfonso Segreto, amène de France des caméras et de la pellicule vierge et tourne les premières vues en 1898. Le cinéma à l'origine, comme partout, est documentaire, on filme des vues «naturelles», selon l'expression consacrée. Les premières fictions, connues sous le nom

partie de son essai. Ecrivain, ayant vécu à Paris après guerre — il y rédigea le premier grand livre sur Jean Vigo. — Paulo Emilio, comme l'appelaient ses familiers, fut jusqu'à sa mort, en 1977, le gourou et l'analyste lucide que tout le monde allait consulter à São Paulo. Plusieurs des auteurs à qui l'on doit les études rassemblées dans le livre de Parangana furent ses élèves.

L'histoire du cinéma brésilien commence véritablement à l'avènement du parlant. Un artisan du Minas-Gerais trace le chemin dès la fin des années 20, Humberto Mauro (que Georges Sadoul fut le premier à révéler hors du Brésil) et dont Glauber Rocha, comme tous les représentants du *cinéma novo* des

Irlande 1 semaine
de ferme ferme : 1540 F*

En Irlande, bonnes vacances ça se dit République Tours.

REPUBLIC TOURS

Prix par personne, base 4 personnes :
Balcon + voiture personnelle
+ 7 nuits.
Avril-mai-octobre 87.

1, av. de la République
75011 Paris
Tél. : 43.55.39.30
Téléc. : 210.956.

سكنا به الجاهل

Culture

THÉÂTRE

« Comme on regarde tomber les feuilles »
d'Yves Marchand

Bel-Ami chez le docteur

Maupassant et son médecin,
la confrontation
fait naître deux profils
de l'écrivain.

Messieurs les docteurs Potain, Barand, Porzi, Dejerine, Terrillon, Lanelongue, Magitot, Granchet, Boucard, Blanche, Maurice... Ce n'est là qu'un tout petit nombre de médecins que consulta Guy de Maupassant, à partir du jour où, en 1876, il avait vingt-six ans — il commençait de souffrir de maux de tête, de douleurs dans la région du cœur, d'un herpès.

L'année suivante, en 1877, il annonce, très crâneur, à un ami : « J'ai la grande vérole, celle dont est mort François I^{er} ». Il mourra à quarante-deux ans, et tous ses lecteurs s'étonnent de ce qu'un douze ans — entre *Boule-de-Souff*, son premier récit, 1880, et sa mort — et malgré ses douleurs, ses séjours en maison de santé et dans les villes de cure, il ait été capable d'écrire huit romans, trois cents nouvelles, des récits de voyages et des centaines de chroniques.

La pièce d'Yves Marchand, *Comme on regarde tomber les feuilles*, nous fait voir et entendre deux hommes, un médecin et un écrivain. Ils s'entraînent, ils s'engueulent, ils se boudent, ils se rabibochent, bref ça chauffe, et les gens qui ont lu *Une vie*, *Deux amis*,

Fort comme la mort, *Notre cœur*, etc., croiront être victimes d'un mirage, car ces deux hommes, le médecin comme le malade, prononcent des phrases du même Maupassant, reconnaissables au passage.

Yves Marchand n'a pas cherché à donner un « portrait » de Maupassant. Mais sa pièce est plus saisissante, car nous percevons deux profils de Maupassant, comme si les paroles du médecin qui essaie de soigner l'écrivain étaient les paroles que l'écrivain ne veut pas prononcer lui-même, et ne veut pas trop entendre, quoiqu'il les ait provoquées.

Bernard Fresson, avec un art consommé, et une adresse d'exécution magistrale, joue le médecin, mais il s'est fait le corps carré, la nuque de marbre, les yeux absents, qu'avait Guy de Maupassant, alors qu'Yves Marchand, qui interprète avec ferveur et subtilité Maupassant, joue non pas l'apparence mais l'esprit de l'écrivain, ce qu'il cachait en société, ses doutes, ses inquiétudes, et ce qui est très étrange, une médiocrité de façade, une banalité de « représentation ».

C'est une pièce insolite, prenante, mise en scène par Annie Sinigaglia, et qui se joue dans ce lieu tout à fait irréel qu'est le Casino d'Enghien.

M.C.

* Théâtre municipal du Casino d'Enghien, jeudi 9, vendredi 10 et samedi 11 avril, à 20 h 45.

« Annie Wobbler », d'Arnold Wesker

Galerie de portraits

Annie, Anna, Annabella :
trois visages de femmes.
Christiane Cohendy
leur prête le sien.
Une belle performance
d'actrice, mais
une pièce mal fichue.

« Les grands thèmes, c'est bon pour les philosophes et les Allemands », fait dire Arnold Wesker à Annabella, la troisième femme de sa pièce, *Annie Wobbler*. Boutade d'un auteur anglais qui procède par petites touches, et préfère l'humour aux grands sentiments. Dans *Annie Wobbler*, il brosse tour à tour le portrait d'une soufflante, d'une étudiante et d'un écrivain célèbre. Toutes sont saisiées au moment de la mise au point, de l'arrêt sur image. Elles examinent leur reflet dans la glace, et l'interrogent. Quels que soient leur âge et leur condition sociale, le bilan est plutôt douloureux.

Arnold Wesker manie le trait d'humour avec brio. Il a de la tendresse pour les personnages, mais sa pièce manque de réel ressort dramatique. On la visite comme une plaisante galerie de portraits, sans avoir vraiment envie de s'attarder. Malgré

la belle performance de Christiane Cohendy. Pour elle, ces rôles à métamorphoses sont en or, et le public lui fait à juste titre un triomphe. Frippée et sale, le visage blafard, elle est Annie, la soufflante désignée, le « sac de coke » voué dès sa naissance à servir les autres. C'est un très beau personnage, comme choqué. Elle retire ses hardes. Elle fait la vamp devant la glace, s'habille de sous-vêtements noirs, se maquille en outrance, le tout avec la fébrilité volontaire d'Annie, l'étudiante de Cambridge qui décide soudain d'allier la séduction physique à la séduction intellectuelle. Puis la voici superbe femme du monde, un écrivain imbibé pourtant, un écrivain à succès qui donne sa recette : surtout, pas de message.

Elle a du punch, Christiane Cohendy, et un sacré mépris. Mais la pièce et la mise en scène de Gilles Chavassieux, qui déploie parfois des gadgets un peu lourds (douche, vidéo), nous laissent tous comptes faits amusés plus que concernés.

DOULE QUIROT.

* Théâtre de l'Athénée, salle Christiane Bérard, jusqu'au 25 avril.

Musset et Feydeau au Splendid

Formidable Anémone !

Bon, au Splendid, on y va pour rigoler. Des entrées, on se bouscule, on chahute, on rigole : arriver à la caisse tient du grand stèle-chasse. L'obstacle franchi, on regarde pour la centième fois les photos de *Le Père Noël est une ordure*, *Nuit d'ivresse*, *Papy fait de la résistance*. Ce soir-là, le rideau s'ouvre sur un caprice, d'Alfred de Musset, et sur une scène où il est question d'une bourse, d'un gland, accessoirement d'amour ; mais pour l'amour, on verra plus tard. Tant pis pour Mariel Combeau, qui essaie de défendre, plutôt mal que bien, son personnage de comtesse de vingt ans, délaissée par son mari (Gérard Darmon) et secourue par une amie (Anémone). *Ce Caprice* est un tout petit divertissement — il dure cinquante minutes — qui demande à ses interprètes beaucoup de finesse, d'humour et, pour intéresser un public d'aujourd'hui, un grain de folie qui n'existe ni chez les comédiens ni chez le metteur en scène, Pascal Aubier, dont on nous dit dans le programme qu'il fut explorateur. Bon, ce n'est pas grave. Anémone a beaucoup de talent, de l'abattage comme on dit sur les boulevards ; Gérard Darmon, une vraie présence qui convainc de ses capacités à servir un texte classique. On ne s'ennuie donc pas et on rit.

Seconde partie avec Georges Feydeau et *On purge bébé*. Toto a sept ans et ne veut pas prendre la purge qui remèderait à ses embarras gastriques, au grand dam de sa mère, Julie Follavoine (Anémone), épouse d'un porcelainier (Gérard Darmon) qui pourrait décrocher un fabuleux contrat militaire s'il parvenait à convaincre un fonctionnaire de la défense, Adhémaume Chouilloux, de

la qualité de ses vases de nuit. C'est joué sans arrière-pensée par deux comédiens d'exception : on rit. Cela n'empêche pas de regretter le manque de travail manifeste d'une petite troupe pourtant réellement sympathique. Anémone est formidable ? On le savait déjà. Seul motif de satisfaction : Gérard Darmon fait la preuve que le théâtre pourrait s'insérer plus souvent à l'ail.

OLIVIER SCHWITT.

* Le Splendid Saint-Martin. A 20 h 30 du mardi au samedi. Tél. : 42-08-21-93.



presses universitaires de nancy
Distributeur CID Paris

Communication

La chaîne accusée de ne pas respecter ses obligations

La 5 sous surveillance

Ironie du sort ! Le jour même où paraissait au *Journal officiel* les engagements souscrits par le groupe Bouygues pour transporter TF 1, producteurs audiovisuels et professionnels du cinéma s'inquiétaient de l'attitude des nouveaux propriétaires de la 5 en la matière.

La Fédération française des producteurs et le Bureau de liaison des industries cinématographiques ont, en effet, attiré l'attention de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), mercredi 8 avril, sur le non-respect de son cahier des charges par la chaîne de MM. Berlusconi et Hersant. Des dispositions réglementaires contraignent l'ensemble des télévisions privées à diffuser en moyenne 50 % d'œuvres audiovisuelles et de films d'origine française (et 60 % émanant de la Communauté européenne). Or, « sur les quinze premiers jours programmés par la nouvelle 5, onze étaient américains, trois britanniques et un seulement français », déplore M. Pascal Rogard, le secrétaire général de la Fédération française des producteurs. « Quant aux séries, toutes anglo-saxonnes, sauf une : l'inspecteur Derrick, qui est d'origine allemande ».

Les deux regroupements professionnels reconnaissent dans leurs lettres adressées à la Commission nationale de la communication et

des libertés, que le respect d'un quota ne saurait s'apprécier sur quelques semaines. Mais ils estiment que le décalage pris par la cinquième chaîne deviendrait rapidement irréparable, s'il devait perdurer.

Tout en admettant que « la 5 n'aurait annoncé sa grille définitive que pour septembre prochain », M. Dely de Galard, qui anime la cellule « programme » de la CNCL, a demandé au directeur de la chaîne, M. Philippe Ramond, de soumettre à la Commission un « calendrier évolutif » pour l'application progressive des nouveaux quotas. Elle a convoqué une réunion pour débattre de l'ensemble de la programmation de la chaîne. A plus long terme, explique-t-on rue Jacob, la CNCL compte renforcer les effectifs du service chargé de l'observation des programmes et recruter un directeur pour le diriger.

L'enjeu est d'autant plus sérieux que le non-respect — même provisoire — par la 5 de son cahier des charges pourrait donner des idées aux autres chaînes privées. La Une tiendra-t-elle ses promesses, si la principale concurrence ne le fait pas ? M. Jean Drucker, PDG de M 6, commence, lui, à s'interroger sur la marche à suivre. « Nous respectons nos obligations depuis le premier jour. Cela exige de gros efforts, mais c'est une question de

déontologie, explique-t-il. Mais si les cahiers des charges ne sont que des chiffres de papier, nous en tirerons toutes les conséquences ».

L'agacement du PDG est d'autant plus vif que son souci de respecter ses engagements au pied de la lettre se heurte à d'innombrables difficultés. Ce sont d'abord les sociétés d'auteurs (SACEM pour la musique, SCAP pour les auteurs et producteurs, etc.) qui se concurrencent et se montrent, selon lui, exagérément gourmandes : « Leurs demandes sont proprement extravagantes. Si nous devions les satisfaire, nous pourrions mettre la clé sous la porte ». M 6 s, en outre, est assignée en justice par un syndicat d'artistes-interprètes, mécontents des conditions de vente de certaines archives de l'Institut national de l'audiovisuel à la chaîne. Bref, tout semble se liguier pour empêcher M 6 de « diffuser français ». La 5 se trouve, une fois encore, placée dans une situation beaucoup plus favorable, s'empare M. Drucker. La diffusion de séries américaines ne se heurte à aucun obstacle juridique, et coûte beaucoup moins cher.

M. Robert Hersant risque-t-il de faire école ? Il dynamiserait alors l'ensemble du dispositif gouvernemental de « mieux-disant culturel », que la CNCL est justement chargée de faire respecter.

PIERRE-ANGEL GAY.

La guerre des étoiles

(Suite de la première page.)

Si elle regrette son « statut précaire » de pigiste, elle apprécie « l'autonomie totale » que cela implique et souhaite garder ses deux magazines d'actualité politique (« Questions à domicile » et « 7 sur 7 »). « Je n'ai toutes inquiétudes pour l'avenir », dit-elle. Sérenité confirmée par les intentions qu'on prête à M. Francis Bouygues, conquis par son professionnalisme et son charme : il lui confierait de hautes responsabilités au sein de la rédaction.

PPDA tient bon, bien que très sollicité par A 2, répétant qu'il a « toujours refusé de prendre la place de [son] ami Sérillon ». « Très satisfait » de son émission du dimanche, « A la folie, pas du tout », sur TF 1, se permettant même un coup de pub pour la chaîne de la 5, il fait état de « longues conversations qu'il a eues avec Philippe Ramond de la 5 et avec l'équipe Bouygues ». Partira, partira pas ? « On verra, dit sagement Chancel. Je suis de la famille d'A 2, de plein cœur, mais parfois les familles connaissent la séparation, pas le divorce... » Comprenez qui pourra ! Jacques Martin entend rester au-dessus de la mêlée. « Je ne connais pas Francis Bouygues », dit-il, « et je verrai bien comment se présente la prochaine saison. Ce ne sont pas les propositions qui manquent, pour d'autres chaînes qu'A 2 ». Gérard Holtz, enfin, commentateur sportif avec des démanagements d'animateur, s'interroge, tout haut. Après avoir loué la « superbe machine » qu'est A 2, il reconnaît que des télévisions comme la sienne, la 5, lui ont fait « des offres de transfert dans une autre « club », étranger... Offres auxquelles il n'est « pas insensible ». En négociation également avec TF 1, il résume la situation ainsi : « Disons qu'aujourd'hui il y a 50 % de chances que je reste et 50 % que je parte... ».

Climat tendu
sur Antenne 2

Les vedettes de la deuxième chaîne résistent, pour le moment, aux chants de sirène de la Une. Mais elles sont aussi sollicitées par le tandem Hersant-Berlusconi sur la 5. Ironie, le seul mouvement observé jusqu'à présent s'est fait en sens inverse : la chaîne publique a débouché la prime donnée de Berlusconi, Roger Zabel...

Michel Drucker, prudent, se refuse à toute décision : « avant une dizaine de jours ». Plongé dans « une grande réflexion », il ne cache pas être « depuis longtemps en négociation avec la 5 », en train de « rediscuter son contrat actuel avec A 2 » — qui prend fin en juin — et dit avoir « rencontré récemment Bernard Tapie à TF 1 ». Bernard Pivrot est moins loquace. Ayant longtemps repoussé les offres alléchantes faites par Hachette — crédibilité littéraire oblige ! — il est actuellement harcelé par la 5 et par TF 1, où M. Bouygues miserait gros pour attirer un aussi beau poisson, qui vaut bien ses 80 000 F sur A 2. Interrogé sur son avenir, il ne nie pas être l'objet de convoitises et sursauts, mais reste laconique : « Quand on est en négociation, on ne le crie pas sur les toits... ».

Autre muet du sérail, Claude Sérillon, qui « préfère ne rien dire pour le moment, étant donné le climat tendu qui règne sur A 2 ». Jacques Chancel, pour sa part, joue les équilibristes. Un des « pères fondateurs de la chaîne », il fait état de « longues conversations qu'il a eues avec Philippe Ramond de la 5 et avec l'équipe Bouygues ». Partira, partira pas ? « On verra, dit sagement Chancel. Je suis de la famille d'A 2, de plein cœur, mais parfois les familles connaissent la séparation, pas le divorce... » Comprenez qui pourra ! Jacques Martin entend rester au-dessus de la mêlée. « Je ne connais pas Francis Bouygues », dit-il, « et je verrai bien comment se présente la prochaine saison. Ce ne sont pas les propositions qui manquent, pour d'autres chaînes qu'A 2 ». Gérard Holtz, enfin, commentateur sportif avec des démanagements d'animateur, s'interroge, tout haut. Après avoir loué la « superbe machine » qu'est A 2, il reconnaît que des télévisions comme la sienne, la 5, lui ont fait « des offres de transfert dans une autre « club », étranger... Offres auxquelles il n'est « pas insensible ». En négociation également avec TF 1, il résume la situation ainsi : « Disons qu'aujourd'hui il y a 50 % de chances que je reste et 50 % que je parte... ».

Dans cette débauche de « meun-paysant audiovisuel », où la cote des stars anticipe des hauteurs vertigineuses, les vedettes du jour demandent ont compris le parti qu'elles pourraient en tirer, et rêvent d'acquiescer leur autonomie pour pouvoir se vendre plus librement sur le marché. C'est le cas du « tueur gagnant » : Collaro, Drucker et Sabatier. Chacun a fondé sa propre maison de production, pour mieux négocier ses productions.

« Depuis le 1^{er} janvier, je suis prestataire de services », explique Stéphane Collaro. D'ordinaire, ce n'est plus avec moi, mais avec cette société (de deux cents personnes) que TF 1 — ou toute autre chaîne — signe un contrat. On négocie un budget global, pas un salaire de

star, et ce sera à l'équipe collective, de voir si elle peut faire un profit ou non. Déjà, avec ma société de production, j'ai réalisé une économie de 45 000 F par rapport à la somme demandée par la SFP ! Si Collaro entend signer un contrat d'exclusivité avec une seule chaîne française, il veut produire d'autres programmes pour les autres chaînes, car « la demande ne peut que grandir », et vendre des cassettes — des compilations de « Cocoricooboy » par exemple — à l'étranger. Des contrats ont déjà été signés en Italie et en Allemagne.

Michel Drucker voit encore plus grand. « Je suis actuellement coproducteur de mon émission, dit-il, et bientôt j'en serai le producteur, car j'aurai, à la rentrée, mon propre studio de production. C'est une question de moyens, pour « Apogée ». Bernard Pivrot n'a besoin que de quatre chaînes, alors que j'ai dû monter un spectacle, alors que des vedettes, venues souvent de l'étranger », Drucker rêve déjà de produire un show international, dont il céderait l'exclusivité française à une chaîne. « Pour cela, dit-il modestement, il me faudrait l'accès à un satellite pour diffuser simultanément, en direct, dans plusieurs capitales... ».

Patrick Sabatier, enfin, n'est pas en reste. Ayant fondé lui aussi sa propre société de production Télévision, il y a presque un an, il se présente en force pour la bataille de la rentrée. Soit choix d'une chaîne dépendra de « l'indépendance et de l'autonomie que l'on me garantira avec « vue consultative sur toute la grille des variétés » et « un show à 20 h 30 le vendredi ». Pour être « totalement autonome », il exige de « ne dépendre que de la direction générale de la chaîne ». Quant à sa société de production, « elle est prête, dès demain, à fournir aux chaînes qu'elle projette d'émission clé en main ». Comme ses concurrents, Sabatier rêve de « présenter des émissions sur une chaîne et d'en produire sur d'autres ».

Bref, on nous annonce un remake de la « guerre des étoiles » !

ALAIN WOODROW.

EN BREF

Appel de candidature pour les radios locales privées de la région parisienne. Le *Journal officiel* du 9 avril publie la décision de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) concernant la répartition des fréquences radio en région parisienne et dans le département de l'Oise. Les radios locales privées souhaitant obtenir (ou se voir réattribuer) une fréquence doivent faire parvenir leur dossier de candidature à la CNCL en vingt exemplaires — avant le 4 mai à 20 heures. Les dossiers sont à retirer à la CNCL, 56, rue Jacob à Paris 75006.

Le conseil des prud'hommes de Nancy demande à FR 3 de lui communiquer des films. Dans une « notification de décision » de droit, le conseil des prud'hommes de Nancy a demandé à la direction régionale de FR 3 de lui communiquer une série de reportages réalisés lors de l'occupation, l'été dernier, de l'usine CGEE Alsthom de Nancy, cette projection pouvant « apporter certains éléments et fournir au conseil le moyen de véri-

fier les allégations faites de part et d'autre ». Le conseil doit se prononcer sur le licenciement de plusieurs salariés. Pour la direction de l'entreprise, les films de FR 3 « permettent de démontrer la participation active de certains salariés et notamment l'entrave à la liberté du travail des non-grévistes, l'atteinte à la sécurité et la violation d'une décision de justice ». La direction régionale de FR 3 a saisi son service juridique... (AFP.)

Gérard Leclerc nouveau président de la Société des journalistes d'Antenne 2. La Société des journalistes d'Antenne 2 vient de renouveler son conseil d'administration. Gérard Leclerc a été élu président de ce nouveau conseil composé de Bernard Marchetti (secrétaire général), Georges Hansen (adjoint général adjoint), Germaine Mail (trésorière), Bruno Albin, Hervé Buisson, Claude Carré, Philippe Lefait, Noël Maréchal, Claude Sérillon, Pierre Serra et Marcel Trillet. Créée en octobre dernier, la Société des journalistes d'Antenne 2 avait élu un conseil d'administration provisoire jusqu'à lors présidé par Paul Lefèvre.

Préavis de grève
à RFI
pour le 16 avril

Les syndicats de journalistes SNJ, CFDT et CGT de Radio France internationale (RFI) ont déposé, mercredi 8 avril, un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le 16 avril, dès 5 heures du matin. Ce mouvement, décidé à l'issue d'une assemblée générale des journalistes, veut ainsi protester « contre la réorganisation des rédactions sans concertation et le mépris dont fait preuve la présidence à l'égard de [leurs] conditions de travail, mais aussi en raison du parachutage de rédacteurs en chef venant de l'extérieur ».

Le PDG de RFI, M. Henri Tézenas du Moncel, vient en effet de nommer Jean-Marie de Morant au poste de rédacteur en chef de la station chargée de la politique intérieure, de l'économie et du social, et a annoncé l'arrivée prochaine d'un rédacteur en chef chargé de la section internationale (service diplomatique, Afrique). Jean-Marie de Morant, grand reporter à TF 1, a été auparavant journaliste à *L'Aurore* et au *Matin de Paris*, tout en collaborant aux *Echos* puis à *Antenne 2*. Pour la rédaction de RFI, ces deux nominations sont en contradiction avec les décisions prises lors d'un comité d'entreprise du 18 mars dernier prévoyant un nouvel organisme fondé sur des « promotions internes ».

Le mécontentement des journalistes de RFI porte aussi sur « un accroissement considérable » de leurs charges de travail, notamment depuis le 29 mars où il a été décidé que la station émette vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La rédaction, qui juge « positive » l'organisation en « services spécifiques » de la station, proteste contre le fait que ces changements ne soient pas accompagnés d'une augmentation des effectifs, indispensable pour assurer l'extension des permanences.

M. Bernard Wouts
président
du Monde Imprimerie

A la suite de l'assemblée constitutive de la société anonyme Le Monde Imprimerie, les premiers administrateurs ont été désignés. Pour le Monde qui détient 66 % du capital social, il s'agit d'une part de la SARL Le Monde représentée par André Fontaine et de la Société des Rédacteurs du Monde représentée par Marcel Lubert, d'autre part de Bernard Wouts, administrateur général, de Jacques Gueunet, directeur des imprimeries et d'Eric Pailloux, directeur financier. Pour le groupe Presse-Hachette, qui détient 34 % du capital, il s'agit de France Editions et Publications représentée par Frank Ténor, d'Edi 7 par Gérard de Roquemaurel, de France Monde par Ghislain Laleu et d'imprimerie Héro Corbail par Joseph Loozev.

A l'issue de cette assemblée, le conseil d'administration a nommé Bernard Wouts président de la société et Jacques Gueunet directeur général.

« Petits boulots »

Une convention
pour les porteurs
de journaux

Les porteurs de journaux et les correspondants de presse locaux bénéficieront, à compter du 1^{er} avril, d'une exonération de 50 % de la cotisation minimale annuelle d'assurance-maladie qui sera prise en charge par l'Etat. Et cela à condition que le revenu annuel n'excède pas 22 000 francs.

Une convention, signée le mercredi 8 avril entre le ministère des affaires sociales et de l'emploi et les représentants des trois syndicats professionnels de la presse quotidienne copartout une idée qui circulait depuis l'été dernier.

Fréquente dans certaines villes de province, notamment dans le Nord et l'Est, cette activité de portage de journaux assure le plus souvent un revenu de complément et consiste à distribuer les journaux à domicile, tôt le matin. Environ cinq mille personnes la pratiquent actuellement et la profession estime possible le doublement du chiffre.

Ainsi, après l'exonération des charges sociales pour les emplois à domicile ou l'assouplissement apporté à l'exercice de la vente à domicile, M. Séguin poursuit son objectif en faveur des « petits boulots ».

Le Monde

PUBLICITÉ
ARTS ET SPECTACLES

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

théâtre

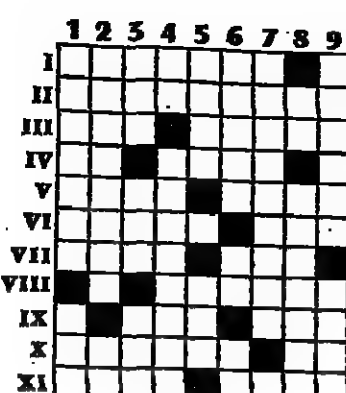
Le théâtre est un art qui a toujours été au cœur de la culture humaine. Il permet de raconter des histoires, d'explorer des thèmes universels et de créer une expérience collective. Dans ce numéro, nous présentons une sélection de spectacles remarquables, allant des classiques aux créations contemporaines. Nous vous invitons à découvrir les talents de nos artistes et à partager leur passion pour le théâtre.

Le théâtre est un art qui a toujours été au cœur de la culture humaine. Il permet de raconter des histoires, d'explorer des thèmes universels et de créer une expérience collective. Dans ce numéro, nous présentons une sélection de spectacles remarquables, allant des classiques aux créations contemporaines. Nous vous invitons à découvrir les talents de nos artistes et à partager leur passion pour le théâtre.

Le théâtre est un art qui a toujours été au cœur de la culture humaine. Il permet de raconter des histoires, d'explorer des thèmes universels et de créer une expérience collective. Dans ce numéro, nous présentons une sélection de spectacles remarquables, allant des classiques aux créations contemporaines. Nous vous invitons à découvrir les talents de nos artistes et à partager leur passion pour le théâtre.

« services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Fait le bonheur des uns et le malheur des autres. - II. Qui pousse à bien manger. - III. Partie de partie. Propose à la naissance de certaines étoiles. - IV. Lettres de lettres. Etaient tout feu tout flamme. - V. N'offre aucune difficulté à celui qui a répondu à tout. Ont donc provoqué des réactions. - VI. Ce qui

PROBLÈME N° 4460

est perdu pour lui ne l'est pas pour tout le monde. Déclenchait des « attaques » qui faisaient parfois des blessés. - VII. Pas enveloppé. N'est donc pas à même de nous en faire voir de toutes les couleurs. - VIII. Saisit mais pas avec les mains. - IX. Entraîne des désertions. Ni l'un ni l'autre. - X. Partent en morceaux. Pas dépassés. - XI. Qui permet donc de cultiver sans piocher. Espouré de cadavres.

VERTICALEMENT

I. On lui ouvre sa chemise pour le dépeupler. Procède à un changement. - II. Sorties d'une gourde. Limite les efforts. - III. Se met dans les affaires. Existe en deux lieux totalement différents. Pour ceux ou celles qui sont bêtes à manger du foin. - IV. N'échappe pas à toutes les recherches. Donne lieu à une agitation passagère. - V. Vit dans les ténèbres. A donc quitté les ténèbres. - VI. Mauvais état. Note. Fait voir la vie en rose. - VII. On y vend des tomates. - VIII. Eclat de verre. Ce n'est pas avant d'y entrer qu'il faut

vider les poches. - IX. N'apporte rien de bon. Dort.

Solution de problème n° 4459

Horizontalement
I. Grimacier. - II. Ravalés. - III. Rien. Cm. - IV. Bêre. Trop. - V. On. Es. Obi. - VI. Ute. Et. Al. - VII. Irascible. - VIII. Lencocyte. - IX. Lâ. Eu. - X. Isariote. - XI. Usées.

Verticalement

I. Gribouillis. - II. Râ. Entrées. - III. Ives. Eau. - IV. Maître. Scieu. - V. A. Secou. - VI. Cont. Tte. H. - VII. IS. Ro. Byron. - VIII. Cobalt. Tâ. - IX. Remplisse. Es.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 9 avril 1987 :

DES DÉCRETS :
N° 87-243 du 3 avril 1987 modifiant le décret n° 85-1385 du 27 décembre 1985 relatif au redressement et à la liquidation des entreprises.

N° 87-246 du 6 avril 1987 relatif à l'exercice du droit de réponse dans les services de communication audiovisuelle.

N° 87-251 du 6 avril 1987 relatif au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique agricole.

UN ARRÊTÉ :
N° 87-244 du 6 avril 1987 fixant les bases de calcul du remboursement forfaitaire de taxe sur la valeur ajoutée pour les auteurs de grande valeur.

ENVIRONNEMENT.

Dans les Alpes-Maritimes

Les écologistes ne veulent pas d'un trentième port de plaisance

NICE de notre correspondant régional

Avec 29 ports de plaisance sur 120 kilomètres de côte, représentant 15 000 postes de tourisme, le département des Alpes-Maritimes détient le record de densité des places de bateaux offertes sur le littoral français. Un nouveau projet d'agrandissement, le premier depuis plus de dix ans, a vu le jour à Golfe-Juan, sur la commune de Vallauris, où l'on envisage de construire un port de près de 800 places. Il est vivement contesté par les défenseurs de l'environnement.

Le nouveau port de Golfe-Juan, qui sera le deuxième implanté sur la commune de Vallauris et le cinquantième dans le golfe entre Antibes et Cannes, a reçu, de justesse, le 24 mars, le feu vert de la commission départementale des sites (10 voix pour, 8 contre et 2 abstentions). Toutes les administrations intéressées avaient, auparavant, donné leur accord, y compris le ministère de l'environnement qui s'était, dans un premier temps, prononcé défavorablement.

En dépit de l'appui d'une cinquantaine de scientifiques, dont certains de renom, les écologistes ont également perdu la bataille des signatures lors de l'enquête publique. Leur principal argument est que le nouveau port va détruire, de façon irréversible, 23 hectares d'habitats de positions et de cytodécès, deux phénomènes insurmontables. Ils s'élèvent plus généralement contre une nouvelle restructuration du rivage s'ajoutant à une soustenance d'opérations qui ont déjà supprimé ou fortement dégradé 13 % de l'étagé infra-littoral (de 0 à - 20 mètres) du département où la vie sous-marine est intense.

« Trop, c'est trop. Il faut que les constructions de ports s'arrêtent et, comme la loi littorale le permet, que l'on fasse appel à des formules légères d'aménagement, tel le stockage des bateaux à terre », déclarent MM. Pierre Naudet et Alexandre Meinez, responsables du Groupement des associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur (GADSECA).

Pour le maire (PR) de Vallauris, M. Pierre Domet, « le projet correspond à un besoin réel puisque huit cents plaisanciers sont inscrits sur des listes d'attente ». Il souligne également l'aménagement d'une promenade et d'une nouvelle plage de 400 mètres (dont la création est soumise à la commission de l'urbanisme financière de l'opération). Parmi les mesures compensatoires est, enfin, prévu un repiquage d'herbiers qui laisse plus que sceptiques les scientifiques. Le GADSECA a d'ores et déjà annoncé qu'il attaquerait le permis de construire du port devant le conseil d'Etat.

GUY PORTE.

TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	BONNES DE ZODIAC	SOMMES GAGNÉES	TERMINAL	FINALES ET NUMÉROS	BONNES DE ZODIAC	SOMMES GAGNÉES
1	17 211	10 000	10 000	6	17 286	10 000	10 000
2	0 772	10 000	10 000	7	0 772	10 000	10 000
3	0 812	10 000	10 000	8	0 812	10 000	10 000
4	0 852	10 000	10 000	9	0 852	10 000	10 000
5	0 892	10 000	10 000	10	0 892	10 000	10 000
6	0 932	10 000	10 000	11	0 932	10 000	10 000
7	0 972	10 000	10 000	12	0 972	10 000	10 000
8	1 012	10 000	10 000	13	1 012	10 000	10 000
9	1 052	10 000	10 000	14	1 052	10 000	10 000
10	1 092	10 000	10 000	15	1 092	10 000	10 000
11	1 132	10 000	10 000	16	1 132	10 000	10 000
12	1 172	10 000	10 000	17	1 172	10 000	10 000
13	1 212	10 000	10 000	18	1 212	10 000	10 000
14	1 252	10 000	10 000	19	1 252	10 000	10 000
15	1 292	10 000	10 000	20	1 292	10 000	10 000

TOUS LES BILLETS NE DÉSIGNANT AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES BONNES SUIVANTES :

GAZELLE LION TAUREAU GAGNENT 100,00 F

7 13 14 43 45 48 31

POUR LES TRACES DES MARCHÉS 15 ET 16 AVRIL 1987

VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

TRACHE DU MARCHÉ 8 AVRIL 1987

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

Economie

Le financement de la Sécurité sociale

Le gouvernement veut répartir les responsabilités

« M. le ministre, nous vous avons demandé un verre d'eau : nous vous remercions de nous offrir un bain », déclarait, la semaine dernière, un des interlocuteurs de M. Philippe Séguin, au cours des premières rencontres préparatoires aux futurs « Etats généraux » de la Sécurité sociale. Cette consultation s'étendra dans le temps, du début de mai à l'automne, et dans l'espace, sur le plan local comme sur le plan national, et associera le Parlement et les partenaires sociaux. On peut craindre qu'elle donne lieu à une cacophonie où se mêleront les revendications de détail et la réaffirmation de positions de principe et de propositions maintes fois exposées.

Ce qui pousse cependant le gouvernement à s'engager dans une démarche non dénuée de risques, c'est à la fois l'occasion et la nécessité.

La nécessité, c'est celle de trouver, dans les quelques années qui viennent, le moyen de consolider la situation de la Sécurité sociale et en particulier, du régime général. En effet, celui-ci voit ses recettes qui reposent à 93 % sur des cotisations assises sur les salaires, réduites par l'effet de la crise. M. Séguin a pu, à bon droit, répéter à Saint-Etienne, mercredi, que la Sécurité sociale est « malade du chômage » qui coûte 100 milliards de francs par an à l'ensemble des régimes : une affirmation que nul ne peut contester et que la CGT, par exemple, ne rejeterait pas. Or, ce chômage n'est pas près de disparaître : une étude récente de l'INSEE a montré que même avec un effort considérable d'investissement, on ne peut espérer le voir baisser sensiblement d'ici à 1991 (le Monde du 31 janvier).

Or, parallèlement, les dépenses d'assurance-vieillesse s'accroissent régulièrement, de façon structurelle, par l'effet de l'allongement de la vie, de la « maturation » des régimes des retraites et de l'avancement de l'âge de cessation d'activité. Celles d'assurance-maladie tendent aussi à augmenter par suite du vieillissement de la population, d'une attention croissante portée à la santé et d'une tendance générale à la médicalisation.

Ainsi, même si le déficit du régime général en 1986 (2 milliards de francs) ne représente que 3 % des dépenses, le fond tend à s'élargir chaque année entre les recettes et les dépenses. Les socialistes ont pu un temps le combler par des économies importantes, la prise en charge de certaines dépenses par l'Etat, des recettes nouvelles et une gestion active de la trésorerie. Mais ils n'ont pu modifier la tendance, d'autant qu'ils ont, en 1985, supprimé plusieurs recettes, notamment la contribution de 1 % sur les revenus imposables (représentant plus de 12 milliards de francs) et opéré quelque 10 milliards de francs de débudgétisations.

Pour trouver économies et ressources, le gouvernement étudie la méthode déjà utilisée en 1986 en renvoyant la balle aux partenaires sociaux : il élargit le débat en tentant d'impliquer les élus (nationaux et sans doute locaux) et, au-delà, l'ensemble des Français à travers différents corps intermédiaires.

La tentative n'est pas absolument inédite : en 1983, M. Pierre

Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales, avait entrepris dans un Livre blanc, cette pédagogie sur l'évolution des dépenses de protection sociales et avait, à cette occasion, instauré un débat parlementaire qui fut sans suite. Il avait évoqué un « Grenelle de la protection sociale » qui n'aboutit pas parce qu'il devait plutôt répartir des sacrifices que des avantages, contrairement à la rencontre de Grenelle de 1968. Mais le gouvernement actuel, qui peut être soupçonné de vouloir réduire la protection sociale, doit prendre davantage d'assurances en élargissant le cadre de la pédagogie et de la consultation.

M. Séguin a pu ainsi se livrer à un double exercice. Il a voulu se replacer dans la ligne de l'évolution de la Sécurité sociale. D'autre part, il a cherché à obtenir un premier consensus avec les partenaires sociaux sur la nécessité de diversifier les ressources du régime général en ne les laissant pas reposer exclusivement comme aujourd'hui sur les cotisations salariales et en faisant appel à la fiscalité, comme c'est le cas dans la plupart des pays européens.

Restait à définir la forme de cette fiscalité : le nombre des contribuables tendant à se restreindre, il faudrait sans doute envisager un prélèvement sur l'ensemble des revenus et donc, touchant aussi au moins une partie des personnes non imposables. Le gouvernement étudie. Mais une telle contribution ne serait acceptable que si elle était compensée par ailleurs, par exemple par une taxation des revenus mobiliers ou des placements boursiers (comme celle qu'a précoi-

sé la CGC). Le ministre des affaires sociales n'avait pas paru hostile à une telle hypothèse, même si, officiellement, celle-ci a été écartée.

De même, M. Séguin peut espérer trouver dans le rapport du groupe de sauvegarde de l'assurance-vieillesse qui vient d'être publié un accord pour une retraite plus « contributive » et donc moins onéreuse.

Cette recherche du consensus sur la sécurité sociale n'exclut pas cependant les préoccupations politiques, voire électorales. Redoutant que le Parti socialiste, après les communistes, ne fasse de ce sujet sensible un thème de mobilisation en vue de l'élection présidentielle, le gouvernement cherche, en organisant le débat, à retourner la situation à son profit.

Il peut espérer faire passer plus facilement des mesures importantes (économies ou augmentations des cotisations) dans l'ensemble des discussions, bref, de transformer la menace en paramètre.

Mais, à brève échéance, le gouvernement va devoir trouver des recettes nouvelles pour boucler l'exercice 1987. M. Séguin a évalué à 24 milliards de francs le besoin de financement du régime général à la fin de cette année. Pour y faire face, le temps est compté : plus l'on tarde et plus la recette choisie, cotisations ou contribution, devra être importante. Cette contrainte plaide en faveur d'une nouvelle augmentation de la cotisation vieillesse, qui aurait un rendement plus rapide qu'un prélèvement fiscal.

GUY HERZLICH.

M. Séguin évoque un « redéploiement » des prélèvements sociaux obligatoires

SAINT-ETIENNE
de notre envoyé spécial

Le financement du régime général de la Sécurité sociale peut difficilement reposer uniquement sur les cotisations salariales : c'est ce qu'a indiqué M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, le mercredi 8 avril à Saint-Etienne, à l'occasion de l'entrée de la vingt-sixième promotion du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.

Selon M. Séguin, la Sécurité sociale, déjà « malade du chômage », est également menacée par « les modifications des types d'emploi, de dire la substitution de postes très qualifiés et en nombre restreint à une main-d'œuvre abondante, ou si l'on préfère, au moins partielle de l'homme sur la machine ». Il faut donc « s'interroger sur le caractère exclusif de l'assiette des cotisations sociales fondées sur les seuls salaires ». Il faut aussi, a-t-il ajouté, « se demander s'il n'y a pas lieu de procéder à un redéploiement des prélèvements obligatoires sociaux, mais aussi fiscaux ».

M. Séguin a indiqué que ce n'était pas à lui de répondre, mais sans doute aux états généraux de la protection sociale.

Outre le financement, M. Séguin a donné quelques indications sur les sujets qui devront être examinés au cours des états généraux de la Sécurité sociale. Il s'agit notamment de l'équilibre des régimes d'assurance-vieillesse, menacé par le vieillissement de la population et l'avancée de l'âge de la retraite :

M. Séguin a évoqué aussi la possibilité de créer des « régimes optionnels » de retraite comme celui qui existe pour les artisans. Y figure aussi évidemment la situation de l'assurance-maladie : selon le ministre, les Français devront dire « quelle part de leur revenu national ils souhaitent affecter à la consommation des soins » et s'interroger sur « le partage entre la prévoyance collective assurée par la Sécurité sociale et la prévoyance individuelle complémentaire, assurée par les mutuelles et les compagnies d'assurances ».

Par ailleurs, le ministre des affaires sociales a précisé que le débat parlementaire sur la Sécurité sociale, annoncé par M. Chirac, aurait lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat dans la deuxième quinzaine de mai ou les premiers jours de juin.

G.H.

● Air Inter paralyisé à 40 %. — La compagnie Air Inter ne pourra assurer 40 % de ses vols, le vendredi 10 et le samedi 11 avril, en raison d'une grave organisation par le Syndicat national des officiers mécaniciens navigants (SNOMAC). Ce syndicat continue de s'opposer à la suppression du mécanicien dans le poste de pilotage du futur Airbus A-320 et demande que cet appareil soit conduit par deux pilotes et un mécanicien. Toutes les compagnies ayant acheté un Airbus ont choisi de le faire piloter par deux hommes, à l'exception de l'australien Ansett. Pour tout renseignement sur les vols maintenus, Air Inter : (1) 45-39-25-25.

AFAIRES

Pour résister à l'automobile

La RATP veut transformer l'usager en client

La RATP contre-attaque. Elle n'avait guère le moral, ces derniers temps, entre les grèves de la fin de l'année 1986, le contrôle titanesque du ministre des finances sur sa gestion et ses investissements, un métro colonisé par les clochards et un trafic stagnant. La démolition commençait à se faire sentir jusque dans l'encadrement. M. Michel Rousselot, directeur général, a donc décidé de convoquer l'ensemble de son entreprise à « un changement culturel profond » baptisé « politique commerciale » et qui suppose que soit reconnue « la primauté du voyageur » du haut en bas de la pyramide de la Régie.

La RATP constate qu'elle a manqué son pain blanc. Ce ne sont pas les petites prolongations de lignes de métro vers Bobigny ou la Défense qui créent d'importants flux de trafic supplémentaires. En revanche, la voiture individuelle fait un retour en force dans les déplacements de la région parisienne grâce à la baisse du coût du carburant. Il ne coûte pas plus cher qu'en 1978 d'utiliser sa voiture. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si la part des transports en commun est tombée, dans la circulation régionale, de 46,2 % en 1969 à moins de 34 % aujourd'hui ?

Dans le même temps, la Régie est contrainte de reconnaître que son autonomie financière est faible. Les ventes de billets ne représentent que 34 % de ses recettes. Les gouvernements successifs ont empêché une hausse convenable de ses tarifs afin de ne pas peser sur l'indice des prix. Elle doit donc, conformément aux directives du ministre de l'économie et des finances, des ressources supplémentaires que celui-ci lui accorde avec de plus en plus de mauvaise grâce, en intervenant constamment dans ses décisions. Les tarifs réduits, les cartes orange notamment, ont attiré des usagers supplémentaires sans augmenter ses ressources.

M. Robert Jung, chef du service du marketing et de l'action commerciale, décrit les trois axes de la politique commerciale en gestation. « D'abord, il nous faut fidéliser notre clientèle, dit-il. Cela veut dire

établir, par mailing ou par minitel, un bilan transport pour tous ceux qui déambulent vers la périphérie de l'Île-de-France afin de les persuader de continuer à utiliser les transports collectifs. Cela veut dire, aussi, améliorer la qualité du service, offrir aux clients des services jugés, ils supportent de plus en plus mal la baisse de la propreté du métro ou de ne pas connaître le temps d'attente à l'arrêt du bus. Nous avons découvert avec étonnement que 85 % d'entre eux préfèrent marcher plutôt que d'attendre le bus. Lorsque nous aurons mis au point des produits correspondant à ces demandes, nous le ferons savoir pour résister à la pression médiatique de la voiture individuelle. »

L'auto, voilà l'ennemi auquel il convient de subtiliser la clientèle. « Nous visons une cible d'un million de déplacements par jour ouvrable, parmi les cadres, les femmes au foyer, les jeunes et les non-résidents. Toutes ces catégories ne sont prisonnières ni de la voiture ni des transports en commun. Elles sont très mobiles. Elles ne possèdent pas la carte orange. Pour les séduire, la RATP dispose d'atouts non négligeables. »

Pub et pages à la rescousse

Dans Paris, et entre Paris et sa petite couronne, aux heures creuses, la RATP étudie une tarification incitative, une amélioration de l'information et de l'ambiance. A l'intérieur de la petite couronne, y a mieux à faire, notamment en matière de lignes de bus où les correspondances sont aléatoires. La RATP s'apprête à lancer une opération pilote qui concernera une zone de 150 000 habitants de la banlieue sud-ouest où la rationalisation du réseau s'accompagnera d'une campagne massive d'information. En grande banlieue, le rabattement des usagers vers le réseau RER suppose une relance de la politique de construction de parcs de stationnement de dissuasion.

Enfin, conclut M. Jung, « nous luttons contre la fraude, qui coûte 400 millions de francs par an et qui choque certains segments de notre

clientèle. Pourquoi pas une action d'éducation au milieu scolaire allant de pair avec le renforcement des contrôles déjà décidés ? »

La machine commerciale s'est déjà mise en marche. Une direction de l'action commerciale et de la communication a été créée au début de cette année. Environ trois cent cinquante cadres supérieurs ont appris à manier le mot « client » au cours d'une convention réunie les 23 et 24 mars. La Régie forme un attaché commercial par ligne, afin par exemple — de trouver le moyen de diminuer les queues aux guichets. Des campagnes publicitaires en faveur des transports en commun vont fleurir à la télévision et dans les journaux. Une nouvelle tarification, plus simple et plus incitative, est à l'étude. Une carte à « puces » et la monétique relèveront, après-demain, le guichet au musée des antiquités. L'agent est prié de sortir de sa réserve, de ses certitudes et de son bureau pour rendre le voyage plus agréable. Une de rétro ? Oui, répond M. Jung, mais en action. »

ALAIN FAUJAS.

Pour le rachat d'American Motors

Chrysler prend de faibles engagements sur les ventes de Renault aux Etats-Unis

Le conseil d'administration extraordinaire de Renault qui devait examiner, le 8 avril, la lettre d'intention signée par Chrysler pour le rachat des 46 % détenus par la Régie dans American Motors Corp. (AMC) a été repoussé à la deuxième quinzaine d'avril. Chrysler entend utiliser la totalité du délai de quarante-cinq jours après la signature de la lettre d'intention le 9 mars « pour examiner en profondeur AMC ». L'accord définitif ne sera conclu qu'après.

Pour l'heure selon des sources américaines, cette lettre prévoit que Chrysler commercialisera, jusqu'à

la fin de 1991, la Medallion (R 21 américaine), y compris dans ses versions ultérieures (4 x 4, 6 cylindres) à travers le réseau AMC, mais sans engagement de volume de la part de Chrysler qui dispose, en effet, avec la Le Baron, d'un modèle concurrent. Renault, qui a commencé la commercialisation de la Medallion en mars en Amérique du Nord, avait prévu d'en exporter 50 000 en année pleine, mais avec un dollar inférieur à 6,20 F, la Régie perd de l'argent sur ces ventes.

En revanche, sur la Premier, voiture de conception 100 % américaine, fabriquée dans l'usine canadienne d'Alfred Newburg de Brampton et qui sera lancée en septembre prochain, Chrysler prend, dans la lettre d'intention, des engagements chiffrés bien inférieurs aux objectifs initiaux de Renault. L'Américain s'engage à commercialiser au moins 300 000 Premier d'ici à la fin de 1991, alors que la Régie prévoyait 60 000 véhicules pour 1987 et 120 000 les années suivantes (y compris la version coupé). Chrysler propose une clause de non-concurrence et une indemnité de 1 300 dollars par voiture non ven-

due en dessous de 300 000. Les Premier pourront être distribués par le réseau AMC ou par le réseau Chrysler, mais dans ce dernier cas, l'Américain ne s'engage pas à incorporer les composants Renault (moteurs, boîtes de vitesses...) prévus à l'origine. Au-delà de 300 000 Premier vendues, Renault basculera de 21 % le prix de ses composants vendus à AMC, il est vrai quelque peu « tiré » vers le haut.

Au-delà de la fin 1992 ou au-delà de 750 000 Premier vendues, Chrysler ne paiera plus de royalties à Renault (selon les résultats commerciaux, ces royalties peuvent représenter de 83 à 230 millions de dollars) et n'aura plus d'obligation d'achat sur les composants Renault.

Le sort de deux véhicules reste en suspens : celui de l'Alliance (R 9 américaine), dont les ventes sont en chute libre, et de l'Alpine, dont la commercialisation aux Etats-Unis était prévue dans le courant de cette année. En France, la cession d'AMC peut donc avoir des répercussions sur les unités de Maubeuge (Medallion), Douvrain (Premier) et Dieppe (Alpine).

C.B.

Le rapport Laxan

Un nouveau barème plus équitable et plus économique pour l'aide au logement

Endiguer la croissance folle de l'aide personnalisée au logement (APL) devient un impératif. En 1986, l'APL a coûté 17,3 milliards de francs (dont 49 % sont directement à la charge du budget de l'Etat), contre 12,4 milliards pour l'allocation-logement familiale (ALF) et 7,9 milliards pour l'allocation-logement sociale (ALS). L'APL, versée à un million six cent quatre-vingt mille ménages (45 % de locataires, 55 % d'accédants à la propriété), doit être révisée chaque année en juillet et connaît par an deux cent quatre-vingt-dix mille nouveaux bénéficiaires. Le rapport demandé en décembre dernier à une commission présidée par M. Max Laxan, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France, par M. Michel Englebert, ministre de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire et des transports, ne propose pas une refonte en profondeur des systèmes d'aides à la personne mais plutôt un infléchissement de l'APL pour ralentir le sort des victimes de la déflation (ceux qui n'arrivent plus à payer aujourd'hui les mensualités de remboursement d'emprunts faits à l'époque, où les taux d'intérêt étaient au plus haut), et gommer des effets pervers générateurs d'injustices sociales.

Les propositions du rapport Laxan font davantage porter l'effort sur le secteur locatif social, où il est seulement question de supprimer le forfait de charges spécifique aux immeubles avec ascenseurs et, pour les ménages, dont le revenu est supérieur au SMIC (1), d'ajuster le barème de l'APL sur celui de l'allocation-logement. Le taux d'effort (pourcentage du revenu consacré au logement) passera ainsi de 20,4 % à 22,4 % pour un ménage gagnant deux fois et demi le SMIC.

En accession à la propriété, pour venir en aide aux victimes de la déflation, le rapport suggère un transfert sélectif, de l'aide donnée à ceux dont les revenus sont les plus hauts et les mensualités de remboursement les plus faibles, vers ceux qui sont au bord de la catastrophe.

Pour les nouveaux accédants (70 % des PAP et 50 % des prêts conventionnés), dont le lien à une APL, il s'agit bel et bien d'un nouveau barème. Au-delà d'un certain revenu (trois SMIC pour une famille avec deux enfants), l'APL disparaîtrait, ces ménages ne conservant que le bénéfice des déductions fiscales qui, en 1985 et 1986, ont fortement augmenté, et s'ajoutant à l'APL, ont considérablement réduit le taux d'effort de ces familles. L'APL resterait à son niveau actuel pour les familles dont les ressources

sont autour de deux fois le SMIC. Pour les familles les plus défavorisées, dont les possibilités d'endettement sont actuellement dangereusement excédentaires, la commission suggère de plafonner l'APL versée pour une construction neuve trop coûteuse (500 000 francs pour une maison). Cette mesure aurait pour but de décourager les ménages de se lancer dans des programmes trop ambitieux (où l'APL devient la ressource principale), et d'encourager la constitution d'un apport personnel à la propriété. Elle serait compensée par une allocation logement révalorisée, versée en cas d'acquisition d'un logement ancien, moins coûteux (et notamment d'une HLM, puisque la vente en est facilitée).

Enfin, le nouveau barème de l'APL gommerait les avantages excessifs que représente aujourd'hui l'acquisition-amélioration par rapport à la construction neuve.

Un milliard d'économie

Au total, et tout bien compté, on économiserait ainsi un milliard de francs environ. Si le gouvernement adoptait ces mesures, il réduirait au moins la progression de l'APL. Surtout, pour guider en juillet prochain les responsables de la révision du barème de l'APL, utiles pour aider à construire cet état de budget 1988, ces propositions traitent pas pour autant le mal à la racine. Le système, né de la loi de 1977 sur la réforme du financement du logement, n'était viable que si le pouvoir d'achat des familles augmentait régulièrement et si le rythme de l'inflation restait supérieur à 8 % par an. Au fil du temps, le système s'est dégradé et est désormais à bout de souffle (le Monde du 8 mars 1986). De légers replâtrages ne suffiront pas à le rendre viable, et à cet égard, le constat dressé par le rapport Laxan est féroce dans sa simplicité. Il faudra bien mettre en chantier une nouvelle réforme du financement du logement, mieux adaptée au contexte économique actuel. M. Balladur, ministre de l'économie et des finances, vient de confier à M. Michel Enard « une mission d'étude sur les prêts hypothécaires en vue de moderniser les méthodes de financement du logement » dont les premières conclusions devront être remises le 30 juin prochain. Est-ce le signe qu'une vraie réforme est en projet ? On ne peut que le souhaiter, et souhaiter que les échéances électorales ne viennent pas en ralentir l'élaboration.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Le SMIC est actuellement de 4 660 francs.

SCIENCE & TECHNIQUE

COMMENT CHOISIR VOTRE TABLEUR

AVRIL 87

1520

50/100

Etranger

Les conséquences du désordre monétaire

La Corée du Sud va abaisser ses tarifs douaniers sur 83 produits

La Corée du Sud vient de décider d'abaisser de 6,6 % en moyenne les droits de douane sur les importations de quatre-vingt-trois produits : automobiles, télévisions, bière, ordinateurs, téléphones. Séoul manifeste ainsi sa volonté de réduire son différentiel commercial avec Washington. Le ministre sud-coréen des finances a indiqué que cette mesure prendrait effet en juillet et porterait notamment sur 207 millions de dollars d'importations en provenance des Etats-Unis.

Washington fait pression, depuis quelque temps, sur la Corée du Sud pour qu'elle réduise son excédent commercial, qui a atteint 7,4 milliards de dollars en 1986 vis-à-vis des Etats-Unis, et déjà 1,2 milliard de dollars pour les seuls mois de janvier et février 1987.

La guerre du won et du dollar

Le won a accompagné le dollar dans sa chute depuis la fin de 1985, donnant une forte compétitivité aux fabrications sud-coréennes. De plus, Séoul, qui a bénéficié, comme les autres pays, de la baisse des prix pétroliers en 1986, a choisi de rééquilibrer ses comptes extérieurs et de se désendetter vis-à-vis de l'étranger, plutôt que d'accroître ses importations. Aussi M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, réclame-t-il une forte réévaluation du won, ce que la Corée refuse.

M. Chun In-Yong, ministre sud-coréen des finances, a, en revanche, précisé l'ampleur des concessions douanières qui avaient été décidées. Les droits sur les importations de voitures de grosses cylindrées seront abaissés de 60 à 50 % ; sur les importations de bière, de 100 à 80 % ; sur les ordinateurs et téléphones, de 20 à 15 % ; sur les aspirateurs et autres appareils électroménagers, de 35 à 30 % ; sur les téléviseurs couleur, de 35 à 25 %.

Le groupe des Sept demande à Tokyo de relancer son économie

Les sept grands pays industriels ont réaffirmé, le mercredi 8 avril leur engagement en faveur de l'accord du Louvre du 22 février dernier et leur volonté de stabiliser les grandes monnaies « autour de leurs niveaux actuels ».

Les sept ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales de chaque pays concernés « ont réaffirmé leur engagement à l'égard de l'approche en coopération arrêtée » lors de leurs derniers travaux à Paris, précise le communiqué publié à l'issue de quatre heures de réunions au Trésor à Washington.

Il sont « tombés d'accord [pour estimer] que des actions supplémentaires seront essentielles pour résister à des pressions protectionnistes croissantes, soutenir l'expansion économique mondiale et réduire les déséquilibres commerciaux ».

Le groupe des Sept (G-7) « a favorablement accueilli » les propositions émises par le Parti libéral démocrate au pouvoir au Japon et destinées à stimuler l'économie japonaise grâce à une rallonge budgétaire.

Le Japon a été ces jours derniers la cible de critiques de ses partenaires américains et européens, qui lui reprochent de ne pas faire assez d'efforts pour ouvrir ses marchés à la concurrence extérieure et réduire ses exportations.

Dans les semaines qui ont suivi l'accord du Louvre, signé le 22 février, le dollar a continué de glisser par rapport au yen (-6,5 %), en dépit d'achats massifs de dollars par la Banque du Japon et par d'autres banques centrales.

Peu après la publication du communiqué du G-7, alors que le marché des changes s'ouvrait à Tokyo, la Banque du Japon est à nouveau intervenue pour empêcher le yen de monter trop vite, le dollar battant à nouveau ses records de baisse à 144,70 yens avant de se rétablir à 145,40 yens. — (AFP.)

Le FMI révisé en baisse ses prévisions de croissance pour 1987

Alors que dans ses prévisions de septembre 1986, le Fonds monétaire international avait retenu une croissance du monde industriel de 3,1 % pour 1987, les perspectives économiques publiées jeudi 8 avril par le FMI n'accountent plus qu'une croissance de 2,25 %. La décadation — amorcée depuis 1984 — serait donc plus sensible que prévu.

Le ralentissement de la croissance affectera tous les pays industriels, sauf le Japon et la Grande-Bretagne. Le tiers-monde sera également touché (3 % cette année contre 3,5 % en 1986). Mais après le creux de 1987, les politiques économiques restrictives menées dans la plupart des pays du monde, la croissance devrait être plus soutenue en 1988, d'après les experts du FMI. Ils prévoient une augmentation du PIB des pays industrialisés de 2,9 %.

Un rapport sur la restructuration de l'économie japonaise

La commission Maekawa recommande l'application de la semaine de cinq jours

Une amélioration radicale des conditions de vie des Japonais — notamment par l'adoption de la semaine de cinq jours — et l'abandon de la protection du secteur agricole, figureront parmi les huit mesures « concrètes » que proposent, à la fin du mois, la commission Maekawa dans son second rapport.

Préparé à la demande du premier ministre, M. Nakasone, et présenté en avril 1986 par un groupe d'experts présidé par M. Haruo Maekawa, ancien gouverneur de la Banque du Japon, le premier rapport avait tracé les grandes lignes d'une restructuration de l'économie japonaise pour la rendre moins dépendante des exportations.

Le second rapport, dont un quotidien japonais, *Yomiuri*, vient de révéler les grandes lignes, doit avancer des mesures concrètes : suppression du régime fiscal privilégié des terres agricoles situées en zone urbaine, afin de contraindre les paysans à libérer ces terrains pour la construction ; élimination de la différence de prix à la consommation entre produits agricoles importés (actuellement lourdement taxés et soumis à des quotas) et les productions agricoles locales, généralement non compétitives.

La commission de vingt et un experts présidée par M. Maekawa demande également l'application effective de la semaine de cinq jours

(de nombreux Japonais travaillent encore le samedi), la création d'installations de loisirs, une augmentation massive de la construction de logements et l'amélioration des conditions de vie et de communication dans les villes moyennes.

Ces mesures sont destinées à accroître la consommation et le niveau de vie des Japonais, dont la propension à l'épargne est jugée responsable de la faiblesse de la demande intérieure.

Pour que les importations bénéficient de ce virage vers la consommation, le second rapport Maekawa propose l'abolition des mesures restrictives dans la distribution. Ce point semble viser l'actuelle limitation des créations de magasins à grande surface. — (AFP.)

Finances

Mise en garde de la Banque de France à propos des nouveaux instruments financiers

Les innovations financières font naître de nouveaux risques pour les banques. Dans tous les pays, les banques centrales s'en inquiètent. Afin de mieux appréhender ces risques et de les surveiller, la Banque de France, à son tour, souhaite engager avec les professionnels une concertation qui pourrait déboucher, « si nécessaire », sur de nouvelles règles prudentielles, selon M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur. La Banque de France a transmis dans ce but un Livre blanc sur « les nouveaux instruments financiers et le risque bancaire » à l'Association française des établissements de crédit.

Prêtant l'argent des autres, les banques sont soumises, dans tous les pays, à un contrôle très strict des autorités de tutelle. Elles sont ainsi toujours tenues de respecter un certain nombre de règles dites « prudentielles », exprimées généralement par des ratios. En France, ceux-ci portent notamment sur leur solvabilité, leur liquidité et leur activité de transformation. Aujourd'hui, ces indicateurs, établis à partir de l'analyse des bilans des banques, ne sont plus suffisants.

Les banques françaises, à l'instar de leurs confrères anglo-saxons, sont en effet de plus en plus actives sur les marchés des nouveaux instruments financiers que sont les contrats à terme de taux d'intérêt ou de taux de change, et les opérations optionnelles. Or, ces opérations n'apparaissent pas dans leur totalité dans les bilans des banques. Conçus pour se couvrir contre les risques liés à la volatilité croissante des taux, ces nouveaux instruments donnent à leur tour naissance à de nouveaux risques. Par leur nouveauté, mais également du fait de leur complexité, ceux-ci sont difficiles à évaluer, et donc à maîtriser. Si les taux d'intérêt augmentent, par exemple d'un point, quelles en sont les conséquences sur la rentabilité d'une banque déterminée ? Les pertes éventuelles peuvent-elles être couvertes ? Les directions générales des établissements de crédit sont encore bien souvent incapables de répondre précisément et instantanément à de telles questions.

Aussi, pour tenter d'y voir plus clair, la Banque de France a demandé à trois inspecteurs de la commission bancaire un premier débroussaillage. Le résultat de leur enquête est consigné dans le Livre blanc sur « les nouveaux instruments financiers et le risque bancaire ». Celui-ci doit servir de base à une concertation avec la profession. Il contient d'ores et déjà un certain nombre d'orientations.

Tout d'abord, la Banque de France insiste sur la nécessité d'une

« saisie globale et constante » de l'ensemble des risques encourus à travers ces nouveaux instruments financiers. Compte tenu de leur complexité et de la rapidité avec laquelle peuvent être pris des engagements, leur suivi n'est pas simple.

Mesurer les risques

« Il est indispensable que les établissements disposent de systèmes de mesure de ces risques », a notamment souligné M. Philippe Lagayette, le sous-gouverneur de la Banque de France, lors de la présentation à la presse du Livre blanc, le mercredi 8 avril. Il faut que les directions générales des banques soient tenues informées en permanence du type et du volume des opérations traitées, précise le texte, estimant en outre que « des limites devraient être fixées aux opérations ». La création de direction unique des marchés au cours des derniers mois dans plusieurs grandes banques est considérée à cet égard comme « une initiative digne d'intérêt » par la commission bancaire.

Afin de permettre un calcul des risques de taux, le Livre blanc préconise ensuite une harmonisation dans les méthodes d'évaluation. Celle-ci pourrait alors déboucher, selon les membres de la commission bancaire, et « si nécessaire », sur une véritable réglementation prudentielle. La concertation devrait maintenant s'engager avec les banquiers de la place. « Il ne s'agit pas de s'opposer à l'utilisation des nouveaux instruments financiers », a souligné M. Lagayette, mais uniquement d'en améliorer l'usage tout en assurant la sécurité du système bancaire français. C'est là une préoccupation commune à tous les banquiers centrés, évoquée à plusieurs reprises par la banque des banques centrales, la Banque des règlements internationaux de Bâle.

ERIK IZRALEWICZ.

DSM, Boite Postale 6500, 4401 IH Heerlen, Pays-Bas.



Le champignon-émetteur.

Les ingénieurs de l'industrie automobile fournissent d'idées pour substituer l'électronique moderne à la mécanique traditionnelle. Mais ces idées sont parfois trop en avance sur les possibilités pratiques de mise en oeuvre : ce fut le cas pour le câble d'accélérateur.

Depuis longtemps, on pensait à installer, sous le pédale d'accélérateur, un minuscule émetteur qui enverrait des impulsions à un récepteur de haute précision, connecté au carburateur ou à la pompe d'injection. Ce système électronique contrôlerait ainsi le débit de carburant que le conducteur commande par l'accélérateur.

Un seul problème : des composants électroniques aussi sophistiqués sont extrêmement fragiles. Aussi fallait-il leur trouver une protection contre les agressions du sel, de l'humidité, de l'huile et des produits chimiques divers : une matière protectrice qui supporte aussi tous les climats, du plus torride au plus glacial, et résiste aux vibrations et aux chocs violents.

En fait, la solution n'était pas loin : très exactement dans les laboratoires de DSM, l'un des plus importants groupes chimiques européens. Là, 1.500 personnes se consacrent à la recherche, là sont mises au point en permanence de nouvelles matières de synthèse : celle qui a permis au « champignon-émetteur » de passer du stade de concept à celui de réalité, et bien d'autres qui contribueront aux progrès de l'industrie automobile dans les techniques d'assemblage, l'électronique avancée ou l'optimisation des matériaux anticorrosion, par exemple :

DSM
Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

Précision mécanique Labinal

M. Serge Becchetti a été nommé directeur général adjoint de Précision mécanique Labinal. Il sera chargé de l'animation et de la coordination des affaires administratives et financières du groupe.

La division générale de Précision mécanique Labinal comprend désormais le président-directeur général, M. Amaury Hahn du Fretay, et trois directeurs généraux adjoints, MM. Serge Becchetti, Jean-Charles Hott et Michel Malfait.

Serge Becchetti, âgé de quarante-neuf ans, licencié en droit, ancien élève de l'École nationale des impôts, est entré chez Précision mécanique Labinal en 1970 comme directeur administratif, après dix ans passés dans l'administration.

Il exerceait depuis 1975 les fonctions de directeur administratif et financier du groupe.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'Electronique Serge Dassault s'est tenue le 7 avril 1987 sous la présidence de M. Bertrand Daugy et a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Pour un chiffre d'affaires de 3 173 MF HT (3 673 MF TTC), l'ESD a dégagé un résultat net, après impôt et intéressement du personnel, de 132,7 MF.

Les investissements 1986 de l'ESD, en immobilisations corporelles, s'élevaient à 174 MF, avec une dotation aux amortissements de 121 MF. L'exercice fait ressortir un autofinancement net, après impôt, de 255 MF.

Les en-cours sur marchés (2 472 MF) étant pratiquement couverts par les avances clients (2 369 MF), la situation de trésorerie est largement positive (251 MF de disponibilités et d'effets en portefeuille). L'ESD a pu effectuer les investissements d'études nécessaires à son avenir : les montants correspondants ne sont pas portés à l'actif du bilan.

Les commandes reçues au cours de l'exercice 1986 s'élevaient à 4 003 MF TTC (3 498 MF HT), le carnet de commandes au 31 décembre 1986 se monte à 8 250 MF TTC (7 200 MF HT), y compris les révisions de prix acquises à cette date. Ce carnet de commandes représente, en francs courants, plus de 2 ans de chiffre d'affaires 1986.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé le paiement d'un dividende unitaire global de 16,20 F dont 5,40 F de crédit d'impôt. Pour l'exercice 1985, le dividende unitaire global était de 13,50 F dont 4,50 F de crédit d'impôt.

Après distribution du dividende, les capitaux propres de l'ESD s'élevaient à 554 MF, couvrant largement les 459 MF du montant net de l'actif immobilisé.

Sur les 2 360 membres du personnel de l'entreprise qui ont bénéficié des 161 250 options de souscription d'actions proposées en 1985, 1 241 personnes avaient, au 31.12.86, levé des options représentant 48 635 actions.

L'assemblée générale extraordinaire, qui a suivi l'assemblée générale ordinaire, a décidé de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves et d'une partie du report à nouveau.

Une action gratuite, portant jouissance au 1^{er} janvier 1987, sera attribuée pour 5 actions anciennes.

L'assemblée générale extraordinaire a recommandé au conseil d'administration de procéder à cette opération avant le 30 juin 1987.

Finances

La privatisation des banques

La Sogenal du règlement mensuel au comptant...

Devant l'engouement du public pour la Sogenal, privatisée la semaine dernière (1,3 million de titres étaient demandés le 7 avril pour 300 000 offres), la Chambre syndicale a suspendu les cotations le mercredi 8 avril. Colles-ci, maintenues à 200 F, devaient reprendre jeudi, mais sur le marché au comptant et non plus sur le marché à règlement mensuel (RM). Une telle mesure est destinée à décourager la spéculation. Sur le comptant, les acquéreurs doivent, en effet, payer immédiatement leurs achats, alors que le RM permet d'acheter « à crédit ».

...et la BIMP en retard sur le calendrier

La privatisation de la Banque industrielle et mobilière privée prend quelques jours de retard sur le calendrier prévu. L'offre publique de vente des actions de cette petite banque (dont le prix a été fixé à 140 F) devait se dérouler dans la semaine du 13 au 17 avril. Officiellement, le ministre d'Etat n'a pas eu le temps d'arrêter son choix parmi les candidats repreneurs. L'OPV est donc reportée, sans doute d'une semaine. En fait, il semble que la bataille entre les différents candidats soit beaucoup plus vive que pour les privatisations précédentes. Sont notamment dans la course Michelin, ancien actionnaire de la BIMP, aujourd'hui associé avec la Mutuelle générale de France, et M. Georges Fèbreau, avec sa société financière Marceau Investissement, associé avec d'autres entreprises comme Carrefour.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GTM-ENTREPOSE

COOPÉRATION DANS LES TRAVAUX ROUTIERS

Poursuivant sa politique de coopération avec GTM-ENTREPOSE engagée en 1986, DUMEZ a pris une participation de 5 % dans le capital de l'ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE dont l'actionnaire majoritaire demeure GTM-ENTREPOSE.

En outre, le groupe GTM-ENTREPOSE accompagne DUMEZ dans son entrée au capital de WEILER, société lyonnaise spécialisée dans la route et le bâtiment.

CASINO

Lors de la réunion du conseil de surveillance du 3 avril 1987, les associés-gérants ont fait part de leur intention de proposer à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 21 mai 1987 :

— la réduction de la valeur nominale de l'action de 100 F à 10 F par division du titre ;

— l'augmentation simultanée du capital social de la société par attribution gratuite d'une action de 10 F pour dix actions de 10 F résultant de la division des titres de 100 F, jouissance du 1^{er} janvier 1987, les porteurs d'actions sans droit de vote recevant des actions à dividende prioritaire, dans la même proportion ;

— la modification des conditions d'attribution du droit de vote double, celui-ci n'étant accordé qu'aux actions justifiant d'une inscription nominative depuis au moins quatre ans.

Cette nouvelle disposition ne s'appliquera qu'aux inscriptions nominatives intervenant après la date du 21 mai 1987, les actions inscrites au nominatif avant cette date bénéficiant du droit de vote double et elles justifieront d'une inscription nominative depuis au moins deux ans.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le « Bilan économique et social » 1986 à nouveau disponible

En raison de son succès, le Bilan économique et social 1986, brochure éditée par le Monde, est venu à manquer chez certains marchands de journaux. Il est à nouveau disponible, le Monde en ayant décidé la réimpression. Demandez-le à votre marchand de journaux.

Marchés financiers

PARIS, 8 avril ↓

Plus résistante

Pour la seconde journée consécutive, les cours ont baissé marqués à la Bourse de Paris. Mais cette fois, la résistance a commencé à s'organiser. Dans la matinée, un nouveau dérapage de 1,2 % se produisait encore et, un quart d'heure après l'ouverture de la séance principale, il dépassait 1,3 %. Cependant grâce, en particulier, à la belle tenue de Peugeot, également de CSE, les écarts se réduisaient peu à peu et, à la clôture, l'Indicateur instantané s'élevait à 0,46 % seulement en dessous de son niveau précédent.

La perplexité causée par les déclarations américaines assez divergentes sur le dollar reste entière, et le marché a pris acte du refus de Wall Street d'aller plus loin sur le chemin de la hausse et de se vouloir de rendre la main. Il a cependant eu un motif de satisfaction : le démenti donné en haut lieu sur tout projet profondément mis à l'étude, qui consistait à voter les transactions boursières pour renforcer la Sécurité sociale. Cette rumeur rapportée par un quotidien du matin avait, il faut bien le dire, mis la communauté boursière en émoi.

La compagnie financière du groupe Victoire va prendre le contrôle à un peu plus de 50 % de la Société foncière lyonnaise en rachetant au Crédit lyonnais à 5 052 F l'action sa part de 16 % dans le capital de cette affaire. Suspendue le 7 avril, la cotation de Foncière lyonnaise reprendra le 10 avril. Notons d'autre part la forte hausse de Saint-Louis (+11,8 %), résorbée à l'ouverture. Le marché obligataire avait meilleure allure ainsi que le MATIF. Pas plus que pour la baisse de la veille, les spéculateurs ne s'expliquent vraiment cette amélioration.

NEW-YORK, 8 avril ↑

Remontée

Après une séance en dents de scie, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a regagné du terrain le 8 avril, terminant à 2 372,16, en hausse de 11,22 points. Cette progression ne reflétait pas réellement la tendance du marché. On notait ainsi 832 valeurs en repli, contre 717 en hausse. 420 titres sont restés inchangés, dans un marché actif où les transactions ont porté sur 179,84 millions de valeurs (186,4 millions la veille).

Autour du Big Board, les professionnels restaient prudentes dans l'attente de l'issue de la réunion monétaire du G 7 à Washington. Le nouvel accord de faiblesse du dollar faisait craindre un relèvement des taux d'intérêt et une resserrement du crédit par la Réserve fédérale. Des prises de bénéfices se sont manifestées chaque fois que le billet vert montrait des signes de repli.

Parmi les valeurs les plus traitées, on notait First Bankers Florida (+4,3 millions), Public Service Colorado (+4,07 millions) et VAL (3,42 millions).

VALEURS	Cours du 7 avril	Cours du 8 avril
Alcoa	43 3/4	44 1/8
A.T.T.	23 3/4	24 1/8
Boeing	50 7/8	51 3/8
Chemical Bank	38	38 3/8
Du Pont de Nemours	115 1/4	116
Eastman Kodak	78 3/8	78 3/8
Exxon	55 1/2	55 1/2
Ford	35 7/8	36 3/4
General Electric	108	108 1/4
General Motors	52 1/4	54 3/8
Johnson	58 1/2	58 1/2
J.P.M.	146 1/2	147 3/8
L.T.T.	92 5/8	92
McDonald	62 5/8	62 5/8
Pfizer	73	73 1/4
Schlumberger	42 5/8	42 7/8
Union Carbide	25 5/8	25 3/4
U.S. Corp.	38 1/2	38 1/2
Washington	65 3/4	66 5/8
West Corp.	78 1/8	78 1/2

CHANGES

Dollar : 6,0840 F ↓

Le dollar a continué son mouvement de repli le 8 avril sur les marchés des changes, reculant à 6,0840 F à Paris (contre 6,09 F). C'est à Tokyo qu'il était le plus touché : il tombait dans la matinée à 144,96 yens, avant l'intervention de la Banque du Japon qui lui permit de remonter au-dessus de 145 yens. Le Deutsche Mark remonta à 144,96 yens, avant l'intervention de la Banque du Japon qui lui permit de remonter au-dessus de 145 yens. Le Deutsche Mark remonta à 144,96 yens, avant l'intervention de la Banque du Japon qui lui permit de remonter au-dessus de 145 yens.

FRANCFORT 8 avril 9 avril
Dollar (en DM) .. 1,38 1,38
Tokyo 8 avril 9 avril
Dollar (en yen) .. 145,70 145

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (9 avril) .. 77/8-15/16
New-York (8 avril) .. 65/16-67/16

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

7 avril 8 avril
Valeur française .. 111,3 111,1
Valeur étrangère .. 113,9 114,6
C^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général .. 453,4 448,7

NEW-YORK (Index Dow Jones)

7 avril 8 avril
Industrielles .. 2369,94 2372,16

LONDRES (Index « Financial Times »)

7 avril 8 avril
Industrielles .. 1564,5 1586,6
Mines d'or .. 404,9 404,2
Fonds d'Etat .. 90,76 90,61

TOKYO

8 avril 9 avril
Nikkei .. 22943,33 23176,12
Indice général .. 1989,57 1986,44

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 avril
Nombre de contrats : 25 648

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jan 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	107,85	108	107,95	107,75
Précédent	107,65	107,75	107,65	107,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

REDRESSSEMENT DES RÉSULTATS DE L'ESSEUR EN 1986. — Le groupe Lesieur, contrôlé depuis fin 1986 par le groupe suédois Saint-Louis Bouchon, a quasiment doublé son résultat net courant consolidé, grâce notamment à la baisse des prix des matières premières oléagineuses. Ce résultat (part du groupe) a atteint 120,8 millions de francs, soit une progression de 196 % par rapport à 1985. La réduction des effectifs et des frais financiers a ainsi contribué à cette progression.

PROGRESSION DU BÉNÉFICE ET PROCHAINE AUGMENTATION DE CAPITAL POUR BSN. — Le groupe agro-alimentaire BSN a réalisé, en 1986, un bénéfice net consolidé de 1,08 milliard de francs, en hausse de 35,4 % par rapport à 1985. Une augmentation de plus de 1 milliard de francs sera lancée en juin. BSN va, en outre, reprendre la totalité des titres Cofinaba, dont les deux actionnaires, l'Ida et le groupe Lazard, seront rémunérés par 280 000 actions BSN, soit 6 % à 7 % du capital du groupe. Lazard sera ainsi le principal actionnaire de BSN.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.-U.	6,6780	6,6810	+ 65	+ 80	+ 125	+ 160
S. Can.	4,6531	4,6580	+ 18	+ 36	+ 45	+ 72
Yen (100) ..	4,1882	4,1851	+ 125	+ 148	+ 272	+ 305
DM 3,3259	3,3293	+ 98	+ 115	+ 217	+ 240	+ 266
Fl. 2,9476	2,9585	+ 53	+ 65	+ 116	+ 135	+ 146
F.L. (100) ..	16,8082	16,8767	+ 64	+ 131	+ 152	+ 274
ES. 4,8053	4,8099	+ 146	+ 164	+ 307	+ 332	+ 373
L. (1 000) ..	4,6661	4,6718	+ 78	+ 88	+ 146	+ 164
£ 9,8342	9,8451	+ 193	+ 151	+ 346	+ 382	+ 459

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	6 3/8	6 5/8	6 7/8	6 3/8	6 1/2	6 9/16	6 11/16
S.E.-U.	3 3/4	4	3 3/4	3 7/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
DM 3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Fl. 3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
F.L. (100) ..	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 3/8
ES. 9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8
£ 7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AUSTRALIE



BANQUE NATIONALE DE PARIS

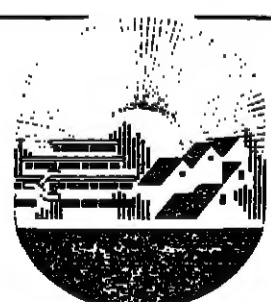
La BNP va prendre le contrôle d'une charge d'agents de change en Australie

La BNP se propose d'acquérir 75 % du capital de la charge d'agents de change australiens A.B.S. WHITE & Co., qui à cette occasion sera transformée en société anonyme. Cette acquisition est subordonnée à l'accord des Autorités australiennes.

A.B.S. WHITE & Co., dont la création remonte au début du siècle (1909), est membre de la Bourse de SYDNEY et dispose en plus de son installation dans cette ville, d'un bureau à MELBOURNE. Bien connue dans les milieux boursiers australiens, cette charge compte une clientèle diversifiée composée d'investisseurs privés, d'institutionnels et d'entreprises.

Cette opération constitue une nouvelle étape dans la diversification des services financiers offerts par la BNP à sa clientèle tant en Australie qu'en France et dans le reste du monde.

BNP, la banque est notre métier



FRANCE HLM

9^{ème} Emprunt de F 750 000 000

Émis avec la garantie de collectivités locales.

Avril 1987

Taux d'intérêt : 8,40 %

Prix d'émission : F 4 788 par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 21 avril 1987.

Durée : 15 ans.

Amortissement : au pair en 12 annuités constantes d'intérêt et d'amortissement.

Taux de rendement actuariel brut : 9,06 %

(au règlement)

France HLM, S.A. au capital de F 5 000 000 - RCS Paris 310134002 - Siège Social : 14, rue Lord-Byron, 75008 Paris

Émission destinée exclusivement au financement des organismes d'HLM.

Bata du 6 avril 1987. Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 87-107 en date du 2 avril 1987 est à la disposition du public à : France HLM, 28, rue du Colisée, 75008 Paris.

Document communiqué par la presse

سكينة المصطفى

8 AVRIL

Cours relevés
à 17 h 37

Comptant (selection)

Second marché (selection)

SICAV (sélection)8/4

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
◊ : prix précédent
★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le chef de l'Etat israélien à Berlin-Ouest. 5 Italie : dernier acte de la crise gouvernementale. 6 Comores : l'opposition reconnaît avoir tiré les ficelles lors des élections. 7 Thaïlande : le débat entre l'armée et les partis.	10 Le débat sur la programmation militaire. 11 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. DÉBATS 2 Tiers-monde.	12 Le débat sur les prisons au Sénégal. 14 Un Salon pour les jeunes : mille métiers à La Villette. — Sports : Bordeaux battu par Leipzig en Coupe d'Europe de football. 16 Dassault-Breguet propose un nouvel avion Rafale.	26 Cinéma et art populaire brésiliens à Paris. 27 Théâtre : En regardant tomber les feuilles, d'Yves Marchand. — Communication : la 5 sous surveillance.	32 Le financement de la Sécurité sociale. 33 Le groupe des Sept demande au Japon de relancer son économie. 34 La privatisation des banques. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision 30 Annonces classées 31 Carnet 16 Météorologie 30 Mots croisés 31 Spectacles 29	• Tchernobyl, un an après. • L'actualité au quotidien. • Gagnat 100 compact-disc. Sports. Immobilier. Bourse. Loisirs. Télémarketing. 36-15 Tapez LEMONDE

M. Mitterrand et l'élection présidentielle

« Mon intention, je la connais... »

D'humeur badine, manifestement enclin aux opérations de charme et de séduction, M. Mitterrand a émaillé son voyage au Portugal de plusieurs conversations informelles avec les journalistes. Voici l'inventaire sommaire de quelques-uns des sujets traités, arbitrairement classés par ordre alphabétique :

● **Clips** : M. Mitterrand n'est pas favorable aux clips politiques à la télévision. « Je ne suis pas pour. C'est une inégalité de plus. »

● **Libé (congrès socialiste)** : le chef de l'Etat, qui adresse traditionnellement un message aux congressistes socialistes, a pris acte de la réponse qui, pour la première fois, lui a été adressée (le Monde du 7 avril). « J'avais envoyé deux ou trois « poudres ». C'est la première fois que j'ai une réponse. Nous gagnons en civilité. »

● **Louvre** : M. Mitterrand, qui souligne-t-il, a beaucoup fait pour aider M. Balladur, entre 1981 et 1986, à financer le Centre Georges-Pompidou, s'étonne que le ministre d'Etat soit ré-

cent à quitter la rue de Rivoli pour permettre l'aménagement du grand Louvre. Il avait, explique-t-il, choisi d'installer le ministère de l'Economie et des Finances qui, Brancly avant de trancher, finalement, pour Bercy, à la suite de démarches effectuées par M. Chirac, maire de Paris. M. Mitterrand tient au transfert du ministère des finances : « Pour le coup, dit-il, cela donnerait envie d'être encore là en 1989. » M. Chirac et Balladur n'étaient pas, si l'on comprend bien, très enthousiasmés pour le laisser s'incruster à l'Elysée. Il ajoute : « En disant cela, je viens sans doute de rendre un grand service au Louvre. »

● **Monstre** : « Quand j'avais soixante-seize ans, mes amis disaient « ce n'est pas un bon âge ». Quand on atteint quatre-vingts ans on devient un monstre sacré. C'est pour cela que j'y cours. »

● **Présidentielle (élection)** : « Mon intention, je la connais... »

J.-Y. Lh.

La Haute Cour de justice devrait être élue le 15 avril

Une institution de la République, pourtant prévue par la Constitution, n'est pas en état de fonctionner : la Haute Cour de justice chargée de juger les ministres pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Certes elle n'a jamais servi, mais elle pourrait bien être utile d'ici peu dans l'affaire Nuoli.

Les membres de la Haute Cour, députés et sénateurs, doivent être élus par la majorité de leurs pairs. A l'Assemblée nationale, les candidats doivent recueillir, impérativement,

289 voix, à bulletins secrets, pour être désignés. Ce n'est pas techniquement très facile, chaque député ayant tendance à ne voter que pour les postulants de son groupe. Ainsi depuis 1958, la Haute Cour n'a été que rarement constituée.

M. Jacques Chaban-Delmas a pris conscience de cette anomalie : les présidents des groupes du Palais-Bourbon aussi. Pas de difficulté pour la répartition des postes, elle sera proportionnelle aux effectifs des uns et des autres : quatre PS, trois RPR, trois UDF, un PC et un FN, pour les titulaires. PS, RPR et UDF se partageant à égalité les six places de suppléants. Mais tous ne veulent pas figurer sur la même liste que les autres.

C'est ce qui avait rendu impossible l'élection l'an dernier. Cette fois un artifice a été trouvé : il y aura cinq listes, mais elles figureront sur le même bulletin. Si lors du vote, le mercredi 15 avril, suffisamment de députés sont disciplinés, l'Assemblée nationale devrait pouvoir être représentée à la Haute Cour.

Le numéro du « Monde » daté 9 avril 1987 a été tiré à 454 789 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 avril

En hausse : + 0,55 %

La Bourse de Paris a progressé de 0,55 % dans la matinée du 9 avril. Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Géophysique (+ 8,93 %), Darty (+ 3,23 %), Prouvost (+ 2,26 %), OBFI Paribas (+ 2,11 %) et Midi (+ 1,96 %). En baisse figuraient Auxilair d'entreprise (- 2,88 %), SCE (- 2,43 %), Synthelabo (- 2,27 %) et Cofimeg (- 1,79 %).

Valeurs françaises			
	Cours	Précéd.	Dernier
Autoroute	961	956	958
Agropar	2220	2250	2240
Air Liquide (L)	725	729	740
Banque (C)	770	778	778
Bouygues	2570	2710	2700
Bouygues	1435	1440	1445
B.S.M.	5220	5290	5280
Carrefour	3800	3800	3800
Chargem S.A.	1800	1820	1815
Châti Méditerranée	880	887	883
Elf (G&L)	1505	1510	1515
ELF-Agip	341 90	341	341
Endo	3220	3225	3230
Laifre-Copie	1645	1652	1653
Lyonn. des Eaux	1740	1735	1740
Michelin	3525	3555	3540
Midi (C)	1530	1548	1550
Midi-Honnay	2450	2462	2475
Navig. Méditerranée	1180	1185	1190
Oréal (L)	4210	4200	4205
Parif-Région	1075	1094	1090
Peugeot S.A.	1485	1480	1480
Sant-Gobain	458 90	458	464 90
Sant	905	905	910
Sources Pariet	799	799	800
Télécom	3330	3345	3350
Thomson C.S.F.	1875	1785	1825
Tout-C.F.P.	484	480	482 10
T.R.T.	2450	2450	2450
Veolia	575	580	581

DANS

ORDI

UNE DISQUETTE GRATUITE

pour essayer Word Perfect sur

IBM-PC

chez votre marchand de journaux

A B C D E F G

Le voyage du pape en Argentine

Jean-Paul II prononce un plaidoyer en faveur des « liens sacrés du mariage »

Jean-Paul II a choisi Cordoba, un million d'habitants, et qu'on appelle ici la « Rome argentine », pour lancer, le mercredi 8 avril, son offensive attendue contre le divorce, interdit en Argentine. C'est le principal thème de conflit entre l'Eglise catholique et le gouvernement Alfonsín, qui a présenté un projet de loi l'autorisant.

BUENOS-AIRES de nos envoyés spéciaux

A Cordoba, où l'attendait une foule de milliers de personnes lors de son arrivée, le pape a prononcé un plaidoyer passionné en faveur des « liens sacrés du mariage ». « Le véritable amour n'existe pas s'il n'est pas fidèle, si promesse n'est pas faite qu'il durera jusqu'à la mort, a-t-il dit. Il est difficile à celui qui ne se décide pas à aimer pour toujours, d'aimer vraiment un jour. » Et il a ajouté : « Le divorce va de pair avec une dégradation des valeurs fondamentales du mariage, de la famille et de la moralité publique dans tous les domaines. »

An cours de cette homélie dédiée à la famille et prononcée dans la cathédrale de Cordoba, il a appelé les chrétiens à s'engager dans la « bataille de l'amour » : « Ne vous laissez pas intimider ; ne soyez pas lâches ; lutez avec détermination et courage. »

Le pape a également repris dans son allocution, prononcée avec fermeté, une condamnation déjà maintes fois formulée de toute forme de contraception : « La relation matrimoniale, a-t-il rappelé, ne serait pas authentique si l'on fermait artificiellement les sources de vie. »

Avant de quitter Cordoba pour Tucumán, à 1100 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, Jean-Paul II a eu un entretien prolongé — trois quarts d'heure, non prévu au programme — avec le vice-président de la République, M. Victor Martínez, très lié à l'Eglise. Rien n'a filtré de cet entretien attendu, mais très probablement provoqué, par l'épineuse question du divorce.

Dans son homélie, le pape a également lié sa ferme condamnation du divorce à la « fidélité à la patrie et au respect des lois ». Plus tard, à Tucumán, il est revenu sur ce thème en déclarant que « l'amour de la patrie » était pour un catholique « une manifestation de l'amour »

chrétien ». Et c'est en fait un appel à la réconciliation de « tous les Argentins » que Jean-Paul II a formulé, une allusion évidente aux divisions, aux querelles, aux controverses qui déchirent actuellement l'Argentine.

La politique dite de « point final » du président Alfonsín, qui limite dans le temps d'éventuelles poursuites contre les auteurs matériels d'actes commis pendant la dictature, suscite toujours l'hostilité amère de toutes les organisations humanitaires, et en particulier des mères de la place de Mai.

A l'issue de sa troisième journée en Argentine, Jean-Paul II a passé la nuit à Salta, nichée dans une riche vallée d'altitude et encerclée par les contreforts fauves de la cordillère des Andes. Il y a de nouveau évoqué les cinq siècles d'évangélisation de l'Amérique latine, thème de son allocution de Puerto Monts au Chili. Jeudi 9 avril, le pape devait se rendre à Corrientes puis à Paraná avant de regagner Buenos-Aires. Mais un nouveau déplacement éclair en province doit avoir lieu samedi matin à Rosario, 300 kilomètres au nord-est de Buenos-Aires sur le rio de la Plata.

CATHERINE DERIVERY et MARCEL NIEDERGAU.

123 corps ont été retirés de l'épave du « Herald of Free Enterprise »

Les plongeurs belges et britanniques étaient parvenus, mercredi 8 avril en fin d'après-midi, à sortir cent vingt-trois corps de l'épave du car-ferry *Herald of Free Enterprise*, qui avait fait naufrage le 6 mars en sortant du port de Zeebrugge. Les délicates opérations de renforcement du navire, menées par les compagnies Smit Tak (néerlandaise) et URS (belge) le 7 avril, s'étaient déroulées selon le calendrier prévu.

A la base navale de Zeebrugge, une équipe de quelque deux cents spécialistes formés aux techniques de reconnaissance des victimes d'accidents, essayent d'identifier les corps, qui ont été emballés. Ils sont assistés de médecins, d'infirmiers et de psychologues pour venir en aide aux familles des victimes.

D'autre part, les victimes du naufrage et leurs proches vont recevoir des indemnités au moins deux fois supérieures à celles prévues par la convention internationale d'Athènes de 1974, jugées très insuffisantes par les familles, a annoncé le groupe britannique P et O, propriétaire de la compagnie Townsend Thoresen, elle-même armateur du car-ferry.

A l'issue de négociations avec les assureurs, la somme minimum allouée pour chaque victime ne pourra être inférieure à 80000 livres (près de 800000 F) et pourrait atteindre un chiffre bien supérieur. La convention d'Athènes, qui est entrée en vigueur il y a quelques mois seulement, prévoit une maximum de 38000 livres (370000 F). — (AFP.)

● **Second entretien soviéto-israélien à Rome** : Pour la seconde journée consécutive, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, s'est entretenu, mercredi 8 avril, à Rome, avec deux responsables soviétiques, MM. Karen Brutens, vice-président de la commission des affaires étrangères du comité central du PCUS, et son adjoint, M. Alexandre Zotov. Les trois hommes, qui avaient eu mardi une première conversation à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste (IS), ont notamment discuté de la possibilité de réunir une conférence internationale sur le Proche-Orient et de l'état des relations entre l'Union soviétique et Israël. Ce fut un échange de vues franc et sérieux, a dit M. Peres.

(Publicité)

Pantalons DOUBLÉS, POUR HOMME flanelle ou serge

EXTENSIBLE, 189 F

Et 399 F un blazer pour homme en laine et soie. Et à partir de 990 F un costume en tissu Dometex (égale-ment extensible et plié). L'explication de ces prix : la vente en direct des créations masculines Guy d'Arbent en exclusivité, même grandes tailles jusqu'à 52, par les Entrepreneurs du Marché, 31, St-Sébastien-Frédéric, 3, rue du Pont-aux-Choux (9), tous les jours 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Sur le vif

Chasse aux Sov

Je vous parlais hier du journal de Dan Rather, le présentateur vedette de la CBS, retransmis, en clair, chaque matin sur Canal Plus. Aujourd'hui c'était à se cogner le derrière au lustre.

Il est marquant, les confidences aux Etats-Unis, d'une importance dont on n'a pas idée ici. Il s'agit d'abord d'un long reportage sur le « spy scandal ». Il révèle que les ambassades et les consulats américains à Leningrad, à Rome et ailleurs sont entièrement bouffés aux mites, ou plutôt aux puces électroniques, par des espions de l'Union soviétique. Ils vont planquer les micros sous le nez de sénateurs hurlant à la violation du territoire national à l'étranger. Ils nous montrent un Shultz vaxé comme un pou, furax à l'idée d'aller faire le zigzag à Moscou dans son camping-car.

Après quoi, dans la foulée, ils se livrent à une petite enquête sur les méthodes utilisées par la CIA et le FBI en matière d'espionnage. Interview des principaux responsables :

— Vous, vous feriez pas des choses pareilles, hein ? Ce serait trop vilain ?

— On se gênerait ! Non, mais qu'est-ce que vous croyez ? Que les Sov sont les seuls à avoir une oreille ou un œil qui traîne sous les tapis, dans les poignées de porte, les bouquets de fleurs et les rouleaux de papier hygienique ?

Eux, les Américains, ils ont fait mieux, ils ont glissé des micros entre les matelas et le sommier du chef du KGB à Moscou. Ils ont planqué des caméras derrière des chaises d'eau. Ils se sont procurés des décodateurs de l'Union, de la sauter et de la salive de tous les moribonds qui se sont succédés au Kremlin.

Tiens, à propos, on a même vu Nixon, interrogé par la chaîne, se vanter d'avoir réussi à mettre la voiture blindée de Brejnev sur table d'écoute. Alors là, excusez-moi, d'accord, ils sont très forts les agents américains, mais quel intérêt ? C'était pour savoir quoi ? Ou on lui versait la pompe à vélo qui servait à le repomper avant chaque apparition publique, c'est ça ?

CLAUDE SARRAUTE.

Explosion d'une bombe au Botswana : trois morts

Trois morts et deux blessés : tel est le bilan d'une explosion due, semble-t-il, à une bombe, qui s'est produite, jeudi matin 9 avril, à Gaborone, la capitale du Botswana, située à la frontière sud-africaine.

Cet incident est survenu quelques heures après que le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, ait annoncé que l'ANC (Congrès national africain) a prévu de perturber les élections législatives sud-africaines du 6 mai prochain. Selon M. Botha, qui s'exprimait à Uvongo, ville côtière située à 100 kilomètres au sud de Durban, des maquisards « puissamment armés » se sont rassemblés près de Lusaka (la capitale zambienne). Pretoria a prévenu les gouvernements zambien, botswana et mozambicain, leur demandant d'empêcher ces maquisards d'atteindre l'Afrique du Sud (de Lusaka, ceux-ci doivent traverser l'Angola, l'Afrique du Sud) pour se rendre en Afrique du Sud. — (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Au groupe Hachette

Nouvelles responsabilités pour Etienne Mougoutte

Des changements vont intervenir dans les organigrammes des publications appartenant au groupe Hachette. Ils seront annoncés au début de la semaine prochaine. De même que seront indiquées les grandes lignes d'une « redéfinition de toute la stratégie éditoriale » du groupe.

C'est ainsi qu'Etienne Mougoutte quitte la direction de la rédaction de *Télé 7 jours*. « Une décision, dit-il, prise de longue date. » Pour l'avenir, deux grandes orientations s'offrent à lui au sein du groupe de M. Jean-Luc Lagardère : le secteur presse ou celui de l'audiovisuel, dont il prendrait la responsabilité pour l'ensemble des activités de production. Un choix qui, selon lui, sera fixé dans huit à dix jours.

Etienne Mougoutte sera remplacé à la tête de *Télé 7 jours* par Paul Giamoli, actuellement directeur de la rédaction du *Journal du dimanche*. Son poste sera repris par Alain Genestier, rédacteur en chef de *L'Echo républicain*, quotidien édité à Chartres et qui dépend, comme le *Journal du dimanche*, du groupe Hachette.

A. Rd.

Moquettes & Tissus : Paris-Pas-Cher décerne Le Pied à Artirec

LE PIED décerne le meilleur Établissement dans sa catégorie et sa spécialité. Un excellent rapport qualité-prix-acueil-service.

IL N'Y A PAS PLUS d'indépendant que Paris-Pas-Cher qui se permet parfois de critiquer ouvertement certains magasins promettant plus qu'ils ne tiennent.

En moquettes, il n'hésite pas à décerner le « Pied » (le Top) à Artirec, en exclusivité, alors que d'autres magasins connus « s'efforcent » en vain d'y parvenir.

On y lit : La (Capitale) de la moquette dégriffée à prix planché, 1300 m² de moquette d'inspiration provençale... 6000 références pour sols et murs... Pour tous les goûts et toutes les bourses... Beaucoup de produits techniques classés... Beaucoup de lots à moitié prix au moins... Moquettes depuis 29,50 F le m² en valeurs synthétiques.

Autre preuve d'excellence : Artirec est agréé par la France ! Recommandé aussi par Gault-Millau et le Petit Mâlin. Qui fait mieux ?

Artirec ? Chic ! Choix ! Pas Cher !

ARTIREC-SOLS, 4, Bd de la Bastille (M^o Quai de la Rapée, près St. Austerlitz, Paris 12^e, Parking facile (43.40.72.73).

ARTIREC-TISSUS, à 5 minutes pour coordonner moq. et revêtements murs, 8-10, Impasse St-Sébastien, 11^e (43.55.56.50). (En volume, par le 87, Bd Richard-Lenoir, prendre la rue St-Sébastien, puis tourner à gauche. Parking gratuit tout court). Remise 5% ; présenter cacl.

Guides Artirec Murs et Sols, 10 F. Gratuite si achat.

« Artirec veut cent fois le déplacement ». Pour habiller la maison 1987 à prix de collection dégriffée.

Même maison ; Plaid air (78) ; (30.55.55.15) ; St-Maur (94) ; (49.53.19.97)

30/10/1987